



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115504979>

CA 1
CP
- A55

Annual Report 1983-1984 Rapport annuel

35



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

Canada

The National Capital Commission

The National Capital Commission, with its antecedents, is one of Canada's oldest Crown Corporations listed under Schedule C of the *Financial Administration Act*. It was established under the *National Capital Act* of 1958 with a mandate "to prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance."

To do this, the Act states that the Commission may acquire property; construct and maintain parks, parkways, bridges and other structures; maintain and improve property owned by the Federal Government; cooperate with local municipalities and others in joint projects; administer, preserve and maintain historic places; and carry out planning related to the proper development of the National Capital Region.

The Commission operates within the 4,662 square kilometres of the National Capital Region. With the cities of Ottawa and Hull at its core, the Region includes all or part of 27 municipal jurisdictions in eastern Ontario and western Quebec, with a total population of 735,850.

La Commission de la Capitale nationale

La Commission de la Capitale nationale avec ses prédécesseurs, est une des plus anciennes sociétés de la Couronne du Canada inscrite à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*. Elle fut instituée en vertu de la *Loi sur la Capitale nationale* (1958) et reçut alors le mandat de «préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale et d'y aider, afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada puissent être en harmonie avec son importance nationale».

La loi précise qu'afin de réaliser son mandat, la Commission peut acquérir des biens, aménager et entretenir des parcs, des promenades, des ponts et d'autres constructions, entretenir et embellir tous biens appartenant au gouvernement fédéral, coopérer avec les autorités municipales, locales ou autres, à des projets conjoints, administrer, préserver et entretenir tout bâtiment ou lieu historique, enfin, planifier tous les travaux que nécessite l'aménagement harmonieux de la région de la Capitale nationale.

L'autorité de la Commission s'exerce sur la région de la Capitale nationale, territoire de 4 662 kilomètres carrés qui, en plus d'Ottawa et Hull, englobe, en totalité ou en partie, 27 municipalités de l'Est de l'Ontario et de l'Ouest du Québec dont la population globale est de 735 850.

Annual Report 1983-1984 Rapport annuel



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

Canada

Letter of Transmittal

The Honourable Roch La Salle
Minister of Public Works,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.
K1A 0A6

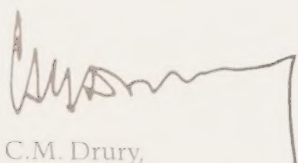
Honourable Minister:

In this 25th Anniversary Year of the day the National Capital Commission was given a greatly increased responsibility in the task of implementing the Gréber Plan by Parliament, the Commission looks back with pride at the role it has played in the development of the National Capital, but also at the leadership with which it has approached the complexities of planning and implementing its programmes.

Although some of our accomplishments have been achieved more or less independently, we are equally proud of the spirit of co-operation with which we and our colleagues in other government departments, agencies and other levels of government have worked towards one common aim – the establishment of a Capital in which all Canadians can have pride.

I am pleased therefore to report on the activities of the National Capital Commission during the fiscal year 1983-1984 and to submit its statements, together with the Report of the Auditor General.

Yours truly,



C.M. Drury,
Chairman

Lettre d'accompagnement

L'honorable Roch La Salle
Ministre des Travaux publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

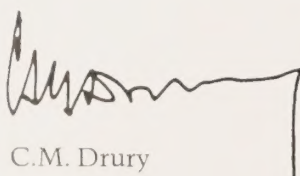
La Commission de la Capitale nationale est fière cette année, en faisant le bilan de ses 25 années d'existence, de constater les nombreuses retombées positives que son travail a entraînées dans la région de la Capitale nationale.

Certaines des réalisations de la Commission sont le fruit d'efforts plus ou moins indépendants. La plupart cependant découlent d'efforts collectifs pour lesquels d'autres ministères et organismes ainsi que d'autres niveaux de gouvernement ont joué un rôle important.

Nous sommes donc fiers non seulement de la mise en valeur de la Capitale mais aussi de l'esprit de collaboration avec lequel la Commission de la Capitale nationale a envisagé les aspects complexes de la planification et de la réalisation des travaux de mise en valeur ainsi que de l'orientation qu'elle a souvent su leur donner.

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités de la Commission de la Capitale nationale pour l'année financière 1983-1984 et de vous soumettre les états financiers ainsi que le Rapport du Vérificateur général.

Le Président



C.M. Drury

Table of Contents

Letter of Transmittal	2
The Capital of Canada	5
National Capital Planning and Development	7
Planning for the Heart of the Capital	8
Prospects for Canada's Capital	8
Federal Land Use Plan for the Capital	9
Policy on Parkways	9
Parliamentary Precinct	10
LeBreton Flats	10
Ceremonial Route	10
National Gallery of Canada	11
National Museum of Man	11
Voyageur Parkway	12
Brewery Creek	13
Jacques Cartier Marina	13
Cartier Square	13
La Baie	13
Park and Landscape Development	
Commissioners' Park Floral Display	14
Richelieu Park	14
Hull Armories – Interim Park	15
Rockcliffe Airport Area	
Eastern Driveway	15
Land Management	
General Parkway and Park Maintenance	15
The Greenbelt	16
Gatineau Park	16
Rideau Canal Winterway	17
Shared-Cost Projects	
Rideau Area Development	18
Transitways	19
Interprovincial Transit Assistance	19
Quebec Roadway Agreement	19
Quebec Sewer System Agreement	20
Ontario Sewers	20
Underground Wiring	20
Hunt Club/Rideau Bridge	20
Real Asset Management	21
Property Development	
Dows Lake Pavilion	22
Byward Market/Sussex Drive	
Master Development Plan	22
Wakefield Mill Area Development Plan	23
Diplomatic Missions	23
Property Transactions Services	
Land Sales	23
Grants in lieu of Taxes	24
Surveys and Mapping	24

Table des matières

Lettre d'accompagnement	2
La Capitale du Canada	5
La planification et l'aménagement de la Capitale nationale	7
La planification du secteur central de la Capitale	7
Les perspectives pour la Capitale du Canada	8
Le plan d'utilisation des terres fédérales de la Capitale	8
La politique relative aux promenades	9
La Cité parlementaire	10
Les plaines LeBreton	10
Le parcours d'honneur	10
La Galerie nationale du Canada	11
Le Musée national de l'Homme	11
La promenade des Voyageurs	12
Le ruisseau de la Brasserie	13
Le port de plaisance Jacques-Cartier	13
La Place Cartier	13
La Baie	14
L'aménagement des parcs et des terrains	
Les florales du parc des Commissaires	14
Le parc Richelieu	14
Le parc provisoire du manège militaire	
De Salaberry de Hull	14
Le secteur de l'aéroport de Rockcliffe	
La promenade de l'Est	15
La gestion des terrains	
L'entretien général des promenades et des parcs	15
La Ceinture de verdure	16
Le parc de la Gatineau	17
La patinoire du canal Rideau	17
Les programmes à frais partagés	
L'aménagement du secteur Rideau	18
La voie rapide de transport en commun	18
Aide financière au transport en commun interprovincial	19
L'entente sur les routes au Québec	19
L'entente sur l'épuration des eaux usées au Québec	20
Les égouts en Ontario	20
L'enfouissement des fils électriques	20
Le pont Hunt Club-Rideau	20
La gestion des biens immobiliers	21
L'aménagement des biens immobiliers	
Le pavillon du lac Dows	22
Le Plan directeur d'aménagement du marché By et de la promenade Sussex	22
L'aménagement du secteur du moulin de Wakefield	22
Les missions diplomatiques	23
Les transactions immobilières	
Les ventes de terrain	23
Les subventions tenant lieu de taxes	24
Levés et cartographie	24

Public Activities	25	Les Services au public	25
Visitor Services		Les services aux visiteurs	
Urban Programmes	26	Les programmes en milieu urbain	25
Gatineau Park	26	Le parc de la Gatineau	26
The Greenbelt	26	La Ceinture de verdure	26
Culture and Animation		La culture et l'animation	
Sound and Light Show	27	Le Son et lumière	27
Special Events	27	Les événements spéciaux	27
Other Activities	29	Autres activités	28
Visual Arts	29	Les arts visuels	29
Recreation, Nature and History Interpretation		Les loisirs, l'interprétation de la nature et du patrimoine	
Recreational Programmes	29	Les programmes de loisirs	29
Interpretation Programmes	30	Les programmes d'interprétation	30
Promotional programmes		La publicité et la promotion	
Promoting the Capital	31	Le programme de publicité relatif à la Capitale	31
National Capital Commission's Twenty-fifth Anniversary	32	Le vingt-cinquième anniversaire de la Commission de la Capitale nationale	32
Publications	32	Les publications	32
Student Awareness Programmes	33	Le programme de sensibilisation des étudiants	33
Corporate Administration	35	L'administration de la Commission	35
Secretariat	35	Le Secrétariat	35
Finance and Administration	36	Les Finances et l'administration	36
The Commission	37	La Commission	37
Commissioners	38	Les commissaires	39
Executive Committee	40	Le Comité exécutif	40
Corporate Audit Committee	40	Le Comité corporatif de vérification	40
Advisory Committee on Real Property	40	Le Comité consultatif des biens immobiliers	40
National Capital Planning Committee	41	Le Comité d'aménagement de la Capitale nationale	41
Advisory Committee on Design	42	Le Comité consultatif d'architecture	42
Advisory Committee on Arts	43	Le Comité consultatif des arts	43
Administration	44	L'Administration	44
Office of the General Manager	44	Bureau du Directeur général	44
Secretariat	44	Le Secrétariat	44
Planning Branch	45	La Planification	45
Property Branch	45	Les Biens immobiliers	45
Development Branch	45	Le Développement	46
Public Activities Branch	46	Les Services au public	46
Finance and Administration Branch	46	Les Finances et l'administration	46
Organization Chart	47	L'organigramme de la Commission	47
Map of the National Capital Region	48	La carte de la région de la Capitale nationale	48
General Statistics	48	Statistiques générales	48
Financial Statements	49	États financiers	49

The Capital of Canada

"No single government or authority can by itself build a truly national capital: success depends upon the will of many governments and especially of the people they represent to give themselves to the task of creating a capital worthy of the nation." — Prime Minister Pierre Elliott Trudeau (December 21, 1971)

In 1958, Parliament established the National Capital Commission as the federal planning agency for the Capital. As such, the NCC has been empowered to plan and coordinate the federal interest in the Region. In this capacity, the Commission can take some measure of pride in the accomplishments which it has helped to facilitate over the past 25 years: a well-functioning centre for the political and administrative demands of government, as well as an increasingly attractive, physical and cultural setting befitting the Capital of Canada.

While due in part to the Commission's efforts, these accomplishments are also the result of the federal government's unwavering commitment to the Capital as a valued symbol of Canadian unity and pride, and to the cooperative spirit of municipal, regional, provincial and federal agencies with jurisdictional responsibilities in the National Capital Region.

Highlights for the year included the joint planning efforts of the NCC and Public Works Canada in the proposed enhancement of the Parliamentary Precinct; the siting and design approval of the new National Gallery of Canada and the National Museum of Man projects initiated by the Canada Museums Construction Corporation; NCC assistance and participation in cultural activities, as well as visitor services coordinated by other agencies and groups; and the implementation by the Regional Municipality of Ottawa-Carleton, the Communauté régionale de l'Outaouais and the two Provinces of municipal services projects supported financially by the National Capital Commission.

La Capitale du Canada

«Aucun gouvernement ni aucune autorité ne peuvent à eux seuls construire une capitale vraiment nationale. Le succès dépend de la volonté de nombreux gouvernements et surtout de la population qu'ils représentent de s'atteler à la tâche afin de créer une capitale digne de la nation.» (Le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau, le 21 décembre 1971).

En 1958, le Parlement créait la Commission de la Capitale nationale et lui donnait le mandat d'agir à titre d'organisme fédéral de planification de la Capitale. À ce titre, la Commission a reçu les pouvoirs de planifier et de coordonner les intérêts fédéraux dans la région. Elle peut donc tirer une certaine fierté des réalisations qu'elle a favorisées au cours des dernières années. La capitale du Canada est devenue un centre qui fonctionne efficacement, répond aux demandes politiques et administratives du gouvernement et dont les attraits nationaux, physiques et culturels augmentent de plus en plus.

Bien que découlant en partie de l'effort de la Commission, ces réalisations sont le fruit de l'engagement inébranlable du gouvernement fédéral envers la Capitale, symbole par excellence de l'unité nationale canadienne ainsi que de la coopération des organismes régionaux et provinciaux avec les fédéraux dont les compétences s'appliquent à la région de la Capitale nationale.

Les faits saillants de l'année comprennent la planification conjointe de l'Agence fédérale des Travaux publics Canada et de la Commission de la Capitale nationale; l'amélioration proposée de la situation du Parlement; le choix de l'emplacement pour la nouvelle Bibliothèque nationale du Canada et du nouveau Centre national de l'Homme proposées par le gouvernement; la construction des musées du Canada; la participation de la CCN à des projets culturels ainsi qu'aux services d'accueil des visiteurs coordonnés par d'autres organismes; ainsi que la réalisation par la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la Communauté régionale de l'Outaouais et les deux provinces, de projets d'installation de services municipaux appuyés financièrement par la Commission de la Capitale nationale.

As the federal planning agency for the Capital, the NCC looks forward to the shared challenges which lie ahead. In particular, cooperation is viewed as the key to the successful implementation of the long-term plan for Canada's Capital which is presently being developed by the National Capital Commission.

Shared efforts will also be required, over succeeding years, to enhance further the Capital's political, administrative and symbolic functions, through the completion of existing or envisaged projects. To name a few, these projects include the further integration and development of the Capital's visitor information and interpretation services, the expansion and enhancement of the Parliamentary Precinct, the operation of a Sound and Light Show on Parliament Hill, and the siting of new federal institutions and diplomatic missions in the Capital.

In this 25th anniversary year of the Commission's inception, the NCC is looking forward to continued interest and cooperation of public agencies and groups in the National Capital Region, as well as Canadians at large, in the development and stewardship of a Capital worthy of Canadians.

À titre d'organisme fédéral chargé de la planification de la Capitale, la CCN se réjouit d'avance des défis qu'elle devra relever avec ses partenaires. Elle considère que la collaboration est la clé de la réalisation fructueuse du plan à long terme pour la Capitale nationale qu'elle met au point actuellement.

Il faudra aussi partager les efforts dans les années qui viennent afin d'améliorer encore davantage les fonctions politiques, administratives et symboliques de la Capitale, par la réalisation des projets en cours ou envisagés actuellement. Parmi ces projets, citons l'intégration et le développement poussés des services d'information et d'interprétation offerts aux visiteurs, l'expansion et la mise en valeur de la Cité parlementaire, l'exploitation d'un spectacle Son et lumière sur la Colline du Parlement et le choix d'emplacements pour de nouvelles institutions fédérales et missions diplomatiques dans la Capitale.

À l'occasion du 25^e anniversaire de sa fondation, la Commission espère qu'elle pourra continuer de compter sur l'intérêt et la collaboration des organismes et groupes publics de la région de la Capitale nationale ainsi que de l'ensemble des Canadiens, pour mettre en valeur et modeler une capitale digne des Canadiens.

National Capital Planning and Development

La planification et l'aménagement de la Capitale nationale



The Commission's planning and development activities vary in scope from the preparation of long-term federal land use plans and the study of prospects for the development of the Capital, through medium-range projects such as the redevelopment of the Brewery Creek area.

While consideration is always given to the views of local municipalities and the provinces, the level of cooperation is particularly high in shared-cost programs, where the NCC enters into agreements with other levels of government to assist in projects which will result in improvements to the Capital. The transitways, the Quebec roadway agreement and the Hunt Club/Rideau bridge are examples of such programmes.

Les activités de planification et d'aménagement de la Commission ont une grande portée et touchent notamment à la préparation de plans d'utilisation des terres fédérales à long terme, à l'étude des perspectives d'aménagement de la Capitale par le biais de projets à moyen terme tels que le réaménagement du secteur du ruisseau de la Brasserie.

Bien que la Commission tienne toujours compte de l'opinion des municipalités locales et des provinces, le niveau de collaboration particulièrement élevé dans le cas des programmes à frais partagés, selon lesquels la CCN conclut des accords avec d'autres paliers de gouvernement afin de favoriser des projets qui embellissent la Capitale. Les voies de transport en commun, l'entente sur les routes au Québec et le pont Hunt Club-Rideau comptent parmi ce type de programmes.

Par tous ces divers moyens, la Commission veille à ce que la planification et l'aménagement de la Capitale soient dignes des Canadiens et de leur pays.

La planification du secteur central de la Capitale du Canada

La Commission de la Capitale nationale prépare un plan stratégique de mise en valeur du secteur central de la Capitale du Canada, un plan unique en ce sens qu'il exprimera un cadre concernant les possibilités et les propositions mettant en valeur le rôle symbolique et les fonctions essentielles de la Capitale, ainsi que l'amélioration de ses attraits physiques.

Son but est de fournir une orientation pour l'action fédérale au cours des 20 prochaines années, prenant en considération les projets réalisés, le contexte et les plans locaux, de même que les divers projets d'aménagement actuellement à l'étude ou en voie de réalisation.

In these various ways, the Commission is working to ensure that planning and development in the area result in a Capital worthy of Canada and Canadians.

Planning for the Heart of the Capital

The National Capital Commission is formulating a strategic development plan for the heart of Canada's Capital, a unique plan articulating a framework of opportunity and proposals for expressing and enhancing the symbolic role and essential functions of the Capital, and the improvement of its physical appearance.

Its purpose is to provide direction for federal action in the next 20 years, taking into consideration existing developments, local context and plans, as well as the various development projects presently being studied or implemented.

Prospects for Canada's Capital

The *National Capital Act* gives the NCC a mandate to ensure that the nature and character of the seat of the Canadian government and surrounding environment are in keeping with its national significance.

In these days of rapid social, economic and technological change, it is essential that there be flexible, comprehensive and strategic planning. With this in mind, the Commission has undertaken a study of prospects for the future of the Capital.

The goal of this study is to clarify options which are both feasible and desirable regarding the development of Canada's Capital in its national and international context. These will guide the Commission in the preparation and timely and effective application of policies, plans and programmes for the orderly development of the Capital.

The first phase of the study will be completed in June 1984. The background reports and synthesis of this phase will serve as the basis for the preparation of a strategic plan for the development of the Capital. The prospective approach developed for the study will permit the NCC to better understand the short-, medium- and long-term development possibilities for the Capital, to formulate realistic and comprehensive goals for the Capital, and to understand and articulate the courses of action the Commission can select to reach those goals.

Les perspectives pour la Capitale du Canada

En vertu de la *Loi sur la Capitale nationale*, la CCN a reçu le mandat de veiller à ce que la nature et le caractère du siège du gouvernement canadien et de la région environnante soient en harmonie avec son importance nationale.

À une époque où l'on connaît de rapides changements sociaux, économiques et technologiques, il est essentiel d'avoir une planification d'ensemble souple et stratégique. Dans cette optique, la Commission a entrepris une étude prospective sur l'avenir de la Capitale.

L'étude a pour but de clarifier les options qui sont à la fois réalisables et souhaitables concernant le développement de la Capitale du Canada dans son contexte national et international; elles guideront la Commission dans l'élaboration et l'application opportune et efficace des politiques, des plans et des programmes en vue d'un aménagement global de la Capitale.

La première phase de l'étude sera complétée en juin 1984. Les dossiers analytiques et la synthèse de cette phase serviront de base à l'élaboration d'un plan stratégique de développement pour la Capitale. La démarche prospective de l'étude permettra à la CCN de mieux cerner, pour la Capitale, ses possibilités d'aménagement à court, à moyen et à long termes, de fixer ses objectifs globaux, et de saisir et préciser les différentes actions que la Commission pourrait prendre afin de les atteindre.

Le plan d'utilisation des terres fédérales de la Capitale

En général, les travaux de planification de la CCN reposent sur les principes du plan élaboré par Jacques Gréber exposés dans son plan directeur de 1951, tel qu'il a été modifié dans le Plan du secteur central de 1971.

Lorsque le plan Gréber fut conçu, aucun organisme n'était responsable de la planification à l'échelle régionale. Par conséquent, il était normal que la Commission assume ce rôle. Toutefois, au cours des dernières années, d'autres paliers de gouvernement ont défini les fonctions qui relèvent de la planification locale, et le rôle de la Commission, à titre de planificateur principal, a été modifié; la Commission joue maintenant un rôle plus précis de planification où elle surveille les intérêts du fédéral dans la région de la Capitale nationale. À l'heure actuelle, il est très important

Federal Land Use Plan for the Capital

NCC planning has generally been based on the principles conceived by Jacques Gréber in his 1951 master plan, as modified by the Core Area Plan of 1971.

Since there were no agencies responsible for planning on a regional scale in 1951, it was natural for the Commission to assume this role. However, in recent years other levels of government have developed local planning mandates and the Commission's role has been modified from one of dominance to a more defined role as planner for the federal interests in the National Capital Region. Recognizing this change and the need to clarify the interest of the Commission as a federal planning agency in the Region are extremely important at this time. There is also the need to clarify the Commission's role as planner of the federal lands in the Region vis-à-vis other levels of government with which it interacts and on which it has a major impact. As a result, the Commission is in the process of developing the Plan for Canada's Capital – A Federal Land Use Plan.

This Plan will provide a general framework for land development and management carried out by the Commission. It will provide direction for the short- and long-term use of all federal lands in the National Capital Region. It will also supply other levels of government with a statement of federal planning interests including where and how they will affect the local area.

The Federal Land Use Plan will be composed of two main parts: a long-term 20-year Horizon Year Plan, and an accompanying five-year Interim Land Development Plan. The Development Plan is the primary vehicle through which the Horizon Year Plan will be implemented.

During the past year the work programme concentrated on the long-term, 20-year Horizon Year Plan. The past year's activities have included the formulation of a Plan Introduction, including preliminary Goals and Objectives; the preparation and presentation of five potential regional development concepts for the National Capital Region; and the production of a series of Issue Papers, documents which examine the Plan's four major elements (i.e., Elements and Image, Environment, Transportation and Community) to produce tentative policy directions, to be explored further during 1984-1985.

Policy on Parkways

The NCC has completed on a policy for the management of its parkway system as well as a framework for the development of additional parkways and links in the system

de reconnaître ce changement de rôle et de clarifier les intérêts de la Commission à titre d'organisme fédéral de planification dans la région. Il est également nécessaire de définir clairement son rôle en tant que planificateur des terres fédérales dans la région par rapport aux autres paliers de gouvernement avec lesquels elle est appelée à intervenir et sur lesquels elle a une grande influence. Par conséquent, la Commission procède actuellement à l'élaboration du Plan de la Capitale du Canada – un plan d'utilisation des terres fédérales.

Ce plan fournira un cadre général de travail permettant à la Commission d'aménager et de gérer ses terrains selon des données précises. Il servira à orienter l'utilisation, à court et à long termes, des terres fédérales dans la région de la Capitale nationale. Il exposera également aux divers niveaux de gouvernement les intérêts fédéraux dans la planification, les endroits touchés et les répercussions dans la région.

Le Plan d'affectation des terres fédérales comprendra deux volets: un plan récapitulatif à long terme d'une durée de vingt ans et un plan intérimaire d'aménagement d'une durée de cinq ans. Ce dernier servira d'intermédiaire principal à la mise en oeuvre du plan récapitulatif.

L'an dernier, les travaux se sont concentrés sur le plan récapitulatif. Les activités ont porté sur la formulation d'une introduction, comprenant les buts et objectifs préliminaires, la préparation et la présentation de cinq concepts d'aménagement régional possibles ainsi que la rédaction de documents de travail qui traitent des quatre grandes composantes du Plan, soit les éléments et l'image, l'environnement, les transports et la collectivité, afin de déterminer des orientations de politique provisoires qui seront approfondies en 1984-1985.

La politique relative aux promenades

La CCN a élaboré une politique en vue de la gestion de son réseau de promenades ainsi qu'un cadre pour l'aménagement de nouvelles promenades et de liens qui s'ajouteront au réseau d'ici quinze ans. Les objectifs de ces travaux sont de donner un rôle et un mandat plus diversifiés aux promenades tout en maintenant le concept d'un réseau continu appartenant au gouvernement fédéral.

Les travaux devraient débuter en 1984. Des consultations seront menées avec les organismes régionaux intéressés.

over the next fifteen years. The goals are to give to the parkways a more diversified role and purpose while retaining the concept of a continuous, federally-owned system.

It is expected that implementation will begin during 1984. Consultations will be carried out with interested agencies in the region.

Parliamentary Precinct

The National Capital Commission, in co-operation with Public Works Canada, is conducting studies leading to the formulation of a master plan for the Parliamentary Precinct. Its purpose will be to guide the conservation and improvement of the Parliament Hill area in order to ensure that parliamentary functions, which are expected to grow over the next decades, can be performed efficiently and that the symbolic and aesthetic quality of the Precinct will be preserved and enhanced.

At present, PWC and NCC staff are completing a series of technical background documents on the Precinct, covering such wide-ranging topics as the long-term space requirements of MPs and Senators, traffic and parking requirements, nearby retail activity forecasts and heritage concerns.

The Commission has now entered a second phase of the project. In this phase, further work is being undertaken toward the preparation of a master plan. The work involves the completion of a visitor/user amenity study and an evaluation and refinement of the planning and urban design options outlined in phase one. The studies are based on a thorough analysis of all work done to date by both the NCC and PWC.

LeBreton Flats

Phase II of the housing development plan has been agreed upon in principle by the National Capital Commission, Canada Mortgage and Housing Corporation and the City of Ottawa. CMHC would be responsible for all procedures necessary to implement Phase II. The housing development is anticipated to consist of townhouses, condominiums and apartments. Approximately 25 per cent of it will be assisted housing, that is, cooperative and social housing.

Ceremonial Route

The concept of a ceremonial route is one of the most important elements of the 1971 Core Area Plan, but the route has seen only limited improvements thus far. It consists mainly of the area defined by the Portage Bridge, Wellington Street, Sussex Drive to Rideau Hall, the Alexandra Bridge and Laurier Street in Hull.

La Cité parlementaire

La Commission de la Capitale nationale, en collaboration avec Travaux publics Canada, mène une étude qui permettra d'établir un plan directeur pour la Cité parlementaire. Ce plan servira à orienter la conservation et l'embellissement de la Colline du Parlement et ses environs afin d'assurer l'efficacité des fonctions parlementaires qui sont appelées à augmenter au cours des prochaines décennies. De plus, il vise à préserver et à mettre en valeur le caractère symbolique et esthétique de la Cité parlementaire.

Le personnel de TPC et de la CCN terminent actuellement la préparation d'une série de documents techniques sur la Cité parlementaire qui traitent d'une variété de sujets tels que les besoins de locaux à long terme pour les députés et les sénateurs, les exigences en termes de stationnement et de circulation, les prévisions de l'activité commerciale dans les environs et les préoccupations concernant le patrimoine.

La deuxième étape du projet a été abordée. Elle comprend d'autres études visant la préparation d'un plan directeur: une étude des services offerts aux visiteurs et l'évaluation et le raffinement des options d'aménagement urbain à la lumière d'une analyse minutieuse du travail effectué jusqu'à ce jour par la CCN et par TPC.

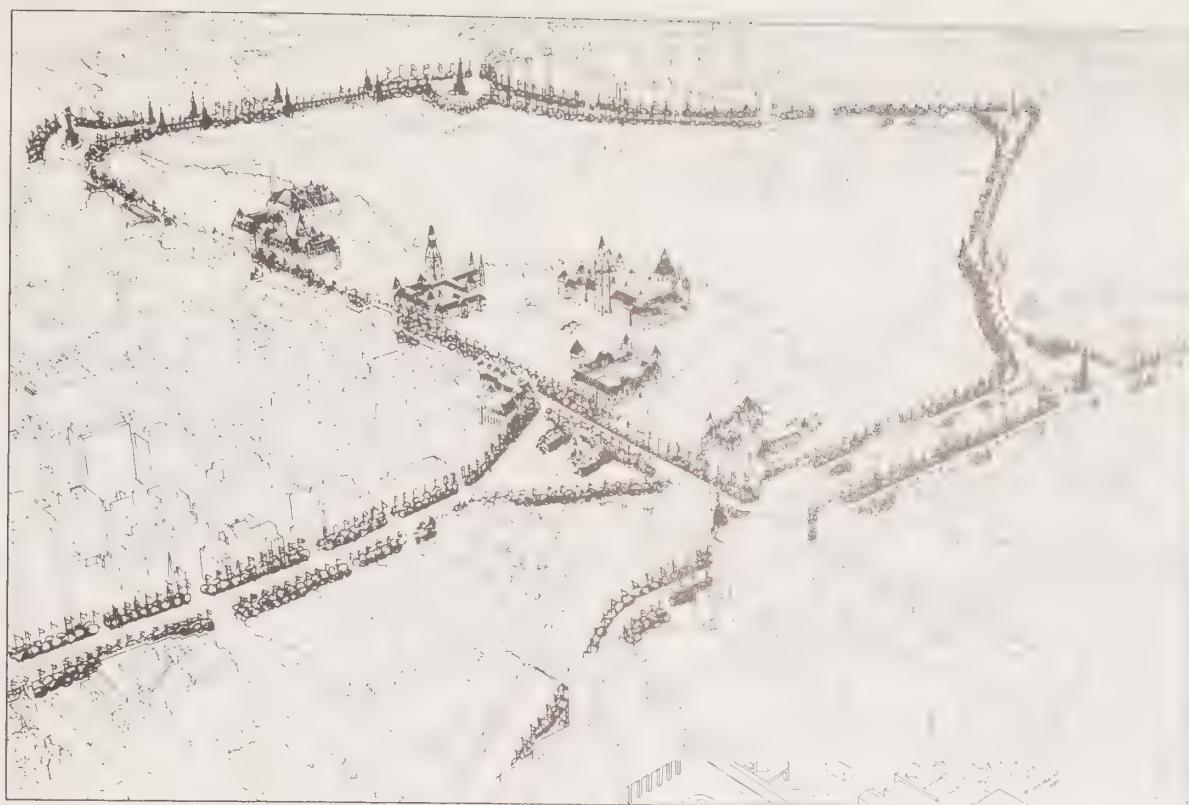
Les plaines LeBreton

La CCN, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville d'Ottawa ont accepté en principe l'étape II de l'aménagement résidentiel. La SCHL serait responsable de toutes les procédures nécessaires à la mise en oeuvre de l'étape II du plan d'aménagement. Elle devrait comprendre des maisons en rangée, des habitations en copropriété et des appartements. Environ 25 pour cent de ces logements seraient des coopératives d'habitation et des logements à loyer modique.

Le parcours d'honneur

Le parcours d'honneur constituait l'un des principaux éléments du Plan du secteur central de 1971; mais, à ce jour, très peu d'améliorations ont été apportées à ce parcours. Les principaux tronçons du parcours d'honneur comprennent la rue Wellington, la promenade Sussex jusqu'à la résidence du Gouverneur général, les ponts du Portage et Alexandra et la rue Laurier à Hull.

À l'heure actuelle, peu de caractéristiques le distinguent des autres routes: les panneaux de signalisation, les aménagements paysagers, l'éclairage, les parcs de stationnement, la chaussée et d'autres éléments sont variés.



The Ceremonial Route

Le parcours d'honneur

At present, it has few distinct characteristics and is plagued with inconsistencies in signage, landscaping, lighting, parking, paving and other work.

For these reasons, the NCC undertook a study in 1983 to establish design standards and guidelines for improving the environmental, functional and physical characteristics of the ceremonial route.

National Gallery of Canada National Museum of Man

In February 1983, Cabinet approved the recommendations by the Canada Museums Construction Corporation (CMCC) concerning the choice of the northwest corner of Sussex Drive and St. Patrick Street in Ottawa for the new National Gallery of Canada, and of Laurier Park in Hull for the new National Museum of Man. The NCC has formulated and published planning and development guidelines for each of the two projects. Objectives and criteria have been stated in order to ensure that the proposed facilities respect the overall objectives for the Inner Core of the Capital and combine harmoniously with present and future uses of adjacent land.

Since the selection of the two museum sites and the architectural firms by Cabinet, the National Capital Commission has cooperated with the Canada Museums Construction Corporation in ensuring the best possible functional and aesthetic integration of the developments into their immediate surroundings

Pour cette raison, la Commission a réalisé en 1983 une étude afin d'établir des normes et des lignes directrices de conception permettant d'améliorer les aspects physiques et fonctionnels du parcours d'honneur.

La Galerie nationale du Canada Le Musée national de l'Homme

En février 1983, le Cabinet approuvait les recommandations faites par la Société de construction des musées du Canada concernant le choix du parc Laurier à Hull pour le nouveau Musée national de l'Homme et de l'angle nord-ouest de la rue Saint-Patrick et de la promenade Sussex à Ottawa pour la nouvelle Galerie nationale du Canada. La CCN a mis au point et publié des lignes directrices de planification et d'aménagement pour chacun des deux projets. Des objectifs et critères y ont été formulés afin d'assurer que les installations envisagées restent à l'intérieur des objectifs d'aménagement d'ensemble du cœur de la Capitale et s'intègrent harmonieusement aux utilisations actuelles et projetées des terres environnantes.

Depuis que le Cabinet a choisi les architectes et les emplacements des deux musées, la Commission de la Capitale nationale a collaboré avec la Société de construction des musées du Canada afin d'assurer la meilleure intégration possible des établissements au milieu environnant et au secteur central de la Capitale, tant au point de vue esthétique que fonctionnel.

and into the core area of the Capital.

Following presentations by the CMCC in the summer and fall of 1983, the building designs for the National Museum of Man in Laurier Park, Hull, and the National Gallery of Canada on Sussex Drive, Ottawa, were approved.

Construction has started on both sites and these two important national institutions are scheduled for completion in 1988.

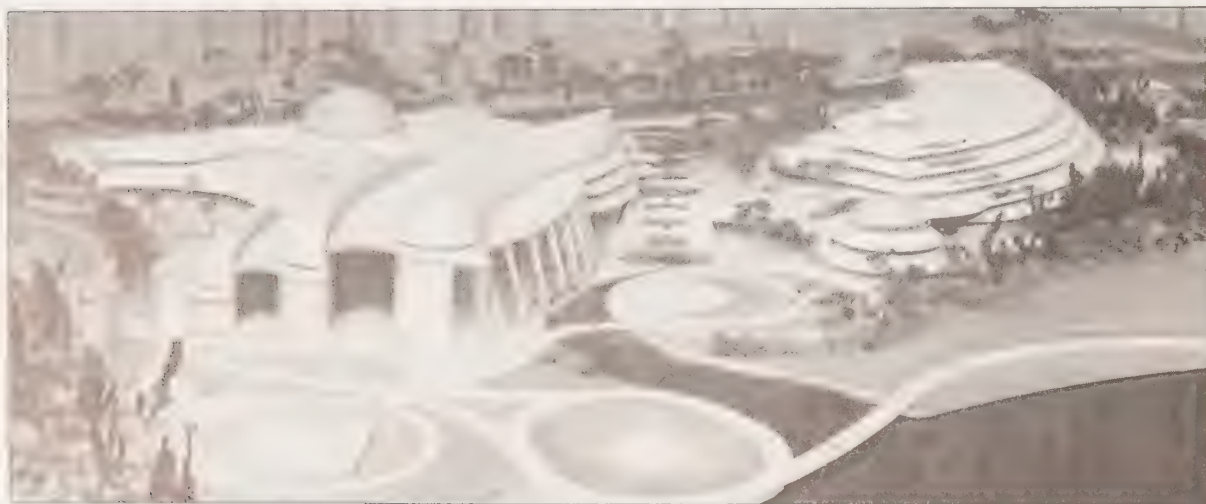
Après les présentations de la SCMC à l'été et à l'automne 1983, la Commission a approuvé les plans en vue de la construction du Musée national de l'Homme dans le parc Laurier à Hull et de la Galerie nationale du Canada sur la promenade Sussex à Ottawa.

La construction s'est amorcée aux deux endroits et ces deux importants établissements nationaux devraient être terminés en 1988.



La nouvelle Galerie nationale du Canada.

La nouvelle Galerie nationale du Canada.



Le nouveau Musée national de l'Homme

Le nouveau Musée national de l'Homme

Voyageur Parkway

A feasibility study for the establishment of Voyageur Parkway was completed in March 1983. The two-lane driveway will extend 7.5 kilometres along the north shore of the Ottawa River, from the eastern side of Aylmer to the Lac des Fées Parkway in Hull. The study recommends that the route follow the river as much as possible and that it incorporate picnic areas, a beach, recreational pathways and interpretation facilities.

Work on this parkway is scheduled to be implemented between 1987 and 1991 at an estimated cost of some \$13.5 million.

La promenade des Voyageurs

Une étude de faisabilité de la promenade des Voyageurs a été terminée en 1983. Cette promenade de 7,5 kilomètres longera sur deux voies la rive nord de la rivière des Outaouais, à partir de l'est d'Aylmer jusqu'à la promenade du lac des Fées à Hull. L'étude recommande que, dans la mesure du possible, la route suive la rivière et qu'elle comporte des aires de pique-nique, une plage aménagée, des sentiers récréatifs et des installations d'interprétation.

On prévoit que les travaux de construction de cette promenade devraient commencer en 1987 et s'échelonner sur une période de quatre ans au coût approximatif de 13,5 millions de dollars.

Brewery Creek

A general development plan for Brewery Creek was completed in August 1982. It recommends a recreational pathway along the creek, landscaping, a visitor centre, a sculpture garden, a playground, recreational facilities, as well as the preservation and renovation of historic structures, such as the Château d'Eau and the Scott-Hadley House.

Working closely with the City of Hull, which undertook the restoration of the Château d'Eau, the NCC has begun work in 1984 under the Job Creation Program which will include rebuilding the retaining walls, constructing wooden sidewalks, supplying electric services and installing an information centre. The area involved is the southern sector of the creek, from Taché Boulevard up to the Château d'Eau, north of Montcalm Street.

Jacques Cartier Marina

The preliminary planning phase to establish a marina on the Ottawa River in Jacques Cartier Park in Hull has been completed. The development plan is the result of cooperation between the Société d'aménagement de l'Outaouais, the Cities of Hull and Gatineau, and the National Capital Commission.

The Commission will assume responsibility for access roads, parking lots, recreational pathways and landscaping. In cooperation with the City of Hull, the NCC planned the installation of temporary docking facilities for 74 boats for the summer of 1984. Total investment by the NCC in this project through its Job Creation Program is expected to be some \$350,000.

Cartier Square

The Commission has provided urban design guidelines for the proposed federal site between the Teachers' College and Lisgar Collegiate.

Construction of the Provincial Court House began in 1983. The NCC has approved the building design and landscaping. The shape, massing and placement of the building is based on NCC planning and urban design criteria prepared in consultation with the City of Ottawa and the Ontario Ministry of Government Services.

La Baie

The NCC is working with the City of Gatineau to develop the La Baie area at the confluence of the Ottawa and Gatineau Rivers. The Commission's aim is to develop the shoreline for

Le ruisseau de la Brasserie

Le plan général d'aménagement du ruisseau de la Brasserie a été achevé en août 1982. Le plan recommande l'intégration de sentiers récréatifs le long du ruisseau, des aménagements paysagers, la construction d'un centre pour visiteurs, l'aménagement d'un jardin de sculptures, de terrains de jeux, d'installations pour les loisirs, ainsi que la restauration de bâtiments historiques tels que le Château d'eau et la maison Scott-Hadley.

En collaboration étroite avec la Ville de Hull qui a entrepris la restauration du Château d'eau, la CCN commencera les travaux en 1984 en vertu du Programme de création d'emplois. Les travaux comprendront la réfection des murs de soutènement, l'installation de trottoirs de bois, l'approvisionnement en électricité et la mise en place d'un centre pour visiteurs. Ils toucheront le secteur sud à partir du boulevard Taché jusqu'au Château d'eau, situé au nord de la rue Montcalm.

Le port de plaisance Jacques-Cartier

L'étape de planification préliminaire du port de plaisance sur la rivière des Outaouais du parc Jacques-Cartier à Hull est terminée. Le plan d'aménagement a été élaboré en collaboration avec la Société d'aménagement de l'Outaouais, les Villes de Hull et de Gatineau et la Commission de la Capitale nationale.

La Commission sera responsable des voies d'accès, des parcs de stationnement, des sentiers récréatifs et de l'aménagement paysager. De concert avec la Ville de Hull, la Commission a mis en place des installations temporaires d'amarrage pour 74 embarcations qui pourront être utilisées à l'été de 1984. L'investissement total de la Commission dans ce projet dans le cadre de son Programme de création d'emplois devrait atteindre 350 000 dollars.

La Place Cartier

La Commission a émis des directives d'aménagement urbain pour l'emplacement fédéral situé entre le Teachers' College et le Lisgar Collegiate.

La construction du Palais de Justice a commencé en 1983. La CCN a approuvé le plan de l'édifice et les aménagements paysagers. La forme, le volume et l'emplacement du bâtiment sont fondés sur les critères de planification et d'aménagement urbain de la CCN, établis en consultation avec la Ville d'Ottawa et le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario.

public use and enjoyment, while the City of Gatineau plans to create a substantial recreation area.

Through the Job Creation Programme, the Commission will invest some \$550,000 in restoring the Gatineau wharf during the fall of 1984.

A long-range planning study for the development of the La Baie area, undertaken jointly with the City of Gatineau and the Société d'aménagement de l'Outaouais, calls for a scenic drive, a cultural/sports area, recreational pathways, a tourist zone, a camping area, a golf course and an amusement park.

Park and Landscape Development

Commissioners' Park Floral Display

In response to visitor demands for more floral displays in the Nation's Capital, the Commission has designed and constructed the first phase of a major bulb, annual and perennial flower plantation in this three-hectare park. A kaleidoscope of about 450,000 tulips, daffodils and other bulbs will now grace the Dows Lake area. Future plantings of annuals, perennials and masses of flowering trees and shrubs will supplement and extend the duration of the floral display.



One of the many tulip beds in Commissioners' Park

Un des nombreux massifs de tulipes dans le parc des Commissaires

Richelieu Park

Last year saw the installation of a fitness trail and the first phase of shuffleboard and horse-shoe courts in this park which is adjacent to the senior citizens' Centre d'accueil Champlain in Vanier. A picnic area and children's play equipment are currently being installed to round out its facilities.

La Baie

La CCN et la Ville de Gatineau, travaillent à l'aménagement du secteur La Baie au confluent des rivières Gatineau et des Outaouais. La Commission entend aménager les berges à des fins publiques et récréatives, alors que la Ville de Gatineau compte créer une zone de loisirs d'importance.

Grâce au Programme de création d'emplois, la Commission investira 550 000 dollars dans la réfection du quai de Gatineau au cours de l'automne 1984.

Une étude de planification à long terme portant sur l'aménagement du secteur La Baie, réalisée de concert avec la Ville de Gatineau et la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO), recommande une promenade panoramique, un endroit pour des activités culturelles et sportives, des sentiers récréatifs, une zone touristique, un terrain de camping, un terrain de golf et un parc d'attractions.

L'aménagement des parcs et des terrains

Les floralies du parc des Commissaires

En réponse aux demandes des visiteurs qu'il y ait davantage de floralies dans la Capitale nationale, la Commission a conçu et réalisé la première étape d'un vaste programme de plantation de fleurs à bulbes, annuelles et vivaces, dans son parc de trois hectares. Un éventail d'environ 450 000 tulipes, jonquilles et autres plantes à bulbes agrémenteront désormais le secteur du lac Dows. Les plantations ultérieures de fleurs annuelles ou vivaces et de massifs d'arbustes et d'arbres à fleurs s'ajouteront aux floralies et prolongeront la durée des compositions florales.

Le parc Richelieu

L'année dernière, on a aménagé dans ce parc de Vanier une piste d'hébertisme et on a terminé la première étape de l'aménagement de jeux de galet et de terrains de fer attenants au Centre d'accueil Champlain pour les personnes âgées. Un terrain de pique-nique et un terrain de jeux pour les enfants sont en cours d'aménagement et compléteront les installations de ce parc.

Le parc provisoire du manège militaire De Salaberry de Hull

Un terrain de quatre hectares ayant déjà servi à des fins industrielles et qui avait été acheté en vue de la construction de bâtiments fédéraux

Hull Armories – Interim Park

A four-hectare tract of ex-industrial land, originally purchased for federal government buildings, is being converted into a usable green space for citizens and visitors to the Capital. Approximately 24,000 cubic metres of fill and 400 large trees have been salvaged from the National Museum of Man construction site for use in the creation of this park. Work involving pathways, topsoiling and grass-seeding will be completed in 1984.

Rockcliffe Airport Area Eastern Driveway

Construction of both the Green's Creek Bridge and the roadway between Kaymar Drive and St. Joseph Boulevard was completed in 1983. Rock fill, which was taken from the National Gallery of Canada site to stabilize the embankment and to act as a sub-base for a shoreline recreational pathway, was placed during the winter.

Other recreational pathway connections were built, including the two-kilometre section along Green's Creek. The design and construction of the Eastern Driveway from Rockcliffe to the new National Aviation Museum will be completed on time for its opening in 1985. Site planning criteria for the relocation of the Ottawa Flying Club and a riverside park have also been determined according to the NCC land use designation for the total development area as part of a recreational corridor.

Land Management

General Parkway and Park Maintenance

The National Capital Commission maintains some 80 kilometres of parkways and roads, 100 kilometres of recreational pathways, 668 hectares of parks and small public areas, nearly 2,230 hectares of turf, some five hectares of shrub and flower beds, 32,000 specimen trees, and about 230 hectares of urban forests. Ensuring maintenance requires some 400 workers.

Ongoing maintenance includes operational support services, such as site preparation (eg. installation of ramps for the physically disabled, washrooms, platforms, stages, signs and banners) for public activities, as well as restoration after each event.

In November 1983, a study of the Commission's weed control programme recommended the resumption of 2,4-D spraying on groomed turf. The study was reviewed in early 1984 and implemented in the spring.

est actuellement converti en espaces verts à l'intention des habitants et des visiteurs de la Capitale. Quelque 24 000 mètres cubes de terre de remplissage et 400 gros arbres ont été récupérés à l'emplacement où se construit le Musée national de l'Homme et servent à la création de ce parc. Les travaux comprenant l'aménagement de sentiers, l'ajout d'une couche de terre arable et l'ensemencement de gazon seront terminés en 1984.

Le secteur de l'aéroport de Rockcliffe La promenade de l'Est

La construction du pont du ruisseau Green et de la route menant de la promenade Kaymar au boulevard Saint-Joseph est maintenant terminée. Le remplissage de cailloux, qui permet de stabiliser la rive et sert de base souterraine à un sentier récréatif le long de la berge, s'est fait pendant l'hiver à mesure que les matériaux étaient extraits de l'emplacement de la future Galerie nationale du Canada.

D'autres sentiers de raccord ont été construits, notamment la section de deux kilomètres qui longe le ruisseau Green. La conception et la construction de la promenade l'Est, de Rockcliffe au nouveau Musée national de l'aviation, devraient être terminées en temps pour l'ouverture officielle, à l'automne 1985. Les critères de planification du nouveau site du Club d'aviation d'Ottawa sur lequel sera aménagé un parc riverain ont également déterminés conformément aux utilisations du terrain prévues par la CCN pour l'ensemble du secteur dans le cadre d'une aire axée sur les loisirs.

La gestion des terrains

L'entretien général des promenades et des parcs

La Commission de la Capitale nationale est responsable de plus de 80 kilomètres de routes et de promenades, de 100 kilomètres de sentiers récréatifs, de 668 hectares de parcs et de petits endroits publics, de 2 230 hectares de pelouse, d'environ cinq hectares d'arbustes et de plates-bandes de fleurs, de 32 000 arbres et de quelque 230 hectares de forêts urbaines. Afin d'exécuter tous ces travaux d'entretien, la Commission a un effectif de quelque 400 employés selon la période de l'année.

Parmi les nombreux services d'entretien, la CCN fournit des services de soutien opérationnels, tels que la préparation de

The Greenbelt

In 1983, the Commission received the Lee Symmes Award from the Federation of Ontario Naturalists for achievement in the field of environmental planning. The award specifically recognized the designation of conservation areas in the Greenbelt and the follow-up resource inventory programme.

One of the Commission's largest land portfolios, the Greenbelt consists of 14,250 hectares of land which require careful management. Amongst some of the works undertaken during this fiscal year, tile-drainage on farm land was extended by some 145 hectares, bringing the total transformed area to 3,211 hectares. The installation of tile-drains significantly improves crop-growing potential and optimizes agricultural capacity of the land. Because of the large number of tile-drained properties in the Greenbelt, the maintenance of a viable agricultural sector is a major goal of the Commission.

The management of forest reserves in the Greenbelt is another area of major interest. By agreement, plans are prepared jointly with the Ontario Ministry of Natural Resources which also implements them. Greenbelt plantations have created some 450 person-weeks under a special employment programme. The Commission has also assisted Scouts in planting some 25,000 seedlings under the "Trees for Canada" programme.

Property security, wildlife protection and the ecology of nature preserves are also important considerations in that they entail the creation of preventive measures against entry of unauthorized vehicles, dumping, hunting, theft and vandalism. To assist in the enforcement of NCC traffic and property regulations, the RCMP appointed conservation officers empowered to act as supernumerary constables. Deterrent fencing was also used to curb abuse, without preventing public access to open spaces.

The Greenbelt also has a portfolio of some 350 dwellings which are leased annually to individuals. These homes are currently being re-insulated to reduce energy costs and fuel consumption.

Gatineau Park

A natural resource data base for Gatineau Park was implemented in 1983-84. The twofold system is equipped to produce computer maps and to facilitate impact studies, project planning and resource management, as well as to synthesize and analyze non-cartographic data relative to the natural resources and history of the Park. This innovative project includes syntheses by ecosystem and by sector.

l'emplacement, soit notamment l'installation de rampes pour les handicapés physiques, de toilettes, de plates-formes, de scènes, de pancartes et de bannières, ainsi que le nettoyage et l'enlèvement de tout ce matériel à la fin de chaque festival ou événement spécial.

En novembre 1983, la Commission a achevé une étude interne approfondie sur son programme d'éradication des mauvaises herbes. On y recommandait de recommencer à vaporiser du 2,4-D sur les pelouses de la CCN. Au début de 1984, les recommandations de l'étude ont été examinées et mises en oeuvre au printemps.

La Ceinture de verdure

En 1983, la Commission a reçu le prix Lee Symmes de la Federation of Ontario Naturalists pour ses réalisations en matière de planification de l'environnement. Ce prix a été décerné afin de souligner la désignation des aires de conservation dans la Ceinture de verdure et le programme d'inventaire des ressources qui s'y rattache.

La Ceinture de verdure, l'un des portefeuilles fonciers les plus importants de la Commission, couvre 14 250 hectares de terrains qui nécessitent une saine gestion. Parmi les travaux entrepris au cours de l'année financière, la Commission a prolongé le drainage sous 145 hectares de terres agricoles. Jusqu'à présent, elle a donc drainé 3 211 hectares. L'installation de tuyaux de drainage améliore de manière significative le potentiel agricole des propriétés et optimise la capacité agricole. Étant donné l'ampleur des terres agricoles dans la Ceinture de verdure, le maintien d'un secteur agricole rentable constitue un grand objectif de la Commission.

La gestion des réserves forestières dans la Ceinture de verdure est une autre préoccupation importante de la Commission. En vertu d'une entente avec le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario, les plans de gestion sont préparés conjointement chaque année et les travaux, réalisés par le Ministère. La gestion des plantations dans la Ceinture de verdure a créé quelque 450 semaines-personnes d'emploi dans le cadre d'un programme spécial d'emploi de la CCN. En outre, la Commission a contribué au programme «Des arbres pour le Canada» en aidant les scouts à planter quelque 25 000 jeunes plants.

La sécurité des propriétés et la protection de la faune et de l'écologie dans les réserves naturelles sont d'autres considérations importantes dans la Ceinture de verdure, car l'entrée de véhicules non autorisés, le déversement de déchets, la chasse, le vol et le vandalisme peuvent contrecarrer les mesures de conservation. Afin de favoriser l'application des Règlements

The Eardley Road Church Hill picnic area was redeveloped during this fiscal year to conform to Commission standards. Construction of 17 campsites was also undertaken at Philippe Lake.

From August to December, rehabilitation work on the trail leading to the Mackenzie King Estate's Larriault Falls and the clearing of the Hidden Garden were effected through the Commission's employment plan. Architectural drawing and landscaping plans were also produced for the restoration of the Moorside formal gardens and the Kingswood buildings scheduled to begin in the spring of 1984.



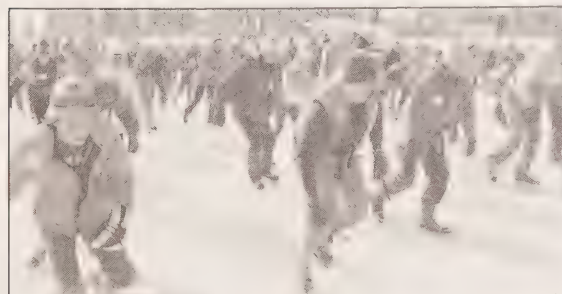
New campsites at Philippe Lake and at Taylor Lake
Aménagement de terrains de camping au lac Philippe et au lac Taylor

Rideau Canal Winterway

The winter of 1983-84 was the thirteenth season of operation of the world's longest skating rink, the Rideau Canal.

The Canal is normally open for skating from late December until the third week in February. Adverse weather conditions this year, however, forced the closing of the skating surface from January 5 to 7, and a final closing on February 13. This season was, as in 1982-83, unusually short.

While the skating season lasts, continuous ice maintenance on the Canal occupies about 60 people.



Rideau Canal winterway
La patinoire du canal Rideau

sur les propriétés de la CCN et la circulation sur ces dernières, la GRC a nommé des agents de conservation de la CCN gendarmes sur-numéraires de la GRC. Par ailleurs, le programme d'installation de clôtures délimitant les terrains et empêchant les infractions s'est poursuivi. On s'est assuré cependant que les endroits où le public peut profiter de la beauté naturelle des espaces verts demeurent accessibles.

De plus, quelque 350 habitations de la CCN sont louées annuellement à des particuliers dans la Ceinture de verdure. On procède actuellement à l'isolation de ces maisons afin de réduire les coûts d'énergie et la consommation de mazout.

Le parc de la Gatineau

Une base de données sur les ressources naturelles du parc de la Gatineau a été mise en oeuvre en 1983-1984. Le système, comprenant deux volets, peut produire des cartes informatisées et faciliter la réalisation d'études de répercussions, la planification des projets et la gestion des ressources. Il permet également de faire une synthèse et une analyse des données non cartographiques relatives aux ressources naturelles et à l'histoire du parc. Ce projet innovateur comprend des synthèses par écosystème et par secteur.

L'aire de pique-nique Church Hill sur le chemin d'Eardley a été réaménagée en 1983-1984 afin de se conformer aux normes de la Commission, et la construction de 17 nouveaux emplacements de camping s'est amorcée au lac Philippe.

Au domaine Mackenzie-King, on a entrepris, entre août et décembre, des travaux de réfection du sentier menant aux chutes Larriault, et procédé au dégagement du Jardin caché, grâce au programme d'emploi de la Commission. En outre, on a préparé le plan d'aménagement paysager, les dessins et les devis des jardins d'apparat de Moorside en vue de la restauration de ceux-ci et des bâtiments de Kingswood. Les travaux commenceront au printemps 1984.

La patinoire du canal Rideau

L'hiver 1983-1984 marquait la treizième année d'existence de la patinoire la plus longue du monde aménagée sur le canal Rideau.

Ouvert d'habitude à partir de la fin décembre jusqu'à la troisième semaine de février, le canal a dû être fermé en raison du mauvais temps du 5 au 7 janvier, puis fermé pour de bon le 13 février. Tout comme en 1982-1983, la saison a donc été exceptionnellement courte.

Pendant la saison du patinage, l'entretien continu du canal nécessite environ 60 personnes.

Shared-Cost Projects

Rideau Area Development

The Rideau Area Development Project which was begun in 1980 was substantially completed in 1983. The Rideau Centre and Canada's Capital Congress Centre were opened in 1983. The redevelopment of the Rideau Street area in Ottawa's core, involving the three levels of government and the private sector, was also substantially completed.

Since 1980, the Commission has contributed \$10.74 million to the Rideau Area Development Project, \$3.04 million of which were committed this fiscal year. Areas of involvement included: the Rideau Street Transit Mall and infrastructure; the pedestrian underpass connecting the Rideau Centre to the Conference Centre; the Rideau Centre roof garden, now maintained by the NCC; and the Ottawa Congress Centre landscaping.

The Commission has also reimbursed the Regional Municipality of Ottawa-Carleton for costs incurred in altering and strengthening the Mackenzie King Bridge, and undertaken related landscape and pedestrian access improvements along the Rideau Canal.



The pedestrian access from Mackenzie King Bridge to Colonel By Drive

L'accès piétonnier du pont Mackenzie-King à la promenade du Colonel By

Les programmes à frais partagés

L'aménagement du secteur Rideau

L'aménagement du secteur Rideau, qui s'est amorcé en 1980, était presque terminé en 1983. En effet, le Centre Rideau et le Centre des congrès de la Capitale du Canada ont ouvert leurs portes en 1983, et le réaménagement de la rue Rideau dans le secteur central d'Ottawa, qui supposait la participation des trois paliers de gouvernement ainsi que du secteur privé, était presque achevé.

Depuis 1980, la Commission a consacré 10,74 millions de dollars au projet d'aménagement du secteur Rideau, dont 3,04 millions au cours de cette année financière. Le concours de la Commission comporte des travaux d'infrastructure et l'aménagement des voies de transport en commun sur le mail de la rue Rideau; le passage piétonnier souterrain reliant le Centre Rideau au Centre des conférences; le jardin sur le toit du Centre Rideau dont la Commission assure l'entretien; et l'aménagement paysager du Centre des congrès d'Ottawa.

De plus, la Commission a remboursé la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton pour les frais découlant de la modification et du renforcement du pont Mackenzie-King, et a commencé certains travaux d'amélioration de l'aménagement paysager et des voies d'accès pour piétons aux abords du canal Rideau.

La voie rapide de transport en commun

En 1983, la Commission a poursuivi ses travaux en collaboration avec la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton en vue d'établir un réseau régional de transport en commun. La participation de la CCN comprenait la vente, l'échange ou la location de terrains, l'utilisation de terrains et l'approbation des plans.

Le tronçon sud-ouest et une partie du tronçon sud-est ont été mis en service en 1983. La construction de la voie rapide de l'ouest a débuté en 1983 et la Commission a participé à l'élaboration préliminaire du plan de raccordement entre le pont du Portage et le réseau routier, y compris l'avenue Bronson. En attendant l'approbation de la proposition, la Commission et la Municipalité travailleront à ce projet et le termineront d'ici 1986, parallèlement à la construction d'autres tronçons dans la région.

Des études de planification, l'élaboration de plans et les ententes ont été amorcées ou se sont poursuivies au cours de la présente année financière en ce qui concerne la construction d'autres tronçons de la voie rapide, tels que l'aménagement des voies d'accès du sud-est au

Transitways

During 1983, the Commission continued to work with the Regional Municipality of Ottawa-Carleton towards the establishment of a regional bus transit system. The Commission's involvement consisted of the sale, exchange and/or lease of land, land use, and design approvals.

The southwest and part of the southeast transitways were put into service in 1983. Construction of the western transitway began in 1983, and the Commission participated in the preliminary design of the connection between Portage Bridge and the regional road network, including Bronson Avenue. Pending approval of the proposal, the Commission and the Region are expected to participate in this project and to complete it by 1986, in conjunction with other transitway construction in the area.

Planning studies, design and agreements were initiated or pursued during this fiscal year regarding the construction of other transitway sections, such as the development of southeast approaches to the central area, the eastern transitway, and the extension of the southeast transitway.

Interprovincial Transit Assistance

Since 1973, the Commission has subsidized the costs of providing public transit services between the Ontario and Quebec parts of the National Capital Region. There are two independent transit commissions providing service in the region, OC Transpo on the Ontario side and the Outaouais Regional Transit Commission on the Quebec side. Each transit commission extends some of its routes across the river into the other's territory, and each accepts the transfers, tickets and passes of the other. By covering a part of these costs, the programme helps ensure an adequate level of service for employees and visitors, and helps to link together the two parts of the Capital region.

Currently the subsidies amount to approximately \$1.6 million per year. New agreements are negotiated between the three parties every few years.

Quebec Roadway Agreement

Since 1972, the Commission has been sharing with the Province the cost of road network improvement on the Quebec side of the National Capital Region.

In the past year, work concentrated on one of the major projects of this agreement, Expressway 550 and Autoroute 50 from Hull to Masson. A 20-kilometre section of this road was opened in October 1983. A contract to add another 5.5 kilometres eastward to Masson was awarded late in the year and is scheduled for completion in 1985.

secteur central, le tronçon est et le prolongement du tronçon sud-est.

Aide financière au transport en commun interprovincial

Depuis 1973, la Commission subventionne les services de transport en commun entre les côtés ontarien et québécois de la région de la Capitale nationale. Deux commissions de transport indépendantes fournissent le service dans la Région: OC Transpo en Ontario et la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais au Québec. Chaque commission étend son circuit de routes sur la rive opposée dans le territoire de l'autre, et chacune accepte les correspondances, les billets et les cartes mensuelles de l'autre. En assumant une partie de ces coûts, la CCN aide à assurer un service adéquat pour les employés et les visiteurs et à établir un lien entre les deux parties de la région de la Capitale.



The southwest transitway (north from Baseline Road)
La voie rapide du sud-ouest (au nord du chemin Baseline)



Autoroute 50, between Gatineau and Angers
L'autoroute 50, entre Gatineau et Angers

Actuellement, les subventions s'élèvent à 1,6 million de dollars par année. Les trois parties négocient de nouvelles ententes à tous les deux ou trois ans.

L'entente sur les routes au Québec

Depuis 1972, la Commission partage avec la Province le coût des améliorations apportées au réseau routier dans le secteur québécois de la région de la Capitale nationale.

L'an dernier, les travaux se sont concentrés sur l'un des principaux projets prévus dans l'entente, soit la voie rapide 550 et l'autoroute 50 entre Hull et Masson. Un tronçon de 20 kilomètres a été ouvert à la circulation en octobre 1983. Un autre contrat en vue du prolongement de la route sur quelque 5,5 kilomètres jusqu'à Masson a été accordé à la fin de

The Commission has, since 1972, contributed some \$111.50 million as part of the agreement, including \$12.42 million in 1983-84.

Quebec Sewer System Agreement

Work on the last four links of the existing sewer network in Aylmer, Hull and Gatineau to the interceptor along the Ottawa River and to the Outaouais regional sewage treatment plant was completed in 1983.

Initiated under a cost-sharing agreement with the Province of Quebec and the Communauté régionale de l'Outaouais in 1971, the project has now been substantially completed. All sanitary sewage from these three municipalities is now treated at the regional plant.

Since 1971, the Commission has contributed \$51.31 million, a third of the cost. The amount expended in 1983-84 was \$1.53 million.

Ontario Sewers

The extension of the Lynwood collector sewer in Nepean was completed this fiscal year under a 1981 agreement with the Regional Municipality of Ottawa-Carleton. As of March 31, 1984, the Commission's contribution was \$1.77 million, representing one third of the cost, including \$121,060 in 1983-84.

Underground Wiring

The underground relocation of overhead wiring within sections of the National Capital core area is an ongoing programme with the cost shared by the City of Ottawa, the City of Hull, Ottawa Hydro and Hydro-Québec.

This fiscal year, the Commission contributed \$202,425 to the project, a third of the cost incurred. The NCC's cumulative contribution amounts to \$1.97 million.

Hunt Club/Rideau Bridge

The Commission is assuming half of the cost of a new bridge spanning the Rideau River along the northern boundary of the Greenbelt. While alleviating traffic congestion on other crossings, the new bridge will improve access to Ottawa's International Airport and remove commercial traffic from Hog's Back and Brookfield Roads.

Construction of the bridge and approaches began in late 1983 and is expected to be completed by the summer of 1985.

During this fiscal year, the Commission contributed \$1.13 million to the project.

l'année, et on prévoit que les travaux seront terminés en 1985.

La Commission a depuis 1972 apporté, conformément à l'entente, une contribution financière de l'ordre de 111,50 millions de dollars, dont 12,42 millions en 1983-1984.

L'entente sur l'épuration des eaux usées au Québec

Les travaux d'aménagement de collecteurs le long de la rivière des Outaouais pour relier les réseaux d'Aylmer, Hull et Gatineau à l'usine d'épuration régionale de l'Outaouais ont été effectués en 1983.

L'ensemble des travaux, entrepris en 1971 aux termes d'une entente à frais partagés avec la Province de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais, est maintenant presque terminé. Tous les égouts sanitaires des trois municipalités sont désormais traités par l'usine d'épuration régionale.

Depuis 1971, la Commission a fourni 51,31 millions de dollars à ce projet, soit le tiers du coût, dont 1,53 million en 1983-1984.

Les égouts en Ontario

Le prolongement du collecteur Lynwood à Nepean, entrepris en vertu d'une entente conclue en 1981 avec la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, s'est terminé en 1983. Au 31 mars 1984, la contribution de la Commission se chiffrait à 1,77 million de dollars, le tiers du coût global, dont 121 060 dollars en 1983-1984.

L'enfouissement des fils électriques

L'enfouissement des fils électriques dans certains secteurs du centre de la Capitale nationale est un programme permanent de la Commission dont les frais sont partagés avec la Ville d'Ottawa, la Ville de Hull, l'Hydro-Ottawa et l'Hydro-Québec.

En 1983-1984, la Commission a fourni 202 425 dollars, soit le tiers de l'ensemble des coûts. La contribution globale de la CCN s'élève maintenant à 1,97 million de dollars.

Le pont Hunt Club-Rideau

La Commission assumera la moitié du coût de la construction d'un pont qui enjambe la rivière Rideau à la limite septentrionale de la Ceinture de verdure. Tout en décongestionnant la circulation sur les autres ponts, celui-ci facilitera l'accès à l'aéroport international d'Ottawa et éliminera les véhicules commerciaux sur les chemins Hog's Back et Brookfield.

La construction du pont et des voies d'accès a commencé à la fin de 1983 et devrait être terminée à l'été 1985.

Au cours de l'année financière, la Commission a contribué 1,13 million de dollars à ce projet.

La gestion des biens immobiliers



The National Capital Commission is a major land owner in the National Capital Region, holding some 48,200 hectares of property (about ten per cent of the total land area). Its holdings include large wilderness and rural resources, many of the major parks within the urban core, revenue-producing properties, as well as buildings of significant historical and architectural interest.

In the management of such large and varied holdings, numerous considerations are involved: the maintenance of a suitable federal image; adherence to federal policies; cooperation with the many institutions and levels of government affected by the changing use of NCC land; sound financial management; ecology and conservation; the direction of future urban growth; and the provision and maintenance of public recreational facilities.

La Commission de la Capitale nationale est un propriétaire foncier important dans la région de la Capitale nationale, puisqu'elle possède quelque 48 200 hectares de terrain, soit environ dix pour cent de la superficie totale de la région. Son portefeuille immobilier comprend de vastes espaces verts et des ressources rurales, bon nombre de parcs importants du centre urbain, des biens immobiliers qui rapportent des recettes ainsi que des bâtiments d'une importance historique ou architecturale certaine.

Afin de gérer des biens aussi importants et diversifiés, la Commission doit tenir compte de nombreux facteurs, soit le maintien d'une image fédérale convenable, le respect des politiques fédérales, la collaboration avec le nombreuses institutions et les nombreux paliers de gouvernement touchés par la modification de l'utilisation des terres de la CCN, une saine gestion financière, l'écologie et la conservation, l'orientation de la croissance urbaine future ainsi que la prestation et l'entretien d'installations récréatives publiques.

En plus d'exécuter ses fonctions normales de gestion des biens immobiliers, la Commission administre donc un programme d'amélioration des biens immobiliers afin de s'assurer que l'utilisation et le rendement de ces biens sont optimisés. Ces programmes d'aménagement servent aussi à promouvoir l'activité des entreprises, à optimiser les revenus commerciaux et à maintenir l'intérêt constant du public dans les secteurs-clés de la région de la Capitale.

Les biens immobiliers sont gérés de manière provisoire ou permanente, selon l'utilisation finale proposée pour chacun. La gestion et l'aménagement du portefeuille immobilier de la CCN constituent donc des éléments-clés qui touchent toutes les communautés de la région de la Capitale nationale et les diverses activités de la Commission.

In addition to carrying out normal, day-to-day property management functions, the Commission also administers a programme of capital improvements to ensure that property use and returns are optimized. These development programmes also serve to promote entrepreneurial activities, to optimize business returns, and to maintain continuous public interest in key sectors of the Capital region.

Properties are managed either on an interim or on a permanent basis, depending on the final use proposed for a given property.

Management and development of NCC real estate holdings are thus key elements affecting all the communities of the National Capital Region and all the various activities of the Commission.

Property Development

Dows Lake Pavilion

Opened officially during this fiscal year, the Dows Lake Pavilion is a multi-million dollar facility which was developed and constructed by the private sector, in conjunction with the National Capital Commission which undertook the design and construction of shoreline facilities.

Privately operated and maintained, the pavilion houses a number of restaurants, storage facilities, and classrooms for sailing instruction. Adjacent grounds include boat docks, concrete retaining walls, paved terraces, pedestrian walkways, tree and shrub plantings, a vehicular access road, as well as parking for 250 cars and eight buses.

A centre for year-round activities, the Pavilion provides facilities for *Winterlude*, other festivals and regattas.

Byward Market/Sussex Drive Master Development Plan

This master development project affects a large number of heritage buildings containing about 80 tenants in a mixed-use plan of residential and commercial nature.

The majority of the properties affected are located along the Mile of History on Sussex Drive and are part of the Commission's proposed Ceremonial Route.

The reconstruction of the building destroyed by fire at 527-531 Sussex Drive was completed during 1983-84. The building now provides ground-floor commercial space and 18 apartments on the upper floors. The historic building at 17 York Street, restored in 1983, now serves as the headquarters for the Canadian Hospital Association.

L'aménagement des biens immobiliers

Le pavillon du lac Dows

L'année financière 1983-1984 a marqué l'ouverture officielle du pavillon du lac Dows, une installation de plusieurs millions de dollars construite et aménagée par des entrepreneurs du secteur privé, de pair avec la Commission de la Capitale nationale qui a entrepris les travaux de conception et de construction des installations en bordure du lac.

Ce pavillon, dont le secteur privé assure l'exploitation et l'entretien, abrite des restaurants, des entrepôts, ainsi que des salles de classe pour les cours de voile. Les abords comprennent des quais pour les bateaux hors-bord, des murs de soutènement, des terrasses asphaltées, des promenades piétonnes, des arbres et des arbustes, une route d'accès pour les véhicules et un parc de stationnement renfermant huit places pour les autobus et 250 places pour les voitures.

Le pavillon sert à de nombreuses activités l'année durant, dont *Bal de Neige*, divers festivals et régates.

Le plan directeur d'aménagement du marché By et de la promenade Sussex

Ce projet touche un grand nombre de bâtiments historiques abritant quelque 80 locataires dans des immeubles à vocation résidentielle et commerciale.

La majorité des propriétés visées se trouvent le long du mille historique sur la promenade Sussex et du parcours d'honneur proposé par la Commission.

La reconstruction de l'édifice ravagé par un incendie au 527 et 531 de la promenade Sussex a été parachevée en 1983-1984. Ce bâtiment renferme désormais un espace commercial au rez-de-chaussée et dix-huit appartements aux étages supérieurs. Le bâtiment historique situé au 17 de la rue York, rénové en 1983, loge le bureau central de l'Association des hôpitaux du Canada.

D'autres éléments du plan directeur sont en cours de planification ou d'élaboration. Lorsqu'il sera terminé, ce projet comprendra de nouveaux appartements ainsi que des espaces commerciaux et de bureau dans le secteur historique du marché By.

L'aménagement du secteur du moulin de Wakefield

La Commission de la Capitale nationale a acheté le moulin de Wakefield en 1962, en vue de conserver un élément du patrimoine industriel

Other parts of the master development plan are now in the planning or development stages. The project, when completed, will include more residential accommodation, as well as commercial and office space in the historic Market area.

Wakefield Mill Area Development Plan

The Wakefield Mill was acquired by the National Capital Commission in 1962, with a view to preserving something of the nineteenth century industrial heritage of the Gatineau Park area. The Wakefield Mill area development project consists of the development of the mill and the surrounding site, including the historic Maclaren House, into a popular attraction for visitors to the National Capital Region. Initial work on the restoration of the ground floor of the Mill was undertaken during 1983-84.

The site, it is hoped, will become a major point of interest for passengers during the Wakefield stopover of the NCC-National Museum of Science and Technology Steam Train excursions.

Diplomatic Missions

Towards the end of the 1983-84 fiscal year, studies were completed on two sites at prestigious locations within the central area of Ottawa. These sites were considered suitable for diplomatic missions in previous planning studies. The latest studies focussed on present site conditions, development plans, servicing or development costs, and possible implementation steps in order to verify and bring about the eventual anticipated development.

Property Transactions

Land Sales

As part of its mandate, the National Capital Commission is empowered to acquire and dispose of land. In pursuit of its mission objectives, the NCC has determined that it has a significant role to play in capital-building relative to the attraction and/or retention of national and international bodies to the National Capital Region.

During 1983-84, one significant example of this activity was the sale of some four hectares of vacant land to The Canadian Red Cross Society for the construction of its national headquarters and reference laboratory, both of which will employ more than 300 persons. The Commission has also granted the Society an option to purchase an adjoining 2.4-hectare site for the relocation of its Ottawa Blood Centre. Arrangements are expected to be con-

du XIX siècle dans le secteur du parc de la Gatineau. Le projet d'aménagement du secteur du moulin de Wakefield vise à aménager le moulin lui-même et le secteur environnant, dont la maison historique Maclaren, afin de créer un pôle d'attraction populaire pour les visiteurs de la région de la Capitale nationale. Les premiers travaux de restauration du rez-de-chaussée du moulin ont été entrepris en 1983-1984.

La Commission espère que l'endroit deviendra un centre d'intérêt important pour les passagers qui font un arrêt à Wakefield pendant l'excursion en train à vapeur organisée conjointement par la CCN et le Musée national des sciences et de la technologie.

Les missions diplomatiques

Vers la fin de l'année financière 1983-1984, la Commission a terminé des études relatives à deux emplacements prestigieux dans le secteur central d'Ottawa qui avaient été désignés dans des études de planification antérieures comme des endroits pouvant accueillir des missions diplomatiques. Les études récentes portaient sur l'état actuel des lieux, les plans d'aménagement, les coûts de service ou d'aménagement et les étapes possibles, afin de vérifier les possibilités d'aménagement envisagées et les réaliser.

Les transactions immobilières

Les ventes de terrain

Dans le cadre de son mandat, la Commission de la Capitale nationale a les pouvoirs d'acquérir, de vendre ou de céder des terrains. Afin d'accomplir sa mission, la CCN a déterminé qu'elle avait un rôle important dans l'acquisition de biens immobiliers afin d'encourager et de retenir l'établissement d'organismes nationaux et internationaux dans la région de la Capitale nationale.

Par exemple, en 1983-1984, la CCN a vendu quelque quatre hectares de terres vacantes à la Société canadienne de la Croix-Rouge en vue de la construction de son bureau principal et d'un laboratoire national de référence. Ces deux bureaux devraient occuper environ 300 employés. La Commission a également accordé à la Société une option sur un terrain limitrophe de 2,4 hectares en vue du déménagement du Poste de collecte d'Ottawa. On prévoit que les ententes seront conclues durant l'année financière 1984-1985.

La Commission continue d'aider le gouvernement provincial, les municipalités locales et le secteur privé à répondre à leurs besoins, en ce qui a trait aux améliorations apportées aux routes et dans les secteurs

cluded during the coming fiscal year.

The Commission also continues to assist the provincial government, area municipalities, as well as private concerns with their requirements, such as roadway, commercial and residential improvements. These, while contributing to the sound management and protection of real assets, play an important role in the development of cooperative efforts between the NCC and municipal governments.

Grants in lieu of Taxes

The National Capital Act authorizes the National Capital Commission to pay grants in lieu of taxes on its real property holdings to area municipalities, excluding parks, highways, bridges, etc. Paid amounts are assessed at market value.

The *1980 Municipal Grants Act* has had a considerable impact on the Commission's grant programme, entailing the review of tax-exempt properties to determine their current status. This review was undertaken in 1982 and is expected to be completed in 1985.

For the past ten years, grants paid to Gatineau Park municipalities were based on respective budgets rather than market value assessment. The latter approach was proposed for adoption, with the concurrence of the Regional Assessment Commissioner. During this fiscal year, the Commission began reassessing its properties according to market value and negotiations with the Regional Assessment Commissioner were undertaken in 1984. Under the new Act, for example, certain Greenbelt areas managed jointly with the Ontario Ministry of Natural Resources are now assessed at market value.

Surveys and Mapping

During 1983-84, the NCC successfully concluded a digital mapping pilot project and received approval to purchase the equipment required to adapt the existing mapping system to a digital cartographic data base. The new system will allow for continuous updating, unlike traditional line maps which were updated every five years.

Major users, such as the Regional Municipality of Ottawa-Carleton, the Communauté régionale de l'Outaouais and larger area municipalities will benefit initially from this system. Visitors and residents will continue to obtain the Map of the National Capital Region in its present form.

commercial et résidentiel. Celles-ci contribuent à la gestion efficace et à la protection des biens immobiliers et jouent un rôle prépondérant dans la mise en valeur d'efforts conjoints entre la CCN et les gouvernements municipaux.

Les subventions tenant lieu de taxes

Conformément à la *Loi sur la Capitale nationale*, la Commission de la Capitale nationale octroie aux municipalités dans lesquelles ses biens immobiliers sont situés des subventions qui tiennent lieu de taxes. Ces biens excluent les parcs, les routes, les ponts, etc. Les montants versés sont établis selon la valeur marchande.

La *Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités* a eu une grande incidence sur le programme de subventions de la Commission, entraînant une révision de ses biens immobiliers exemptés de taxes afin de déterminer la situation de chacun. Cette révision a commencé en 1982 et devrait se terminer en 1985.

Depuis les dix dernières années, les subventions versées aux municipalités dans le parc de la Gatineau étaient établies en fonction de leur budget respectif plutôt que de la valeur marchande. On a présenté aux municipalités intéressées et au Commissaire de l'évaluation régionale, une recommandation en vue d'adopter la méthode de la valeur marchande. Tout au long de 1983-1984, la Commission a effectué des analyses pour déterminer la valeur marchande de ses biens immobiliers. Les négociations avec le Commissaire de l'évaluation régionale ont commencé au début de 1984. En vertu de la nouvelle loi, certaines régions de la Ceinture de verdure, qui étaient gérées conjointement avec le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario, sont maintenant évaluées en fonction de la valeur marchande.

Levés et cartographie

Au cours de l'année financière 1983-1984, la Commission de la Capitale nationale a achevé avec succès un projet-pilote de cartographie numérique et reçu l'approbation lui permettant d'acquérir tout le matériel et le logiciel nécessaires pour adapter le système de cartographie actuel à une base de données cartographiques numériques. Le nouveau système produira des résultats qui pourront être constamment mis à jour, contrairement aux anciennes cartes linéaires traditionnelles, qui n'étaient mises à jour que tous les cinq ans.

Les principaux utilisateurs, soit la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la Communauté régionale de l'Outaouais et les grandes municipalités de la région, seront parmi les premiers à bénéficier de ce système. Les visiteurs et les résidents pourront se procurer la carte de la région de la Capitale nationale dans son format actuel.

Public Activities

Les services au public



In recent years, the NCC has turned its attention more and more toward public activities and visitor services. Commission lands and properties are being used for recreation, interpretation and cultural activities. Publications and information services about the Commission's programmes and activities are useful to both visitors and residents.

Festivities and events throughout the year celebrate Canada's seasons, culture and history. Nature interpretation programmes help visitors discover Canada's unique natural history, while heritage interpretation programmes add to our understanding of the way of life of Canada's native peoples, the explorers, voyageurs and pioneers. Publications, information services, promotion and guided tours are also designed to make a visit to Canada's Capital an interesting and meaningful experience for Canadians and visitors from other countries.

Through these programmes and events, the National Capital Commission ensures that Canada's Capital is a lively and exciting place where all Canadians may feel at home.

Depuis quelques années, la CCN porte une attention de plus en plus grande aux services au public et aux visiteurs. Les propriétés et les terrains de la Commission sont utilisés pour des activités récréatives, culturelles et d'interprétation. Les visiteurs et les résidents tirent profit des services d'information et des publications sur les programmes et les activités de la Commission.

Durant toute l'année, les fêtes et les événements rendent hommage aux saisons, à la culture et au patrimoine du Canada. Les programmes d'interprétation de la nature permettent aux visiteurs de découvrir l'histoire naturelle unique du Canada, alors que les programmes d'interprétation du patrimoine nous aident à mieux connaître la façon de vivre des autochtones, des explorateurs, des voyageurs et des premiers colons du Canada. Les publications, les services d'information, la publicité et les excursions guidées servent à rendre le séjour dans la Capitale du Canada plus intéressant et agréable pour les Canadiens et les visiteurs de l'étranger.

Grâce à ces programmes et ces événements, la Commission de la Capitale nationale veille à ce que la Capitale du Canada soit un endroit bourdonnant d'activités où tous les Canadiens se sentent chez eux.

Les services aux visiteurs

Les programmes en milieu urbain

Le Centre d'accueil des visiteurs de la Commission de la Capitale nationale, situé au 14 de la rue Metcalfe, a offert ses services à quelque 59 000 visiteurs qui ont pu se procurer de l'information sur les programmes et les activités de la région ainsi que des publications; ils ont eu accès à trois terminaux Télidon et pu assister à des montages audio-visuels.

Visitor Services

Urban Programmes

The National Capital Commission Visitors' Centre, 14 Metcalfe Street, provided services for some 59,000 visitors. Information on area programmes and activities, publications, access to three Telidon terminals, as well as audio-visual presentations were provided.

During the summer, the NCC operated free one-hour tours of Parliament Hill, the Mile of History (Sussex Drive), Victoria Island, Wellington Street, downtown Hull, as well as Confederation Square. A two-hour minibus tour of Hull was also offered from the end of June to Labour Day. Guides were available to special groups requiring bus tours of the region. A total of 722 tours were given to more than 36,000 visitors.

Capitour, a pilot project to give visitors and residents a view of the Capital core through a single, multi-stop bus circuit, was introduced in 1983, in conjunction with OC Transpo and the Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais (CTCRO).

Another initiative, the *Autopass* programme, involving joint participation of the National Capital Commission, Hull and Ottawa, offered free parking to visitors travelling more than 80 kilometres to the Capital. At season's end, 30,000 passes had been issued. Visitors had free parking privileges for up to five days in 14 Ottawa-Hull public lots, as well as near the Centre Block on Parliament Hill and the Supreme Court of Canada after office hours.

Gatineau Park

A survey undertaken in 1982-83 and continued during this fiscal year showed an annual influx to Gatineau Park of some one million visitors, with the Old Chelsea and Philippe Lake visitor centres handling enquiries from nearly 23,500 visitors. A display outlining the Park's history, natural resources and recreation facilities was also installed in the Old Chelsea visitor centre.

The Greenbelt

Nature interpretation programmes in the Greenbelt were offered throughout the year. These drew some 20,000 participants in activities which were held at Stony Swamp and

Au cours de l'été, la CCN a offert des visites guidées gratuites de la Colline du Parlement, du mille historique (promenade Sussex), de l'île Victoria, de la rue Wellington, du centre-ville de Hull ainsi que de la place de la Confédération.

De fin juin à la Fête du travail, des visites de deux heures effectuées en minibus dans la ville de Hull ont également été offertes, ainsi que des services de guides à des groupes spéciaux souhaitant visiter la région en autobus. Plus de 36 000 visiteurs ont participé à 722 visites guidées.

Capitour, un projet-pilote visant à donner aux visiteurs et aux résidents un aperçu du centre de la Capitale grâce à un circuit d'autobus permettant de nombreux arrêts, a été lancé en 1983, de concert avec OC Transpo et la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais (CTCRO), qui assuraient les services de transport.

Par ailleurs, le programme *Autopasse*, qui fait appel à la participation conjointe de la Commission de la Capitale nationale et des villes de Hull et d'Ottawa, visait à offrir des places de stationnement gratuit aux visiteurs qui parcourent plus de 80 kilomètres pour se rendre dans la Capitale. À la fin de la saison, 30 000 passes avaient été distribuées. Les visiteurs pouvaient stationner gratuitement pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq jours dans les quatorze stationnements publics d'Ottawa-Hull, ainsi que près de l'Édifice du centre sur la Colline du Parlement et près de la Cour suprême du Canada, en dehors des heures de bureau.

Le parc de la Gatineau

Un sondage, entrepris en 1982-1983 et poursuivi cette année, a révélé que le parc de la Gatineau accueille chaque année environ un million de visiteurs et que les centres d'accueil d'Old Chelsea et du lac Philippe répondent à près de 23 500 demandes de renseignements. Une mini-exposition décrivant l'histoire du parc, ses ressources naturelles et les installations récréatives a également été montée dans le Centre d'accueil d'Old Chelsea.

La Ceinture de verdure

Des programmes d'interprétation de la nature dans la Ceinture de verdure ont été offerts tout au long de l'année. Ils ont attiré quelque 20 000 personnes, qui ont participé à des activités se déroulant aux centres d'interprétation de Stony Swamp et de Mer Bleue, ainsi que dans les parcs urbains. Ces activités de plus en plus populaires ont permis aux visiteurs et aux résidents de découvrir et d'apprécier les beautés naturelles de la Capitale et de profiter des services d'interprètes-naturalistes, de visites

Mer Bleue interpretation centres, as well as in urban parks. These increasingly popular events allowed visitors and area residents to discover and appreciate the Capital's natural amenities, and to benefit from the services of nature interpreters, guided tours, displays and publications.

The Stony Swamp conservation area development plan was completed during this fiscal year and its guidelines will be used in a further development of some 2,000 hectares of green space.

In 1983, 30,000 people visited the Log Farm (an 1870's living history farm typical of the Ottawa Valley) from its opening in March for a sugarbush to its closing on Thanksgiving Weekend in October. The attendance represented a 30 per cent increase in visitation, including increased national and international audiences.

One of the important site improvements at the farm consists of the reconstruction and opening of a log building to function as a visitor centre, including exhibit space, staff offices, public washrooms and a picnic area.

Culture and Animation

Sound and Light Show

Using sound and light effects, the *Sound and Light Show* will portray Canada's history against the backdrop of the Parliament Buildings. Its first presentation is scheduled for July 1984.



Special Events

Fall Rhapsody, a programme featuring bus tours of Gatineau Park and special activities, met this year with the greatest visitor response since its inception in 1981. Nearly 9,000 persons benefitted from the bus tours, while

guidées, d'expositions et de publications.

Le plan d'aménagement de l'aire de conservation de la nature de Stony Swamp a été achevé au cours de l'année financière et ses lignes directrices orienteront l'aménagement de quelque 2 000 hectares d'espaces verts.

En 1983, 30 000 personnes ont visité la Vieille Ferme (une ferme des années 1870 typique de la vallée de l'Outaouais recréant la vie de cette époque) depuis l'ouverture de l'érablière en mars jusqu'à sa fermeture après la fin de semaine de l'Action de grâce en octobre. Ce chiffre représente une hausse de 30 pour cent par rapport à l'année précédente, et les visites se sont caractérisées par une augmentation de la participation nationale et internationale.

Une des améliorations importantes apportées à la Vieille Ferme consiste en la reconstruction et l'ouverture d'un bâtiment de bois rond qui sert de centre d'accueil et comprend une salle d'exposition, des bureaux pour le personnel, des toilettes publiques et une aire pique-nique.



Walkway construction at Mer Bleue

Construction de l'accès piétonnier à Mer Bleue

La culture et l'animation

Le son et lumière

Le spectacle *Son et lumière*, qui devrait être présenté à partir de juillet 1984, décrira l'histoire du Canada, à l'aide d'effets sonores et visuels, et se servira des édifices du Parlement comme toile de fond.

Les événements spéciaux

Coloris automnal, un programme d'excursions en autobus et d'activités spéciales dans le parc de la Gatineau, a obtenu un succès inégalé depuis son lancement en 1981. En effet, près de 9 000 personnes ont profité de ces

30,000 others preferred to drive through the Park on their own during the four-day programme. Of the viewers, more than 25 per cent were from outside the National Capital Region. New activities were added this year, such as photo clinics, on-site painting sessions with the assistance of local artists, as well as interpretative panels and the use of a mobile display at the Champlain lookout. It is estimated that more than 10,000 visitors were greeted by NCC staff and interpreters at the lookout during the fall weekends.

An estimated 400,000 persons attended the 10-day *Winterlude* which took place on the Rideau Canal, the Ottawa River and Jacques Cartier Park in February. Of particular interest was the International Race of the Eleven Cities a skating competition involving the participation of eleven area municipalities from both sides of the Ottawa river, organized by the Netherlands in conjunction with the NCC.

More than 1,500 participants from 14 countries took part in the *Gatineau 55*, the Canadian leg of the renowned *Worldloppet* cross-country meet, under the joint sponsorship of the Commission and the Canadian Ski Marathon Association.

The *Canada Canoe Festival* increased its attendance from 30,000 to 70,000 this year. Designed to increase awareness of Canada's rich and varied heritage, the Festival included participants from as far as British Columbia. Canoe competitions, arts and crafts displays and entertainment were part of the programme.

The Commission's replica of a 19th-century Durham Boat was successfully completed and launched during the Canada Canoe Festival. The sight of this unique wooden vessel brought a bygone era to life for spectators. After the Festival, the boat christened *The Endurance*, was retired for discreet modernization work so as to meet present day navigational standards.



The Endurance, a 19th-century Durham boat replica
L'Endurance, une réplique d'un bateau Durham du XIX^e siècle

visites en autobus, tandis que 30 000 autres préféraient rouler en voiture dans le parc pendant les quatre jours où ce programme était offert. Plus de 25 pour cent des visiteurs venaient de l'extérieur de la région de la Capitale nationale. De nouvelles activités ont été ajoutées cette année, telles que des ateliers de photo, des séances de peinture d'observation dirigées par des artistes locaux, ainsi que des panneaux d'interprétation et la présentation d'une exposition mobile au belvédère Champlain. La CCN estime que plus de 10 000 visiteurs ont été accueillis par son personnel et ses interprètes au belvédère pendant les fins de semaines automnales.

Bal de Neige, qui a duré dix jours en février, a attiré au-delà de 400 000 personnes aux activités qui se sont déroulées surtout sur le canal Rideau, sur la rivière des Outaouais ainsi que dans le parc Jacques-Cartier. L'un des faits saillants de cette année a été la Course internationale des onze villes, une course en patins qui s'est déroulée grâce à la participation de onze municipalités des deux côtés de la rivière des Outaouais et a été organisée par la Hollande en collaboration avec la CCN.

Plus de 1 500 skieurs de quatorze pays ont participé à la *Gatineau 55*, la course canadienne de ski de fond inscrite dans les courses bien connues du *Worldloppet* et parrainée par la Commission et le Marathon canadien de ski.

La participation au *Festival canadien du canot* s'est accrue elle aussi, passant de 30 000 à 70 000 personnes. Destiné à sensibiliser davantage la population au patrimoine riche et varié du Canada, ce festival a attiré des participants venant d'aussi loin que la Colombie-Britannique. Des compétitions de canot, des expositions d'art et d'artisanat et des spectacles figuraient au programme.

La Commission a terminé la construction d'une réplique d'un bateau Durham du XIX^e siècle et l'a lancé pendant le Festival du canot. La vue de ce vaisseau de bois unique évoquait une époque révolue pour les spectateurs. Après le festival, le bateau, baptisé *L'Endurance*, a été mis en cale sèche afin qu'on y effectue les travaux de modernisation nécessaires pour qu'il respecte les normes actuelles de la navigation.

Autres activités

La Commission a également joué un rôle important dans d'autres festivals tels que le Festival du printemps, le Festival italien, le Festival franco-ontarien et le Festival international de la bicyclette de Hull et le Festival du jazz.

L'Astrolabe, un théâtre de plein air situé à la pointe Nepean, a présenté au cours de sa saison estivale 36 spectacles dont ont bénéficié quelque 50 000 spectateurs. Le contenu de la programmation allait de la musique au théâtre et mettait en vedette des artistes canadiens de la relève.



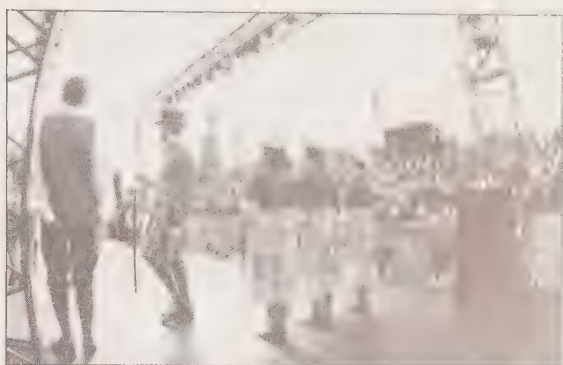
Winterlude Inaugural
L'ouverture de Bal de Neige



«Three Forms by the Sea» at Parc des Portageurs in Hull
«Dépôt trois formes» au parc des Portageurs, à Hull



The Gatineau 55 Worldloppet cross-country meet
La course canadienne de ski de fond Gatineau 55



The open-air Astrolabe Theater at Nepean Point
Le théâtre extérieur de l'Astrolabe à la pointe Nepean

Other Activities

The Commission also played an important role in other festivals such as the Festival of Spring, the Italian Festival, the Franco-Ontarian Festival, the Hull International Cycling Festival, as well as in the Jazz Festival.

The outdoor *Astrolabe* Theater on Nepean Point featured 36 performances by upcoming artists during its 1983 summer season, drawing some 50,000 spectators to concerts which ranged from music to theatre.

Visual Arts

Sculptures have been added to embellish parks and open spaces with acquisitions for Hull's Parc des Portageurs and Cour Jeanne d'Arc. The restoration of existing works in the Commission's collection has also been undertaken.

Recreation, Nature and History Interpretation

Recreational Programmes

Recreational pathways used for walking, cycling, jogging, roller skating, etc., have been expanded along the Ottawa River, on the Hull side behind the CEGEP de l'Outaouais. With some 130 kilometres making up the current network, the Commission plans to add to its

Les arts visuels

Des sculptures ont également été ajoutées pour embellir les parcs et les espaces verts, tels que le parc des Portageurs et la Cour Jeanne d'Arc à Hull. On a aussi entrepris des travaux de restauration à la collection de la Commission.

Les loisirs, l'interprétation de la nature et du patrimoine

Les programmes de loisirs

Les sentiers récréatifs, servant aux randonnées pédestres, au cyclisme, à la course et au patinage à roulettes, ont été prolongés le long de la rivière des Outaouais, du côté de Hull, derrière le CEGEP de l'Outaouais. Le long de son réseau actuel de quelque 130 kilomètres, la Commission prévoit ajouter d'autres installations récréatives adaptées aux besoins des visiteurs, selon ses capacités budgétaires.

Pendant l'année 1983-1984, la CCN a contribué au succès d'entreprises communautaires, telles que des manifestations sociales, culturelles et sportives, en permettant

pathways other recreational facilities adapted to the needs of visitors, as its budget permits.

During the 1983-84 season, the NCC has contributed to the success of community endeavours, such as social, cultural and sports events, by lending the use of its parks and facilities to some 300 organizations.

Two golf courses operated by the National Capital Commission, one in Aylmer and one in Gloucester, drew respectively some 40,000 and 30,000 participants during the 1983 season. An added service for visitors, the LeBreton Campground, located in the heart of the Capital, was enjoyed by more than 2,600 users at season's end, 70 per cent of whom were from Canada, 13 per cent from the United States, and 15 per cent from Europe.

The *Steam Train* excursions were repeated in conjunction with the National Museum of Science and Technology, and ran at capacity with some 4,000 passengers boarded for Wakefield, Quebec, during the season.

Gatineau Park will see the launching of a new activity in 1984 canoe-camping. During the past year, 39 campsites were built for this purpose on the shores of La Pêche Lake. This programme is particularly suited to this conservation area, because of its minimal user-impact on the environment. A further 17 sites at Philippe Lake are being prepared for use in the summer of 1984.

Interpretation Programmes

Summer interpretation programmes were initiated at Philippe Lake where more than 2,000 visitors benefitted from an array of nature-related activities during the season. Of these visitors, over half were from outside the National Capital Region, and the popularity of the programme has more than doubled since its inception in 1980.

Other programmes were dispensed at the Brown Lake and La Pêche Lake interpretation centres to families and school children with an extended stay in the Park. Of these, some 31 per cent were from outside the National Capital Region. A user survey has revealed a high potential for residential programmes by families and efforts will be put forth to increase the number of visitors from outside the RCN to 50 per cent in the future.

Accessibility to Gatineau Park has been enhanced by the development of trails to accommodate self-guided tours and nature interpretation. Phase II of the seven-year plan included the completion of self-guided tours on Mount King and at the Champlain lookout which, since their opening last fall, have been used by more than 10,000 hikers.

History and site interpretation displays were installed at the Wakefield Mill and at the Mackenzie King Estate to introduce visitors to the historical significance of both sites. A Survey showed that the total number of

à quelque 300 organismes de se servir de ses parcs et de ses installations.

Les deux terrains de golf exploités par la CCN, l'un situé à Aylmer et l'autre à Gloucester, ont attiré respectivement 40 000 et 30 000 golfeurs durant la saison 1983. Au chapitre des services aux visiteurs, le camping LeBreton, situé au coeur de la Capitale, a accueilli plus de 2 600 personnes durant la saison. De ce nombre, 70 pour cent provenaient du Canada, 13 pour cent des États-Unis et 15 pour cent de l'Europe.

Les excursions en train à vapeur ont été offertes une fois de plus, en collaboration avec le Musée national des sciences et de la technologie, et ont connu un énorme succès, puisque quelque 4 000 passagers sont montés à destination de Wakefield pendant la saison.

Une nouvelle activité sera lancée dans le parc de la Gatineau en 1984. En effet, 39 emplacements de camping ont été aménagés au lac La Pêche en vue de permettre la pratique du canot-camping. Ce programme convient particulièrement bien à cette zone de conservation, puisque ses incidences sur l'environnement sont minimales. Dix-sept autres emplacements sont en cours d'aménagement au lac Philippe et seront prêts à l'été de 1984.

Les programmes d'interprétation

Durant l'été, des programmes d'interprétation ont été présentés au lac Philippe où plus de 2 000 visiteurs ont profité d'une gamme d'activités reliées à la nature. Plus de la moitié des visiteurs venaient de l'extérieur de la région de la Capitale nationale et la popularité du programme a plus que doublé depuis sa création en 1980.

D'autres programmes étaient offerts aux familles et aux écoliers aux centres d'interprétation du lac Brown et du lac La Pêche et comportaient un séjour dans le Parc. Environ 31 pour cent d'entre eux habitaient à l'extérieur de la région de la Capitale nationale. Un sondage sur les participants a révélé le potentiel important des programmes de séjour offerts aux familles. Des efforts seront déployés afin d'accroître à 50 pour cent le nombre de visiteurs provenant de l'extérieur de la région de la Capitale nationale.

L'accès au parc de la Gatineau a été facilité grâce à l'aménagement de sentiers permettant des randonnées auto-guidées et des activités d'interprétation de la nature. Ceci a permis la réalisation de sentiers d'interprétation sur le mont King et au belvédère Champlain qui, depuis leur ouverture l'automne dernier, ont été empruntés par plus de 10 000 personnes.

Des panneaux d'interprétation ont été installés au moulin de Wakefield et au domaine Mackenzie-King afin de sensibiliser les visiteurs à l'importance historique de ces deux sites. À la suite d'un sondage, on a évalué le nombre des visiteurs au Domaine à 60 000

people who visited the Estate between June and September was about 60,000.

Winter facilities are being considered following the completion of an interpretative study of Gatineau Park's main pathways. Nature displays were installed in the ski chalets and interpreters were on hand for weekend animation programmes.

Promotional Programmes

Promoting the Capital

During 1983-84, the National Capital Commission instituted an advertising program



NCC's Visitors' Centre (Metcalf Street, Ottawa)
Centre d'accueil de la CCN (rue Metcalfe à Ottawa)

aimed at informing the Canadian public about its own activities as well as activities in the National Capital. Advertising furthers and reinforces government policies relative to the Capital, projects a positive corporate image of the NCC so that it may continue effectively to perform its functions, and ensures that the National Capital Region remain a symbol and a source of pride for all Canadians.

The theme chosen for this soft-sell approach was *Yours, Ours, Canada's*. It emphasizes the warm welcome extended to visitors in the NCR. Efforts were made to reach Canadians in the Quebec-Windsor corridor, at

entre juin et septembre.

Des installations hivernales sont envisagées, maintenant qu'on a terminé une étude d'interprétation des principaux sentiers du parc de la Gatineau. Des expositions sur la nature ont été préparées dans les chalets de ski et des interprètes ont offert des programmes d'animation pendant les fins de semaine.

La publicité et la promotion

Le programme de publicité relatif à la Capitale

En 1983-1984, la Commission de la Capitale nationale a mis sur pied un programme de publicité destiné à informer le public canadien de ses activités et de celles qui se déroulent dans la Capitale nationale. Cette publicité élargit et renforce les politiques du gouvernement concernant la Capitale, projette une image positive de la CCN, qui permet à cette dernière de continuer d'assumer efficacement ses fonctions, et s'assure que la région de la Capitale reste un symbole et une source de fierté pour tous les Canadiens.

Le thème retenu pour cette campagne était *Bienvenue chez vous*. Il souligne l'accueil chaleureux offert aux visiteurs de la RCN. Des efforts ont été déployés pour atteindre les Canadiens se trouvant dans le corridor Québec-Windsor, tout en dirigeant la campagne vers des groupes-cibles qui comprennent les employés de la CCN, les résidents de la RCN, les députés, les organismes centraux du gouvernement fédéral et des administrations régionales et municipales au sein de la RCN, les associés privés de la CCN, les agences de voyage et les bureaux de tourisme au niveau national, ainsi que les médias internationaux représentés à Ottawa, les associations professionnelles nationales, les Canadiens voyageant dans d'autres provinces et les élèves des écoles secondaires de tout le Canada.

Le thème publicitaire se marie bien à la publicité destinée à faire connaître des manifestations telles que le Bal de Neige, le Festival canadien du canot et des programmes estivaux tels que la Fête du Canada 1984, *Les rues qui rient* et divers programmes d'interprétation dans le parc de la Gatineau et dans la Ceinture de verdure. Une ritournelle publicitaire sur le thème de bienvenue dans la Capitale nationale convenait particulièrement bien à ces programmes.

the same time aiming the campaign at target groups which include NCC employees, NCR residents. Members of Parliament, central agencies of federal, regional and municipal governments within the NCR, NCC business associates, travel agencies and tourism offices at the national level, and international media outlets in Ottawa, national professional associations, Canadians travelling to other cities, high school students across Canada. The advertising theme lends itself to promotional efforts in order to advertise events such as Winterlude, the Canada Day Festival, and summer programs such as the La Day 1984, the *Smiling Place* and various interpretation programs both in Gatineau and the Greenbelt. A jingle on the National Capital's welcoming theme was particularly apt for such initiatives.

National Capital Commission's Twenty-fifth Anniversary

The twenty-fifth anniversary of the National Capital Commission offered a special occasion to honour the dedication and hard work of its employees with special emphasis placed on the 83 persons who have been with the Commission since its first day. The accomplishments of these men and women were recounted to the public in special information programs offered on radio, television and in local newspapers. Their contributions were also recognized during employee-oriented events such as the NCC dinner-club meetings as well as in the Commission's internal and external publications. Twenty-five-year veterans were to receive special lapel pins while ordinary pins featuring the NCC maple leaf logo were fashioned for sale at cost to all employees.

Publications

During the year, the National Capital Commission distributed over 300,000 pieces of literature describing its various activities or illustrating the natural and cultural heritage of the National Capital. The main distribution outlets are the visitor centres, although large numbers are mailed from head office, especially when promoting events such as Winterlude and the Canada Canoe Festival.

Considered the "flagships" of the Commission's publishing activities are the Annual Report chronicling the year 1982-83 (68 pages) and the booklet *A very Special Mandate* (64 pages) describing the history and the role of the Commission.



NCC's 83 'Immortals'
Les 83 'immortels' de la CCN

Le 25^e anniversaire de la Commission de la Capitale nationale

Le 25^e anniversaire de la Commission de la Capitale nationale était une occasion spéciale de rendre hommage au dévouement et au bon travail de ses employés, particulièrement les 83 personnes qui y travaillent depuis sa création. Par le biais d'annonces à la radio, à la télévision et dans les journaux de la région, les réalisations de ces hommes et femmes ont été portées à l'attention du public. On a également souligné leur contribution lors d'activités à l'intention des employés, telles que les diners-causeries, ainsi que dans les publications interne et externe de la Commission. Les employés ayant 25 ans de service recevront des épingles spécialement conçues pour cette occasion, alors que des épingles ordinaires, comportant le symbole de la Commission, soit les feuilles d'érable, ont été fabriquées pour être vendues au prix coûtant à tous les employés.

Les publications

Pendant l'année, la Commission de la Capitale nationale a distribué plus de 300 000 documents décrivant les diverses activités dans la Capitale nationale ou illustrant le patrimoine naturel et culturel de la Capitale. Les centres d'accueil des visiteurs constituent les

Of particular importance during the past year was the publishing of the attractively-illustrated book *Ottawa-Hull* by a North Vancouver publisher, with the cooperation of the NCC which supplied a large number of colour illustrations and part of the text. The Commission also ordered a number of leather-bound volumes as well as special hard-cover issues encased in cardboard and cloth, which are retailed in our outlet and given to special guests as souvenirs.

Another important step was the publication of a folder and card-directory describing the services offered to visitors in the National Capital. The kits were sent to the Members of Parliament and the Senators, in order to assist their office staff when hosting constituents in Ottawa.

For the second year, the Commission published two news magazines *The NCR Report* quarterly designed for external distribution and *Pathways*, originally designed as an employees' quarterly. In the case of the latter, it was published weekly for 10 weeks to launch the 25th anniversary employees' activities in February and March 1984 and became a monthly afterwards.

Student Awareness Programs

The National Capital Commission strives to encourage high school students' awareness and pride in their Capital by participating in or initiating Canada-wide programmes pursuing this goal. During 1983-84, the Commission participated in two programmes and initiated a third.

The Terry Fox Centre: The Terry Fox Canadian Youth Centre, a private organization, hosts high schoolers from across Canada for one-week stays at the centre between September and April each school year. Every week, two officers from the Public Affairs Division gave a slide presentation on the National Capital Region following which students boarded buses for a day-long NCC-guided tour of the National Capital.

Adventure in Citizenship: The Rotary Club of Ottawa, in a joint effort with Rotary clubs across Canada, invites students from each of the 282 federal ridings for a one-week visit to the National Capital. The NCC's Public Affairs Division plays host to the students for a one-day guided bus tour topped off by a dinner at the Parliamentary Restaurant at which all Members of Parliament are invited to take part. In 1983, the NCC participated for the third time and plans were made to hold a similar Adventure in Citizenship session in 1984.

principaux points de diffusion, bien que de nombreuses publications soient postées du siège social, surtout pour promouvoir des activités telles que le Bal de Neige et le Festival canadien du canot.

Les publications marquantes de la Commission au cours de l'année sont le *Rapport annuel*, qui décrit les activités pendant l'année 1982-1983 (68 pages), et la brochure intitulée *Une mission très particulière* (64 pages), qui décrit l'histoire et le rôle de la Commission.

Un autre fait marquant de l'année dernière a été la publication de l'ouvrage abondamment illustré *Ottawa-Hull* par un éditeur de North Vancouver, en collaboration avec la CCN, qui a fourni un grand nombre des illustrations couleur et une partie des textes. La Commission a également commandé des exemplaires de l'édition cartonnée et reliée de ce volume, qui sont en vente dans notre Centre d'accueil ou donnés aux invités de marque en guise de souvenir.

Une autre étape importante a été la publication d'un dépliant et d'un répertoire sur fiches décrivant les services offerts aux visiteurs de la Capitale nationale. Ces pochettes ont été envoyées aux députés et aux sénateurs afin d'aider le personnel de leur cabinet lorsque des citoyens de leur circonscription viennent à Ottawa.

Pour la deuxième année, la Commission a publié deux bulletins de nouvelles, soit le *Rapport de la RCN*, destiné à une diffusion externe, et *Sentiers*, conçu à l'origine comme un trimestriel à l'intention des employés. Ce dernier, a d'abord paru toutes les semaines pendant dix semaines en février et en mars 1984 pour marquer les célébrations du 25^e anniversaire des activités des employés, avant de devenir une publication mensuelle.

Le programme de sensibilisation des étudiants

La Commission de la Capitale nationale cherche à sensibiliser les élèves des écoles secondaires à leur capitale et à éveiller leur fierté en participant à des programmes nationaux conçus dans cet esprit ou en organisant de tels programmes. En 1983-1984, la Commission a donc participé à deux programmes de ce genre et en a organisé un autre.

Le Centre Terry-Fox : Le Centre Terry-Fox de la jeunesse canadienne est un organisme privé qui invite des élèves du secondaire de toutes les régions du Canada à venir passer une semaine au Centre pendant l'année scolaire, entre septembre et avril. Pour chaque groupe, la Division des affaires publiques présente des diapositives sur la région de la Capitale nationale, après quoi les élèves montent à bord d'autobus et ont droit à une visite d'une journée de la Capitale nationale guidée par des employés de la CCN.

A Picture of My Capital: In order to create added awareness and pride in the country's Capital, the NCC's Public Affairs Division in 1983 sponsored a "Picture of my Capital" contest among Grade 10 high school students across Canada. Students were invited through their Members of Parliament to submit entries and the top drawings from each school were sent to Ottawa for final judging. The 24 winning entries were to be made into banners which would decorate Ottawa streets during special events and the creators of the winning entries were to be invited to Ottawa for the official unveiling. There were 280 entries and plans were finalized for the winning students' visit to Ottawa during the Canada Day 1984 weekend.

Patriotisme vécu: Le Club Rotary d'Ottawa, en collaboration avec tous les Clubs Rotary du Canada, invite des élèves des 282 circonscriptions fédérales à passer une semaine dans la Capitale nationale. La Division des affaires publiques invite ces jeunes à une visite guidée d'une journée à bord d'un autobus, suivie d'un dîner au restaurant du Parlement auquel sont invités tous les députés. En 1983, la CCN a participé pour la troisième fois à ce programme et elle prévoit répéter l'expérience en 1984.

Je dessine ma capitale: Afin d'accroître le sentiment de fierté face à la Capitale nationale, la Division des affaires publiques a parrainé en 1983 un concours intitulé «Je dessine ma capitale», qui s'adressait aux élèves de 10^e année de toutes les régions du pays. Les élèves étaient invités par leurs députés à présenter des dessins, dont les meilleurs de chaque école étaient envoyés à Ottawa pour la décision finale. Les 24 dessins gagnants devaient être transposés sur des bannières qui décoreront les rues d'Ottawa lors d'occasions spéciales et les créateurs de ces dessins, invités à Ottawa pour l'inauguration officielle. Les élèves ont présenté 280 dessins et des dispositions ont été prises pour que les gagnants visitent Ottawa pendant la fin de semaine de la Fête du Canada de 1984.

Corporate Administration

L'administration de la Commission



The objectives of the Secretariat and the Finance and Administration Branches are to support the National Capital Commission activities through Secretariat, Corporate Policy and Planning, Finance, Personnel, Systems, and Supply and Administrative Services.

The following achievements highlight how the Secretariat and the Finance and Administration Branches have sought to improve the Commission's effectiveness at the corporate, managerial and productivity levels.

Secretariat

In 1983-84, the Secretariat initiated several projects to enhance corporate management practices and processes in the areas of corporate planning, decision making and control. Specifically, a new corporate planning system

Le Secrétariat et la Direction des finances et de l'administration visent à soutenir les activités de la Commission de la Capitale nationale par l'entremise du Secrétariat, de la Politique générale et la planification d'ensemble, des Finances, du Personnel, des Systèmes ainsi que de l'Approvisionnement et des services administratifs.

Les réalisations décrites ci-dessous illustrent la façon dont le Secrétariat, la Direction des finances et de l'administration ont cherché à mettre en valeur l'efficacité de la Commission dans son ensemble ainsi que sa gestion et sa productivité.

Le Secrétariat

En 1983-1984, le Secrétariat a lancé divers projets afin d'améliorer les pratiques et processus de gestion dans les domaines de la planification générale, de la prise des décisions et du contrôle. C'est ainsi qu'un nouveau système de planification générale et un système de gestion des projets ont été partiellement mis en œuvre. Les autres éléments de ces systèmes devraient être implantés en 1984-1985. En outre, le Secrétariat a terminé la révision des pouvoirs et des processus de prise de décision de la Commission. Cette révision a entraîné la rédaction d'un nouveau règlement de la CCN qui sert de cadre juridique pour la Commission.

and a new project management system were partially implemented, with full implementation to follow in 1984-85. Moreover, a review of the Commission's authorities and decision-making processes has been completed. The review has led to the development of a new NCC Corporate By-law as the legal management framework for the Corporation.

Finance and Administration

In its continuing focus on Controllership the Finance and Administration Branch has instituted an annual work planning system. Progress has been assessed through monthly reports for intervention on an exception basis.

Major highlights of the year include the initiation of a project to develop a modern financial information management system, the implementation of a five-year plan to update electronic data processing equipment and systems, the institution and integration of information management to treat information resources on a par with financial and human resources, and the implementation of an office automation system at the Commission's headquarters.

In support of the Commission's goal to improve human resources management, this year saw the initiation of multi-year human resources planning, implementation of an affirmative action policy, and enhancement of the health and safety program.

Improvement to supply services has also been effected with the establishment of a contractors' data bank and new policies to better regulate awarding of contracts.

Les Finances et l'administration

Dans la poursuite de ses efforts en matière de contrôle, la Direction des finances et de l'administration a institué un système de planification annuelle du travail.

Les progrès ont été évalués par le biais de rapports mensuels se fondant sur une intervention en cas d'exception. Les faits saillants de l'année comprennent le lancement d'un projet visant à élaborer un système de gestion de l'information financière, la mise en oeuvre d'un plan quinquennal pour mettre à jour le matériel et les systèmes de traitement électronique des données, l'institution et l'intégration de la gestion de l'information afin de traiter les ressources d'information sur le même plan que les ressources financières et les ressources humaines et l'implantation d'un système de bureautique au siège de la Commission.

Pour atteindre son objectif qui consiste à améliorer la gestion des ressources humaines, la Commission a entrepris la planification des ressources humaines échelonnée sur plusieurs années, a mis en oeuvre une politique d'action positive et amélioré son programme de santé et de sécurité.

Par ailleurs, les services d'approvisionnement ont été améliorés grâce à l'établissement d'une base de données sur les fournisseurs et de nouvelles politiques visant à mieux régir l'octroi des contrats.

The Commission

The National Capital Commission is constituted and operates under the authority of the *National Capital Act*, 1958; legally it is a Crown Corporation, listed in Schedule C of the *Financial Administration Act*. The Commission is composed of twenty members appointed by the Governor-in-Council for terms not exceeding four years; members are limited to appointment for two consecutive terms. To ensure that all parts of the country are represented at least one member must be appointed from each of the ten provinces, while Ottawa and Hull and surrounding municipalities are also assured of representation through a number of mandatory appointments.

The *National Capital Act* makes provision for the appointment of an Executive Committee; Advisory Committees may be appointed from time to time to assist the Commission. The Advisory Committees are appointed and terms of reference are under NCC By-Laws; in 1982-83, in addition to a Corporate Audit Committee there were four such Committees: the Advisory Committee on Real Property, the National Capital Planning Committee, the Advisory Committee on Design and the Advisory Committee on Arts. Members are appointed to these committees from the ranks of senior professionals in the field of expertise concerned; committee advice and recommendations are important in directing the work of NCC staff and in formulating NCC policy.

The Chairman of the National Capital Commission is also its chief executive officer and, with the assistance of the General Manager, acts as head of the Commission staff. The staff of the Commission is organized into six administrative elements, each headed by an Executive Director; a Secretariat and five Branches (Planning, Property, Public Activities, Development, and Finance and Administration).

La Commission

Les attributions de la Commission de la Capitale nationale lui sont conférées en vertu de la *Loi sur la Capitale nationale* (1958); juridiquement, la Commission est une société de la Couronne, inscrite à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*. Elle se compose de vingt membres nommés par le gouverneur en conseil pour une période n'excédant pas quatre ans; le nombre de mandats consécutifs des commissaires est limité à deux. Pour que toutes les parties du pays soient représentées, un commissaire au moins provient de chaque province. De plus, un certain nombre de représentants d'Ottawa, de Hull et des municipalités environnantes font obligatoirement partie de la Commission.

La *Loi sur la Capitale nationale* prévoit la constitution d'un comité exécutif et permet de créer, au besoin, des comités consultatifs destinés à aider la Commission. La composition et les attributions de ces comités sont déterminées par les Règlements de la CCN. En 1982-1983, on comptait, outre le Comité corporatif de vérification, quatre comités consultatifs: le Comité consultatif des biens immobiliers, le Comité d'aménagement de la Capitale nationale, le Comité consultatif d'architecture et le Comité consultatif des arts. Les membres de ces comités sont des spécialistes hautement qualifiés dans les domaines concernés; les avis qu'ils donnent à la Commission sont précieux pour guider cette dernière dans l'accomplissement de ses fonctions et l'établissement de ses lignes directrices.

Le président de la Commission de la Capitale nationale en est aussi le directeur administratif; avec l'aide du directeur général, il remplit en outre les fonctions de chef du personnel. Les employés de la Commission sont répartis en six sections administratives relevant chacune d'un directeur exécutif, soit un Secrétariat général et cinq directions: Planification, Biens immobiliers, Services au public, Développement, Finances et administration.

Commissioners

Chairman
Hon. Charles M. Drury

Vice-Chairman
Pierre Bastien
Montreal, Quebec

Monica Becott
Prince George,
British Columbia

Betty Jean Brown
Southport,
Prince Edward Island

Robert Chiarelli
Ottawa, Ontario

John Fiske
Halifax, Nova Scotia

Reynald Juneau
Trois-Rivières, Quebec

Guy Lemay
Gatineau, Quebec

Halia Marion Lypka
Hamilton, Ontario

William L. McEwen
West Vancouver
British Columbia

Alan G. Martin
Elmvale, Ontario

John J. Murphy
St. John's, Newfoundland

Philip M. Reynolds
Winnipeg, Manitoba

Henri Rocque
Cumberland, Ontario
Term ended March 12.

Bea Keenan Ross
Ottawa, Ontario

John A. Shanks
Saskatoon, Saskatchewan

Charles G. Smith
Calgary, Alberta

Vernon Toews
Whitehorse, Yukon

Armand Turpin
Hull, Quebec



Hon Charles M. Drury



Pierre Bastien



Robert Chiarelli



John Fiske



Halia Marion Lypka



William L. McEwen



Philip M. Reynolds



Henri Rocque



Charles G. Smith



Vernon Toews

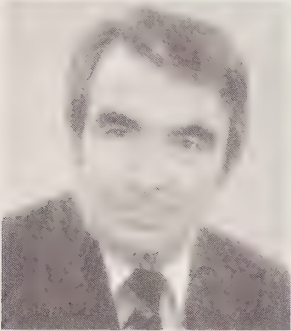
Les commissaires



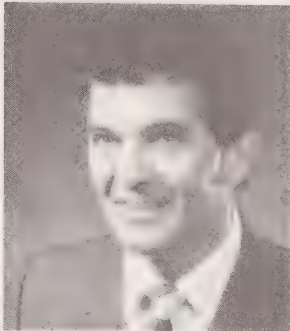
Monica Becott



Betty Jean Brown



Reynald Juneau



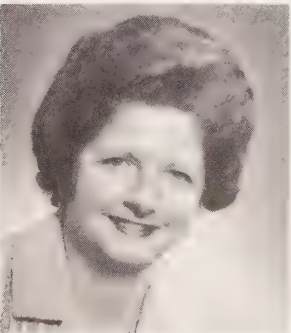
Guy Lemay



Alan G. Martin



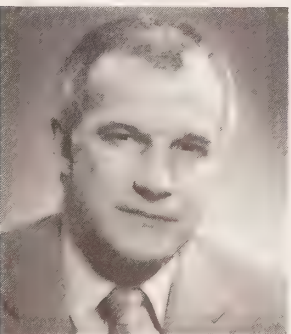
John J. Murphy



Bea Keenan Ross



John A. Shanks



Armand Turpin

Président
L'hon. Charles M. Drury

Vice-président
Pierre Bastien
Montréal (Québec)

Monica Becott
Prince George
(Colombie-Britannique)

Betty Jean Brown
Southport
(Île-du-Prince-Édouard)

Robert Chiarelli
Ottawa (Ontario)

John Fiske
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Reynald Juneau
Trois-Rivières (Québec)

Guy Lemay
Gatineau (Québec)

Halia Marion Lypka
Hamilton (Ontario)

William L. McEwen
Vancouver-Ouest
(Colombie-Britannique)

Alan G. Martin
Elmvale (Ontario)

John J. Murphy
St. John's (Terre-Neuve)

Philip M. Reynolds
Winnipeg (Manitoba)

Henri Rocque
Cumberland (Ontario)
(Fin du mandat: le 12 mars 1984)

Bea Keenan Ross
Ottawa (Ontario)

John A. Shanks
Saskatoon
(Saskatchewan)

Charles G. Smith
Calgary (Alberta)

Vernon Toews
Whitehorse (Yukon)

Armand Turpin
Hull (Québec)

Executive Committee

The Executive Committee is delegated by the Commission to make administrative decisions and carry out Commission policies on behalf of the Commission.

Chairman
Hon. Charles M. Drury

Vice-Chairman Pierre Bastien Montreal, Quebec	Guy Lemay Gatineau, Quebec
---	----------------------------------

Bea Keenan Ross Ottawa, Ontario	Vernon Toews Whitehorse, Yukon
------------------------------------	--------------------------------------

Corporate Audit Committee

The Corporate Audit Committee reviews the five-year audit plan, the annual program, the internal audit reports and the progress reports on implementation of audit recommendations, prepared by the Commission's Director of Audit. It also reviews the audited financial statements of the Commission and recommends their approval by the Commission, and reviews the reports of the Auditor General of Canada as they relate to the National Capital Commission.

Chairman
Alan G. Martin
Elmvale, Ontario

Monica Becott
Prince George,
British Columbia

Henri Rocque Cumberland, Ontario <i>Term ended March 12, 1984.</i>	Armand Turpin Hull, Quebec
--	-------------------------------

Advisory Committee on Real Property

The Advisory Committee on Real Property advises the Commission on matters relating to major real property transactions including acquisition, disposals, leases, and easements. In addition, the Committee advises on other matters related to real property management particularly in the area of policy development.

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif jouit d'une délégation de pouvoirs de la Commission; il prend des décisions administratives et exécute des politiques au nom de la Commission.

Président
L'hon. Charles M. Drury

Vice-président Pierre Bastien Montréal (Québec)	Guy Lemay Gatineau (Québec)
---	-----------------------------------

Bea Keenan Ross Ottawa (Ontario)	Vernon Toews Whitehorse (Yukon)
-------------------------------------	---------------------------------------

Le Comité corporatif de vérification

Le Comité corporatif de vérification revoit le plan quinquennal de vérification interne, le programme annuel, les rapports de vérification interne et les rapports d'étape sur les progrès de la mise en oeuvre des recommandations de vérification, lesquels sont produits par le Directeur de la vérification de la Commission. Il revoit également les états financiers vérifiés de la Commission et en recommande l'approbation par la Commission, et revoit les rapports du Vérificateur général du Canada qui ont trait à la Commission de la Capitale nationale.

Président
Alan G. Martin
Elmvale (Ontario)

Monica Becott
Prince George
(Colombie-Britannique)

Henri Rocque Cumberland (Ontario) <i>(Fin du mandat: le 12 mars 1984)</i>	Armand Turpin Hull (Québec)
---	--------------------------------

Le Comité consultatif des biens immobiliers

Le Comité consultatif des biens immobiliers conseille la Commission sur les questions relatives aux politiques de cession, d'acquisition, de location et d'octroi de servitudes, et sur les transactions correspondantes concernant les biens-fonds de la Commission.

Chairman Georges H. Couillard Lac Mégantic, Quebec <i>Liaison Officer to the National Capital Planning Committee</i>	Edmund Nesbitt Ottawa, Ontario	Président Georges H. Couillard Lac Mégantic (Québec) <i>Agent de liaison au Comité d'aménagement de la Capitale nationale</i>	Edmund Nesbitt Ottawa (Ontario)
Vice-Chairman M.J. Fitzgerald Ottawa, Ontario	James William Parker St. John's, Newfoundland	Vice-président M.J. Fitzgerald Ottawa (Ontario)	James William Parker St. John's (Terre-Neuve)
William Assad Gatineau, Quebec	William Patrick Saskatoon, Saskatchewan	William Assad Gatineau (Québec)	William Patrick Saskatoon (Saskatchewan)
James Butler Toronto, Ontario	Monica Becott (Commissioner) Prince George, British Columbia <i>Liaison Officer from the Commission</i>	James Butler Toronto (Ontario)	Monica Becott (Commissaire) Prince George (Colombie- Britannique) <i>Agent de liaison de la Commission</i>
Joseph H. Chung Montreal, Quebec	Armand Turpin (Commissioner) Hull, Quebec <i>Liaison Officer from the Commission</i>	Joseph H. Chung Montréal (Québec)	Armand Turpin (Commissaire) Hull (Québec) <i>Agent de liaison de la Commission</i>
Robert Fréchette Quebec, Quebec		Robert Fréchette Québec (Québec)	

National Capital Planning Committee

The National Capital Planning Committee advises the Commission on the preparation of coordinated master plans for the development, conservation and improvement of the National Capital Region.

Chairman George Steber Calgary, Alberta	Serge Pottle Montreal, Quebec
Vice-Chairman Gerard F. Farry Vancouver, British Columbia	George W. Russell Halifax, Nova Scotia
Georges Couillard Lac Mégantic, Quebec <i>Liaison Officer from the Advisory Committee on Real Property</i>	Lloyd P. Sankey Toronto, Ontario

Le Comité d'aménagement de la Capitale nationale

Le Comité d'aménagement de la Capitale nationale conseille la Commission sur l'élaboration de plans directeurs coordonnés pour l'aménagement, la conservation et l'embellissement de la région de la Capitale nationale.

Président George Steber Calgary (Alberta)	Serge Pottle Montréal (Québec)
Vice-président Gerard F. Farry Vancouver (Colombie- Britannique)	George W. Russell Halifax (Nouvelle-Écosse)
Georges Couillard Lac Mégantic (Québec) <i>Agent de liaison du Comité consultatif des biens immobiliers</i>	Lloyd P. Sankey Toronto (Ontario)

Dimitri Dimakopoulos Westmount, Quebec <i>Liaison Officer from the Advisory Committee on Design</i>	Jack R. Wright Ottawa, Ontario	Dimitri Dimakopoulos Westmount (Québec) <i>Agent de liaison du Comité consultatif d'architecture</i>	Jack R. Wright Ottawa (Ontario)
Leonard Gertler Waterloo, Ontario	Robert Chiarelli (Commissioner) Ottawa, Ontario <i>Liaison Officer from the Commission</i>	Leonard Gertler Waterloo (Ontario)	Robert Chiarelli (Commissaire) Ottawa (Ontario) <i>Agent de liaison de la Commission</i>
Jean-Paul Gravel Ste-Foy, Quebec	William L. McEwen (Commissioner) West Vancouver, British Columbia <i>Liaison Officer from the Commission</i>	Jean-Paul Gravel Ste-Foy (Québec)	William L. McEwen (Commissaire) Vancouver ouest (Colombie-Britannique) <i>Agent de liaison de la Commission</i>
Muriel Kent-Roy Moncton, New Brunswick		Muriel Kent-Roy Moncton (Nouveau-Brunswick)	

Advisory Committee on Design

The Advisory Committee on Design advises the Commission on the discharge of its duties with regard to approving building designs and other works on Federal lands in the National Capital Region; this mandate relates to siting, erection, alteration or extension of such buildings or works.

Chairman Dimitri Dimakopoulos Westmount, Quebec <i>Liaison Officer to the National Capital Planning Committee</i>	William T. Perks Calgary, Alberta
Vice-Chairman A. Jack Diamond Toronto, Ontario	Alexander E. Rattray Calgary, Alberta
Claude Belzile Quebec, Quebec	Takao Tanabe Parksville, British Columbia <i>Liaison Officer from the Advisory Committee on arts</i>
Michael Hough Toronto, Ontario	Eva Vecsei Montreal, Quebec

Le Comité consultatif d'architecture

Le Comité consultatif d'architecture conseille la Commission pour ce qui est de l'approbation des plans des bâtiments et autres ouvrages effectués sur les terrains fédéraux dans la région de la Capitale nationale, ce qui comprend l'emplacement, la construction, la modification ou l'agrandissement de tels bâtiments ou ouvrages.

Président Dimitri Dimakopoulos Westmount (Québec) <i>Agent de liaison au Comité d'aménagement de la Capitale nationale</i>	William T. Perks Calgary (Alberta)
Vice-président A. Jack Diamond Toronto (Ontario)	Alexander E. Rattray Calgary (Alberta)
Claude Belzile Québec (Québec)	Takao Tanabe Parksville (Colombie-Britannique) <i>Agent de liaison du Comité con- sultatif des arts</i>
Michael Hough Toronto (Ontario)	Eva Vecsei (Montréal (Québec)

Andrew B. Lynch
Halifax, Nova Scotia

Philip Murray
Reynolds
(Commissioner)
Winnipeg,
Manitoba
*Liaison Officer
from the
Commission*

Andrew B. Lynch
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Philip Murray
Reynolds
(Commissaire)
Winnipeg
(Manitoba)
*Agent de liaison
de la
Commission*

D. John Moore
Vancouver, British
Columbia

Charles G.
Smith
(Commissioner)
Calgary, Alberta
*Liaison Officer
from the
Commission*

D. John Moore
Vancouver (Colombie-
Britannique)

Charles G.
Smith
(Commissaire)
Calgary (Alberta)
*Agent de liaison
de la
Commission*

Advisory Committee on Arts

The Advisory Committee on Arts advises the Commission on commissioning, selecting, renting and siting of works of art, and provides advice on significant visual aspects of publications, exhibits, and large-scale public activities of the Commission.

Chairman
Kenneth Lochhead
Ottawa, Ontario

George Swinton
Morrisburg,
Ontario

Vice-Chairman
Takao Tanabe
Parksville, British
Columbia
*Liaison Officer to the
Advisory Committee on
Design*

Ronald F.
Williams
Pointe-Claire,
Quebec

Etienne J. Gaboury
Winnipeg, Manitoba

Joyce Zemans
Toronto, Ontario

Julien Hébert
Montreal, Quebec

John A. Shanks
(Commissioner)
Saskatoon,
Saskatchewan
*Liaison Officer
from the
Commission*

John Hooper
Hampton, New Brunswick

Armand Turpin
(Commissioner)
Hull, Quebec
*Liaison Officer
from the
Commission*

Garry N. Kennedy
Halifax, Nova Scotia

Le Comité consultatif des arts

Le Comité consultatif des arts conseille la Commission quant aux commandes, à la sélection, à la location et à l'emplacement d'oeuvres d'art, et aux aspects visuels significatifs des publications, des expositions et des activités publiques d'envergure de la Commission.

Président
Kenneth Lochhead
Ottawa (Ontario)

George Swinton
Morrisburg
(Ontario)

Vice-président
Takao Tanabe
Parksville (Colombie-
Britannique)
*Agent de liaison au Comité
consultatif d'architecture*

Ronald F.
Williams
Pointe-Claire
(Québec)

Etienne J. Gaboury
Winnipeg (Manitoba)

Joyce Zemans
Toronto
(Ontario)

Julien Hébert
Montréal (Québec)

John A. Shanks
(Commissaire)
Saskatoon
(Saskatchewan)
*Agent de liaison
de la
Commission*

John Hooper
Hampton (Nouveau-
Brunswick)

Armand Turpin
(Commissaire)
Hull (Québec)
*Agent de liaison
de la
Commission*

Garry N. Kennedy
Halifax (Nouvelle-
Écosse)

Administration

General Manager, Secretary-General and Executive Directors



Ian A. Dewar



Greg M. Gyton



A. Jaap Schouten



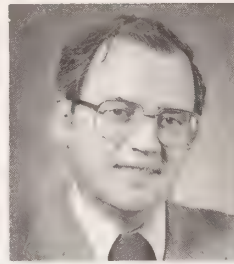
Erhard H. Braun



J. Van Essen



André Bonin



John J. Rooney

L'administration

Le Directeur général, le Secrétaire général et les directeurs exécutifs

Office of the General Manager

General Manager I. A. Dewar

The General Manager is the Chief Operating Officer of the Corporation and is responsible, on behalf of the Commission, for the execution of all policies approved by the Commission. In this context, the General Manager formulates and recommends objectives, corporate policies, priorities and strategies to achieve the overall program of the Commission. He also directs the day-to-day management of all corporate operations and activities.

Secretariat

Secretary-General G.M. Gyton

Director, Committee Secretariat M. Bertrand

Director, Intergovernmental Relations

M. D'Amour

Director, Corporate Policy J. Carroll

Director, Corporate Management Services

M.G. Taylor

Senior Legal Counsel G.J. Labonté

As a support group for Executive Management, the Secretariat develops corporate systems and administrative processes to enhance management planning, decision-making and control. It coordinates policy development and the Commission's relations with other federal and local government agencies. As a secretariat, it supports NCC corporate, advisory and internal management committees. It is also responsible for delivering the Commission's External

Bureau du Directeur général

Directeur général I. A. Dewar

Le Directeur général est l'agent en chef de l'exploitation de la Commission et, en son nom, est responsable de l'exécution de toutes les lignes de conduite approuvées par cette dernière. Dans ce contexte, il formule et recommande les objectifs, les lignes de conduite, les priorités et les stratégies afin de réaliser le plan d'ensemble. Il voit aussi à la gestion quotidienne des opérations et des activités de la Commission.

Le Secrétariat

Secrétaire général G.M. Gyton

Directrice du secrétariat des comités

M. Bertrand

Directeur des relations intergouvernementales

M. D'Amour

Directeur de la politique générale J. Carroll

Directeur des services de gestion d'ensemble

M.G. Taylor

Avocat conseil G.J. Labonté

À titre de soutien à la direction, le Secrétariat élabore des systèmes corporatifs et des processus administratifs afin d'améliorer la planification de la gestion, la prise de décision et le contrôle. Il coordonne l'élaboration des politiques et les relations de la CCN avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les paliers municipaux et régionaux. Assumant le rôle de secrétariat, il fournit une aide aux comités corporatifs, consultatifs et à

Bilingualism Assistance Programme and for internal library and legal services.

Planning Branch

Executive Director A.J. Schouten
Advisor, Long-Range Planning P. Allard
Director, Planning Policy and Research
R. McLemore
Director, Project Planning D.N. Major

The Planning Branch is responsible for the formulation of comprehensive or project plans and planning policies for the development, conservation and improvement of the National Capital Region from a national perspective. It also conducts planning research and long-range planning studies. It is also responsible for the public transportation assistance programme.

Property Branch

Executive Director E.H. Braun
Senior Director, Realty Operations C. Wood
Director, Greenbelt S. Knox
Director, Property Marketing and Leasing
P. Page
Director, Property Services D. Durrant
Director, Surveys and Mapping M. Des Chênes
Director, Property Development R. Stratten

The Property Branch is responsible for the acquisition and disposal of real property, to enable the Commission to carry out its mandate and implement its programmes. It also engages in leasing, property management, development and redevelopment of revenue-producing properties, either on an interim or permanent basis. This Branch manages properties both from an income and resource management perspective throughout the National Capital Region, including the Core Area, the Greenbelt and Gatineau Park. It carries out property development functions and develops policies and strategies pertaining to real property acquisition, management and disposal. In addition, the Branch administers the Commission's grants-in-lieu-of-taxes, as well as surveying and mapping programmes.

Development Branch

Executive Director J. Van Essen
Director, Design A.J. Capling
Director, Construction A.S. Fraser
Director, Maintenance J.-G. Perras
Director, Design Liaison and Coordination
D.W. Pettit

The Development Branch has three divisions: Design, Construction and Maintenance. The Design Division is concerned with the coordination and staff follow-up of all design projects

ceux de régie interne. Le Secrétariat est responsable du Programme de bilinguisme externe, de la bibliothèque et des services du contentieux.

La Planification

Directeur exécutif A.J. Schouten
Conseiller en planification à long terme
P. Allard
Directeur de la politique et de la recherche en planification R. McLemore
Directeur de la planification des projets
D.N. Major

La Direction de la planification est chargée de dresser des plans globaux ou des plans de projets et d'établir, dans une perspective nationale, des politiques de planification touchant l'aménagement, la conservation et l'amélioration de la région de la Capitale nationale. Elle doit en outre mener des recherches en matière de planification et effectuer des études de planification à long terme. Elle s'occupe en outre du programme d'aide au transport en commun interprovincial.

Les Biens immobiliers

Directeur exécutif E.H. Braun
Directeur principal de l'exploitation des biens immobiliers C. Wood
Directeur de la Ceinture de verdure
S. Knox
Directeur de la commercialisation et de la location immobilière P. Page
Directeur des services immobiliers D. Durrant
Directeur des levés et de la cartographie
M. Des Chênes
Directeur de la mise en valeur des biens immobiliers R. Stratten

La Direction des biens immobiliers a la charge de l'acquisition et de l'aliénation des biens immobiliers, dans le but de permettre à la Commission de s'acquitter de son mandat et de réaliser ses programmes. Elle s'occupe aussi, de façon provisoire ou permanente, de la location, de l'administration, de l'aménagement et du réaménagement d'immeubles de rapport. Elle gère les biens immobiliers que possède la Commission dans la RCN, que ce soit dans le secteur urbain, la Ceinture de verdure ou le parc de la Gatineau. Elle s'occupe en outre de planification immobilière, établit les politiques et les stratégies d'acquisition, de gestion et d'aliénation des biens immobiliers et administre le programme de subventions tenant lieu de taxes et le programme de levés et cartographie.

submitted to the Advisory Committee on Design; the design of Commission-funded projects; and design liaison with other levels of government. The Construction Division is responsible for project management of NCC-implemented and government cost-shared works. The role of the Maintenance Division is to maintain NCC parkways, parks, green spaces, federal grounds, and associated landscaping. In addition, this Division supplies operational support services to other Branches.

Public Activities Branch

Executive Director A. Bonin
Director, Gatineau Park P. Kyer
Director, Culture and Recreation M. Tremblay
Director, Interpretation and Heritage
A. Merriam
Director, Public Affairs P. Fontaine

The Public Activities Branch is responsible for all activities directed at the general public and visitors, as well as for the administration of Gatineau Park and the use of Commission lands for recreation purposes, interpretation, heritage, conservation and cultural activities. It is also responsible for public relations, promotion, information and the Commission's publishing activities.

Finance and Administration Branch

Executive Director J.J. Rooney
Director, Finance J.T. Denis
Director, Personnel R. Agnew
Director, Systems R.B. Wilson
Director, Supply and Administrative Services
A.H. Stevenson

The Finance and Administration Branch provides the support services necessary for the administration of the Commission. The Executive Director also functions as the corporate comptroller, while the divisional responsibilities include the control of resources for which services are provided.

Le Développement

Directeur exécutif J. Van Essen
Directeur des études techniques A.J. Capling
Directeur de la construction A.S. Fraser
Directeur de l'entretien J.-G. Perras
Directeur de la liaison et de la coordination des études techniques D.W. Pettit

La Direction du développement englobe trois grands secteurs, à savoir les Études techniques, la Construction et l'Entretien. Les Études techniques recouvrent la coordination de tous les projets de construction présentés au Comité consultatif d'architecture, l'étude des projets financés par la Commission et la liaison avec d'autres paliers de gouvernement au niveau des études. La Division de la construction gère les travaux exécutés par la CCN et ceux à frais partagés avec d'autres paliers de gouvernement. La Division de l'entretien s'occupe de l'entretien et de l'aménagement paysager des parcs, promenades et espaces verts de la Commission, ainsi que d'autres terrains fédéraux. Elle assure en plus le soutien opérationnel des autres directions.

Les Services au public

Directeur exécutif A. Bonin
Directeur du parc de la Gatineau P. Kyer
Directeur des loisirs et de la culture
M. Tremblay
Directrice de l'interprétation et du patrimoine
A. Merriam
Directeur des affaires publiques P. Fontaine

La Direction des services au public est chargée des activités destinées aux visiteurs et à la population en général, de l'administration du parc de la Gatineau et de l'utilisation des terrains de la Commission pour les loisirs, les manifestations culturelles et les activités relatives à l'interprétation, au patrimoine et à la conservation. Elle s'occupe en outre des relations publiques, de la publicité, de l'information et des publications.

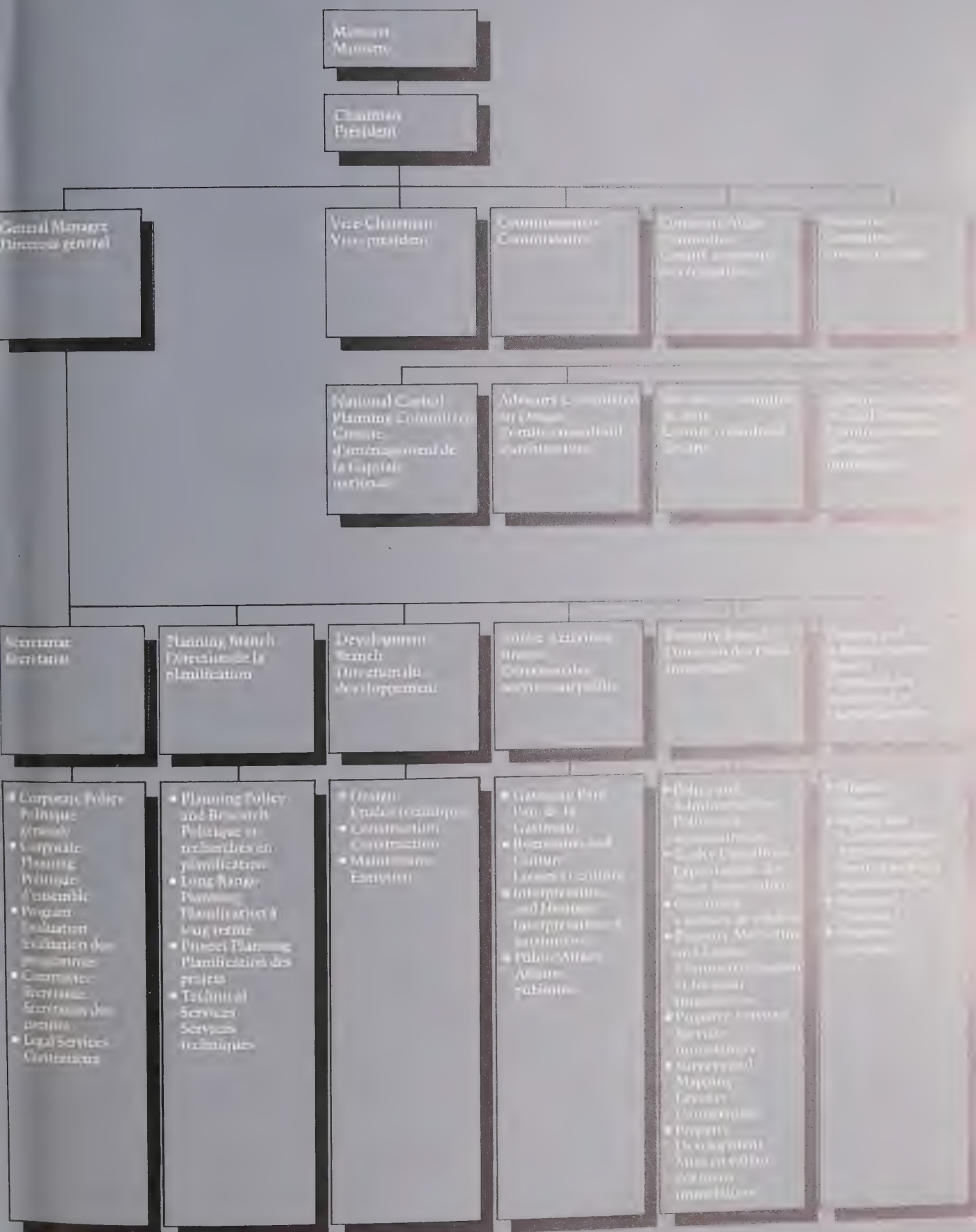
Les Finances et l'administration

Directeur exécutif J.J. Rooney
Directeur des finances J.T. Denis
Directeur du personnel R. Agnew
Directeur des systèmes R.B. Wilson
Directeur de l'approvisionnement et des services administratifs A.H. Stevenson

La Direction des finances et de l'administration fournit les services de soutien nécessaires aux fonctions administratives de la Commission. Le directeur exécutif est aussi le contrôleur de la Commission et les divisions assument la gestion des ressources pour lesquelles elles offrent des services.

Organization Chart

Organigramme





Information on the National Capital Region Renseignements sur la région de la Capitale nationale

	NCR/RCN	Québec	Ontario
Surface Area/Superficie (square kilometres/kilomètres carrés)	4,662	1,942.5	2,719.5
Population Census/Recensement (1981)	735,854	189,005	546,849
Mother Tongue/Langue maternelle			
French/Français	35.4%	82.6%	20.7%
English/Anglais	56.1%	14.4%	69.0%
Other/Autres	8.5%	3.0%	10.3%

National Capital Commission

Commission de la Capitale nationale

Financial Statements

For the Year Ended
March 31, 1984

États financiers

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 1984

Financial Review

During the year, the Commission received \$86.6 million from the Consolidated Revenue Fund as authorized by Parliament and earned revenues of \$8.8 million compared to \$82.2 million and \$10.4 million respectively last year.

The gross cost of operations, was \$54.0 million compared to \$48.4 million a year earlier.

The Commission spent \$31.8 million on capital projects, the more significant of which were:

- acquisition and construction of real property costing \$11.3 million;
- contributions of \$12.4 million towards the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region;
- contributions of \$1.5 million towards the construction of a regional sewage treatment and disposal system in the Quebec portion of the National Capital Region;
- contributions of \$1.6 million to assist inter-provincial public transportation in the National Capital;
- contributions of \$3.0 million to the development of the Rideau Area project; and,
- contributions of \$1.1 million towards the construction of a bridge crossing the Rideau River at the Hunt Club Road.

From the Commission's appropriation for Grants and Contributions, expenditures were made amounting to \$9.1 million within the National Capital Region to municipalities for grants-in-lieu of taxes and to organizations to encourage the use of the two official languages.

Rapport financier

Au cours de l'année, la Commission a reçu des crédits parlementaires de 86,6 millions \$ et perçu des revenus de 8,8 millions \$ comparativement à 82,2 millions \$ et 10,4 millions \$ pour l'année précédente.

Les coûts d'exploitation bruts se sont élevés à 54,0 millions \$ comparativement à 48,4 millions \$ pour l'année précédente.

La Commission a consacré 31,8 millions \$ à des projets d'immobilisations dont voici les principaux:

- acquisition et construction de biens immobiliers, d'une valeur de 11,3 millions \$;
- contributions de 12,4 millions \$ au titre de l'aménagement d'un réseau routier intégré dans le secteur québécois de la région de la Capitale nationale;
- contributions de 1,5 million \$ au titre de l'aménagement d'un réseau d'évacuation et d'assainissement des eaux usées dans le secteur québécois de la région de la Capitale nationale;
- contributions de 1,6 million \$ en aide aux transports en commun interprovinciaux dans la Capitale nationale;
- contributions de 3,0 millions \$ au titre de l'aménagement du projet du secteur Rideau; et,
- contributions de 1,1 million \$ au titre de la construction d'un pont sur la rivière Rideau, à la hauteur du chemin Hunt Club.

La Commission s'est servie de son crédit des subventions et des contributions pour verser, dans la région de la Capitale nationale, 9,1 millions \$ aux municipalités sous forme de subventions tenant lieu d'impôts fonciers et à des organisations sous forme de subventions destinées à encourager l'usage des deux langues officielles.

Auditor's Report

The Honourable Roméo LeBlanc, P.C., M.P.
Minister of Public Works

I have examined the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1984 and the statements of operations, proprietor's equity and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at March 31, 1984 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies set out in Note 2 to the financial statements applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Edward R. Rowe, C.A.
Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
June 4, 1984

Rapport du Vérificateur

L'honorable Roméo LeBlanc, C.P., député
Ministre des Travaux publics

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1984 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du propriétaire et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Pour le Vérificateur général du Canada



Edward R. Rowe, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 juin 1984

National Capital Commission Balance Sheet as at March 31, 1984

(in thousands of dollars)

Commission de la Capitale nationale Bilan au 31 mars 1984

(en milliers de dollars)

Assets

Current

Cash and short term deposits
Accounts receivable
 Federal government
 departments and agencies
 Tenants and others
Operating supplies, small tools
and nursery stock
Prepaid expenses

Actif

À court terme

Encaisse et dépôts à court
terme
Débiteurs
 Ministères et organismes
 d'État
 Locataires et autres
Fournitures d'exploitation,
petit outillage et pépinières
Frais payés d'avance

1984

1983

\$ 45,258

\$ 34,020

415

403

1,293

1,416

687

740

1,046

998

48,699

37,577

Capital

Real property (Note 3)
Equipment, furniture and
vehicles

Immobilisations

Biens immobiliers (note 3)
Véhicules, mobilier et matériel

352,188

341,906

10,683

9,769

362,871

351,675

\$ 411,570

\$ 389,252

Liabilities

Current

Accounts payable and accrued liabilities
Unsettled expropriations of property
Holdbacks and deposits from contractors and others

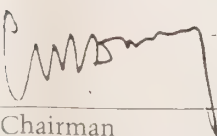
Long-term

Loans from Canada (Note 4)
Accrued employee termination benefits

Equity of Canada

Proprietor's Equity

Approved by the Commission:



Chairman
le Président

Passif

À court terme

Créditeurs et passif couru
Expropriations de terrains non réglées
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres


À long terme

Emprunts auprès du Canada (note 4)
Prestations de cessation d'emploi courues

Avoir du Canada

Avoir du propriétaire

Approuvé par la Commission



Commissioner
le Commissaire

1984

1983

\$ 28,729

\$ 20,854

1,665

1,871

1,155

1,203

31,549

23,928

31,104

4,399

35,503

344,518

330,130

\$ 411,570

\$ 389,252

National Capital Commission

Commission de la Capitale nationale

Statement of Operations for the Year Ended March 31, 1984 (in thousands of dollars)

États des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1984 (en milliers de dollars)

		1984			1983
		Operating	Capital	Grants and Contributions	Total
		Fonctionnement	Capital	Subventions et Contributions	Total
Revenues	Revenus				
Parliamentary appropriations	Crédits parlementaires	\$ 43,637	\$ 33,529	\$ 9,384	\$ 86,550
Property revenues	Revenus des propriétés	5,873	—	—	5,873
Interest income	Intérêts	1,122	846	—	1,968
Miscellaneous	Revenus divers	995	—	—	995
		51,627	34,375	9,384	95,386
Expenditures	Dépenses				
Land Development	Aménagement des terrains	14,445	7,106	9,028	30,579
Recreation and Culture	Loisirs et culture	23,985	7,106	91	31,182
Transportation	Transports	—	15,206	—	15,206
Administration and Finance	Administration et finances	13,527	553	—	14,080
Services and Utilities	Services d'utilité publique	—	1,850	—	1,850
Policy Development	Élaboration de politiques	2,104	1	—	2,105
		54,061	31,822	9,119	95,002
Excess (deficiency) of Revenues over Expenditures	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	\$ (2,434)	\$ 2,553	\$ 265	\$ 384
					\$ 2,238

National Capital Commission

Statement of Proprietor's Equity for the Year Ended March 31, 1984

(thousands of dollars)

Commission de la Capitale nationale

États de l'avoir du propriétaire pour l'exercice terminé le 31 mars 1984

(en milliers de dollars)

		1984	1983
Balance at Beginning of the Year	Solde au début de l'exercice	\$ 330,129	\$ 313,355
Excess of Revenues over Expenditures	Excédent des revenus sur les dépenses	384	2,238
Capitalized expenditures (Note 2)	Dépenses immobilisées (note 2)	11,313	14,574
Net gain (Loss) on disposal of capital assets	Gain (perte) net à l'aliénation d'immobilisations	1,885	(38)
Adjustment of provision for land transfers at less than cost (Note 3)	Rajustement de la provision pour les biens mobiliers qui seront cédés à un prix inférieur à leur coût (note 3)	807	—
Balance at End of the Year	Solde à la fin de l'exercice	\$ 344,518	\$ 330,129

National Capital Commission

Statement of Changes in Financial Position for the Year Ended March 31, 1984

(in thousands of dollars)

Commission de la Capitale nationale

État de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé le 31 mars 1984

(en milliers de dollars)

		1984	1983
Funds Provided	Provenance des fonds		
Excess of revenues over expenditures	Excédent des revenus sur les dépenses	\$ 384	\$ 2,238
Add items not requiring funds	Ajouter les éléments qui n'exigent pas de fonds	326	683
		710	2,921
Proceeds on disposal of capital assets	Produit de l'aliénation d'immobilisations	2,909	10,118
Decrease in unsettled expropriations of property	Diminution d'expropriations de terrains non réglées	206	929
		3,825	13,968
Funds Applied	Utilisation des fonds		
Acquisition of real property to be financed by loans from Canada	Acquisition de biens immobiliers devant être financés par des emprunts auprès du Canada	306	5
Repayment of loans from Canada	Remboursement d'emprunts auprès du Canada	18	9,752
		324	9,757
Increase in Working Capital	Augmentation du fonds de roulement	3,501	4,211
Working Capital at beginning of the year	Fonds de roulement au début de l'exercice	13,649	9,438
Working Capital at End of the Year	Fonds de roulement à la fin de l'exercice	\$ 17,150	\$ 13,649

National Capital Commission

Notes to Financial Statements March 31, 1984

1. Authority and Objectives

The National Capital Commission was established by the *National Capital Act, 1958* and is an Agency Corporation under the *Financial Administration Act*. The objects and purposes of the Commission are to prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance.

2. Accounting Policies

(a) Basis of Accounting

The financial statements of the Commission have been prepared in accordance with generally accepted accounting principles except for the accounting policies relating to capital assets which are explained below.

(b) Capital Assets

(i) Capital Expenditures

Capital expenditures in the Statement of Operations include those which increase the value of capital assets as well as expenditures for surveys, studies and contributions to shared cost programs.

(ii) Real Property

Only those expenditures producing Commission-owned real property are capitalized. Capitalization is at cost. The cost of real property does not include interest on loans to finance the acquisition thereof. Gains or losses on disposal of real property are reflected in the Statement of Equity and no depreciation is recorded.

Commission de la Capitale nationale

Notes afférentes aux états financiers du 31 mars 1984

1. Autorité et objectifs

La Commission de la Capitale nationale, constituée en vertu de la *Loi sur la Capitale nationale* de 1958, est une corporation de mandataires telle que le définit la *Loi sur l'administration financière*. La Commission a pour buts et objets de préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale et d'y aider, afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada puissent être en harmonie avec son importance nationale.

2. Conventions comptables

a) Méthodes de comptabilité

Les états financiers de la Commission sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus, sauf pour ce qui est des politiques comptables régissant les biens immobilisés, lesquelles sont expliquées ci-dessous.

b) Immobilisations

(i) Dépenses d'immobilisations

Les dépenses d'immobilisations à l'état des résultats comprennent celles qui augmentent la valeur des immobilisations de même que les dépenses pour relevés, études et contributions aux programmes à frais partagés.

(ii) Biens immobiliers

Seules les dépenses qui résultent en biens immobiliers qui sont la propriété de la Commission sont capitalisées. La capitalisation se fait au prix coûtant. Le coût des biens immobiliers ne renferme pas l'intérêt sur les emprunts dans le but de financer l'acquisition de ceux-ci. Les gains ou les pertes à l'aliénation de biens immobiliers sont déclarés dans l'état de l'avoir du propriétaire et aucun amortissement n'est comptabilisé.

(iii) Equipment, Furniture and Vehicles

Equipment, furniture and vehicles are recorded at cost. Losses, which are recognized only at the time of destruction or disposal, are reflected in the Statement of Equity. No depreciation is recorded.

(c) Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock

Operating supplies and small tools are carried at most recent cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, balling and packaging expenses.

(d) Pension Plan

The Commission's employees participate in the Public Service Superannuation Plan, which is administered by the Government of Canada. Contributions to the Plan are made by both the employees and the Commission.

(e) Employee Termination Benefits

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. Provision for these benefits is recorded as a liability.

(iii) Matériel, mobilier et véhicules

Le matériel, le mobilier et les véhicules sont inscrits au prix coûtant. Les pertes, qui sont enregistrées uniquement lors de la destruction ou de l'aliénation, sont déclarées à l'état de l'avoir du propriétaire. Aucun amortissement n'est enregistré.

c) Fourniture d'exploitation, petit outillage et pépinières

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont inscrits au dernier prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et l'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au régime de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations sont payées par les employés et la Commission.

e) Prestations de cessation d'emploi

En général, les prestations de cessation d'emploi des employés s'accumulent chaque année qu'ils travaillent. Elles sont versées lors de la cessation d'emploi ou de la retraite. La provision pour ces prestations est comptabilisée comme un élément du passif.

3. Real Property

The following are the major categories of real property at March 31:

(in thousands of dollars)	1984	1983
Greenbelt	\$ 50,800	\$ 49,854
Parkways	67,324	66,741
Parks	38,627	36,278
Bridges and approaches	25,103	25,049
Historic sites	14,710	12,449
Recreational facilities	9,048	5,787
Rental and agency properties	137,254	137,396
Unsettled expropriations	1,665	1,871
Administration and service buildings	9,737	9,368
	<u>354,268</u>	<u>344,793</u>

Less
provision
for transfers
at less
than cost

2,080	2,887
\$352,188	\$341,906

Provision for transfers at less than cost pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec, for lands to be given free of charge for approaches to the Macdonald-Cartier Bridge and for the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

3. Biens immobiliers

Voici les principales catégories de biens immobiliers au 31 mars:

(en milliers de dollars)	1984	1983
Ceinture de verdure	\$ 50,800	\$ 49,854
Promenades	67,324	66,741
Parcs	38,627	36,278
Ponts et voies d'accès	25,103	25,049
Lieux historiques	14,710	12,449
Installations récréatives	9,048	5,787
Propriétés louées ou à céder	137,254	137,396
Expropriations non réglées	1,665	1,871
Immeubles d'administration et de service	9,737	9,368
	<u>354,268</u>	<u>344,793</u>

Moins la
provision pour
les biens
immobiliers qui
seront cédés
à un prix
inférieur à
leur coût

2,080	2,887
\$352,188	\$341,906

La provision pour les cessions à un prix inférieur au coût se rapporte à des biens immobiliers qui seront cédés en exécution des accords avec la province de Québec, à la cession gratuite de terrains pour les voies d'accès au pont Macdonald-Cartier et à la cession, au prix de 1\$, de terrains d'emprise de l'autoroute 550.

4. Loans from Canada

The Commission purchased certain real property out of funds advanced from the Consolidated Revenue Fund of Canada by way of loans authorized by Parliament, upon terms and conditions approved by the Governor-in-Council.

Interest on these loans is payable semi-annually at rates varying from 4.75% to 9.125% and averaging 7.0% (1983 – 6.1%).

Interest expense in the year ended March 31, 1984 amounted to \$2.2 million (1983 – \$2.3 million). No dates for repayment are specified except that loans, and interest, are required to be repaid at the time of disposal of the properties financed by these loans. For non-greenbelt properties, the proceeds are to be used to repay relevant loans in full and any excess proceeds are to repay other outstanding loans; and for greenbelt properties, the excess of proceeds over acquisition cost are to be used to repay other outstanding loans.

5. Commitments

[a] Subject to funds being authorized by Parliament, the Commission is committed to make contributions to other levels of government as follows:

(i) Province of Quebec, one-half of the cost of a road network within the National Capital Region. The Commission's commitment is \$128.5 million of which \$111.5 million has been expended;

(ii) Province of Quebec and the Communauté régionale de l'Outaouais, one-third of the cost of a regional sewage disposal system. The Commission's commitment is \$52.4 million of which \$51.3 million has been expended;

(iii) Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the City of Ottawa, a contribution towards the cost of the Rideau Area development. The Commission's commitment is \$11.4 million of which \$10.7 million has been expended; and,

(iv) Regional Municipality of Ottawa-Carleton, one half of the cost of a new bridge across the Rideau River in the Hunt Club Road – Knoxdale Road area. The Commission's commitment is \$7.0 million of which \$1.1 million has been expended.

4. Emprunts auprès du Canada

La Commission a acheté certains biens immobiliers à partir de fonds avancés à même le Fonds du revenu consolidé au moyen d'emprunts autorisés par le Parlement, et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil.

L'intérêt sur ces emprunts est versé semestriellement à des taux qui varient de 4,75% à 9,125%, en moyenne 7,0% (1983 – 6,1%). Les frais d'intérêt au cours de l'année terminée le 31 mars 1984 se montent à 2,2 millions \$ (1983 – 2,3 millions \$). Aucune date de remboursement n'est précisée sauf que les emprunts, et l'intérêt, doivent être remboursés au moment de l'aliénation des biens immobiliers financés par ces emprunts. Quant aux biens immobiliers qui ne font pas partie de la Ceinture de verdure, les produits serviront à rembourser en entier les emprunts pertinents et tout excédent des produits à rembourser d'autres emprunts non réglés; quant aux biens immobiliers de la Ceinture de verdure, l'excédent des produits sur le coût d'acquisition servira à rembourser les emprunts non réglés.

5. Engagements

a) Sous réserve d'affectations de crédits du Parlement, la Commission s'est engagée à verser des contributions à d'autres paliers gouvernementaux, notamment comme il suit:

(i) Province de Québec, la moitié du coût du réseau routier de la région de la Capitale nationale. L'engagement de la Commission s'élève à 128,5 millions \$, dont 111,5 millions \$ ont été dépensés;

(ii) Province de Québec et à la Communauté régionale de l'Outaouais, le tiers du coût d'un réseau régional d'évacuation des eaux usées. L'engagement de la Commission s'élève à 52,4 millions \$, dont 51,3 millions \$ ont été dépensés;

(iii) Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et à la Ville d'Ottawa, une contribution envers le coût de l'aménagement du secteur Rideau. L'engagement de la Commission s'élève à 11,4 millions \$, dont 10,7 millions \$ ont été dépensés; et,

(iv) Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la moitié du coût d'un nouveau pont sur la rivière Rideau dans le secteur des chemins Hunt Club et Knoxdale. L'engagement de la Commission s'élève à 7,0 millions \$, dont 1,1 million \$ ont été dépensés.

(b) The Commission has entered into agreements for computing services and leases of equipment and office space. Annual payments under these agreements are as follows:

(in thousands of dollars)

1984-85	1,416
1985-86	888
1986-87	55
1987-88	48
	<hr/>
	\$2,407

6. Contingencies

(a) Litigations

Claims have been made against the Commission totalling approximately \$145 million for alleged wrongful termination of certain agreements and other alleged damages but are not reflected in the accounts.

The final outcome of these claims is not determinable. However, in the opinion of management and legal counsel, the position of the Commission is defensible and any payments required to settle these claims will not materially affect the financial position of the Commission. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the settlements occur.

(b) Agreement with a Province

In 1961 the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,654 hectares (6,557 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenses. At March 31, 1983, expenses exceeded revenues by \$0.98 million, and is not reflected in the accounts of the Commission.

7. Comparative Figures

Certain figures for 1983 presented for comparative purposes have been restated to conform to the 1984 presentation.

b) La Commission a conclu des ententes à l'égard de services informatiques et des baux pour du matériel et des locaux à bureau. Les versements annuels en vertu de ces ententes sont comme suit:

(en milliers de dollars)

1984-1985	1,416
1985-1986	888
1986-1987	55
1987-1988	48
	<hr/>
	\$2,407

6. Éventualités

a) Cas en litige

Des réclamations ont été faites à l'encontre de la Commission qui s'élèvent en tout à environ 145 millions \$ à l'endroit de la résiliation injuste présumée de certaines ententes et d'autres dommages présumés, mais ne sont pas reflétées dans les comptes.

L'issue de ces réclamations est impossible à déterminer. Toutefois, d'après la direction et l'avocat conseil, la position de la Commission est défendable, et les paiements nécessaires au règlement de ces réclamations ne modifieront pas substantiellement la position financière de la Commission. Les règlements éventuels de ces réclamations seront comptabilisés dans l'année où ils surviendront.

b) Entente avec une province

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario par laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2 654 hectares (6 557 acres). À l'échéance de l'entente en l'an 2011, ou sur résiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les revenus. Au 31 mars 1983, les dépenses excédaient les revenus de 0,98 million \$ et ceci n'est pas déclaré dans les présents états financiers.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 1983 ont été modifiés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 mars 1984.

Supplementary Information

The following two tables provide additional details on the Loans from Canada and Commission-owned capital assets

Table 1
National Capital Commission

Statement of
Loans from
Canada for the
Acquisition of
Property to
March 31, 1984
(in thousands of dollars)

		From inception to 1984		
		1984	1983	De l'origine à 1984
Loans received	Emprunts	\$ —	\$ —	\$ 87,567
Loans repaid from	Remboursement de prêts			
Proceeds of property sales	Vente de propriétés	19	9,685	20,349
National Capital Fund (Note)	Caisse de la Capitale nationale (note)	—	—	29,628
Revenues	Revenus	—	66	6,480
		\$ 19	\$ 9,751	56,463
Loans outstanding at March 31, 1984	Prêts impayés au 31 mars 1984			\$ 31,104

Note: The National Capital Fund was a special account in the Consolidated Revenue Fund of Canada. The *Adjustment of Accounts Act* eliminated the National Capital Fund as at March 31, 1981.

Renseignements supplémentaires

Les tableaux suivants fournissent des détails supplémentaires sur les prêts du Canada et les immobilisations de la Commission.

Tableau 1
Commission de la Capitale nationale

États des prêts du
Canada à l'égard de
l'acquisition de
propriétés
au 31 mars 1984
(en milliers de dollars)

		From inception to 1984		
		1984	1983	De l'origine à 1984
Loans received	Emprunts	\$ —	\$ —	\$ 87,567
Loans repaid from	Remboursement de prêts			
Proceeds of property sales	Vente de propriétés	19	9,685	20,349
National Capital Fund (Note)	Caisse de la Capitale nationale (note)	—	—	29,628
Revenues	Revenus	—	66	6,480
		\$ 19	\$ 9,751	56,463
Loans outstanding at March 31, 1984	Prêts impayés au 31 mars 1984			\$ 31,104

Note: La Caisse de la Capitale nationale constituait un compte spécial dans le Fonds du revenu consolidé du Canada. La *Loi sur la régularisation des comptes* a éliminé la Caisse de la Capitale nationale au 31 mars 1981.

Table II
National Capital
Commission

Schedule of
Capital Assets as
at March 31, 1984
(thousands of dollars)

Tableau II
Commission de la
Capitale nationale

Tableau des biens
immobiliers
au 31 mars 1984
(en milliers de dollars)

		Balance March 31, 1984	Balance March 31, 1983
Real Property	Biens immobiliers	Solde au 31 mars 1984	Solde au 31 mars 1983
Greenbelt Properties	Terres de la Ceinture de verdure	\$ 50,800	\$ 49,854
Parkways – Ontario	Promenades – Ontario		
Ottawa River Parkway	Promenade de l'Outaouais	20,295	20,367
Eastern Parkway	Promenade de l'Est	4,141	4,249
Queensway	Queensway	883	883
Colonel By Drive	Promenade du Colonel By	5,069	5,041
Station Boulevard	Boulevard de la gare	313	313
Airport Parkway	Promenade de l'Aéroport	10,080	10,079
Eastern Driveway	Promenade de l'Est	5,857	5,155
Hog's Back Road	Chemin Hog's Back	1,741	1,823
Queen Elizabeth Drive	Promenade de la Reine- Élizabeth	2,676	2,766
Rockcliffe Park Driveway	Promenade du parc Rockcliffe	977	977
Island Park Driveway	Promenade Island Park	449	444
Experimental Farm Drive	Promenade de la ferme expérimentale	287	287
Other Parkways	Promenades diverses	1,179	1,007
Total Parkways – Ontario	Total des promenades – Ontario	53,947	53,391
Parkways – Quebec	Promenades – Québec		
Voyageur Parkway	Promenade des Voyageurs	3,496	3,456
Philemon Wright Parkway	Promenade Philémon-Wright	1,205	1,205
Northern Entrance	Approche du nord	788	788
Hull South	Hull-sud	604	603
Gatineau Parkway	Promenade de la Gatineau	6,614	6,628
Lac des Fées Parkway	Promenade du lac des Fées	645	645
Secteur Fournier	Secteur Fournier	25	25
Total Parkways – Quebec	Total des promenades – Québec.	13,377	13,350
Total Parkways	Total des promenades	67,324	66,741

Table II continued
(in thousands of dollars)

Tableau II suite
(en milliers de dollars)

		Balance March 31 1984	Balance March 31 1983
		Solde au 31 mars 1984	Solde au 31 mars 1983
Parks – Ontario	Parcs – Ontario		
Commissioners' Park	Parc des Commissaires	\$ 121	\$ –
Garden of the Provinces	Jardin des provinces	638	638
Rideau River Park	Parc de la rivière Rideau	3,406	3,495
Vincent Massey and Hog's	Parcs Vincent-Massey et		
Back Parks	Hog's Back	952	854
Rockcliffe Park	Parc Rockcliffe	522	514
Rideau Falls Park	Parc des chutes Rideau	332	336
Parliament Hill Promenade	Circuit touristique du		
	Parlement	724	724
Other Parks	Parcs divers	4,920	4,027
Total Parks – Ontario	Total des parcs – Ontario	11,615	10,588
Parks – Quebec	Parcs – Québec		
Gatineau Park	Parc de la Gatineau	17,894	17,070
Leamy Lake Park	Parc du lac Leamy	666	666
Moussette Park	Parc Moussette	420	420
Fontaine Park	Parc Fontaine	916	916
Jacques Cartier Park	Parc Jacques-Cartier	446	445
Linear Park	Parc linéaire de Hull	233	233
Place du Portage Park	Parc de la Place du Portage	3,174	3,166
E.B. Eddy Park	Parc E.B. Eddy	1,039	1,035
Parliament Hill Promenade	Circuit touristique du		
	Parlement	243	243
Experimental Park – Hull	Parc expérimental – Hull	113	112
Parc des Portageurs-Hull	Parc des Portageurs-Hull	1,213	1,144
Other Parks	Parcs divers	655	240
Total Parks – Quebec	Total des parcs – Québec	27,012	25,690
Total Parks	Total des parcs	38,627	36,278

Table II continued
(in thousands of dollars)

Tableau II suite
(en milliers de dollars)

		Balance March 31, 1984	Balance March 31, 1983
		Solde au 31 mars 1984	Solde au 31 mars 1983
Bridges and approaches	Ponts et approches		
Hog's Back Bridge	Pont Hog's Back	\$ 1,053	\$ 1,049
Mackenzie King Bridge	Pont Mackenzie-King	2,492	2,491
Champlain Bridge	Pont Champlain	3,778	3,743
Portage Bridge	Pont du Portage	13,604	13,601
Bridgehead – Hull	Tête de pont – Hull	1,261	1,319
DesChênes Bridge –	Pont DesChênes –		
Britannia	Britannia	1,220	1,220
Bridgehead – Ottawa	Tête de pont – Ottawa	309	309
Other Bridges	Ponts divers	1,386	1,317
Total Bridges	Total des ponts	25,103	25,049
Historic Sites	Lieux historiques	14,710	12,449
Recreational facilities	Installations de loisirs		
Toboggan slides	Pistes de toboggan	76	-
Skating rinks	Patinoires	225	2
Bicycle paths	Pistes cyclables	2,110	1
Allotment gardens	Jardins potagers	474	-
Steam Train facilities	Installations pour le train à vapeur	109	-
Portage rink	Patinoire du Portage	150	-
Sound and Light	Son et lumière	1,384	-
Other recreation projects	Autres projets de loisirs	4,520	2,9
Total Recreational Facilities	Total des installations de loisirs	9,048	5,78
Rental and agency properties –	Propriétés louées ou à céder –		
LeBreton Flats	Plaines LeBreton	23,344	23,299
Rented properties	Propriétés louées	113,810	113,997
Miscellaneous urban sites	Aires urbaines diverses	100	100
Total Rental and Agency Properties	Total des propriétés louées ou à céder	137,254	137,396

Table II continued
(in thousands of dollars)

Tableau II suite
(en milliers de dollars)

		Balance March 31, 1984	Balance March 31, 1983
		Solde au 31 mars 1984	Solde au 31 mars 1983
Unsettled Expropriation of Land	Expropriation de terrains en cours	\$ 1,665	\$ 1,871
Less Provision for Future Transfer of Property Per Agreements	Moins provision pour biens immobiliers à céder en vertu d'accords	(2,080)	(2,887)
Administrative and Service Buildings	Bâtiments administratifs	9,737	9,368
TOTAL REAL PROPERTY	TOTAL DES BIENS IMMOBILIERS	\$352,188	\$341,906
CAPITAL EQUIPMENT	BIENS MOBILIERS		
Machinery & Equipment Acquisitions (net)	Outillage et matériel – Achats nets	6,634	6,350
Office Equipment Acquisitions (net)	Matériel de bureau – Achats nets	3,731	3,223
Livestock	Bétail	6	10
Antiques and Works of Art	Antiquités et oeuvres d'art	312	186
TOTAL CAPITAL EQUIPMENT	TOTAL DES BIENS MOBILIERS	10,683	9,769
GRAND TOTAL	GRAND TOTAL	\$ 362,871	\$ 351,675

CAI
CP
- A55

Annual Report 1984-1985



1984-1985 Annual Report

TABLE OF CONTENTS

	Page
Letter of Transmittal	2
The National Capital Commission	4
Coming Together	4
The National Capital	7
The International Capital	9
The Nation's Past, Present and Future	9
The Capital's Core	10
The Capital's Urban Fabric	13
The Capital's Region	13
The Capital's Events	15
The Capital as a Meeting Place	15
The Capital's Access	17
The Commission	17
The Commissioners	19
Executive Committee	19
Corporate Audit Committee	19
Advisory Committees	19
The Administration	21
Secretariat	21
Property Branch	21
Planning Branch	21
Development Branch	21
Public Activities Branch	21
Finance and Administration Branch	21
Organization Chart	22
Financial Statements	23



Letter of Transmittal

The Hon. Roch La Salle, P.C., M.P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. La Salle:

In these turbulent social and economic times, the National Capital Commission looks with renewed vigor at its role as a purveyor of a new vision of Canada's Capital. Canadians want a Capital which will stand solidly and immutably as a symbol of nationhood during good times and bad. They want to feel both inspired by their Capital, and familiar with it — to be both proud of it and part of it.

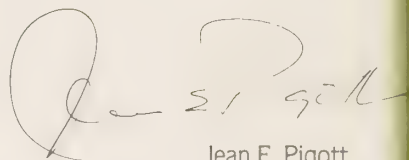
To this end, the Commission has launched a vigorous review of its programs and has begun to reorient itself in order to create the visible, symbolic and efficient Capital expected by Canadians. Understanding the needs of its clients and responding to their demands will require the Commission to engage new partners in both the private and public sectors. In this way tomorrow's dreams will become reality without need for new public resources. The mutual benefits of strategic co-operation are evident in the pages of this Report and provide a strong basis for increased collaboration in the years ahead.

We all are part of a very great nation and what we create here in the Capital must assist, in these difficult times and into the future, in the task of bringing the nation together. Our Capital must also reflect a commitment to economic renewal and fiscal maturity, as well as to a renewed and increased international presence. This reflection we must create in the Capital, while respecting and acting in accordance with the economic reality of our times.

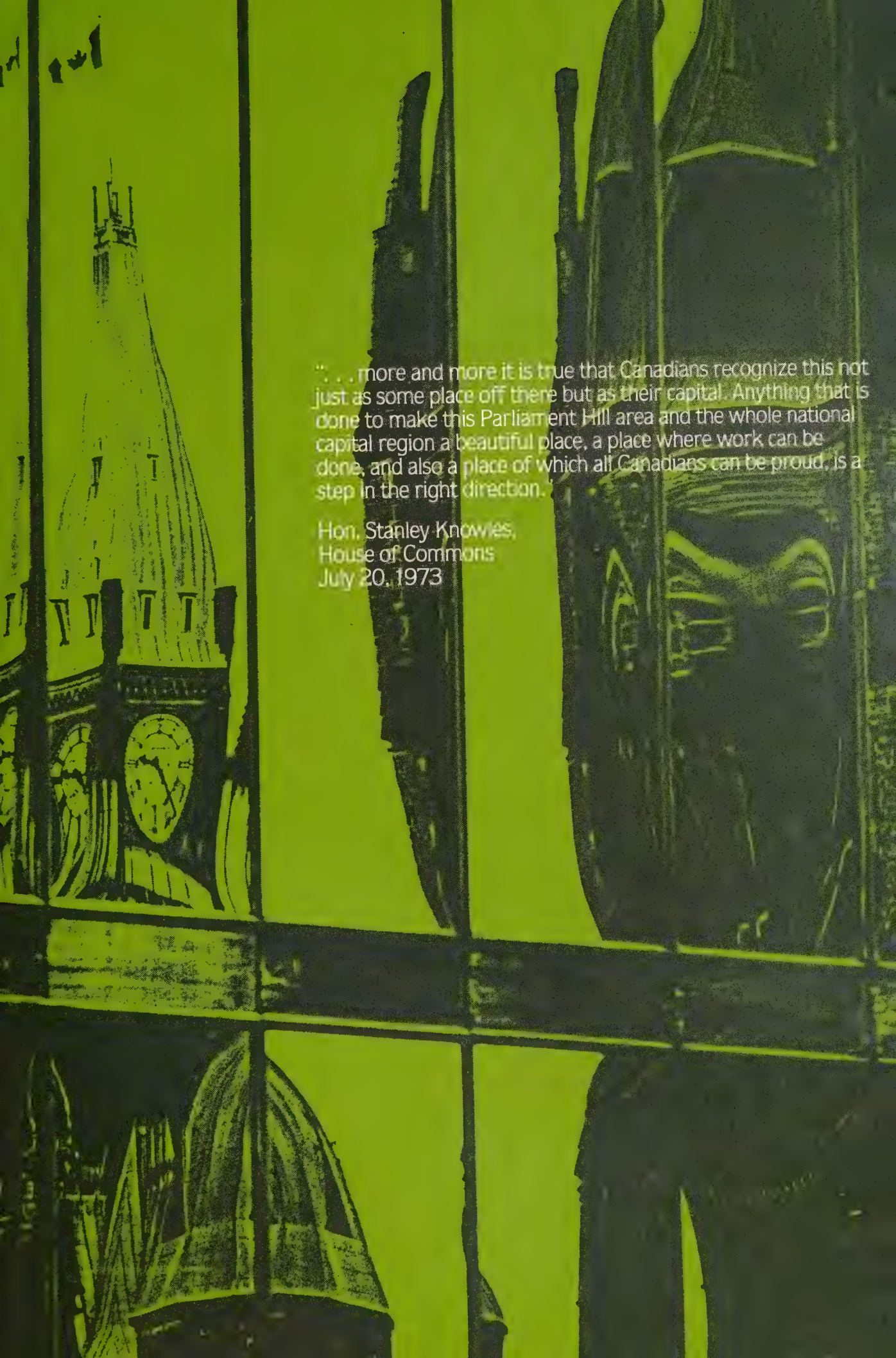
These are the goals we have set for ourselves at the Commission. We are able to look forward with optimism to accomplishing these goals, in a large part due to the solid basis of quality and stability which we have inherited from the tenure of the Honourable Charles M. Drury.

I am therefore pleased to report on the activities of the National Capital Commission during the fiscal year 1984-85 and to submit its financial statements, together with the Report of the Auditor General.

Yours sincerely,



Jean E. Pigott
Chairman



"... more and more it is true that Canadians recognize this not just as some place off there but as their capital. Anything that is done to make this Parliament Hill area and the whole national capital region a beautiful place, a place where work can be done, and also a place of which all Canadians can be proud, is a step in the right direction."

Hon. Stanley Knowles,
House of Commons
July 20, 1973

The National Capital Commission

difficult to catalogue the details of National Capital involvement and achieve-

t. For the making of Canada like that of any nation, is a continuous process.

it national survey, Canada-ed the need for strong national symbols to provide tangible evidence of nationhood, to instill hope for the future, to draw Canadians together in common purpose and to

develop pride in their country. They also understood the necessity for the creators of a capital city to assume many different roles.

The strategic direction of the Commission is provided by a board of Directors whose members are drawn from all regions of Canada.

Through its six Branches of Planning, Property, Development, Public Activities, Finance and Administration, and Secretariat, the Commission's work touches virtually every aspect of life in the Capital and its surroundings.

As the physical dimension of the Capital has matured and its infrastructure put in place, there is now a natural shift of emphasis toward the provision of meaningful attractions, activities and services for the ever growing number of visitors.

In addition, there has been a marked increase in the number and scope of shared projects, both in terms of involvement and/or costs, with

the quality of life it adds to the urban environment of the National Capital is out of all proportion to its costs.

The following are some highlights for the year. We have tried to create both an overview and an understanding of the changes taking place in the Capital and in Canada's relationship to it.

There is, however, one essential message which we would like to get across. It is that of a coming together of the past, the present and the future plans of the National Capital Commission and its antecedents. It is a confluence of history, architecture, infrastructure and environment into a unique and splendid world-class Capital, Canada's fourth largest urban centre. Finally, and most importantly, it is a coming together of the Canadian people for, more than ever, Canadians are coming to their Capital.

While due in part to the Commission's efforts, these accomplishments



provincial, regional and municipal governments, as well as with the private sector.

The Commission's work ranges from the master-planning for all federal lands in the NCR over the next decade to the staging of major international events to the creation and maintenance of a small park.

In that context, a small park, for one of many examples, is arguably not worth noting in an Annual Report. Yet,



are also the result of the federal government's unwavering commitment to the Capital as a valued symbol of nationhood and pride, and to the co-operative spirit of private-sector, municipal, regional, provincial and federal agencies in the National Capital Region.

Coming Together

In 1967, when Canada Day celebrations first began on Parliament Hill, 50,000 people participated.

In 1984, a quarter of a million Canadians, Americans and friends from other countries attended what has now become the single biggest annual event in the entire nation.





The National Capital

Further, an estimated 170,000 people also took part in day-long festivities involving 400 collaborating groups, 80 activities and five different sites in the National Capital.

Millions more attended in spirit through national television coverage by five Canadian networks as well as international news.

While Canada Day is clearly the time when most Canadians want to visit their Capital, more and more people are coming throughout the year. Four hundred fifty thousand came to

The role that any capital plays in the life of its nation can be summed up as symbolic, political and administrative.

The 1984 Royal Visit by the Queen and His Royal Highness, The Duke of Edinburgh showed the Nation's pomp and ceremony at its finest.

As the highlight of the visit which involved co-ordination and logistics by many government departments and

siting and development of government departments and agencies in the NCR as well as the use and development of all federal properties by other governments or the private sector.

Finally, in response to the many national and international associations and non-profit organizations to

mission has of welcome and the Canadian Conference of Canadian

will



celebrate Canada's winter at Winterlude. One hundred seventy-five thousand more came to celebrate our French culture at the Franco-Ontarian Festival in June. An 110,000 more came to celebrate our heritage and history at the Canada Canoe Festival in July.

While they were here, 125,000 also visited Mackenzie King's Estate in Gatineau Park, 45,000 visited the Log Farm in the Greenbelt, and 93,000 witnessed the nightly Sound and Light Spectacular on Parliament Hill.

On Canada Day, the InfoTent, a new initiative to assist in welcoming visitors to the Capital, opened as a major success in orienting all visitors to the Nation's Capital. NCC Visitor Centres in Ottawa and Hull catered to some 225,000 requests last summer. Throughout the year, the NCC supplied more than 1.3 million information brochures and publications nationwide.

agencies including the National Capital Commission, the Queen proceeded on Sussex Drive from Parliament Hill to Rideau Hall once more endorsing the significance of this section of the Ceremonial Route.

Major political ceremonies in 1984 included the swearing-in of two new Prime Ministers and Cabinet, the First Minister's Conference and the Opening of Canada's 33rd Parliament.

In addition to its involvement in the events themselves, the Commission is responsible for ground maintenance and landscaping for all federal sites including official residences such as Rideau Hall, 24 Sussex Drive and Stornoway, major institutions such as the Parliament Buildings and the Supreme Court and meeting places such as the Conference Centre and the National Arts Centre.

On the administrative side, the Commission approves the ongoing





The International Capital

As Canada's presence on the world stage assumes greater visibility, the National Capital serves more and more as our "window to the world" with state visits, international meetings and historic world events all covered by the world media.

Canada's Capital currently contains 97 diplomatic missions compared to 70 in Berne, 69 in Buenos Aires and 60 in Mexico City. In 1984-85, requirements for a new and/or expanded chanceries, embassies and official residences included the United States and Saudi Arabia. The Commission plays an active role in finding suitable sites for new missions, mindful of Canada's role as host nation and the desires of many

and the Prime Minister of Great Britain.

Through the course of the year, many meetings of international significance took place in Canada's Capital. In May 1985, the First International Human Rights Conference in the world will be held at the Conference Centre bringing together thousands of delegates from countries around the world.

The Nation's Past, Present and Future

As part of its role as Canada's "window to the world", the Capital is the showcase for our national pride; not just our collections, our history and our heritage, but also our contemporary arts, culture and youth.

In 1984-85 construction of both the National Gallery of Canada in

Ottawa and the new Museum of Man in Hull was well underway. Significant work was also undertaken for the National Aviation Museum and plans are being developed for a future Science and Technology Museum.

With each passing year, the National Capital is a growing reflection of the cultural diversity of Canada. The week-long Franco-Ontarian Festival in Confederation Park, for example, has grown from a gathering of 25,000 in 1977 to a national event in 1984 with 175,000 participants from eight provinces.

Aspiring as well as seasoned Canadian artists entertained visitors to the Capital throughout the '84 summer season and during major festivals with



nations to be seen in an appropriate setting.

The 1984 Papal Visit to Canada, the most complex state visit in Canada's history, ended ceremoniously in the National Capital. Pope John Paul II entered the city by boat on the Rideau Canal, a mass for 250,000 was held on a downtown site just five minutes from Parliament Hill, and a glittering reception was staged at Rideau Hall for 500 Canadian and international politicians, diplomats and clergy.

In addition to the Papal Visit, the Capital welcomed numerous other dignitaries in 1984-85, including the President of Mexico, the King of Spain



to develop a boulevard which will play a special aesthetic, symbolic and practical role in and for the Capital.

The highly ceremonial decor of the boulevard, complete with specially designed street furniture, distinctive lighting, ornamental and contrasting landscaping, pergolas, colonnades and colourful banners, will create a harmonious visual cohesion between the Ontario and Quebec sides of the Ottawa River. Further, visitors to the Capital will travel a route which showcases the Capital's major national institutions and sites, including the Parliament Buildings, the Supreme Court,

Victoria Island, the Museum of Man, the National Gallery and the residences of the Prime Minister and Governor General. A pleasing and grandly initiating route for all visitors to the Capital, the Ceremonial Route is the ideal way to bring national and international dignitaries into and through Canada's Capital.

Like the Mall in London, the Champs Elysées in Paris, or Pennsylvania Avenue in Washington, the Ceremonial Route is destined to become familiar and symbolic the world over.







The Capital's Urban Fabric

The major re-development of downtown Hull in recent years has contributed to the social, aesthetic and economic integration of the two major cities making up the National Capital Region. While respecting the cultural differences between the two urban centres, the Commission seeks to emphasize the harmonious link and complementary inter-relationship between the two Canadian cultural centres.

Travel between Ottawa and Hull is quick, easy and continuous with five major bridges connecting the cities. The transit systems on both sides of the river have been efficiently integrated by the NCC, and increasingly inter-connected provincial highway systems encourage and facilitate travel between the two provinces.

In Ontario, the Commission is deeply involved in the restoration and development of heritage buildings on Sussex Drive, York Street and other sections of Ottawa's extremely popular Byward Market area.

Finishing work continues on the Rideau Area Development, which has literally transformed the Sussex/Rideau area with the award-winning Rideau Centre shopping complex, Ontario Government Building, Ottawa Congress Centre, Rideau Transit Mall and Westin Hotel.

In Québec, the National Capital Commission has contributed to the people and visitor elements of the Place du Portage and Terrasses de la Chaudière complexes, which have combined with the private-sector Place du Centre shopping complex, the Palais des Congrès, Gouvernement du Québec offices and Hull's Maison du Citoyen to draw more and more people to the growing downtown core. Recent projects such as Brewery Creek, the marina in Jacques Cartier Park and the federal wharf in Pointe-Gatineau continue to enhance the general ambiance and decor of the urban fabric.

On both sides of the river, these major projects continue to lead to further private sector development, such as the planned refurbishment of Ottawa's Sparks Street Mall, renovation of Hull's famous Hôtel Chez Henri, and several additions to Hull's Nightclub Row.



The Capital's Region

With the cities of Ottawa and Hull at its core, the National Capital Region includes all or part of 27 municipalities in Ontario and Québec and has a population of 735,850.

Intergovernmental co-operative efforts include the Ottawa-Carleton Transitway, interprovincial transit integration, Hunt Club/Rideau Bridge, underground wiring, the Québec Roadway Agreement and Québec and Ontario Sewer Agreements.

The National Capital Commission's network of Parkways forms a network of scenic drives which interconnects with municipal and provincial arteries to link the various key sites and areas of interest. These include the Ottawa River Parkway, Queen Elizabeth Drive-way, Colonel By Drive, Island Park Drive, Eastern Parkway, Vanier Parkway, the Gatineau Parkway and the projected Voyageur and La Baie Parkways.

In 1984-85, the Commission continued its joint venture with the Museum of Science and Technology, by operating a very popular vintage steam train service which carried visitors from the Museum to the colourful Gatineau town of Wakefield and the historic Wakefield Mill.

NCC visitor amenities around and outside the Capital include campgrounds, beaches, hiking and biking trails, cross country and downhill skiing, canoeing, snowshoeing, sugar bushes, nature interpretation and the endless splendors of Gatineau Park.





The Capital's Events

There has been increasing concentration in recent years on the development and co-ordinating of major festivals and events as well as expansion of participation by other levels of government and the private sector.

Winterlude, for example, which is centered on the world's longest skating rink is fast becoming a major travel destination for visitors from Ontario,

sponsors of approximately \$15.5 million resulted in a regional economic impact of \$25 million and national direct benefits, which include transportation and other costs paid before entering the region, amounted to another \$24 million.

In addition to Winterlude, the Commission is the principal sponsor of other major events such as Canada Day and the Canada Canoe Festival. The NCC also assists in the staging of the Franco-Ontarian Festival, the Hull International Bicycle Festival and the Gatineau 55 world-class cross-country ski race. The Commission also lends logistical and financial support to the Ottawa Jazz Festival, the Italian Festival and the Festival of Spring.

ularly in Parliament, more associations are holding their meetings in the Capital, along with an increasing number of conventions and conferences of all kinds, including those comprised of international representatives.

The facilities available to visiting groups for both formal and informal activities in the Capital are ever-increasing. Whether these are private establishments like hotels, regional facilities like the Ottawa Congress Centre and the Palais des Congrès in Hull, or NCC sites like Confederation Park and the Breton Flats, or NCC parks, beaches, skating rinks and special events, the National Capital is fast becoming the ideal setting for meetings of all kinds.

In addition to the Commission's past accomplishments in creating pleasant and functional infrastructures and its efforts toward both animating and "beautifying" the Capital, the private sector has responded to the increased demand for facilities by enhancing the Capital with new shopping areas, fine restaurants and the ingredients necessary for a pleasant and stimulating night life.



Québec, the northern United States and other parts of Canada.

In 1984-85, 450,000 visited Winterlude with almost 185,000 coming from outside the Region for an increase of 450% over 1982. More than 71,000 of these visitors also reported visits to museums, galleries and Capital landmarks. Over 80% of those surveyed strongly agreed that expanded municipal, regional and private sector involvement has enhanced the appeal of Winterlude as a major winter festival.

Combined expenditures by government organizations and private

Recent successes with cost-sharing projects between different levels of government as well as the private sector indicate the thrust of future festival and event management.

The Capital as a Meeting Place

It is fitting that the Capital is becoming a popular meeting place for all Canadians. While representatives from all regions of the country meet reg-





To name only a few, the recent convention of the federal Progressive-Conservative, Liberal and New Democratic Parties were all held in the Nation's Capital. Further, smaller business associations, psychological associations and academic meetings are increasingly targeting the Capital as an ideal environment in which to meet and to showcase their products and services.

The National Capital Commission places great emphasis on the provision of both cultural and recreational services for visiting groups and/or associations. To this end, along with the continuing efforts to provide and improve a variety of facilities and amenities within the Capital core and the region, the Commission has pursued joint ventures with the private sector and other levels of government to ensure the provision of practical, cultural and recreational facilities which are both highly satisfying, as well as befitting of the Capital's role as a meeting place for all Canadians.

The Capital's Access

The increase in the number of visitors to the Capital has necessitated the



planning and maintenance of efficient transportation systems. Therefore, while the Commission has begun to withdraw from much of its previous participation in regional infrastructure, the NCC remains vitally concerned with improving visitor access to the Capital and, within the region, to its many visitor attractions.

In co-operation with other levels of government, the NCC has contributed to the planning and development of Highway 416, which will provide a high grade connection to Highway 401, Toronto and points west and south.

Ottawa International Airport and the NCC's Airport Parkway are undergoing major expansion and renovation in order to properly welcome and handle domestic and international visitors to the National Capital.

The Ottawa-Carleton Regional Transitway is already in partial operation and proving extremely efficient. NCC activities in 1984-85 included design approvals for, among other projects, a special station to connect VIA Rail trains with the transitway network.

As a result of past planning and current developments, there has emerged an excellent network of roads around, through and in the core of the Capital. From the access points at the boundaries of the Region, to the Parkways and Drives that meander through the Capital, to the Ceremonial Route that unifies Ottawa and Hull, the National Capital is becoming well-defined, efficient and accessible.



The Commission

The National Capital Commission is constituted and operates under the authority of the *National Capital Act*, 1958; legally it is a Crown Corporation, listed in schedule C of the *Financial Administration Act*. The Commission is composed of twenty members appointed by the Governor-in-Council for terms not exceeding three years; mem-

bers are limited to appointment for two consecutive terms. To ensure that all parts of the country are represented, at least one member must be appointed from each province. Ottawa and Hull and surrounding municipalities are also assured representation through a number of mandatory appointments.

Executive Committee

The *National Capital Act* makes provision for the appointment of an Executive Committee consisting of five Commissioners. The Committee acts on behalf of the Commission, meeting monthly to make recommendations on policy matters.

Advisory Committees

The *National Capital Act* also provides for the appointment of Advisory Committees to assist the Commission from time to time on a variety of corporate projects and issues. In addition to the Corporate Audit Committee, there are four such committees: the Advisory Committee on Real Property, the National Capital Planning Committee, the Advisory Committee on Design and the Advisory Committee on Arts. As a result of these committees, the NCC and its staff benefit from the expertise of distinguished Canadian professionals and academics in the fields of planning, architectural design and property management, urban design, marketing, landscape architecture, the arts, communications, etc.



John H. Haskins

Mary A. Haskins

Robert Chiarelli



John H. Haskins

John H. Haskins

Paul F. Laonde



John H. Haskins

John H. Haskins

Donald MacKinnon



John H. Haskins

John H. Haskins

John H. Haskins

John H. Haskins

John H. Haskins

John H. Haskins

COMMISSIONERS

(as of March 31, 1985)

Chairman

Jean E. Pigott (Mrs.)
(Appointed January 1, 1985)

Vice-Chairman

Pierre Bastien
Montréal, Québec

Monica Becott
Prince George, British Columbia

Robert Chiarelli
Ottawa, Ontario

Dr. William Crawford
Sackville, New Brunswick
(Appointed June 28, 1984)

Vilmont Dupuis
Gatineau, Québec
(Appointed November 1, 1984)

John Fiske
Halifax, Nova Scotia

Paul F. Lalonde
Gloucester, Ontario
(Appointed June 1, 1984)

Halia Marion Lypka
Hamilton, Ontario

William L. McEwen
Vancouver, British Columbia

John McIntosh
Edmonton, Alberta
(Appointed March 22, 1985)

Donald MacKinnon
Charlottetown,
Prince Edward Island
(Appointed December 13, 1984)

Alan G. Martin
Elmvale, Ontario

John J. Murphy
St. John's, Newfoundland

Philip M. Reynolds
Winnipeg, Manitoba

B.C. Ross
Ottawa, Ontario

John A. Shanks
Saskatoon, Saskatchewan

Guy Simard
Ste-Foy, Québec
(Appointed December 20, 1984)

Vernon Toews
Whitehorse, Yukon

Armand Turpin
Hull, Québec

EXECUTIVE COMMITTEE

(as of March 31, 1985)

Chairman

Jean E. Pigott (Mrs.)

Vice-Chairman
Pierre Bastien
Montréal, Québec

Vilmont Dupuis
Gatineau, Québec
(Appointed February 28, 1985)

B.C. Ross
Ottawa, Ontario

Vernon Toews
Whitehorse, Yukon

CORPORATE AUDIT COMMITTEE

(as of March 31, 1985)

Chairman

Alan G. Martin
Elmvale, Ontario

Monica Becott
Prince George, British Columbia

J.A. Shanks
Saskatoon, Saskatchewan

Armand Turpin
Hull, Québec

ADVISORY COMMITTEE ON REAL PROPERTY

(as of March 31, 1985)

Chairman

Georges H. Couillard
Lac Mégantic, Québec
Liaison Officer to the
National Capital Planning
Committee

Vice-Chairman
Edmund Nesbitt
Ottawa, Ontario

William Assad
Gatineau, Québec

Robert Fréchette
Québec, Québec

Fraser R. Lindsay
Montréal, Québec

James William Parker
St. John's, Newfoundland

William Patrick
Saskatoon, Saskatchewan

Allan D. Poapst
Winnipeg, Manitoba

C.A. Sharpe
Ottawa, Ontario

Monica Becott
(Commissioner)
Prince George, British Columbia
Liaison Officer from the
Commission

Armand Turpin
(Commissioner)
Hull, Québec
Liaison Officer from the
Commission

ADVISORY COMMITTEE ON DESIGN

(as of March 31, 1985)

Chairman
Kenneth Lochhead
Ottawa, Ontario

Vice-Chairman
Takao Tanabe
Parksville, British Columbia

Liaison Officer to the
Advisory Committee on Design
June 29, 1984

Jacques Corriveau
Montréal, Québec

Etienne J. Gaboury
Winnipeg, Manitoba

ADVISORY COMMITTEE ON ARTS

(as of March 31, 1985)

Chairman
Kenneth Lochhead
Ottawa, Ontario

Vice-Chairman
Takao Tanabe
Parksville, British Columbia
Liaison Officer to the
Advisory Committee on
Design

Jacques Corriveau
Montréal, Québec

Etienne J. Gaboury
Winnipeg, Manitoba

John Hooper
Hampton, New Brunswick

Garry N. Kennedy
Halifax, Nova Scotia

George Swinton
Morrisburg, Ontario

Ronald F. Williams
Pointe-Claire, Québec

Joyce Zemans
Toronto, Ontario

John A. Shanks
(Commissioner)
Saskatoon, Saskatchewan
Liaison Officer from
the Commission

Halia M. Lypka
(Commissioner)
Hamilton, Ontario
Liaison Officer from
the Commission

John Hooper
Hampton, New Brunswick

Garry N. Kennedy
Halifax, Nova Scotia

George Swinton
Morrisburg, Ontario
Liaison Officer to the
Capital Planning

John A. Shanks
(Commissioner)
Saskatoon, Saskatchewan

Halia M. Lypka
(Commissioner)
Hamilton, Ontario
Liaison Officer from the
Committee on Arts

Montréal, Québec

John A. Shanks
(Commissioner)
Saskatoon, Saskatchewan
Liaison Officer from the
Commission

The Administration

The Commission has been organized into six administrative sections five headed by an Executive Director and one by the Secretary General under the direction of the General Manager. The Chairman serves as Chief Executive Officer of the Corporation.

Secretariat

Secretary General, Greg M. Gyton
The Commission Secretariat provides support to the Chairman and General Manager in carrying out their overall management responsibilities. It also provides corporate communications and legal services; carries out corporate planning activities; ensures that liaison is maintained with other governments; and provides administrative support to the Commission itself and its advisory and internal management committees. The Secretariat is also responsible for the administration of the Commission's External Bilingualism Program.

Property

Executive Director, Erhard H. Braun
The Property Branch is responsible for the acquisition and disposal of real property. The Branch also engages in leasing, property management, development and redevelopment of revenue producing properties either on an interim or permanent basis. The Branch manages properties throughout the National Capital Region except for Gatineau Park. The Branch carries out property planning functions and develops policies and strategies pertaining to real property acquisition, management and disposal. In addition, the Branch administers the Commission's program of grants-in-lieu of taxes.

Planning

Executive Director, A. Jaap Schouten
The Planning Branch is responsible for the development and co-ordination of planning policies, research on physical-spatial and socio-economic issues relating to the National Capital Region, the preparation of plans and the development of guidelines for planning projects. It also provides planning advice or assistance on long-term trends and prospects likely to have an impact on the Region. This Branch is producing the *Plan for Canada's Capital: a Federal Land Use Plan* to guide land use decisions.

Development

Executive Director, J. Van Essen
The Development Branch main areas of responsibility are all architectural, landscape architectural and engineering services for NCC projects; the management of NCC implemented construction projects and monitoring of projects cost-shared as a result of agreements with other levels of government; and the provision of necessary maintenance services to NCC parks, parkways and government grounds.

Public Activities

Executive Director, André Bonin
The Public Activities Branch is responsible for all activities directed toward the general public and visitors, the administration of Gatineau Park and the utilization of Commission lands for recreation, interpretation, heritage, conservation and cultural activities.

Finance and Administration

Executive Director, John J. Rooney
The Finance and Administration Branch provides the usual complement of support services necessary for the administration of a complex organization like the NCC, including personnel, finance, supply and general administration, systems development, and data processing.

Gatineau Park Audit Committee

National Capital Planning Committee

Advisory Committee on Arts

Director General
National Capital
Commission

Environment
Branch

Public Activities
Branch

Finance and
Administration
Branch

Director General
Gatineau Park

- Design Liaison and Coordination
- Program Support Services
- Design
- Construction
- Maintenance

- Gatineau Park
- National Capital Events
- Visitor and Heritage Services

- Finance
- Personnel
- Systems
- Supply and Administrative Services

Financial Review

During the year, the Commission received \$97.1 million from the Consolidated Revenue Fund as authorized by Parliament and earned revenues of \$10.6 million compared to \$86.6 million and \$8.8 million respectively last year.

The gross cost of operations was \$55.8 million compared to \$54.0 million a year earlier.

The Commission spent \$32.4 million on capital projects, the more significant of which were:

- construction and improvement of real property totaling \$13.9 million;
- contributions of \$7.3 million towards the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region;
- contributions of \$0.8 million towards the construction of a regional sewage treatment and disposal system in the Quebec portion of the National Capital Region;
- contributions of \$1.6 million to assist interprovincial public transportation in the National Capital;
- contributions of \$0.3 million to the development of the Rideau Area project; and,
- contributions of \$3.5 million towards the construction of a bridge crossing the Rideau River at the Hunt Club Road.

From the Commission's appropriation for Grants and Contributions, expenditures were made amounting to \$8.4 million within the National Capital Region to municipalities for grants-in-lieu of taxes and to organizations to encourage the use of the two official languages.

Auditor's Report

The Honourable Roch La Salle, P.C.,
M.P.

Minister of Public Works

I have examined the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1985 and the statements of operations, proprietor's equity and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at March 31, 1985 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies set out in Note 2 to the financial statements applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, except as described in the following paragraph, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with the *Financial Administration Act* and regulations, the *National Capital Act*, the articles and by-laws of the Commission.

On September 1, 1984, the Government proclaimed amendments to the *Financial Administration Act* which, *inter alia*, require that the Commission prepare its financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. Note 2 describes the accounting policies relating to capital assets. The note indicates that the statement of operations includes cost of acquisition of capital assets, and that gains or losses on disposal of capital assets are reflected in the statement of proprietor's equity but not in the statement of operations. The note also indicates that no depreciation is recorded. In these respects the financial statements

are not in accordance with generally accepted accounting principles as required under section 138(4) of the *Financial Administration Act*. However, as noted in Note 2, the Commission is committed to cause financial statements to be prepared in accordance with generally accepted accounting principles for the 1985-86 fiscal year.



Kenneth M. Dye, F.C.A.
Auditor General of Canada
Ottawa, Canada
June 7, 1985

National Capital Commission

(in thousands of dollars)

Assets

Current

1985	1984
\$ 49,893	\$ 45,258
991	415
776	1,293
645	687
1,479	1,046
53,784	48,699

Capital

361,910	350,935
13,074	10,683
374,984	361,618
\$428,768	\$410,317

Liabilities

Current

1985	1984
\$ 17,387	\$ 24,561
1,609	1,665
1,580	1,155
20,576	27,381

Long-term

26,309	31,104
4,537	4,399
30,846	35,503

Equity of Canada

Proprietor's Equity

377,346	347,433
\$428,768	\$410,317

A. L. Martin

Commissioner

National Capital Commission

Statement of Operations for the Year Ended March 31, 1985

(in thousands of dollars)

	1985			1984	
	Operating	Capital	Grants and Contributions	Total	Total
Revenues					
Parliamentary appropriations	\$49,257	\$37,525	\$10,273	\$ 97,055	\$86,550
Property revenues	6,421	—	—	6,421	5,873
Interest income	1,538	1,421	—	2,959	1,968
Miscellaneous	1,182	—	—	1,182	995
	58,398	38,946	10,273	107,617	95,386
Expenditures					
Land Development	14,418	8,337	8,320	31,075	30,579
Recreation and Culture	25,039	9,664	96	34,799	31,182
Transportation	—	12,559	—	12,559	15,206
Administration and Finance	14,312	930	—	15,242	14,080
Services and Utilities	—	913	—	913	1,850
Policy Development	2,076	3	—	2,079	2,105
	55,845	32,406	8,416	96,667	95,002
Excess of Revenues over Expenditures	\$ 2,553	\$ 6,540	\$ 1,857	\$ 10,950	\$ 384

National Capital Commission

(in thousands of dollars)

	1985	1984
Balance at Beginning of the Year	\$347,433	\$330,129
Transfers from the Government of Canada	10,950	384
Transfers to the Government of Canada	17,455	11,313
Transfers to the Government of the District of Columbia	1,508	1,885
Transfers to the Government of the District of Columbia	-	807
Transfers to the Government of the District of Columbia	-	2,915
Balance at End of the Year	\$377,346	\$347,433

National Capital Commission

Statement of Changes in Financial Position for the Year Ended March 31, 1985

(in thousands of dollars)

Funds Provided

Excess of revenues over expenditures
Add items not requiring funds

Proceeds on disposal of capital assets
Decrease in unsettled expropriations of property
Adjustment of provision for grants in lieu of taxes
(Note 8)

1985	1984
\$10,950	\$ 384
137	326
11,087	710
5,542	2,909
56	206
—	2,915
16,685	6,740

Funds Applied

Acquisition of real property to be financed by
loans from Canada
Repayment of loans from Canada

—	306
4,795	18
4,795	324

Increase in working capital

11,890	6,416
--------	-------

Working capital at beginning of the year

21,318	14,902
--------	--------

Working capital at end of the year

\$33,208	\$21,318
----------	----------

National Capital Commission

Annex to
Financial
Statements
March 31, 1985

1. Authority and Objectives

The National Capital Commission was established by the *National Capital Act*, 1958 and is an agent corporation of the *Financial Administration Act*. The objects and purposes of the Commission are to prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the appearance and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national

2. Significant Accounting Policies

(i) Basis of Accounting

On September 1, 1984, the Government proclaimed amendments to the *Financial Administration Act* which, *inter alia*, require that the Commission prepare its financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. However, as in previous years, the current year's financial statements of the Commission have been prepared in accordance with generally accepted accounting principles except for the accounting policies relating to capital assets which are explained below. The Commission is currently in the process of reviewing its financial policies and accounting systems to ensure that it will comply with the requirements of the Act in the 1985-86 fiscal year.

(b) Capital Assets

(i) Capital Expenditures

Capital expenditures in the Statement of Operations include those which increase the value of capital assets as well as expenditures for surveys, studies and contributions to shared cost programs.

(ii) Real Property

Only those expenditures producing Commission-owned real property are capitalized. Capitalization is at cost. The cost of real property does not include interest on loans to finance the acquisitions thereof. Gains or losses on disposal of real property are reflected in the Statement of Equity and no depreciation is recorded.

(iii) Equipment, Furniture and Vehicles

Equipment, furniture and vehicles are recorded at cost. Losses, which are recognized only at a time of destruction or disposal, are reflected in the Statement of Equity. No depreciation is recorded.

(c) Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock

Operating supplies and small tools are carried at most recent cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, baling and packaging expenses.

(d) Pension Plan

The Commission's employees participate in the Public Service Superannuation Plan, which is administered by the Government of Canada. Contributions to the Plan are made by both the employees and the Commission.

(e) Employee Termination Benefits

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. Provision for these benefits is recorded as a liability.

3. Real Property

The following are the major categories of real property at March 31:

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Greenbelt	\$ 53,569	\$ 50,800
Parkways	68,675	67,324
Parks	42,245	38,627
Bridges and approaches	25,183	25,103
Historic sites	15,103	14,710
Recreational facilities	12,157	9,048
Rental properties	135,083	136,001
Unsettled expropriations	1,609	1,665
Administration and service buildings	10,366	9,737
	363,990	353,015
Less provision for transfers at less than cost	2,080	2,080
	\$361,910	\$350,935

Provision for transfers at less than cost pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec, for lands to be given free of charge for approaches to the MacDonald-Cartier Bridge and for the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

4. Loans from Canada

The Commission purchased certain real property out of funds advanced from the Consolidated Revenue Fund of Canada by way of loans authorized by Parliament, upon terms and conditions approved by the Governor-in-Council.

Interest on these loans is payable semi-annually at rates varying from 5.0% to 9.0% and averaging 6.7% (1984 – 7.0%). Interest expense in the year ended March 31, 1985 amounted to \$2.1 million (1984 – \$2.2 million). No dates for repayment are specified except that loans, and interest, are required to be repaid at the time of disposal of the properties financed by these loans. For non-greenbelt properties, the proceeds are to be used to repay relevant loans in full and any excess proceeds are to repay other outstanding loans; and for greenbelt properties, the excess of proceeds over acquisition cost are to be used to repay other outstanding loans.

5. Commitments

(a) Subject to funds being authorized by Parliament, the Commission is committed to make contributions to other levels of government as follows:

(i) Province of Quebec, one-half of the cost of a road network within the National Capital Region. The Commission's commitment is \$128.5 million of which \$118.8 million has been expended;

(ii) Province of Quebec and the Outaouais Regional Community, one-third of the cost of a regional sewage disposal system. The Commission's commitment is \$52.4 million of which \$51.7 million has been expended;

(iii) Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the City of Ottawa, a contribution towards the cost of the Rideau Area development. The Commission's commitment is \$11.4 million of which \$11.1 million has been expended; and,

(iv) Regional Municipality of Ottawa-Carleton, one half of the cost of a new bridge across the Rideau River in the Hunt Club Road – Knoxdale Road area. The Commission's commitment is \$7.0 million of which \$4.6 million has been expended.

(b) The province of Quebec has expropriated certain lands at Laurier Park on behalf of the Commission. A sum of \$0.4 million has been paid on account and the remaining amount of \$1.253 million will be payable to the province in exchange for appropriate title documents.

(c) The Commission has entered into agreements for computing services and leases of equipment and office space. Annual payments under these agreements are approximately as follows:

	(in thousands of dollars)
1985-86	\$1,606
1986-87	1,393
1987-88	132
1988-89	3
	\$3,134

6. Contingencies

(a) Claims

Claims and potential claims have or may be made against the Commission totalling approximately \$28.4 million for alleged wrongful termination of certain agreements, for alleged damages and other matters but are not reflected in the accounts. The final outcome of these claims is not determinable. However, in the opinion of management and legal counsel, the position of the Commission is defensible and any payments required to settle these claims will not materially affect the financial position of the Commission. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the settlements occur.

(b) Agreement with the Province of Ontario

In 1961 the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,654 hectares (6,557 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenditures. At March 31, 1984, expenditures exceeded receipts by \$0.99 million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

7. Subsequent Events

On May 25, 1985, the Commission received a letter from the Minister of Finance, Canada, regarding the National Capital Commission's request for a loan of \$10 million to finance the construction of the National Capital Commission's new headquarters building in Ottawa. The Commission's request was approved by the Minister of Finance, Canada, and the loan was provided to the Commission on June 10, 1985. The Commission's request for a loan of \$10 million was also approved by the Minister of Finance, Canada, and the loan was provided to the Commission on June 10, 1985.

8. Comparative Figures

The Commission's financial statements for the year ended March 31, 1985, are presented in the accompanying tables. The Commission's financial statements for the year ended March 31, 1984, are presented in the accompanying tables. The Commission's financial statements for the year ended March 31, 1983, are presented in the accompanying tables. The Commission's financial statements for the year ended March 31, 1982, are presented in the accompanying tables. The Commission's financial statements for the year ended March 31, 1981, are presented in the accompanying tables.

Supplementary Information

The following two tables provide additional information on the Loans from Canada and Commission owned capital assets.

Table 1
National Capital Commission

Summary of
Income
for the
Year ended
March 31, 1985

(in thousands of dollars)

	1985	1984	From inception to 1985
Income received	\$ —	\$ —	\$ 87,567
Costs incurred from:			
Proceeds of property sales	4,795	19	25,144
National Capital Fund (Note)	—	—	29,628
Revenues	—	—	6,486
	\$ 4,795	\$ 19	61,258
Loans outstanding at March 31, 1985			\$ 26,309

Note: The National Capital Fund was a special account in the Consolidated Revenue Fund of Canada. The Adjustment of Accounts Act eliminated the National Capital Fund as at March 31, 1981.

Table II

National Capital Commission

Schedule of Capital Assets as at March 31, 1985

(in thousands of dollars at cost)

	Balance March 31, 1985	Balance March 31, 1984
Real Property		
Greenbelt Properties	\$53,569	\$50,800
Parkways – Ontario		
Ottawa River Parkway	20,384	20,295
Airport Parkway	10,138	10,080
Eastern Driveway	6,090	5,857
Colonel By Drive	5,084	5,069
Eastern Parkway	4,479	4,141
Queen Elizabeth Drive	2,696	2,676
Hog's Back Road	1,746	1,741
Rockcliffe Park Driveway	1,423	977
Queensway	890	883
Island Park Driveway	551	449
Station Boulevard	313	313
Experimental Farm Drive	287	287
Other Parkways	1,185	1,179
Total Parkways – Ontario	55,266	53,947
Parkways – Quebec		
Gatineau Parkway	6,615	6,614
Voyageur Parkway	3,503	3,496
Philemon Wright	1,205	1,205
Northern Entrance	788	788
Lac des Fées Parkway	645	645
Hull South	628	604
Secteur Fournier	25	25
Total Parkways – Quebec	13,409	13,377
Total Parkways	68,675	67,324

Table II continued
(in thousands of dollars)

	Balance March 31, 1985	Balance March 31, 1984
Parks - Ontario	\$ 3,418	\$ 3,406
Beaumont Park	1,809	1,480
Centennial Island	952	952
Ernest Mahery and Hog's Back Parks	724	724
Parliament Hill Promenade	645	645
Parkview Creek	638	638
Wardens of the Provinces	522	522
Rockcliffe Park	332	332
Beaumont Falls Park	265	121
St. Lawrence's Park	2,840	2,795
Other Parks		
Total Parks - Ontario	12,145	11,615
Parks - Quebec		
Parade Park	18,730	17,894
Place du Portage Park	3,169	3,174
Brewery Creek Shoreline	2,225	212
Turner Park	1,397	1,213
E.B. Eddy Park	1,040	1,039
Fontaine Park	916	916
Leamy Lake Park	674	666
Jacques Cartier Park	461	446
Moussette Park	420	420
Linear Park	271	233
Parliament Hill Promenade	243	243
Experimental Park - Hull	113	113
Other Parks	441	443
Total Parks - Quebec	30,100	27,012
Total Parks	42,245	38,627
Bridges and approaches		
Parade Bridge	\$13,624	\$13,604
Champlain Bridge	3,825	3,778
Mackenzie King Bridge	2,498	2,492
Bridgehead - Hull	1,261	1,261
Les Chenes - Britannia Bridge	1,221	1,220
Minto Bridge	1,073	1,073
Hog's Back Bridge	1,054	1,053
Bridgehead - Ottawa	309	309
Laurel Avenue Bridge	105	105
Middle Street Bridge	68	68
St. Cecile de Masham Bridge	61	60
Hull Slide Bridge	54	54
Other Bridges	30	26
Total Bridges	25,183	25,103

Table II continued
(in thousands of dollars)

	Balance March 31, 1985	Balance March 31, 1984
Historic Sites	15,103	14,710
Recreational facilities		
Sound and Light	2,338	1,384
Bicycle Paths	2,234	2,110
Skating Rinks	1,680	1,166
Dows Lake Marina	1,176	824
Boat Tour Marina	784	502
Champlain Golf Course	673	673
Nature Trails	542	501
La Baie Area	533	14
Allotment Gardens	474	474
Rideau Canoe Club	231	231
Corkstown Rd/Shirley's Bay	185	185
Canoe Festival	180	108
Festival Equipment	119	29
Steam train facilities	109	109
Stoney Swamp	108	83
Mer Bleue	108	46
LeBreton Flats Campsite	\$ 99	\$ 99
Capital Golf Course	87	87
Toboggan Slides	76	76
Trail Exhibits	70	67
Nepean Amphitheatre	57	19
Bruce Pit	51	47
Art Bank	51	51
Equestrian Trails	40	40
Other Recreational projects	152	125
Total Recreational Facilities	12,157	9,048
Rental properties		
Rented properties	111,630	112,557
LeBreton Flats	23,353	23,344
Miscellaneous Urban Sites	100	100
Total Rental Properties	135,083	136,001

Table II continued
(in thousands of dollars)

	Balance March 31, 1985	Balance March 31, 1984
Unsettled Expropriation of Land	1,609	1,665
Less Provision for Future Transfer of Property Per Agreements	(2,080)	(2,080)
Administrative and Service Buildings	10,366	9,737
TOTAL REAL PROPERTY	\$361,910	\$350,935
CAPITAL EQUIPMENT		
Machinery & equipment		
Acquisitions (net)	\$ 6,816	\$ 6,634
Office equipment		
Acquisitions (net)	5,651	3,731
Investor	6	6
Antiques and Works of Art	600	312
TOTAL CAPITAL EQUIPMENT	13,073	10,683
GRAND TOTAL	\$374,983	\$361,618

Expropriation de terrains
en cours
Moins provision pour biens immobiliers à céder
en vertu d'accords
Bâtiments administratifs

TOTAL DES BIENS IMMOBILIERS

BIENS MOBILIERS

Outilage et matériel
Achats nets
Matériel de bureau
Achats nets
Bétail
Antiquités et oeuvres d'art

TOTAL DES BIENS MOBILIERS

GRAND TOTAL

31 mars 1984	Solde au	31 mars 1985
1,665	1,609	
(2,080)	(2,080)	
9,737	10,366	
\$350,935	\$361,910	
\$ 6,634	\$ 6,816	
3,737	5,651	
312	600	
10,683	13,073	
\$361,611	\$374,983	

Tableau II suite
(en milliers de dollars)

Lieux historiques			
Installations de loisirs			
Son et lumière	2,338		1,384
Pistes cyclables	2,234		2,110
Patinoires	1,680		1,166
Port de plaisance de lac Dows	1,176		824
Port de plaisance – bateaux-mouches	784		502
Terrain de golf Champlain	673		673
Sentier d'exploration de la nature	542		501
Secteur La Bate	533		14
Jardins potagers	474		474
Rideau Canoe Club	231		231
Chemin Corkstown/Shirley's Bay	180		108
Festival du canot	119		29
Matériel des festivals	109		109
Installation pour le train à vapeur	108		83
Marais Stoney	108		46
Mer Bleue			
Total des installations de loisirs		12,157	
Terrain de camping des plaines LeBreton	99		99
Terrain de golf Capital	87		87
Pistes de toboggan	76		76
Expositions des sentiers	70		67
Amphithéâtre de Nepean	57		19
Sablière Bruce	51		47
Banque d'œuvres d'art	51		51
Pistes équestres	40		40
Autres projets de loisirs	152		123
Total des propriétés louées		135,083	
Propriétés louées	111,630		112,557
Propriétés louées	23,353		23,344
Aires urbaines diverses	100		100
Total des propriétés louées		136,001	

31 mars 1984		31 mars 1985		31 mars 1984	
Solde au		Solde au		Solde au	
1984		1985		1984	
\$ 3,406	\$ 3,418	\$ 3,418	\$ 3,406	\$ 3,406	\$ 3,406
1,480	1,809	1,809	1,480	1,480	1,480
952	952	952	952	952	952
724	724	724	724	724	724
645	645	645	645	645	645
638	638	638	638	638	638
522	522	522	522	522	522
332	332	332	332	332	332
121	265	265	121	121	121
2,795	2,840	2,840	2,795	2,795	2,795
11,615		12,145		11,615	
Total des parcs — Ontario		Total des parcs — Ontario		Total des parcs — Ontario	
Parcs — Ontario		Parcs — Ontario		Parcs — Ontario	
Parc de la rivière Rideau Ile Victoria Parcs Vincent-Massé et Hog's Back Circuit touristique du Parlement Ruissseau Patterson Jardin des provinces Parc Rockcliffe Parc des chutes Rideau Parc des Commissaires Parcs divers		Parc de la rivière Rideau Ile Victoria Parcs Vincent-Massé et Hog's Back Circuit touristique du Parlement Ruissseau Patterson Jardin des provinces Parc Rockcliffe Parc des chutes Rideau Parc des Commissaires Parcs divers		Parc de la rivière Rideau Ile Victoria Parcs Vincent-Massé et Hog's Back Circuit touristique du Parlement Ruissseau Patterson Jardin des provinces Parc Rockcliffe Parc des chutes Rideau Parc des Commissaires Parcs divers	
30,100		30,100		27,012	
Total des parcs — Québec		Total des parcs — Québec		Total des parcs — Québec	
Total des parcs		Total des parcs		Total des parcs	
42,245		42,245		38,627	
\$13,624		\$13,624		\$13,604	
Pont du Portage Pont Campbell Pont Mackenzie-King Tête de pont — Hull Tête de pont — Ottawa Britannia Pont Minto Pont Hog's Back Tête de pont — Ottawa Pont de l'avenue Laurier Pont de la rue Middle Pont de Ste-Cécile-de-Masham Pont du glisseur de Hull Ponts divers		Pont du Portage Pont Campbell Pont Mackenzie-King Tête de pont — Hull Tête de pont — Ottawa Britannia Pont Minto Pont Hog's Back Tête de pont — Ottawa Pont de l'avenue Laurier Pont de la rue Middle Pont de Ste-Cécile-de-Masham Pont du glisseur de Hull Ponts divers		Pont du Portage Pont Campbell Pont Mackenzie-King Tête de pont — Hull Tête de pont — Ottawa Britannia Pont Minto Pont Hog's Back Tête de pont — Ottawa Pont de l'avenue Laurier Pont de la rue Middle Pont de Ste-Cécile-de-Masham Pont du glisseur de Hull Ponts divers	
3,825		3,825		3,778	
2,498		2,498		2,492	
1,261		1,261		1,261	
1,221		1,221		1,220	
1,073		1,073		1,073	
1,054		1,054		1,053	
309		309		309	
105		105		105	
68		68		68	
61		61		60	
54		54		54	
30		30		26	
25,183		25,183		25,103	

Commission de la Capitale nationale

Tableau des biens immobiliers au 31 mars 1985

(en milliers de dollars au prix coûtant)

Biens immobiliers	
Terres de la Ceinture de verdure	
Promenades – Ontario	20,384
Promenade de l'Outaouais	10,134
Promenade de l'Aéroport	8,090
Promenade de l'Est	5,084
Promenade du Colonel By	4,079
Promenade de la Reine Elizabeth	2,596
Chemin Hog's Back	1,742
Promenade du parc Rockcliffe	1,423
Queenway	840
Promenade Island Park	581
Boulevard de la gare	343
Promenade de la ferme expérimentale	287
Promenades diverses	185
Total des promenades – Ontario	
Promenades – Québec	
Promenades – Québec	5,015
Promenade de la Gatineau	3,503
Promenade des Voyageurs	1,200
Promenade Philémon Wright	798
Approche du nord	625
Promenade du lac des Fées	628
Hull-sud	25
Secteur Fournier	13,409
Total des promenades – Québec	
Total des promenades	
	68,675
Terres de la Ceinture de verdure	
	\$53,569
Total	
	\$50,800
Solde au 31 mars 1985	

7. Evénements postérieurs

Le 23 mai 1985, le gouvernement du Canada a fait savoir qu'il donnerait ordre à la Commission de remettre au Receveur général en 1985-1986, 33 millions de dollars, somme qu'il considère comme excédentaire par rapport aux besoins de la Commission. Pour 1985-1986, le Conseil du Trésor a restreint l'utilisation des excédents cumulés des revenus sur les dépenses résultant de l'exploitation et des versements de subventions et de contributions. Au 31 mars 1985, ces excédents s'élevaient à 7,7 millions de dollars.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1984 présentés à des fins comparatives ont été modifiés pour se conformer à la présentation de 1985 et pour redresser des provisions excessives au titre du passif au 31 mars 1984. Il s'agit, entre autres :

- a) la suppression de la valeur capitalisée et de l'élément de passif correspondant au titre de l'achat de terrains comme le mentionne la note 5 b);
- b) la réduction de provisions au titre des subventions tenant lieu d'impôts fonciers versées à l'égard des terrains utilisés à des fins de gestion forestière. Cette réduction a été créditée à l'avoir du propriétaire.

Prêts impayés au 31 mars 1985

	1985	1984	De l'origine à 1985
Emprunts	\$ —	\$ —	\$ 87,567
Remboursement de prêts	4,795	19	25,144
Caisse de la Capitale	—	—	29,623
nationale (note)	—	—	6,486
Revenus	\$ 4,795	\$ 19	61,253

Prêts impayés au 31 mars 1985

(en milliers de dollars)

Etat des prêts du Canada à l'égard de l'acquisition de propriétés au 31 mars 1985

Tableau 1
Commission de la Capitale nationale

Renseignements supplémentaires

Les tableaux suivants fournissent des détails supplémentaires sur les prêts du Canada et les immobilisations de la Commission.

Note: La Caisse de la Capitale nationale constituait un compte spécial dans le Fonds du revenu consolidé du Canada. La Loi sur la régularisation des comptes a éliminé la Caisse de la Capitale nationale au 31 mars 1981.

3. Biens immobiliers

Voici les principales catégories de biens immobiliers au 31 mars:

- Ceinture de verdure
 - Promenades
 - Parcs
 - Ponts et voies d'accès
 - Lieux historiques
 - Installations récréatives
 - Propriétés louées
 - Expropriations non réglées
 - Immeubles d'administration et de service
- Moins la provision pour les cessions à un prix inférieur au prix coûtant

4. Emprunts auprès du Canada

La provision pour les cessions à un prix inférieur au prix coûtant se rapporte à des biens immobiliers qui seront cédés en exécution des accords avec la province de Québec, concernant la cession gratuite de terrains pour les voies d'accès au pont MacDonald-Cartier et à la cession, au prix de 1\$, de terrains d'emprise de l'autoroute 550.

La Commission a acheté certains biens immobiliers à partir de fonds avancés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada au moyen d'emprunts autorisés par le Parlement, et selon les modalités approuvées par le gouvernement en conseil.

L'intérêt sur ces emprunts doit être versé semestriellement à des taux qui varient de 5,0% à 9,0%, en moyenne 6,7% (7,0% en 1984). Les frais d'intérêt au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985 s'élevaient à 2,1 millions \$ (2,2 millions \$ en 1984). Aucune date de remboursement n'est précisée sauf que les emprunts, et l'intérêt, doivent être remboursés au moment de l'aliénation des biens immobiliers financés par ces emprunts. Quant aux biens immobiliers qui ne font pas partie de la Ceinture de verdure, les produits serviront à rembourser en entier les emprunts pertinents et tout excédent des produits à rembourser d'autres emprunts non réglés: quant aux biens immobiliers de la Ceinture de verdure, l'excédent des produits sur le coût d'acquisition servira à rembourser les autres emprunts non réglés.

5. Engagements

1985	\$ 53,569
1984	\$ 50,800
(en milliers de dollars)	
363,990	353,015
10,366	9,737
1,609	1,665
135,083	136,001
12,157	13,439
15,103	14,710
25,183	25,103
42,245	38,627
33,311	33,311
\$ 53,569	\$ 50,800
\$361,910	\$350,935

a) Sous réserve d'affectations de crédits du Parlement, la Commission s'est engagée à verser des contributions à d'autres paliers gouvernementaux, notamment comme il suit:

- i) à la province de Québec, la moitié du coût d'un réseau routier à l'intérieur de la région de la Capitale nationale. L'engagement de la Commission s'élève à 128,5 millions de dollars dont 118,8 millions de dollars ont été dépensés;
- ii) à la province de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais, le tiers du coût d'un réseau régional d'évacuation des eaux usées. L'engagement de la Commission s'élève à 52,4 millions de dollars dont 51,7 millions de dollars ont été dépensés;
- iii) à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et à la Ville d'Ottawa, une contribution envers le coût de l'aménagement du secteur Rideau. L'engagement de la Commission s'élève à 11,4 millions de dollars dont 11,1 millions de dollars ont été dépensés;

iv) à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la moitié du coût d'un nouveau pont sur la rivière Rideau dans le secteur des chemins Hunt Club et Knoxdale. L'engagement de la Commission s'élève à 7,0 millions de dollars dont 4,6 millions de dollars ont été dépensés.

6. Eventualités

1985-1986	\$1,606
1986-1987	\$1,393
1987-1988	132
1988-1989	3
(en milliers de dollars)	
La Commission a conclu des ententes à l'égard de services informels et des baux pour du matériel de locaux de bureau. Les versements annuels en vertu de ces ententes environ comme suit:	

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent en tout à environ 2,1 millions \$.

L'endroit de la résiliation injuste presque mée de certaines ententes, de dommages présumés, et d'autres questions, mais elles ne figurent pas dans les comptes.

L'issue définitive de ces réclamations ne peut être établie. Toutefois, de l'avis de la direction et du conseiller juridique, la position de la Commission est défendable, et tous les paiements nécessaires au règlement de ces réclamations ne modifieront pas substantiellement la situation financière de la Commission. Les règlements, le cas échéant, à la suite de la solution à ces réclamations seront comptabilisés lors de l'exercice au cours duquel se feront

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé un accord avec la province de l'Ontario par laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2 654 hectares (6 557 acres). À l'échéance de l'entente en l'an 2011, ou survenue d'un événement, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les revenus ou la province versera à la Commission l'excédent des revenus sur les dépenses. Au 31 mars 1984, les dépenses excédaient les revenus de 0,99 million de dollars; ceci n'est pas présenté dans les comptes de la Commission.

Commission de la Capitale nationale

Notes afférentes aux états financiers du 31 mars 1985

1. Autorité et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été établie par la *Loi sur la Capitale nationale* de 1958 et elle est une société mandataire en vertu de la *Loi sur l'administration financière*. La Commission a pour buts et objets la préparation des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada soient dignes de son importance nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Le 1^{er} septembre 1984, la *Loi sur l'administration financière* a fait l'objet de modifications dont l'une a pour effet d'obliger la Commission à dresser ses états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés. Toutefois, comme par le passé, la Commission a dressé ses états financiers de l'exercice en cours conformément aux principes comptables généralement reconnus sauf en ce qui concerne les immobilisations (voir ci-après). La Commission est en train de revoir ses politiques financières et ses systèmes comptables de manière à pouvoir se conformer à la loi en 1985-1986.

b) Immobilisations

(i) Dépenses en immobilisations
Les dépenses en immobilisations à l'état des résultats comprennent celles qui augmentent la valeur des immobilisations de même que les dépenses pour relevés, études et contributions aux programmes à frais partagés.

(ii) Biens immobiliers
Seules les dépenses qui résultent en biens immobiliers qui sont la propriété de la Commission sont capitalisées. La capitalisation se fait au prix coûtant. Le coût des biens immobiliers ne rentre pas l'intérêt sur les emprunts dans le but de financer l'acquisition de ceux-ci. Les gains ou les pertes à l'aliénation de biens immobiliers sont déclarés dans l'état de l'avoir du propriétaire et aucun amortissement n'est comptabilisé.

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et pépinières

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au dernier prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux, et l'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont effectuées à la fois par les employés et la Commission.

e) Prestations de cessation d'emploi

En général, les indemnités de départ s'accumulent aux employés au cours de la durée de leur emploi et elles seront versées lors de leur départ ou retraité. La provision pour ces prestations est comptabilisée comme un élément du passif.

Commission de la Capitale nationale

Etat de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Excédent des revenus sur les dépenses
Ajouter les éléments qui n'exigent pas de fonds

Produit de l'aliénation d'immobilisations
Diminution d'expropriations de terrains non réglées
Rajustement de la provision au titre des subventions
tenant lieu d'impôts fonciers (note 8)

Utilisation des fonds

Acquisitions de biens immobiliers à être financées
par des emprunts auprès du Canada
Remboursement d'emprunts auprès du Canada

Augmentation du fonds de roulement

Fonds de roulement au début de l'exercice

Fonds de roulement à la fin de l'exercice

1985	1984
\$10,950	
137	
11,087	
5,542	
56	
16,685	
4,795	
11,890	
21,318	14,902
\$33,208	181,310

Commission de la Capitale nationale

Etats de l'avoir du propriétaire pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

(en milliers de dollars)

Solde au début de l'exercice

Excédent des revenus sur les dépenses
Dépenses capitalisées (note 2)
Gain net à l'aliénation d'immobilisations
Rajustement de la provision pour les cessions de terrain
à un prix inférieur au prix coûtant (note 3)
Rajustement de la provision des subventions tenant lieu
d'impôts fonciers (note 8)

Solde à la fin de l'exercice

1985	\$347,433
1984	\$330,129
384	10,950
11,313	17,455
1,885	1,508
807	—
2,915	—
	\$377,346
	\$347,433

Commission de la
Capitale nationale
Etat des résultats
pour l'exercice
terminé
le 31 mars 1985
(en milliers de dollars)

Revenus				
Credits parlementaires	\$49,257	\$37,525	\$10,273	\$ 97,055
Revenus des propriétés	6,421	—	—	6,421
Intérêts créditeurs	1,538	1,421	—	2,959
Revenus divers	1,182	—	—	1,182
	58,398	38,946	10,273	107,617
Dépenses				
Aménagement des terrains	14,418	8,337	8,320	31,075
Loisir et culture	25,039	9,664	96	34,799
Transports	—	12,559	—	12,559
Administration et finances	14,312	930	—	15,242
Services d'utilité publique	—	913	—	913
Elaboration de politiques	2,076	3	—	2,079
	55,845	32,406	8,416	96,667
Excédent des revenus sur les dépenses	\$ 2,553	\$ 6,540	\$ 1,857	\$ 10,950
Fonctionnement				
Capital				
Subventions et contributions				
Total				
1985				1984

Commission de la
Capitale nationale

Bilan
au 31 mars 1985
(en milliers de dollars)

Actif

A court terme

Encaisse et dépôts à court terme
Débiteurs
Ministères et organismes d'Etat
Locataires et autres
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks des pépinières
Frais payés d'avance

Immobilisations

Biens immobiliers (note 3)
Matériel, mobilier et véhicules

Passif

A court terme

Créditeurs et passif couru
Expropriations de terrains non réglées
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres
A long terme

Avoir du Canada
Avoir du propriétaire

Approuvé par la Commission:
le Président:
24

le Commissaire:
24

1984	1985
\$ 45,258	\$ 49,893
415	991
1,293	776
687	645
1,046	1,479
48,699	53,784
350,935	361,910
10,683	13,074
361,618	374,984
\$410,317	\$428,768
1984	1985
\$ 24,561	\$ 17,387
1,665	1,609
1,155	1,580
27,381	20,576
31,104	26,309
4,399	4,537
35,503	30,846
347,433	377,346
\$410,317	\$428,768

Rapport financier

Au cours de l'année, la Commission a reçu des crédits parlementaires de 97,1 millions \$ et perçu des revenus de 10,6 millions \$ comparativement à 86,6 millions \$ et 8,8 millions de dollars pour l'année précédente. Les coûts d'exploitation bruts se sont élevés à 55,8 millions \$ comparativement à 54,0 millions \$ pour l'année précédente.

- contributions de 0,8 million \$ au titre de l'aménagement d'un réseau routier intégré dans le secteur québécois de la région de la Capitale nationale;
- contributions de 1,6 million \$ en aide aux transports en commun interprovinciaux dans la Capitale nationale;
- contributions de 0,3 million \$ au titre de l'aménagement du projet du secteur Rideau; et,
- contributions de 3,5 millions \$ au titre de la construction d'un pont sur la rivière Rideau, à la hauteur du chemin Hunt Club.

La Commission s'est servie de son crédit des subventions et des contributions pour verser, dans la région de la Capitale nationale, 8,4 millions \$ aux municipalités sous forme de subventions tenant lieu d'impôts fonciers et à des organisations sous forme de subventions destinées à encourager l'usage de deux langues officielles.

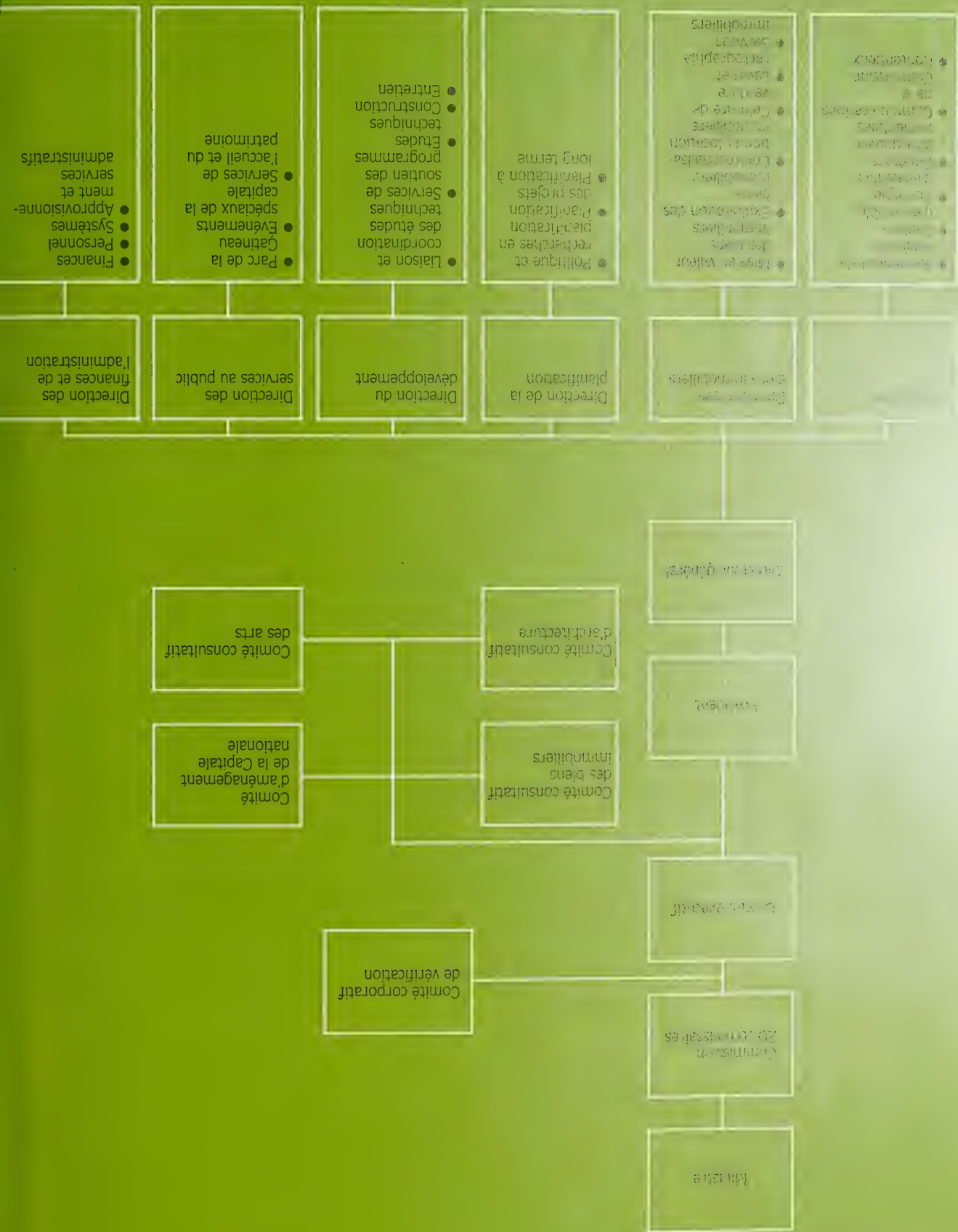
Rapport du Vérificateur

L'honorable Roch La Salle, C.P., député Ministre des Travaux publics J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du propriétaire et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. De plus, à mon avis, à l'exception de ce qui est décrit au paragraphe suivant, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Capitale nationale, aux statuts et aux règlements administratifs de la Commission. Le 1^{er} septembre 1984, le gouvernement a promulgué des modifications à la Loi sur l'administration financière lesquelles, entre autres, exigent que la Commission prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. La note 2 décrit les conventions comptables qui se rattachent aux immobilisations. La note indique que l'état des résultats comprend le coût d'acquisition des immobilisations, et que les gains ou les pertes à l'aliénation d'immobilisations sont présentés dans l'état de l'avoir du propriétaire et non dans l'état des résultats. La note indique également que l'amortissement n'est pas enregistré. A cet égard, les états financiers ne

sont pas conformes aux principes ainsi que l'exige l'alinéa 138(4) de la Loi sur l'administration financière Toutefois, tout comme l'enonce la en sorte que des états financiers soient préparés conformément aux principes comptables reconnus pour l'exercice financier 1985-1986.

Le Vérificateur général du Canada Kenneth M. Dye, F.C.A.



L'administratore

admission.

Le Secrétariat

externe de la Commission.

Les Biens immobiliers

tions tenant lieu de taxes.

La Planification

Le Développement

Les Services au public

Les Finances et l'administration

systemes et le traitement des donnees.

COMITÉ D'AMÉNAGEMENT
DE LA CAPITALE NATIONALE

(au 31 mars 1985)	Président George Steber Calgary (Alberta)	Vice-président Gerard F. Farry Vancouver (Colombie-Britannique)	Georges Coulliard Lac Mégantic (Québec) Agent de liaison du Comité consultatif des biens immobiliers	Leonard Gertler Waterloo (Ontario)	Jean-Paul Gravel Ste-Foy (Québec)	Monier Gent-Roy Moncton (Nouveau Brunswick)	William Moore Vancouver (Colombie-Britannique)	Agent de liaison du Comité consultatif d'architecture	Serge Piotte Montréal (Québec)	George W. Russell Halifax (Nouvelle-Ecosse)	Lloyd P. Sankey Calgary (Alberta)	Jack B. Wright Ottawa (Ontario)	Robert Charlelli Ottawa (Ontario)	Agent de liaison de la Commission Ottawa (Ontario) (Commissaire)	William L. McEwen Vancouver ouest (Commissaire) (Colombie-Britannique) Agent de liaison de la Commission
-------------------	---	---	--	---------------------------------------	--------------------------------------	--	---	--	-----------------------------------	--	--------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	--	---

COMITÉ CONSULTATIF
D'ARCHITECTURE

(au 31 mars 1985)	Président A. Jack Diamond Toronto (Ontario)	Vice-président Alexander E. Rattray Calgary (Alberta)	Benoît Bégin Montréal (Québec) (Nommé le 29 juin 1984)	Claude Belzile Québec (Québec)	Dimitri Dimakopoulos Westmount (Québec)	Alan M. Graham Toronto (Ontario)	Andrew B. Lynch Halifax (Nouvelle-Ecosse)	D. John Moore Vancouver (Colombie-Britannique)	Agent de liaison au Comité d'aménagement de la Capitale nationale	William T. Perks Calgary (Alberta)	Takao Tanabe Parksville (Colombie-Britannique)	Comité consultatif des arts Eva Vecsei Montréal (Québec)	Philip Murray Reynolds Winnipeg (Manitoba) Agent de liaison de la Commission
-------------------	---	---	--	-----------------------------------	--	-------------------------------------	--	---	---	---------------------------------------	---	--	---

COMITÉ CONSULTATIF
DES ARTS

(au 31 mars 1985)	Président Kenneth Lochhead Ottawa (Ontario)	Vice-président Takao Tanabe Parksville (Colombie-Britannique)	Agent de liaison au Comité consultatif d'architecture	Jacques Corriveau Montréal (Québec)	Etienne J. Gaboury Winnipeg (Manitoba)	John Hooper Hampton (Nouveau-Brunswick)	Garry N. Kennedy Halifax (Nouvelle-Ecosse)	George Swinton Morrisburg (Ontario)	Ronald F. Williams Pointe-Claire (Québec)	Joyce Zernans Toronto (Ontario)	John A. Shanks (Commissaire) Saskatoon (Saskatchewan)	Agent de liaison de la Commission	Halia M. Lypka (Commissaire) Hamilton (Ontario)	Agent de liaison de la Commission
-------------------	---	---	--	--	---	--	---	--	--	------------------------------------	---	--------------------------------------	---	--------------------------------------

LES COMMISSAIRES

(au 31 mars 1985)

Président

Jean E. Pigott (Mme)

(Nommée le 1er janvier 1985)

Vice-président

Pierre Bastien

Montréal (Québec)

Monica Becott

Prince George (Colombie Britannique)

Robert Chiarelli

Ottawa (Ontario)

William Crawford

Sackville (Nouveau-Brunswick)

(Nommé le 28 juin 1984)

Vilmont Dupuis

(Nommé le 1er novembre 1984)

John Fiske

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Paul F. Lalonde

Gloucester (Ontario)

(Nommé le 1er juin 1984)

Halia Marion Lypka

Hamilton (Ontario)

Monica Becott

Prince George

(Colombie Britannique)

J.A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Armand Turpin

Hull (Québec)

Edmonton (Alberta)

(Nommé le 22 mars 1985)

Donald Mackinnon

Charlottetown

(Ile-du-Prince-Édouard)

(Nommé le 13 décembre 1984)

Alan G. Martin

Elmvale (Ontario)

John J. Murphy

St. John's (Terre-Neuve)

Philip M. Reynolds

Winnipeg (Manitoba)

B.C. Ross

Ottawa (Ontario)

John A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Guy Simard

Ste-Foy (Québec)

(Nommé le 20 décembre 1984)

Vernon Toews

Whitehorse (Yukon)

Armand Turpin

Hull (Québec)

COMITÉ EXÉCUTIF

(au 31 mars 1985)

Président

Jean E. Pigott (Mme)

Vice président

Pierre Bastien

Montréal (Québec)

Vilmont Dupuis

(Nommé le 28 février 1985)

B.C. Ross

Ottawa (Ontario)

Vernon Toews

Whitehorse (Yukon)

COMITÉ CORPORATIF
DE VÉRIFICATION

(au 31 mars 1985)

Président

Alan G. Martin

Elmvale (Ontario)

Monica Becott

Prince George

(Colombie Britannique)

J.A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Armand Turpin

Hull (Québec)

Edmonton (Alberta)

(Nommé le 22 mars 1985)

Donald Mackinnon

Charlottetown

(Ile-du-Prince-Édouard)

(Nommé le 13 décembre 1984)

Alan G. Martin

Elmvale (Ontario)

John J. Murphy

St. John's (Terre-Neuve)

Philip M. Reynolds

Winnipeg (Manitoba)

B.C. Ross

Ottawa (Ontario)

John A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Guy Simard

Ste-Foy (Québec)

(Nommé le 20 décembre 1984)

Vernon Toews

Whitehorse (Yukon)

Armand Turpin

Hull (Québec)

COMITÉ CONSULTATIF DES

BIENS IMMOBILIERS

(au 31 mars 1985)

Président

Georges H. Couillard

Montréal (Québec)

Agent de liaison au

Comité d'aménagement de la

Capitale nationale

Edmund Nesbitt

Ottawa (Ontario)

William Assad

Gatineau (Québec)

Monica Becott

Prince George

(Colombie Britannique)

J.A. Shanks

Saskatoon

(Saskatchewan)

Armand Turpin

Hull (Québec)

Edmonton

(Alberta)

Donald Mackinnon

Charlottetown

(Ile-du-Prince-Édouard)

(Nommé le 22 mars 1985)

Alan G. Martin

Elmvale (Ontario)

John J. Murphy

St. John's (Terre-Neuve)

Philip M. Reynolds

Winnipeg (Manitoba)

B.C. Ross

Ottawa (Ontario)

John A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Guy Simard

Ste-Foy (Québec)

(Nommé le 20 décembre 1984)

Vernon Toews

Whitehorse (Yukon)

Armand Turpin

Hull (Québec)

Edmonton

(Alberta)

Donald Mackinnon

Charlottetown

(Ile-du-Prince-Édouard)

(Nommé le 13 décembre 1984)

Alan G. Martin

Elmvale (Ontario)

John J. Murphy

St. John's (Terre-Neuve)

Philip M. Reynolds

Winnipeg (Manitoba)

B.C. Ross

Ottawa (Ontario)

John A. Shanks

Saskatoon (Saskatchewan)

Guy Simard

Ste-Foy (Québec)

(Nommé le 20 décembre 1984)

Vernon Toews

Whitehorse (Yukon)

Armand Turpin

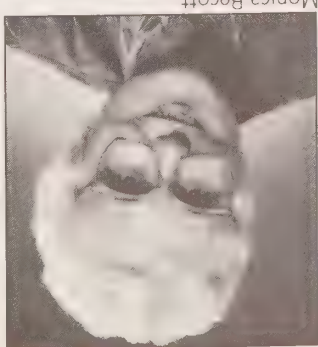
Hull (Québec)



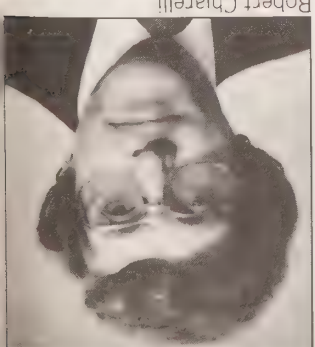
Jean L. Pigott (Mrs.)



Pierre Bastien



Monica Becott



Robert Chiarelli



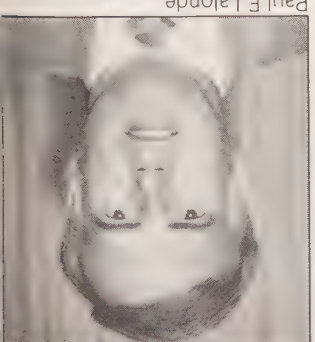
William Crawford



Wilmont Dupuis



John Fiske



Paul F. Lalonde



Hazel Marion Lypke



William L. McEwen



John McIntosh



Donald Mackinnon



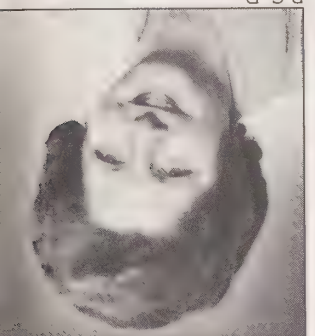
Alice G. Martin



John J. Murphy



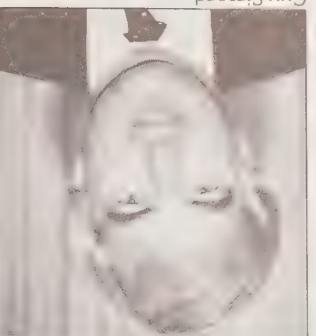
Philip M. Reynolds



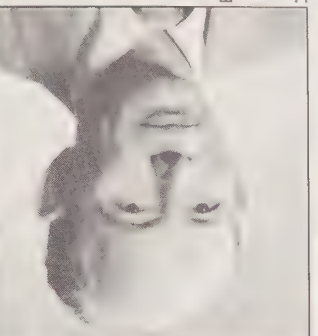
B.C. Ross



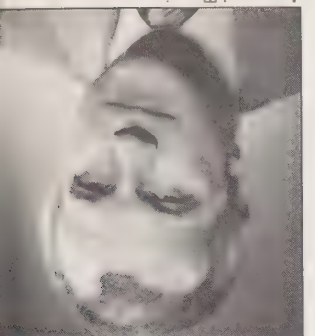
John A. Shanks



Guy Simard



Vernon Toews



Armand Turpin



La Commission

Les attributions de la Commission de la Capitale nationale lui sont confiées en vertu de la Loi sur la Capitale nationale (1958) : juridiquement, la Commission est une société de la Couronne, inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle se compose de vingt membres nommés par le gouverneur en conseil pour une



En raison de l'augmentation du nombre de visiteurs dans la capitale, il

L'accès à la capitale

Plusieurs congrès ont eu lieu dans la capitale du pays, notamment les derniers congrès à la chefferie du Parti conservateur, du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique. En outre, des associations de petites entreprises et de psychologues et des groupes universitaires considèrent la capitale leur rencontre et pour faire connaître leurs produits et leurs services.

Pour la Commission de la Capitale nationale, il est important de procurer des services culturels et récréatifs aux groupes de visiteurs et aux associations. Pour cette raison, en plus de fournir et d'améliorer les diverses installations et ressources au cœur de la capitale et dans la région, la Commission a entrepris des projets conjoints avec le secteur privé et d'autres paliers de gouvernement afin d'offrir des installations culturelles et récréatives pratiques qui répondent aux besoins, tout en étant conformes au rôle de la capitale en tant que lieu de rencontre pour tous les Canadiens.



La capitale, un lieu de rencontre

Il est tout naturel que la capitale devienne un lieu de rencontre pour les Canadiens. Bien que les représentants de tous les pays se réunissent régulièrement au Parlement, un plus grand nombre de congrès, y compris ceux de la capitale, ont lieu dans la capitale. Or, un nombre croissant de congrès, y compris ceux de la capitale, ont lieu dans la capitale.

Les groupes participants des deux côtés de la capitale, Or, un nombre croissant de congrès, y compris ceux de la capitale, ont lieu dans la capitale. Or, un nombre croissant de congrès, y compris ceux de la capitale, ont lieu dans la capitale.



ges, de patinoires et CCN, la capitale n'offre pas de lieux de rencontre adéquats. Les patinoires, les centres de loisirs, les centres de la culture, les centres de la jeunesse, les centres de la santé et excitante.

secteur privé a contribué à rendre encore plus attrayante cette grande fête de l'hiver qu'est Bal de Neige. Les dépenses d'environ 15,5 millions de dollars faites par des organismes du gouvernement et des commanditaires du secteur privé ont eu des retombées économiques de 25 millions de dollars dans la région. De plus, les bénéfices directs à l'échelle nationale, y compris les frais de transport et les autres frais en dehors de la région, s'élevaient à 24 millions de dollars. En plus de Bal de Neige, la Commission commandite en majeure partie d'autres grands événements tels que la Fête du Canada et le Festival canadien du canot. Elle apporte une contribution au Festival franco-ontarien, au Festival



international de la bicyclette de Hull et au Gâtineau 55, une compétition mondiale de ski de fond. La CCN prête son appui au Festival de jazz d'Ottawa, au Festival italien et au Festival du printemps pour ce qui est du financement et de la logistique. Le partage des coûts entre les différents paliers de gouvernement et le secteur privé s'est avéré un succès, et c'est la tendance que prendra la gestion de festivals et d'événements dans l'avenir.

Les événements dans la capitale

Depuis quelques années, on compte de plus en plus d'efforts à organiser et à coordonner des événements et des festivals importants dans la capitale, ainsi qu'à accroître la participation d'autres paliers de gouvernement et du secteur privé. Par exemple, Bal de Neige, qui se déroule sur la patinoire la plus longue du monde, devient l'une des principales

destinations de voyage des visiteurs de l'Ontario, du Québec, du nord des États-Unis et d'autres régions du Canada. En 1984, Bal de Neige a attiré 450 000 personnes, parmi lesquelles près de 185 000 venaient de l'extérieur de la région, ce qui représente une augmentation de 450 pour cent par rapport à 1982. De ce nombre, au-delà de 71 000 personnes ont visité les musées, les galeries d'art et les centres d'intérêt de la capitale. Plus de 80 pour cent des répondants ont affirmé que la participation accrue des municipalités, des administrations régionales et du



Le milieu urbain

D'importants travaux de réaménagement effectués au centre-ville de Hull au cours des dernières années ont contribué à l'intégration sur les plans social, esthétique et économique des deux principales villes qui forment la région de la Capitale nationale. Tout en respectant les différences culturelles de ces deux agglomérations urbaines, la Commission cherche à mettre en valeur l'harmonie et le lien de complémentarité qui existent entre ces deux centres culturels canadiens.

Les déplacements entre Ottawa et Hull s'effectuent rapidement, sans difficulté et de façon continue grâce aux cinq ponts qui les relient. L'intégration par la CCN des deux services de transport en commun, de chaque côté de la rivière, s'est avérée efficace, et les réseaux routiers assurent un lien de plus en plus grand entre les deux provinces.

Du côté ontarien, la Commission consacre de nombreux efforts à la restauration et à l'aménagement de bâtiments historiques de la promenade Sussex, de la rue York et d'autres secteurs du marché By, un quartier des plus populaires à Ottawa.

Les travaux d'aménagement du secteur Rideau touchent à leur fin. Ils ont transformé le quartier Sussex-Rideau grâce à la construction du Centre Rideau, un complexe commercial qui a remporté un prix d'architecture, l'édifice du gouvernement de l'Ontario. Le Centre des congrès d'Ottawa, la voie de transport en commun Rideau ainsi que l'hôtel Westin.

Au Québec, la Commission de la Capitale nationale a fourni des installations pour les visiteurs et les usagers des édifices de la Place du Portage et des Terrasses de la Chaudière. Ces deux complexes ont collaboré avec le centre commercial Place du Centre, qui appartient au secteur privé, le Palais des congrès, les bureaux du gouvernement du Québec et la maison du Citoyen de Hull en vue d'attirer de plus en plus de gens au centre-ville. D'autres projets plus récents, tels que l'aménagement du ruisseau de la Brasserie, de la marina dans le parc Jacques-Cartier et du quai fédéral à Pointe-Catineau, embellissent le décor et ajoutent une meilleure ambiance au milieu urbain.

Des deux côtés de la rivière, ces aménagements de grande envergure continuent de donner naissance à d'autres projets du secteur privé, par

La région de la capitale

Les villes d'Ottawa et de Hull constituent le coeur de la région de la Capitale nationale, un territoire qui englobe en totalité ou en partie 27 municipalités en Ontario et au Québec et compte 735 850 habitants.

Plusieurs projets nécessitent la collaboration de divers gouvernements, par exemple, la voie rapide d'Ottawa-Cardleton, l'intégration du transport en commun interprovincial, la modification du pont Hunt Club-Rideau, l'entfouissement des fils électriques, l'entente sur les routes au Québec et l'entente sur l'épuration des eaux usées en Ontario et au Québec.

Les promenades de la Commission de la Capitale nationale forment une série de routes panoramiques reliées aux grandes artères municipales et provinciales pour donner accès aux divers endroits importants et d'intérêt. Ce réseau comprend la promenade de l'Outaouais, les promenades Reine-Élisabeth et Colonel By, la promenade Island Park, la promenade de l'Est, la promenade Vanier, la promenade de la Gatineau ainsi que les promenades Voyageur et La Baie

ac-tuellement brèves.

En 1984-1985, la Commission a continué d'offrir aux citoyens et aux Musées nationaux des sciences et de la



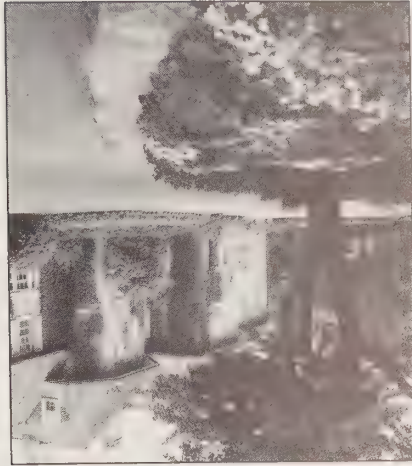
technologie, des excursions en train à vapeur qui transportaient les visiteurs depuis le Musée jusqu'au pittoresque village de Wakefield dans la Gatineau où ils pouvaient visiter le moulin à farine de Wakefield.

Parmi les principales attractions touristiques de la CCN dans la capitale ou à l'extérieur, il y a les terrains de camping, les plages, les sentiers d'excursion, les pistes cyclables, le canotage, les pistes de ski de randonnée et celles de raquette, les parcs alpins, les cabanes à sucre ainsi que la splendeur de la nature et les splendours de la Gatineau.





La rue Wellington, qui passe de-
vant la Colline du Parlement, constitue
un tronçon important du parcours
d'honneur. Celui-ci décrit une boucle et
relie les centres-villes d'Ottawa et de
Hull.
À partir de la rue Wellington, le
parcours est formé de la promenade
Sussex, dont le Millie historique, du
pont Alexandra, de la rue Laurier qui
traverse le centre-ville de Hull et, enfin,
du pont du Portage vers Ottawa et la
Colline du Parlement.
Jusqu'à présent, les travaux ont
surtout consisté à relier les différents
tronçons du parcours. Toutefois, on a



La Colline du Parlement, où se
situe le Centre, constitue symbolique-
ment le cœur du pays.

Le cœur de la capitale

Festival du printemps au parc Major et
la Colline du Parlement ou à lieu tous
les soirs le spectacle Son et lumière. On
prévoit présenter le Cirque du Soleil de
(Québec, un cirque entièrement cana-
dien, et une compétition internationale
de montgolfières durant l'été 1985.
En 1984, on a organisé un con-
cours de bannières, auquel ont parti-
cipé 278 élèves de 79 écoles primaires
situées dans les dix provinces. Les
vingt-quatre jeunes gagnants ont mé-
rité un voyage dans la capitale où ils
ont levé leur bannière lors d'une cé-
rémonie officielle en présence des
médias. Le programme du Patriotisme
vécu, qui célébrerait sa 34^e année d'exis-
tence, a réuni 250 étudiants d'écoles
secondaires du pays et leurs députés
afin de voir sur place comment fonc-
tionne le système gouvernemental
canadien.

presque terminé les plans d'aménage-
ment d'un boulevard aux fonctions
esthétique, symbolique et pratique
dans la capitale.
Ce boulevard au décor d'apparat
comportera un mobilier urbain conçu
spécialement à cette fin, des reverberes
qui lui seront propres, des paysages or-
nementaux et contrastants, des pergo-
las, des colonnades et des bannières
colorées, le tout créant une harmonie
visuelle entre les rives ontarienne et
québécoise de la rivière des Outaouais.
De plus, les visiteurs qui parcourront ce
boulevard auront un aperçu des lieux
importants et des grandes institutions

nationales, dont les édifices du Parle-
ment, la Cour suprême, l'île Victoria, le
Musée national de l'Homme, le Musée
des beaux-arts du Canada et les rési-
dences du premier ministre et du
gouverneur général. À la fois une route
attrayante et instructive pour les visi-
teurs, le parcours d'honneur est un
excellent moyen d'amener les dignitaires
canadiens et étrangers dans la capitale.
Comme le Mall à Londres, les
Champs-Élysées à Paris ou la Pennsyl-
vania Avenue à Washington, le parcours
d'honneur est destiné à devenir une
promenade symbolique et connue dans
le monde entier.



La capitale internationale

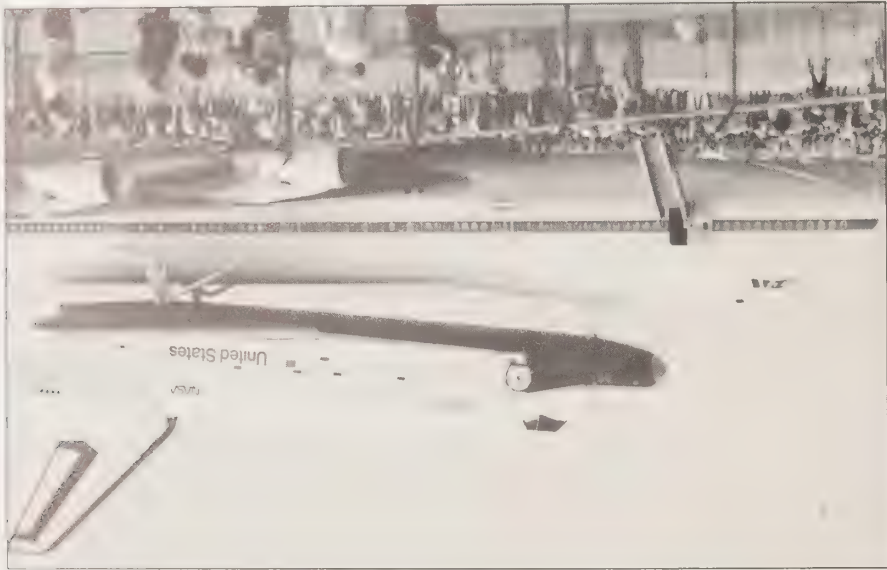
Etant donné que le Canada occupe une place de premier plan sur la scène mondiale, la capitale nationale constitue de plus en plus notre « fenêtre sur le monde » grâce aux visites officielles, aux rencontres internationales et aux événements historiques mondiaux que couvrent les médias de partout dans le monde.

A l'heure actuelle, la capitale du Canada compte 97 missions diplomatiques, alors qu'il en existe 70 à Berne, 69 à Buenos Aires et 60 à Mexico. En 1984-1985, des gouvernements étrangers, dont les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, ont fait part de leur nécessité d'établir ou d'agrandir leur chancellerie, ambassade ou résidence officielle dans la capitale. La Commission partici

tes et membres du clergé du Canada et de pays étrangers. En plus de recevoir le pape, la capitale a accueilli en 1984-1985 de nombreux dignitaires, dont le président du Mexique, le roi d'Espagne et le premier ministre de la Grande-Bretagne. Au cours de l'année, bon nombre de congrès d'importance internationale ont eu lieu dans la capitale du Canada. En mai 1985, la première Conférence internationale sur les droits de la personne se tiendra au Centre de conférences et réunira des milliers de délégués venant du monde entier.

Le passé, le présent et l'avenir du pays

La capitale nationale, en tant que « fenêtre sur le monde », est depositaire de notre fierté nationale, non seulement nos collections, notre his-



emplacement qui convienne aux nouvelles missions, en tenant compte du rôle du Canada comme pays d'accueil et des desirs manifestés par de nombreux pays de s'établir à un endroit approprié.

La visite du pape au Canada en 1984, la visite officielle la plus complexe dans l'histoire du pays, s'est terminée solennellement dans la capitale nationale. Le pape Jean-Paul II a traversé la ville en bateau sur le canal Rideau et a célébré une messe devant 250 000 fidèles à deux pas de la Colonne du Parlement. Une réception a été donnée à la résidence du gouverneur général pour 500 politiciens, diploma-

toire et notre patrimoine des arts contemporains, la jeunesse de notre pays

En 1984-1985, la

Musée des beaux-arts d'Ottawa et du Musée national de l'Homme à Hull allait

portants travaux ont

Musée national de l'aviation

plans sont actuellement

la construction d'un

D'année en année

tes cultures au Canada

pendant une semaine d'

25 000 personnes en 1977,

cueilli 175 000 participant

provinces en 1984.

Au cours de l'été 1984,

grands festivals dans la

tistes en herbe et des artistes

ont présenté aux visiteurs

rock, des spectacles de jazz

et de variétés et des numé-

seurs publics. Parmi les prin-

tre de l'Astrolabe à la pointe



mandes de renseignements l'été der-
et à Hull ont répondu à 225 000 de-
tres d'information de la CCN à Ottawa
à l'occasion de son ouverture. Les cen-
la capitale, a remporté un grand succès
d'orientation offert aux visiteurs dans
tente, un nouveau service d'accueil et
Lors de la Fête du Canada, l'Info-
Parlement.

présenté en soirée sur la Colline du
ont assisté au spectacle Son et lumière,
dans la Ceinture de verdure et 93 000
neau, 45 000 ont visité la Vieille Ferme
Mackenzie-King dans le parc de la Gat-
sonnes sont allées au domaine
Durant leur séjour, 125 000 per-
canot en juillet.

notre histoire au Festival canadien du
sont venues fêter notre patrimoine et
franco-ontarien en juin et 110 000
canadienne-française au Festival
175 000 sont venues saluer la culture
brer l'hiver lors de Bal de Neige,
450 000 personnes sont venues célè-
toutes les périodes de l'année. Quelques
plus en plus de visiteurs y séjourneront à

canadien.
et l'ouverture du 33e Parlement
la première Conférence des ministres
premiers ministres et de leur cabinet,
que, dont l'assise de deux
grandes cérémonies a caractérisé
L'année 1984 a été marquée de
tronçon du parcours d'honneur.
montrant ainsi l'importance de ce
résidence du gouverneur général, de-
sex, entre la Colline du Parlement et la
défilé de la reine sur la promenade Sus-
visite. Le moment tant attendu a été le
coordination et à la logistique de cette
la Capitale nationale, ont participé à la
mes fédérales, dont la Commission de
Plusieurs ministères et organis-



De plus, environ 170 000 person-
80 activités présentées à cinq endroits
différents dans la capitale nationale.
Des millions de télespectateurs
ont également partagé cette fête, qui a
été diffusée à cinq réseaux nationaux
de télévision ainsi qu'aux nouvelles
internationales.
La Fête du Canada est certes l'oc-
casion où la plupart des Canadiens
désirent visiter leur capitale, mais de

Les fonctions symbolique, politi-
que et administrative caractérisent le
rôle de la capitale d'un pays.
En 1984, la visite de la reine Elisa-
beth et du duc d'Edimbourg a démon-
tré l'éclat et l'apparat dignes de notre
nation.

La capitale nationale

nier. Au cours de l'année, la CCN a
distribué 1,3 million de brochures et
autres publications dans tout le pays.

et leur à l'aid
Croix-Rouge, le Contem
Canada et l'Association
tique canadienne ont fait
ches pour s'installer d
dans la région.



lieux de rencontre comme le Centre de
conférences et le Centre national des
Arts.
Du point de vue ad
Commission exerce
l'emplacement et l
ministères et organis
ment de la CCN et sur l'ut
l'aménagement
par d'autres gouv
teur privé.
Enfin, pour
des des nombreuses ass
sans but lucratif de
bureau principal dans la
Commission s'est chargée d





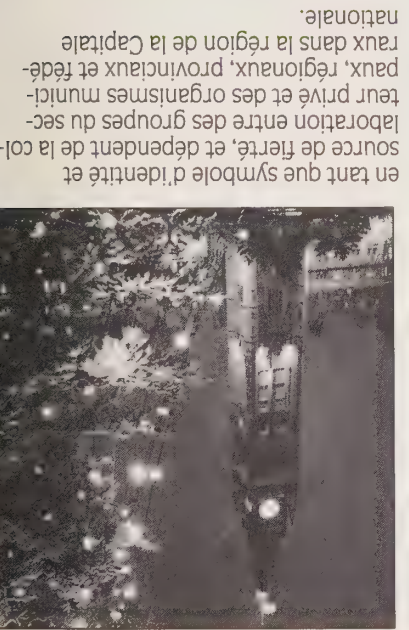
La Commission de la Capitale nationale

Il n'est pas facile de présenter dans le détail tous les projets réalisés par la Commission de la Capitale nationale et ceux auxquels elle a participé, particulièrement dans le cadre d'une année financière et d'un rapport annuel. Bâtir la capitale du Canada, comme toute autre capitale nationale, est un processus complexe et sans fin. Selon un sondage effectué récemment dans tout le pays, les Canadiens ont exprimé le besoin de s'identifier à des symboles nationaux concrets et bien établis afin de faire naître l'espoir en l'avenir, de rallier les Canadiens autour d'un but commun et d'éveiller chez eux un sentiment de fierté envers

leur pays. Ils avaient aussi conscience des rôles multiples que doivent assumer ceux qui s'occupent de l'édification d'une capitale. Un conseil d'administration, formé de membres venant de toutes les régions du Canada, détermine l'orientation stratégique de la Commission. Composée de six directions, soit la Planification, les Biens immobiliers, le Développement, les Services au public, les Finances et l'administration et le Secrétariat, la Commission effectue des travaux qui touchent à tous les aspects de la vie dans la capitale et ses environs. Maintenant que d'importants travaux d'aménagement et d'embellissement ont été réalisés dans la capitale, il est tout à fait normal que les attractions, les activités et les services offerts au nombre croissant de visiteurs, soient placés au premier plan. De plus, les projets, dont les frais ou les travaux sont partagés avec les gouvernements provincial, régional et municipal et avec le secteur privé, ont



pris de l'ampleur et leur nombre s'est accru. Les travaux de la Commission vont de l'élaboration de plans directeurs des terres fédérales dans la région de la Capitale nationale pour la prochaine décennie à l'organisation d'événements internationaux, en passant par l'aménagement et l'entretien d'un parc de moindre importance. Dans ce contexte, certains pourraient mentionner qu'il ne vaut pas la peine de mentionner, par exemple, un petit



Rendez-vous dans la capitale

La Fête du Canada, célébrée pour la première fois en 1967 sur la Colline du Parlement, a attiré 50 000 personnes. En 1984, 250 000 Canadiens, Américains et visiteurs étrangers ont pris part à cette fête qui est devenue l'événement annuel le plus important au pays.

en tant que symbole d'identité et source de fierté, et dépendent de la collaboration entre des groupes du secteur privé et des organismes municipaux, régionaux, provinciaux et fédéraux dans la région de la Capitale nationale.

parc dans un rapport annuel. Toutefois, la qualité de vie qu'il procure au milieu urbain de la capitale nationale en dépasse considérablement les coûts. Nous présentons plus loin les faits saillants pour l'année 1984-1985. Cet aperçu tente d'expliquer les changements survenus dans la capitale et dans sa relation avec le Canada. Cependant, il faut souligner qu'il s'agit d'un amalgame des plans du passé, du présent et de l'avenir formules par la Commission de la Capitale nationale et ses prédécesseurs. Qu'il s'agit aussi d'un point de rencontre où convergent l'histoire, l'architecture, l'infrastructure et l'environnement pour former une magnifiquement capitale de renommée mondiale, la quatrième ville en importance au Canada. Enfin, qu'il s'agit avant tout d'un rendez-vous pour les Canadiens puisque, plus que jamais auparavant, ils viennent visiter leur capitale. Ces réalisations, en partie attribuables au travail de la Commission, découlent de l'engagement du gouvernement fédéral vis-à-vis de la capitale,

"... de plus en plus de Canadiens considèrent cette ville non
pas seulement comme un endroit quelconque à visiter, mais
comme leur capitale, et toute mesure susceptible de faire de la
colline du Parlement et de toute la région de la Capitale non
seulement un bel endroit où l'on puisse travailler, mais un
endroit dont tous les Canadiens puissent s'enorgueillir, est un
pas dans la bonne voie."

L'honorable Stanley Knowles
Chambre des communes

le 20 juillet 1973



Lettre d'accom- pagnement

L'honorable Roch La Salle, C.P., député
Ministre des Travaux publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

Dans une période d'instabilité so-

ciale et économique, la Commission de

la Capitale nationale désire avec une ar-

deur renouvelée assumer son rôle, soit

celui de présenter une nouvelle image

de la capitale du Canada. En temps de

crise ou de prospérité, les Canadiens

veulent que la capitale soit un symbole

solide et immuable de la nation. Ils veu-

lent connaître leur capitale et éprouver

à son égard un sentiment d'apparte-

nance. Ils veulent qu'elle soit pour eux

une source d'inspiration et de fierté.

A cette fin, la Commission a passé

en revue tous ses programmes et a re-

défini ses objectifs afin de créer une

capitale qui soit bien en vue, qui repré-

sente un symbole du pays et qui

réponde aux attentes des Canadiens.

Pour bien comprendre leurs besoins et

pour satisfaire à leurs demandes, la

Commission doit s'associer avec de

nouveaux partenaires des secteurs pu-

blic et privé. Grâce à cette collabora-

tion, nos rêves deviendront des réalités

sans qu'il soit nécessaire de percevoir

d'autres deniers publics. Le rapport qui

suit démontre les avantages que pré-

sente une telle collaboration ainsi

que l'intérêt accru de continuer dans

cette voie.

Le Président,

Jean E. Pigott

Nous faisons tous partie d'un grand et magnifique pays. Ce que nous créons dans la capitale doit contribuer, maintenant et dans l'avenir, à unifier le peuple canadien. La capitale doit aussi témoigner de notre engagement à redresser l'économie et à assurer une saine gestion des fonds publics ainsi qu'à accroître et à renouveler la présence internationale. Nous devons créer une capitale à cette image en tenant compte des réalités économiques de notre temps.

Voilà les buts que nous nous sommes fixés. Si nous pouvons envisager l'avenir avec optimisme, c'est que nous disposons d'une base solide, base que mon prédécesseur, l'honorable Charles M. Drury, a su mettre en place afin que la Commission puisse faire face à ses engagements dans cet esprit d'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités de la Commission de la Capitale nationale pour l'année financière 1984-1985 et de vous soumettre les états financiers ainsi que le Rapport du Vérificateur général.

1984-1985 Rapport annuel

TABLE DES MATIÈRES

2	Lettre d'accompagnement
2	La Commission de la
3	Capitale nationale
4	Rendez-vous dans la
4	capitale
7	La capitale nationale
9	La capitale internationale
9	Le passé, le présent et
9	l'avenir du pays
10	Le cœur de la capitale
10	Le milieu urbain de la
13	capitale
13	La région de la capitale
13	Les événements
5	la capitale
5	La capitale, un lieu de
11	rencontre
11	L'accès à la capitale
11	La Commission
11	Les commissaires
11	Le Comité exécutif
11	Le Comité corporatif de
1	
1	
1	L'administration
21	Le Secrétariat
21	Les Biens immobiliers
21	La Planification
21	Le Développement
21	Les Services au public
22	Organisation
22	Les états financiers





Commission
de la Capitale nationale

National Capital
Commission

Canada



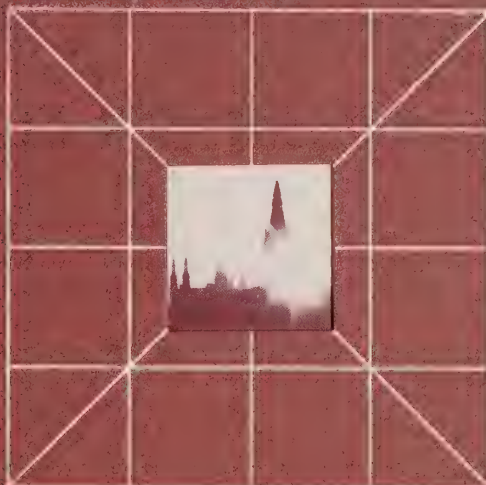
Rapport annuel
1984-1985

CAI
CP
-A55

The National Capital

A Vision Renewed

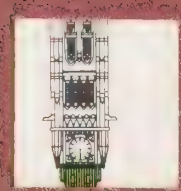
Annual Report 1985-86



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

Canada



LETTER OF TRANSMITTAL

The Hon. Roch La Salle, P.C., M.P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. La Salle:

It is my pleasure to report to you on the activities of the National Capital Commission during the 1985-1986 fiscal year.

In many respects, 1985-86 has proven to be a watershed year for the Commission. While continuing to perform our traditional duties, we have engaged in a highly successful process of renewal.

We have studied ways of maximizing the efficiency of our operations in order to avoid any additional burden to taxpayers. We have examined our relationships with other federal organizations to identify and eliminate duplication of effort. And, equally as important, we have looked beyond the boundaries of this region in search of ways to involve Canadians everywhere more fully in the life of their Capital.

We believe that these initiatives herald the emergence of a Capital that will represent the very best qualities of Canada and Canadians—a "mirror" in which we can see our many accomplishments and appreciate the scope of our on-going endeavours.

Of pivotal importance to the realization of that future was the delivery to the government, at the end of the fiscal year, of a mandate paper outlining a new direction for the Commission.

In the years to come, the Commission will place even greater emphasis than in the past on the tasks of coordination, resource management and public programming. By opening the way to greater public participation in the support, development and enjoyment of the Capital, we believe that the Capital will become a truly national enterprise that will inspire the pride of all Canadians.

So, although the primary purpose of an Annual Report is to look to the recent past, you will find frequent mention, in the pages that follow, of

initiatives now under way that will transform our Capital in the not too distant future.

On behalf of the Commission, I am pleased to thank all employees who contributed to the successful completion of our mandate. I am also pleased to thank the many individuals and organizations that assisted us, I am,



Yours sincerely,

Handwritten signature of Jean E. Pigott.

Jean E. Pigott
Chairman

Something very special about a capital
has a special meaning for people in every
country — for some as a centre of
government, for others as an exciting place of
culture, for still others as a place of
natural beauty.
In this century, the National Capital
and its predecessors have been
able to create a Canadian capital of truly
international stature. We have been very successful
in achieving that goal: visitors from every part of
the world tell us that we have made
effective use of the Capital region's unique
architectural and cultural resources.
We are seeking to add a new dimension to
the Capital's defining qualities. We want the Capital
to be every Canadian's second home. We
want the Capital to be a place that engages the
imagination, the pride and patriotism — of men,
women and children coast to coast.
How is that to be achieved? During the past year
we have asked thousands of you for your suggestions.
The answer we heard most often is this: Canadians
want to be more fully involved in the life of their
Capital, to contribute to its development and
to participate in its celebrations.
Education, involvement and participation
will comprise the central focus of a
strategy for guiding the National Capital
into the Twenty-first Century.



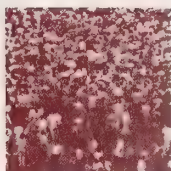
TABLE OF CONTENTS

1

A VISION RENEWED

An overview of the Commission's emerging philosophy, objectives and activities.

1-5



2

THE YEAR IN REVIEW

A sampling of highlights from the 1985-86 fiscal year.

6-12



3

THE COMMISSION

An organizational profile of the National Capital Commission.

13-17

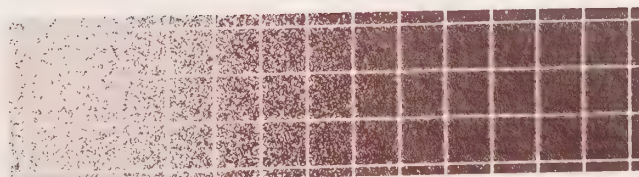


4

FINANCIAL REPORT

The Commission's audited financial statement accompanied by the Report of the Auditor General of Canada.

18-30





1

A VISION RENEWED

Every great national enterprise requires vision — a clear concept of where to go and how to get there. Creating a capital city worthy of a vigorous, accomplished nation is clearly such an enterprise.

Since 1899, the enhancement of Canada's Capital region has been guided by federal agencies assigned responsibilities for planning, conservation, improvement and development. The vision guiding these efforts has stressed the protection and enhancement of the region's **physical** resources. First the Ottawa Improvement Commission, then the Federal District Commission, and since 1958, the National Capital Commission have worked unceasingly to create a Capital of exceptional physical beauty and functional urban design.

Most fully articulated in the Gréber Plan adopted by the Federal Government in 1950, the vision stressing the Capital's physical beauty has, of necessity, placed heavy emphasis on the acquisition and development of property. These are activities that will continue to be the focus of considerable effort in the future.

But now, with so many of the Gréber Plan objectives accomplished, it is time to give more attention to another, equally vital aspect of life in the Capital.

It is time to share our Capital's wonderful resources — particularly its cultural resources — more fully with Canadians from sea to sea.

That idea is at the heart of a renewed vision that will guide the National Capital Commission into the Twenty-first Century.

A CAPITAL FOR ALL CANADIANS

During the past year, the Commission invited people from every part of this country to assist in creating a "dream book" — a wish-list of events, interpretive resources and amenities that will make a visit to the Capital even more enjoyable and fulfilling than it is now.

The dream book prompted an emotional outpouring. It confirmed that Canadians truly care about their Capital and would welcome more direct, more active involvement in its day-to-day life.

Far from being thought of simply as a place for political debate, the Capital is regarded by many Canadians as a second home — a place that they have helped to create and in which they have an important stake.

The Capital is neutral ground, a place where Canadians from every region and every ethnic background can feel that they are part of a common enterprise.

It is certainly proper for the Capital to serve as a stage on which members of the national family can tell others about the wonderful diversity that makes each of them distinctive — a "stage" in literal, as well as figurative, terms. There must be actual places in the Capital where a Cape Breton folk ensemble, or a Quebec dance troupe, or a British Columbian street-theatre group can perform; and Canadians from all regions must be able to draw from the Capital a sense of belonging and pride.

Through active, shoulder-to-shoulder participation of this sort, we lose our sense of "hyphenation", of being outsiders on a brief pilgrimage.

The Capital belongs to us all.

Making it better must be a cooperative process involving all Canadians.

It follows, too, that the benefits must be shared by all.

TOWARD THE 21ST CENTURY

During the past year, the Commission has taken the crucial step of preparing a new set of objectives to guide its activities in the future. At the end of the fiscal year, these proposals were at an advanced stage of consideration by the government.

In the years to come, the Commission will continue to be responsible for a variety of "bricks-and-mortar" duties. The parklands, flower beds, scenic and ceremonial roadways, and numerous other properties for which it is so well known will continue to be of central concern.

The Commission's fundamental responsibility as the Capital's principal planning agency will also be maintained. The physical appearance of the Capital — in particular, the appearance of its rich store of older buildings — will be carefully supervised by the Commission.

However, as the Twenty-first Century approaches, the Commission must take better account of an inescapable fact of Canada: the vast geographical distances that separate Canadians. Making the Capital more accessible to Canadians means reaching out to every corner of this country, involving those who may not be able to make a **physical** journey to be part of its celebration.

Consequently, it is now essential to place more greater emphasis on public programming than in the past. It is time for the Capital, in all of its varied roles, to take a more prominent place on the national stage. More of what it has become — of what it **stands** for — must be communicated directly to Canadians.

What sorts of endeavours would receive greater attention? The list might include:

- Festivals (recurring celebrations of national themes such as Canada Day or Winterlude);
- Interpretive exhibits (on historical and natural themes);
- Special events (national or international spectacles culminating in the Capital);
- Promotion (to ensure that Canadians are fully aware of what is happening in the Capital);
- Media programming (to bring Capital region events to a national audience).

Further, there is a growing need for unity of purpose among the many federal departments and agencies in the Capital — the National Museums, Parks Canada, Agriculture Canada and the National Research Council, to name but a few. Closer consultation will be required to ensure that public programming is complementary and well coordinated.

THE IMPORTANCE OF VOLUNTEERS

objectives would appear to be
fortunately, the Commission is
great deal of help from its

of widely known, thousands of
ers help the Commission each
uring Winterlude 1986 more
distributed programs,
vised events, shepherded
ipated in planning,
I, yes, reunited tiny tots

It was set as a number of
red to host their counterparts
and U.S. cities.

1985, close to 1,500
th everything from street
ment, to day-after clean-

kefield Mill, restored by the
excellent example of a pre-turn-
t mill, local residents have

the visitors program and to
n form,

voluntarism can be found in
Commission's work
in Commission events
ear from the year before,
continue.

that, in many cases,
ached us — not the other way
discovered the wonderful fun of
e events as contributors. The
distraction that comes of such
D.V. leads to an even more
commitment to, the

s a deep debt of gratitude
s. They have opened
even have been considered

WORKING WITH THE PRIVATE SECTOR

Similarly, the success of joint ventures with the
private sector has been very encouraging.

Since the idea was first tested by the NCC in
1984, many firms have contributed to the success
of Capital region events. Participation has taken
many forms including financial contributions,
program management, event sponsorship,
support services, the loan of equipment and
volunteer labour. During last year's Winterlude
alone, the value of these contributions exceeded
\$500,000.

In other instances, the private sector has
expressed interest in building and operating public
facilities on NCC land, or in taking on the job of
administering programs previously run by the
Commission. The experience with ventures of this
sort has, to date, been very positive.

Within a framework developed in strict keeping
with the Commission's new priorities for expanded
public participation, there are increasing
opportunities for mutually beneficial ventures of
these sorts.

This approach will enable the NCC to deliver a lot
more — without the need for new expenditures
from the public purse.

THE USER-PAY APPROACH

More controversial have been the Commission's
first steps into the realm of "user-pay".

The idea is to ask those who actually use
services to pay part of the cost of providing them.
The idea has arisen partly as the result of fiscal
restraint and partly because of a changing
perspective on the fairness of charging everyone
(ie: taxpayers) for services used by relatively few.

For instance, in 1985-86 Gatineau Park users
were asked to pay a nominal fee for parking in
some locations to help defray the costs of
providing Park facilities. At the Log Farm, located in
the Greenbelt just west of Ottawa, visitors paid a
small entry fee to observe and actually participate
in the day-to-day activities of a mid-19th-century
family homestead staffed by knowledgeable
animators dressed in period costume.

People who make use of these superb resources
appreciate their value and are prepared to support
them by paying reasonable fees. It is likely that this
principle will be extended, in the years to come, to
other activities and facilities.

THE DAYS TO COME

Together, the ideas and approaches presented on these pages foreshadow a new era for the Commission—a renewal of the vision that has enabled it to achieve so much over the years. Already, there is a sense of excitement and anticipation.

The objectives: to build a Capital worthy of a great nation; to make it a second home for all Canadians; to share the adventure from coast to coast.

These are the elements of a renewed vision that will guide the Commission's efforts in the days to come.

THE CEREMONIAL ROUTE

One of the first tangible products of the Commission's renewed vision for the Capital will be a Ceremonial Route linking the inner cores of Ottawa and Hull.

Already, the Sussex Drive—Rideau Street portion of the route has special significance as the setting for all state processions moving between the Governor General's residence and Parliament Hill. The route is flanked by many of the Capital's most significant buildings including 24 Sussex Drive, Ottawa City Hall, the Federal Conference Centre, the Château Laurier Hotel and the Centre Block.

In anticipation of the opening of two world-class museums along the route in 1988—the National Museum of Civilization and the National Gallery of Canada—detailed planning is underway that will transform the appearance of the route. One of its first major functions will be to serve as a stage on which the opening of the museums will be celebrated.

Eventually, the Ceremonial Route will be one of the most important features of the Capital's central core and will play a key role in shaping the perception of Canadians and visitors not only of the Capital—but of the country.

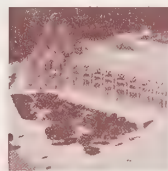
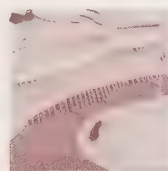
PROJECT '88

In 1988, the Capital will witness the opening of three major cultural institutions, each of truly international stature.

The **National Museum of Civilization**, the **National Gallery of Canada** and the **National Aviation Museum** together account for a quarter-billion-dollar investment in Canadian culture. Nothing quite so significant has taken place since the Centre Block on Parliament Hill was replaced after the fire of 1916.

The 1988 museum openings will be an event really worth celebrating—and the plans are well underway. Referred to as "Project '88", the celebration will be on a scale worthy of the event—an entire year of special attractions that will draw Canadians to their Capital as never before.

Put the Capital on your calendar for 1988! It's going to be the place to be.



A WINDOW ON CANADA

... after dusk, they
... ment Hill. There's a rather
... ging on the lawn, busy
... tributing ice cream bars,
... ash-lit photographs.
... he show begins. And what

... seasons, the **Sound &**
... must-see event in the
... nada was and has

"Sound & Light", as the show has come to be known, uses all of Parliament Hill as its stage. Seated on bleachers located near the Centennial Flame, spectators scan a 180 degree arc as powerful coloured lights — synchronized to a sound track delivered through powerful speakers — illuminate buildings, statues and vegetation in telling the story of Canada's founding and development.

Shown on weekend evenings from mid-May to mid-October — and daily during the peak tourist

months of July and August — the fully computerized show has drawn a quarter-million people since its first showing during the Summer of 1984.



VIEWS FROM CANADIANS

During the past year, the Commission took every opportunity to seek Canadians' opinions on their Capital and suggestions for its improvement.

Using a variety of techniques, the Commission learned that Canadians expect their Capital to play a multitude of roles.

Most Canadians see the Capital as a centre of political power and as a source of public information on the processes of government.

But, equally as important, they expect the Capital to serve as a symbol of national pride, a showcase for the nation's cultural resources, a prime tourist destination and as a window on Canada for the rest of the world.

What was very clear from this sampling is that Canadians have high expectations for their Capital — and a deep sense of commitment to its continuing improvement.





In many respects, 1985-86 was a year of transition for the National Capital Commission—a year in which major review and planning exercises begun in the past began to yield results.

During the summer and fall, a group of Canadians representing every major sector and region was invited to study the government's management of real property. The taskforce, one of several operating under the guidance of Deputy Prime Minister Erik Nielsen, delivered its report late in the year. Key recommendations designed to eliminate duplications of effort were promptly adopted by the government and will result in a re-ordering of responsibilities between the Commission and Public Works Canada.

In January, 1986, the Commission completed a major study of its own concerning the future use of federal lands in the Capital. Four years in the making, **Plan for Canada's Capital: A Federal Land Use Plan** has since been distributed to a wide spectrum of audiences across Canada including Members of Parliament, key federal agencies, regional and municipal politicians, and interested citizen groups. The results of these discussions will help to establish firm planning directions for federal lands in the Capital over the coming decades.

Even more significant for the long-term development of the Capital was the preparation of a comprehensive mandate paper outlining a new set of objectives to be pursued by the Commission. Submitted to the government in late February, 1986, the mandate paper was at an advanced stage of discussion at the end of the fiscal year.

As host to the thousands of people who visit the Capital each year, the Commission achieved successes both in the delivery of established events and in the staging of new ones.

The biggest one-day celebration in the Capital—Canada Day—drew an unprecedented 350,000 participants. As the result of exhaustive planning, careful coordination among the many participating agencies, and superb assistance from nearly 1,500 volunteers, the celebration was a tremendous success.

Winterlude, the nation's premier celebration of winter, attracted close to three-quarters of a million visitors. Additional thousands were entertained by nationally televised Winterlude events. It is no exaggeration to say that Winterlude is helping to change the way in which Canadians think about winter.

Of special note was the launching of an event that shows every sign of becoming a grand Canadian tradition.

For New Year's Eve, 1985, the Public Activities Branch planned what it thought would be an intimate, small-scale gathering for perhaps a thousand hardy souls. Instead, more than fifteen thousand celebrants arrived on the snow-packed grounds of Parliament Hill. As midnight approached, they were joined by a national television audience of half a million. Clearly, the message is this: the time has come to create an all-Canadian way to welcome the New Year.

There were, of course, some controversies during the year. Particularly contentious was the concern over the proposed relocation of the United States Embassy from Wellington Street, across from the Parliament Buildings, to a site elsewhere in the Capital. The identification of the Mile Circle as a favoured site evoked a strong reaction from nearby residents and from citizens concerned about a different use for this public land.

The issue brought into sharp focus the sometimes conflicting nature of the Commission's local, national and international responsibilities. A balance must be struck between the Commission's responsibility to see that foreign missions are satisfactorily accommodated, its duty to make the Capital fully accessible to Canadians, and the need to ensure that local needs and wishes are respected. Meeting each of these responsibilities calls for consultation, thorough planning, intelligent compromise—and good will from all the players.

Finally, it is important to mention that the routine but essential tasks of tending the Capital's gardens and park lands, administering permits, supervising recreational sites and events, and tending to the myriad behind-the-scenes details that are the foundation of the Commission's work were performed with greater efficiency and effectiveness than ever before. In this regard, the employees of the National Capital Commission deserve recognition.

*During each of the past six years, the NCC and Canada's Scouting movement have joined forces to plant thousands of seedlings in the Capital's Greenbelt. The total now exceeds a **quarter-million**. The seedlings are provided at no cost by the Ontario Ministry of Natural Resources and the Québec Ministry of Energie et Ressources, while the NCC's Greenbelt conservation section provides properly prepared sites and coordinates activities on planting day. The several hundred enthusiastic young tree planters who assist each year learn more about their natural environment — while making a significant contribution to the beautification of Canada's Capital.*

Restoration of the "Charon House": A rare local example of traditional French Canadian residential architecture, the Charon House in Jacques Cartier Park was refurbished in 1985 with the assistance of restoration specialists from Parks Canada. Planning began for a unique interpretive use for this beautiful early 19th Century house.

Kingswood Cottage: The cottage and surrounding estate that served as a second home for William Lyon Mackenzie King between 1900 and 1927 was restored during the year as part of a multi-year development plan for the 231-hectare property bequeathed to Canada by the former Prime Minister. The cottage — faithfully restored and containing many King artifacts — and a nearby interpretation centre will be open to visitors for the first time during the summer of 1986.



SUMMER, 1985

Info Tent Program: 1985 was the first full summer of operation for the "Info Tent", a staging centre for visitors to Parliament Hill. Located on the east side of the Centre Block, the Info Tent serves as a relaxed first stop for those who would like some information on the Parliament Buildings before venturing inside. Exhibits, written material and knowledgeable staff provide effective orientation. By accepting reservations and working closely with Parliamentary protective staff, the maximum wait to get into Parliament was reduced to about 15 minutes—all but eliminating the lengthy lines that had been the source of so much disappointment in the past.

Capital Vignettes: Through the medium of "playlets" performed by actors taking on the roles of Confederation-era politicians, thousands of visitors came to understand more about Canada's political history last year. Sir John A. Macdonald, Sir Wilfrid Laurier and others left Parliament Hill by stage coach to engage in rousing debate upon their arrival, several minutes later, at the NCC Visitors Centre at 14 Metcalfe Street. These performances became a highlight of the summer's entertainment near Parliament Hill.



The Durham Boat: A familiar sight on 19th Century Canadian waterways, the sturdy flat-bottomed cargo vessel called the Durham Boat had, by the early 1970's, vanished from existence. Now, a faithful replica is helping to recall those early days. The **Endurance**, manned by an NCC crew, is much in demand on the rivers of Ontario and Quebec. During 1985—the 100th Anniversary of Parks Canada—the Durham boat made courtesy visits to Montréal and to Harbour Front in Toronto.

International Folklore Festival: Accomplished dance and musical troupes from five countries shared their traditions with crowds on Parliament Hill and at the Maison du Citoyen from July 15-21.

International Jazz Festival: The week-long International Jazz Festival again brought some of the world's best music—and thousands of visitors—to the Capital in mid-July last year.

Canada Canoe Festival: Nineteen Eighty Five marked the last year for the Canada Canoe Festival. Since its inception, the popularity of the event has grown rapidly. However, the Commission feels that it is time to broaden the appeal of the festival. To that end, an NCC planning team is working on a new festival with even broader appeal which will debut in 1987.

The Nature Trail System: One of the best ways for a visitor to get to know Gatineau Park and the Capital's encircling Greenbelt is by strolling leisurely along the system of nature trails developed by the Commission. During the past year, the system was extended to include an interpretive trail near Luskville, Quebec, and a new Nature Interpretation Centre at Stony Swamp was developed to introduce visitors to the animals and plants of the Greenbelt's wetlands.

Hull International Cycling Festival: Quickly becoming a premier international cycling event, the Hull International Cycling Festival—featuring parades, exhibits and important races—took place over a seven-day period beginning August 5 last year.

Franco-Ontarian Festival: From June 15 to 24, the Franco-Ontarian festival celebrated its tenth anniversary in the Capital. Featuring cultural and recreational activities, Ontario's indigenous French-speaking population invited Canadians to join them for 10 days of fellowship and entertainment.

CANADA DAY, 1985

The highlight of the summer's events, Canada Day drew its largest crowd ever—an estimated 350,000 participants in day-long activities that began with the early-morning launch of hot air balloons and ended with a spectacular laser-and-fireworks show on Parliament Hill. The special Canada Day theme for 1985—Canada's youth, past, present and future—drew unprecedented numbers of young people from across the country. In a day of intense patriotic feelings, a high moment came during the noon hour when cross-country runner, Steve Fonyo, spoke to a crowd of more than 50,000 people on the lawn of Parliament Hill. As Steve spoke of courage, love of country and perseverance in the pursuit of high ideals, a profound hush came over the crowd—a rare moment of deeply moving collective awareness. Beyond the triumph of a courageous young runner, was a glimpse of the high ideals that are the stuff of expansive nationhood. It was fitting, somehow, that Canada Day provided the occasion to rediscover these truths.



WINTER, 1985-86

New Year's Eve: Nineteen Eighty Five ended with the launching of a new venture for the Commission — a New Year's Eve celebration on Parliament Hill. The success of this venture (see box) heralds many more such celebrations in the future.

Winterlude: The Capital's annual winter celebration is rapidly becoming the country's premier winter destination: in February, 1986, close to 750,000 people attended the festival — more than 30% from outside the region. At Winterlude, visitors not only enjoy the best that winter can offer, but experience the region's other attractions — museums, landmarks, entertainment facilities and other recreational opportunities. They return home with a greater sense of pride in their Capital.

The Federal Land Use Plan: January, 1986, saw the completion of a document of pivotal importance to the future development of the Capital. The **Plan For Canada's Capital — A Federal Land Use Plan**, which contains initial proposals for the long term use of federal lands in the Capital region, has since been circulated to interested parties across Canada. Their comments and suggestions — an important planning input for the Commission — will result in modifications to the draft plan. The resulting document will establish firm planning directions to replace those articulated by the Gréber Plan in 1950.

Capital Orientation Plan: The Federal Land Use Plan is directed principally towards the management and improvement of the Capital's physical resources. There is, however, another dimension to the Commission's mandate that requires the same sort of detailed planning. Referred to as the Capital Orientation Plan, this is the dimension concerned with programming — with the events and activities that animate the Capital. Planning of this sort began in earnest during the past year, and it represented a pioneering effort in many respects because there are few examples of large-scale, multi-year planning among a plethora of contributing organizations in the field of cultural programs.

The Official Residences: Late in the fiscal year, the Commission was delegated the responsibility for managing and operating the Capital's Official Residences — six houses provided for the

respective use of the Governor General, Prime Minister, Leader of the Opposition, Speaker of the House of Commons and official visitors to Canada. The Commission's new duties, previously performed by Public Works Canada, include the maintenance of grounds and structures, the safeguarding of their heritage value, and planning services in support of their upgrading.

Fifth Avenue Pavilion: In a joint venture with the private sector, the Commission completed a new canal-oriented user facility during the year. The pavilion, at canal-side close to the corner of Fifth Avenue and the Queen Elizabeth Driveway, will provide canal users with food services, washrooms, boat rentals and, during the winter, skate changing and sharpening. Public funds provided docks and site landscaping, while private investment covered the costs of pavilion construction and outfitting.

Interprovincial Transit Agreement: In March, 1986, the Commission reached agreement with the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission (OC Transpo) and the Outaouais Regional Community Transit Commission (CTCRO) to continue federal financial assistance for interprovincial public transit in the National Capital Region. The four-year agreement, extending from January, 1985, to December, 1988, provides annual subsidies to OC Transpo and CTCRO of \$608,000 and \$974,000 respectively.

Planning of Inner-Core Sites: Urban design guidelines were prepared and approved for several strategic sites in the Capital's downtown core, including the Sussex-Mackenzie site, Cartier Square and the Canlands development property. Other key studies in which the Planning Branch was involved concerned parking facilities and the pedestrian environment in the inner core, and continuing work on the Master Plan for the Parliamentary Precinct.

A NEW TRADITION?

New Year's Eve, 1985, just may have been the beginning of a grand new tradition for Canadians. As midnight approached, TV sets from coast to coast were tuned to an all-Canadian celebration that included spectacular views of fireworks — and more than 15,000 happy revellers — on Parliament Hill. Every bush, tree and unadorned surface on the Hill had been covered with festive lights, an appropriate symbol for the bright prospects of a brand new year. The great thing was, it was a celebration of us! With so auspicious a start, the celebration will be even bigger and better in 1986.



THE NIELSEN TASKFORCE

are the results of the "Nielsen"
study real property
of the Federal Government.
There has been a degree of overlap
between the services provided by the National
Capital Commission and Public Works Canada. As
a result of the thorough review of the
services of the two organizations, any
overlap will be addressed.
Public Works Canada will provide
"core" services in the realms of
asset management and operation,
while the Commission will
provide the services that
may result in improved
management of the
land and the Commission's ownership
of the land will be handled
entirely by the taskforce.
The taskforce will be a rationalization of
the services that are surplus to the
requirements for Capital purposes
and will be disposed of.



Creating a more beautiful, functional and appealing Capital by enhancing its natural, built and cultural environments is the task that has been vigorously pursued by the National Capital Commission and its predecessors since early in this century.

There are many dimensions to this task: property acquisition, planning, design, animation, the dissemination of information at home and abroad and approval of the adaptive re-use or redevelopment of federal properties.

OUR MANDATE

The National Capital Commission (NCC) is a statutory Crown Corporation (listed in Schedule "C" of the **Financial Administration Act**) created by the National Capital Act in 1958.

According to the Act, the Commission's purpose is to prepare plans for, and assist in, the development, conservation and improvement of the National Capital Region in keeping with its national significance as the seat of the Government of Canada.

The NCC's mission, within this statutory context, is to develop and maintain a Capital which stands as a symbol of identity, a model of unity and a source of pride and inspiration for all Canadians.

To accomplish this, the Act states that the Commission may:

- acquire and dispose of property;
- construct and maintain parks, parkways, bridges and other structures;
- cooperate with local municipalities, private sector firms and others in joint projects;
- administer, preserve and maintain historic places;
- carry out planning related to the proper development of public lands in the National Capital Region.

The site, location and plans for the erection, alteration or extension of a building or other work on federal land in the National Capital Region must be approved by the Commission.

In keeping with the priorities of the current Federal Government, the NCC is intent upon decreasing its financial dependence on appropriations. The Commission has, therefore, redoubled its commitment to increasing its revenue-earning potential. NCC assets are to be leveraged in support of the Commission's objectives: where it is desirable and feasible, NCC property is to be improved, adapted or redeveloped in cooperation with the private sector to maximize revenue potential while furthering the established goals of the Commission.

THE NATIONAL CAPITAL REGION

The area within which the NCC has jurisdiction is referred to as the National Capital Region. The cities of Ottawa, Ontario, and Hull, Quebec, are at the core of the region, which covers 4,662 square kilometres. It encompasses all or part of 27 municipalities and is home to some 750,000 people.

The region forms a mosaic of geographic and social elements. The two Canadian provinces with the largest populations meet here in the hills and plains of the Ottawa River Valley. Both of the country's official languages are in common use in the region and several cultures exist side by side.

Although the lumber business and military strategy were what initially made the area economically viable, the arrival and gradual growth of the Federal Government has shaped its subsequent economic development. Today, about one-third of the labour force in the region is directly employed by the Federal Government — although other sectors, such as tourism and high technology research and manufacture, are increasingly important.

The National Capital Commission is a major property owner in the National Capital Region, with holdings of some 48,200 hectares or about 10% of the total land area. The portfolio consists of parkways, large wilderness and rural resources, many of the major parks within the urban core, revenue producing properties and buildings of significant historical and architectural interest.

INTERNAL STRUCTURE

THE COMMISSIONERS: AN EXPANDING ROLE

COMMISSIONERS

(as of March 31, 1986)

THE COMMISSION

The Crown Corporation, is headed by a **Commission** composed of individuals from all parts of the country are Governor-in-Council for terms of five years. Members are limited to two consecutive terms. At least one member must be from each province. Ottawa, Hull and the Capitalities are also assured of representation through a number of mandatory seats. The Commission typically meets twice a year to exercise its authority over the Corporation's financial affairs, and to approve the Corporate Plan. The **Executive Committee**, composed of Commission members, meets each month to review the Corporation's on-going operations and make recommendations to the Board of Directors on matters of policy. The **Advisory Committee**, composed of representatives from all provinces, supervises the Corporation's financial and administrative affairs.

The Commission is assisted in performing its functions by several **Advisory Committees** consisting of representatives of knowledgeable Canadian citizens in various fields of concern. At present, there were four such committees: the **Advisory Committee on Real Estate**, the **Advisory Committee on National Capital Planning**, the **Advisory Committee on Design**, and the **Advisory Committee on Arts**. The Commission and Executive Committee are headed by the **Chairman**, appointed by the Governor-in-Council. He or she serves as the Corporation's Chief Executive Officer. The Chairman is also the Chair of the Commission's Board of Directors and Advisory Committees.

Since the NCC was created in 1958, the twenty Commissioners who head it have served several key functions: they have been the Commission's policy makers, playing a decisive role in charting the NCC's direction and approaches; they have been a source of specialized expertise; and, because they are drawn from every province and sector, they have provided a truly national perspective from which to view the development of the Capital.

Today, yet another function is gaining prominence. Increasingly, the Commissioners are serving as **ambassadors** for the Capital, seeking to involve Canadians more fully in planning its development—and in reaping the benefits. At public functions across the nation, they are delivering this important message: the Capital belongs to us all.

Chairman

Jean E. Pigott

Vice-Chairman

Pierre Bastien
Montréal, Quebec

Robert Chiarelli
Ottawa, Ontario
Dr. William Crawford
Sackville, New Brunswick
Eleanor Drysdale
Vancouver, British Columbia
Vilmont Dupuis
Gatineau, Québec
F. Paul Laflamme
Hull, Québec
Paul F. Lalonde
Gloucester, Ontario
Halia M. Lypka
Hamilton, Ontario
J. Arthur MacDonald
Pictou, Nova Scotia
Donald MacKinnon
Charlottetown, Prince Edward Island
Alan G. Martin
Midland, Ontario
William L. McEwen
Vancouver, British Columbia
John McIntosh
Edmonton, Alberta
John J. Murphy
St. John's, Newfoundland
P. M. Reynolds
Winnipeg, Manitoba
Edie Rittinger
Vancouver, British Columbia
B.C. Ross
Ottawa, Ontario
Guy Simard
Ste-Foy, Québec
Vernon Toews
Whitehorse, Yukon

EXECUTIVE COMMITTEE*(as of March 31, 1986)***Chairman**
Jean E. Pigott**Vice-Chairman**
Pierre Bastien
Montréal,
Québec**Commissioners**Vilmont Dupuis
Gatineau,
QuébecB. C. Ross
Ottawa,
OntarioVernon Toews
Whitehorse,
Yukon**CORPORATE
AUDIT
COMMITTEE***(as of March 31, 1986)***Chairman**
Alan G. Martin
Midland,
Ontario**Members**Dr. William Crawford
Sackville,
New BrunswickPaul F. Lalonde
Gloucester,
OntarioWilliam L. McEwen
Vancouver,
British ColumbiaP. M. Reynolds
Winnipeg,
Manitoba**ADVISORY
COMMITTEE
ON REAL
PROPERTY***(as of March 31, 1986)***Chairman**
Allan D. Poapst
Winnipeg,
Manitoba**Vice-Chairman**
Robert Fréchette
Québec City,
Québec**Members**William Assad
Gatineau,
QuébecJoe Berridge
Toronto,
OntarioRobert Garrod
Ottawa,
OntarioPhilip O'Brien
Montréal,
QuébecJack Scott
Brampton,
Ontario**Commissioner**Donald MacKinnon
Charlottetown,
Prince Edward Island**NATIONAL
CAPITAL
PLANNING
COMMITTEE***(as of March 31, 1986)***Chairman**
Serge Y. Pottle
Montréal,
Québec**Vice-Chairman**
Alan F. J. Artibise
Winnipeg,
Manitoba**Members**Dr. Caroline Andrew
Ottawa,
OntarioMacklin L. Hancock
Mississauga,
OntarioWalter Hardwick
Vancouver,
British ColumbiaLloyd P. Sankey
Toronto,
OntarioSerge Viau
Sillery,
Québec**Commissioners**Robert Chiarelli
Ottawa,
OntarioGuy Simard
Ste-Foy,
Québec**ADVISORY
COMMITTEE
ON DESIGN***(as of March 31, 1986)***Chairman**
Alexander E. Rattray
Winnipeg,
Manitoba**Vice-Chairman**
Timothy V. Murray
Rockcliffe,
Ontario**Members**Benoît Bégin
St-Didace,
QuébecClaude Belzile
Québec City,
QuébecRobert Eaton
Moncton,
New BrunswickBrian L. Hemingway
Vancouver,
British ColumbiaWalter H. Kehm
Toronto,
OntarioBruce Kuwabara
Toronto,
OntarioJames McKellar
Calgary,
AlbertaJacques Reeves
Montréal,
Québec**Commissioner**John McIntosh
Edmonton,
Alberta**ADVISORY
COMMITTEE
ON ARTS****Chairman**
Kenneth Lochhead
Ottawa
Ontario**Vice-Chairman**
Takao Tanabe
Parksville
British Columbia**Members**Jacques Corriveau
St-Bruno,
QuébecE. J. Gaboury
Winnipeg,
ManitobaGarry N. Kennedy
Halifax,
Nova ScotiaRonald F. Williams
Pointe-Claire,
QuébecJoyce Zemans
Toronto
Ontario

THE CORPORATION

Reporting to the Chairman and Chief Executive Officer are the Secretary General, Executive Directors and Chief Financial Officer who manage the day-to-day activities of the Corporation.

THE **SECRETARIAT**, headed by Secretary General Greg Gytton, provides support to the Chairman and discharging management responsibilities. Key services provided by the Secretariat include: personnel; legal services; information and systems support; corporate planning; environmental liaison; communications; and administrative support for the Commission, Executive Committee and Advisory Committees. Further, the Secretariat is responsible for the administration of the Commission's External Environmental Program.

THE **PROPERTY BRANCH**, headed by Executive Director Erhard Braun, is responsible for the acquisition, management and disposal of real property throughout the National Capital Region, with the exception of Gatineau Park. The Branch also engages in leasing, property management and the development or redevelopment of revenue-producing properties. The Branch administers the Commission's program of grants-in-lieu of taxes to local municipalities.

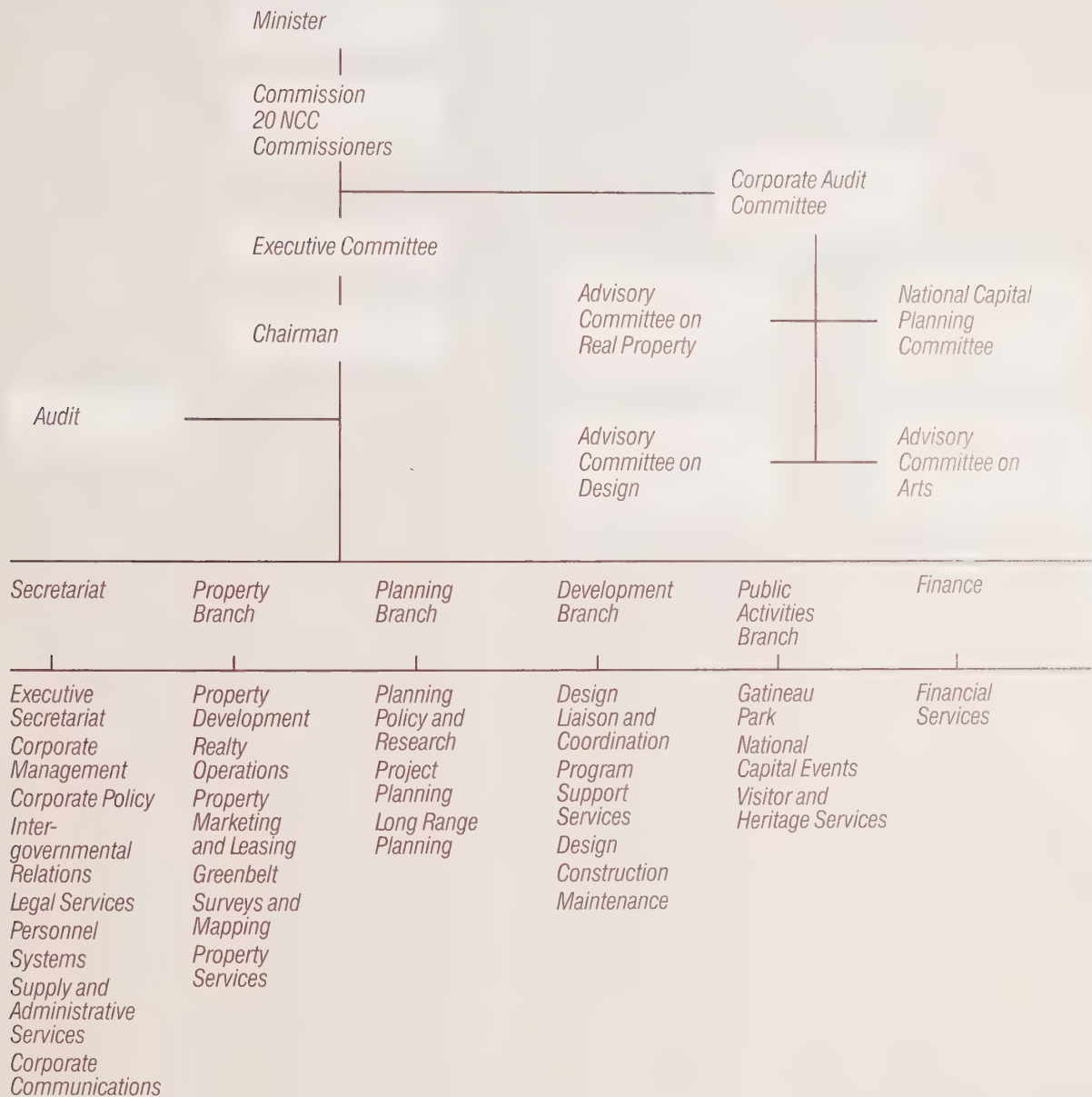
THE **PLANNING BRANCH**, headed by Executive Director Jaap Schouten, is responsible for the development and coordination of planning policies. This encompasses research on spatial and socio-economic issues, the articulation of planning guidelines, and the creation of comprehensive plans for the development of the Capital region. One of the most notable in this regard was the release in January 1986, of the **Plan for Canada's Capital: The Federal Land Use Plan**, currently the subject of continuing public discussion. The Branch also provides advice and assistance on long-term trends and prospects likely to have an impact on the Capital.

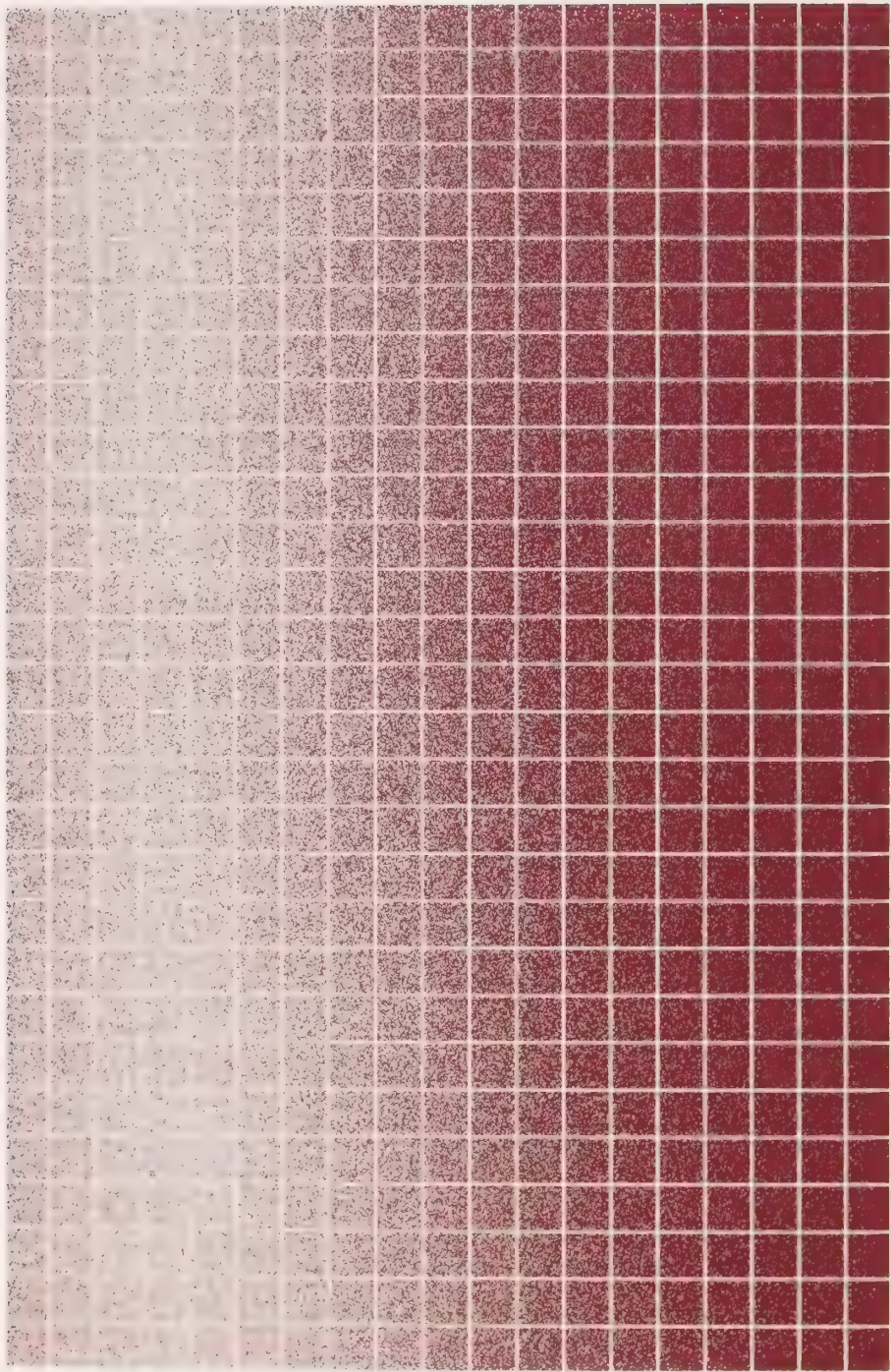
THE **DEVELOPMENT BRANCH**, headed by Executive Director John Van Essen, is responsible for the Commission's design, construction, maintenance and related management services. These responsibilities include: architectural, landscaping and engineering services for NCC projects; the management of NCC-implemented construction projects and the monitoring of cost-shared projects; and the maintenance of NCC parks, parkways and government grounds.

THE **PUBLIC ACTIVITIES BRANCH**, headed by Executive Director André Bonin, is responsible for administration and planning for Gatineau Park; visitors' services; heritage and interpretation programs; conservation programs; and the planning and staging of all major cultural events for the Commission.

THE **FINANCE DIVISION**, headed by Chief Financial Officer John Denis, provides financial planning and control for the Commission.

ORGANIZATION CHART





4

FINANCIAL REVIEW

MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL STATEMENTS

During the year, the Commission received \$69.6 million from the Consolidated Revenue Fund as authorized by Parliament to provide for operations and \$11.5 million to acquire capital assets. These amounts compare to \$79.7 million and \$17.3 million respectively for the previous year. In addition, the Commission earned revenues of \$12.6 million compared to \$13.9 million last year.

The gross cost of Commission operations was \$67.4 million compared to \$68.0 million a year earlier. In addition, the Commission contributed \$6.8 million to projects sponsored by other levels of government or authorities compared to \$14.2 million last year. The more significant contributions were:

- \$3.8 million toward the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region.
- \$0.1 million toward the construction of a regional sewage treatment and disposal system in the Quebec portion of the National Capital Region.
- \$1.6 million with respect to a tripartite agreement amongst the Commission and the Transit Commissions of Ottawa-Carleton and the Outaouais Regional Community regarding the provision of urban interprovincial transit services in the National Capital Region.
- \$0.9 million towards construction of a bridge crossing the Rideau River at the Hunt Club Road.

The Commission also made payments of \$8.8 million (1985-\$8.4 million) within the National Capital Region to municipalities for grants-in-lieu of taxes and to organizations to encourage the use of the two official languages.

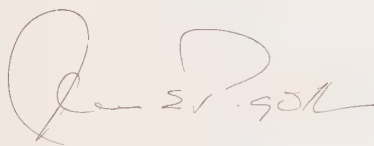
Finally, the Commission spent \$11.5 million to acquire land, buildings and equipment, compared to \$17.3 million in 1985

The accompanying financial statements of the National Capital Commission are the responsibility of management and have been approved by members of the Commission. The financial statements have been prepared by management in accordance with generally accepted accounting principles.

Management has developed and maintains books of account, records, financial and management controls and information systems. These are designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and controlled and that transactions are in accordance with the Financial Administration Act and regulations as well as the National Capital Act and By-Laws of the Commission. Internal audits are conducted to assess these systems and practices.

The members of the Commission carry out their responsibilities for the financial statements principally through an Audit Committee which consists of members of the Commission only. The Audit Committee meets periodically with management as well as with the internal and external auditors to discuss the results of audit examinations with respect to the adequacy of internal accounting controls and to review and discuss financial reporting matters. The external auditors have full access to the Audit Committee, with and without management being present.

The Commission's external auditor, the Auditor General of Canada, has examined the financial statements. He submits his report to the Minister of Public Works who is responsible for the National Capital Commission.



Jean E. Pigott
Chairman



John T. Denis
Chief Financial Officer

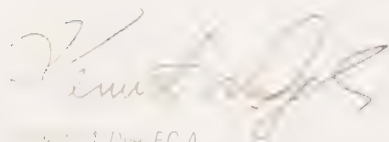
AUDITOR'S REPORT

The Honourable Roch LaSalle, P.C., M.P.
Minister of Public Works

I have examined the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1986, and the statements of operations, equity and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly, included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at March 31, 1986, and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied, giving retroactive effect to the change in the accounting policies relating to land, buildings and equipment as explained in Note 3 to the financial statements, on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part XII of the Financial Administration Act and regulations, the National Capital Act, the articles and by-laws of the Commission.



Kenneth Dye, F.C.A.
Chartered Accountant of Canada

Ottawa, Canada
June 10, 1986

NATIONAL CAPITAL COMMISSION BALANCE SHEET

as at March 31, 1986 (in thousands of dollars)

ASSETS

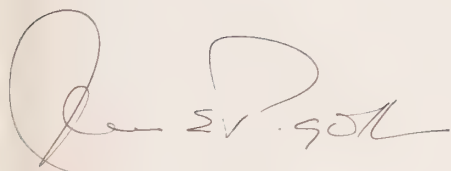
	1986	1985
Current		
Cash and short-term deposits	\$ 23,209	\$ 49,893
Accounts receivable		
Federal government departments and agencies	1,472	991
Tenants and others	731	776
Operating supplies, small tools and nursery stock	682	645
Prepaid expenses	2,138	1,479
	<u>28,232</u>	<u>53,784</u>
Land, buildings and equipment (Note 4)	278,282	279,031
	\$306,514	\$332,815

LIABILITIES

	1986	1985
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 14,894	\$ 17,387
Unsettled expropriations of property	1,342	1,609
Holdbacks and deposits from contractors and others	1,352	1,580
	<u>17,588</u>	<u>20,576</u>
Long-Term		
Accrued employee termination benefits	4,496	4,537
Loans from Canada (Note 5)	—	26,309
	<u>4,496</u>	<u>30,846</u>

EQUITY

Equity of Canada	284,430	281,393
	\$306,514	\$332,815



CHAIRMAN



COMMISSIONER

STATEMENT OF OPERATION

for the year ended March 31, 1986 (in thousands of dollars)

1986	1985
\$12,838	\$19,032
44,904	45,144
9,949	10,005
15,308	16,439
82,999	90,620
8,822	8,184
1,921	2,959
522	1,233
12,629	13,858
370	76,762
91,026	97,055
11,462	17,341
69,564	79,714

ns

\$ (806) \$ 2,952

STATEMENT OF EQUITY

for the year ended March 31, 1986 (in thousands of dollars)

	1986	1985
Balance at beginning of year		
as previously reported	\$377,346	\$347,433
Adjustment to record		
accumulated depreciation to		
beginning of year (Note 3)	(95,953)	(86,333)
Balance as restated	281,393	261,100
Excess (deficiency)		
of parliamentary		
appropriations over net cost		
of operations	(806)	2,952
Parliamentary appropriations		
to acquire land,		
buildings and equipment	11,462	17,341
Payments of funds to Canada		
(Note 10b)	(7,619)	—
Balance at end of the year	\$284,430	\$281,393

STATEMENT OF CHANGE IN FINANCIAL POSITION

for the year ended March 31, 1986 (in thousands of dollars)

	1986	1985
<i>Operating activities</i>		
Excess (deficiency) of parliamentary appropriations over net cost of operations	\$ (806)	\$ 2,952
Items not involving cash		
Depreciation	9,316	9,620
Net gains on disposals of land, buildings and equipment	(364)	(1,482)
Increase (decrease) in accrued employee benefits	(41)	137
	<u>8,105</u>	<u>11,227</u>
<i>Increase (decrease) in non-cash operating working capital</i>		
Accounts receivable	(436)	(59)
Inventories	(37)	42
Prepaid expenses	(659)	(433)
Accounts payable and accrued liabilities	(2,493)	(7,174)
Unsettled expropriations	(267)	(57)
Holdbacks and deposits	(228)	425
	<u>(4,120)</u>	<u>(7,255)</u>
Cash provided by operating activities	<u>3,985</u>	<u>3,972</u>
<i>Investing activities</i>		
Acquisition of land, buildings and equipment	(11,462)	(17,341)
Proceeds on disposal of land, buildings and equipment	3,259	8,407
Cash used in investing activities	(8,203)	(11,000)
Cash required before financing	<u>(4,218)</u>	<u>(7,028)</u>
<i>Financing Activities Parliamentary</i>		
appropriations to acquire land, buildings and equipment	11,462	17,341
Repayment of loans from Canada (Note 5)	(26,309)	(4,793)
Payment of funds to Canada (Note 10 b)	(7,619)	—
Cash provided by (used in) financing activities	<u>(22,466)</u>	<u>12,548</u>
Increase (decrease) in cash	<u>(26,684)</u>	<u>4,634</u>
Cash and short-term deposits at beginning of year	<u>49,893</u>	<u>45,259</u>
Cash and short-term deposits at end of year	<u>\$ 23,209</u>	<u>\$ 49,893</u>

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

1985-86

1. Authority and Objectives

The National Capital Commission was established by the National Capital Act, 1958. The Commission is a Crown Corporation with share capital named in Schedule C, of the Financial Administration Act and is a corporation. The objects and purposes of the Commission are to prepare plans for and to develop, conserve and improve the environment of the National Capital Region in accordance with the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance.

2. Significant Accounting Policies

a) Depreciation

Depreciation is calculated on the straight-line method based on the estimated useful life of the assets, as follows:

Buildings	20 years
Roads and Bridges	25 years
Park Landscaping and Improvement	25 years
Festival Equipment	5 years
Equipment	7 to 15 years
Vehicles	4 to 7 years
Equipment and Vehicle Attachments	10 years

b) Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock

Operating supplies and small tools are carried at cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, baling and packaging expenses.

c) Pension Plan

The Commission's employees participate in the Public Service Superannuation Plan, which is administered by the Government of Canada. Contributions to the Plan are made by both the employees and the Commission on an equal basis. Contributions with respect to current service are expended in the current period.

d) Employee Termination Benefits

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. The liability for these benefits is recorded in the accounts as the benefits accrue to the employees.

3. Change in Accounting Policies

On September 1, 1984, the Government proclaimed amendments to the Financial Administration Act which, inter alia, require that the Commission prepare its financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. The Commission has reviewed its accounting policies and systems and has altered them to comply with the requirements of the Act for the 1985-86 fiscal year. The changes include:

- i) depreciating buildings and equipment and reflecting the depreciation expense in the statement of operations. Previously no depreciation was recorded.
 - ii) including gains and losses on disposal of land, buildings and equipment in the statement of operations. Previously they were credited or charged directly to equity.
 - iii) excluding capitalized expenditures from the statement of operations where they were previously recorded.
- The net effect of these changes is to reduce the excess of parliamentary appropriations over net cost of operations by \$8.952 million (1985-\$7.998 million).

4. Land, Buildings and Equipment

	1986			1985
	Historical Cost	Accumulated Depreciation	Net Book Value	Net Book Value
<i>(in thousands of dollars)</i>				
Land and Buildings				
Greenbelt	\$ 54,650	\$ 15,003	\$ 39,647	\$ 39,374
Parkways	70,581	30,281	40,300	40,225
Parks	44,690	12,866	31,824	30,565
Bridges and approaches	25,671	11,465	14,206	14,537
Historical sites	15,499	7,029	8,470	8,833
Recreational facilities	13,397	4,330	9,067	8,851
Rental properties	135,514	10,296	125,218	125,751
Unsettled expropriations	1,342	—	1,342	1,609
Administrative and service buildings	10,417	5,237	5,180	5,577
	371,761	96,507	275,254	275,322
Less provision for transfers at less than cost *	2,070	—	2,070	2,080
	369,691	96,507	273,184	273,242
Equipment				
Equipment	4,161	2,920	1,241	1,535
Furniture	5,647	3,373	2,274	3,036
Vehicles	3,230	2,235	995	766
Antiques and works of art	823	235	588	452
	13,861	8,763	5,098	5,789
	\$383,552	\$105,270	\$278,282	\$279,031

* Provision for transfers at less than cost pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec, for lands to be given free of charge for approaches to the MacDonald-Cartier Bridge and for the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

5. Loans from Canada

The Commission purchased certain real property out of funds advanced from the Consolidated Revenue Fund of Canada by way of loans authorized by Parliament, upon terms and conditions approved by the Governor in Council. Interest on those loans was payable semi-annually at rates varying from 5.0% to 9.0% and averaging 7.1% (1985–6.7%). Interest expense in the year ended March 31, 1986 amounted to \$0.6 million (1985—\$2.1 million). In July 1985, the Commission repaid all outstanding loans consisting of the principal, \$26.3 million, and applicable interest due, \$0.6 million. No further loan funds have been drawn from Canada.

ary Appropriations

	1986				1985
	Operating	Capital	Grants and Contributions	Total	Total
	\$56,656	\$20,589	\$7,941	\$85,186	\$99,963
	11,881	748	—	12,629	13,858
	44,775	19,841	7,941	72,557	86,105
	43,636	30,945	6,445	81,026	97,055
	\$(1,139)	\$11,104	\$(1,496)	8,469	10,950
iv of funds				(9,316)	(9,620)
benefits				41	(137)
				—	1,759
1st of				\$ (806)	\$ 2,952

7. Commitments

- a) Subject to funds being authorized by Parliament, the Commission is committed to make contributions to other levels of government and other authorities as follows:
- i) Province of Quebec, one-half of the cost of a road network within the National Capital Region. The Commission's commitment is \$131.7 million, of which \$122.6 million has been expended.
 - ii) Regional Municipality of Ottawa-Carleton, one-half of the cost of a new bridge across the Rideau River in the Hunt Club Road-Knoxdale Road area. The Commission's commitment is \$7.0 million, of which \$5.5 million has been expended.
 - iii) The Outaouais Regional Community Transit Commission and the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission, a total of \$1.6 million annually to the end of 1988 to assist in the provision of interprovincial transit service in the National Capital Region.
- b) The Province of Quebec has expropriated certain lands at Laurier Park on behalf of the Commission. A sum of \$0.4 million has been paid on account and the remaining amount of \$1.25 million will be payable to the province in exchange for appropriate title documents.
- c) The Commission has entered into agreements for computing services and leases of equipment and office space. Annual payments under these agreements are approximately as follows:

	(in thousands of dollars)
1986-87	\$1,610
1987-88	243
1988-89	2
1989-90	
	\$1,855

8. Contingencies

a) Claims

Claims and potential claims have or may be made against the Commission totalling approximately \$26.1 million for alleged wrongful termination of certain agreements, for alleged damages and other matters but are not reflected in the accounts. The final outcome of these claims is not determinable. However, in the opinion of management and legal counsel, the position of the Commission is defensible and any payments required to settle these claims will not materially affect the financial position of the Commission. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the settlements occur.

b) Agreement with the Province of Ontario

In 1961, the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,654 hectares (6,557 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenditures. At March 31, 1985, expenditures exceeded receipts by \$1.0 million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

c) Exchange of Land with Department of National Defence

In July, 1985, the Commission, with the approval of the Governor in Council, agreed to exchange certain lands with the Department of National Defence. Although these transactions are to be undertaken at nominal amounts, the value of land to be received by the Commission exceeds the value of land to be transferred to the Department of National Defence by \$2.8 million. A condition of the agreement stipulates that, should the Department of National Defence identify Commission-owned land which is surplus to the Commission's needs, the Commission is to transfer land up to a value of \$2.8 million to the Department at nominal cost. This transaction is not reflected in the accounts of the Commission.

9. Subsequent Events

In April, 1986, the Commission, with the approval of the Governor in Council, agreed to exchange certain lands with the Department of Public Works. Part of the land which the Commission is to receive must be subsequently transferred to the Province of Quebec at nominal value under an agreement with the Province to improve the road system in the Quebec portion of the National Capital Region. The potential cost of this transaction is \$0.7 million and no provision for it has been made in the accounts of the Commission.

10. Other Matters

- a) The Treasury Board of Canada has restricted the use of accumulated excess revenue over expenditures arising from operations and payments of grants and contributions. As of March 31, 1986, these restricted funds amounted to \$4.6 million.
- b) During the year, the Commission paid to Canada \$6.1 million which were in excess of the Commission's needs and \$1.5 million which represented the proceeds of disposal of land.
- c) On March 26, 1986, the Treasury Board of Canada approved the transfers of properties at Laurier Park, Nepean Point and near Billings Bridge from the National Capital Commission to the Department of Public Works. The transfer is subject to Governor in Council approval.

11. Comparative Figures

Certain comparative figures have been restated to conform to current presentation.

SUPPLEMENTARY INFORMATION

The following two tables provide additional details on the Loans from the Government of Canada to non-owned capital assets.

TABLE 1

National Capital Commission Statement of Loans from Canada for the Acquisition of Property to March 31, 1986

(in thousands of dollars)

	1986	1985	From Inception to 1986
	\$ —	\$ —	\$ 87,567
by sales	—	4,795	25,144
Capital Fund (Note)	—	—	29,628
	—	—	6,486
	26,309	—	26,309
	\$26,309	\$4,795	\$87,567
outstanding at March 31, 1986			\$ 0

is a special account in the Consolidated Revenue
Account of Accounts Act" eliminated the National
1981

TABLE 2

NATIONAL CAPITAL COMMISSION Schedule of Land, Buildings and Equipment at Depreciated Values as at March 31, 1986

(in thousands of dollars)

	Balance March 31 1986	Balance March 31 1985
PROPERTY	\$39,647	\$39,374
Greenbelt		
Parkways—Ontario		
Ottawa River Parkway	11,990	12,402
Airport Parkway	5,632	4,974
Eastern Driveway	4,863	4,951
Eastern Parkway	3,814	3,662
Colonel By Drive	2,526	2,614
Queen Elizabeth Drive	1,906	1,436
Hog's Back Road	1,082	1,147
Rockcliffe Park Driveway	786	784
Queensway	492	890
Lady Grey Drive	472	494
Station Boulevard	313	313
Island Park Driveway	235	238
Experimental Farm Drive	65	72
Other Parkways	164	180
Total Parkways—Ontario	34,340	34,157
Parkways—Quebec		
Voyageur Parkway	\$2,857	\$2,893
Philemon Wright	1,119	1,122
Northern Entrance	788	788
Hull South	625	625
Gatineau Parkway	515	576
Lac des Fées Parkway	39	46
Secteur Fournier	17	18
Total Parkways—Quebec	5,960	6,068
Total Parkways	40,300	40,225
Parks—Ontario		
Rideau River Park	\$2,655	\$2,725
Victoria Island	1,634	1,585
Patterson Creek	645	645
Vincent Massey and Hog's Back Parks	502	462
Commissioner's Park	425	250
Nepean Point	407	427
Parliament Hill Promenade	397	426
Rockcliffe Park	236	251
White Fathers	220	128
Hampton	202	44

TABLE 2 (Cont'd)

(in thousands of dollars)

Confederation Park	193	147	Recreational facilities		
Park Benches	185	165	Bicycle Paths	1,833	1,380
Supreme Court	152	160	Skating Rinks	1,625	1,432
Green's Creek	116	124	Sound and Light	1,122	1,594
Central Park	65	68	Dow's Lake Marina	1,016	1,051
Garden of the Provinces	64	87	Boat Tour Marina	669	708
Major's Hill	58	62	Champlain Golf Course	507	534
Kingsview	40	43	La Baie Area	503	505
Strathcona	21	14	Nature Trails	460	423
Green Island	18	20	Festival Equipment	271	89
Rideau Falls Park	12	13	Allotment Gardens	246	265
Other Parks	61	91	Rideau Canoe Club	119	131
Total Parks—Ontario	8,308	7,937	Stony Swamp	119	88
Parks—Quebec			Mer Bleue	93	95
Gatineau Park	15,026	14,710	Canoe Festival	78	144
Brewery Creek Shoreline	2,448	2,123	Nepean Amphitheatre	70	53
Place du Portage Park	1,891	2,018	Capital Golf Course	66	69
Taché Park	1,142	1,198	LeBreton Flats Campsite	55	60
E. B. Eddy Park	697	738	Bruce Pit	42	45
Fontaine Park	523	552	Toboggan Slides	32	35
Jacques Cartier Park	500	219	Trail Exhibits	26	37
Linear Park	499	236	Equestrian Trails	22	23
Parliament Hill Promenade	191	201	Other Recreational Projects	93	90
Leamy Lake Park	180	186	Total Recreational Facilities	\$ 9,067	\$ 8,851
Moussette Park	166	183	Rental and Agency Properties		
Experimental Park—Hull	76	81	Rented Properties	\$104,346	\$103,986
Other Parks	177	183	LeBreton Flats	20,829	21,717
Total Parks—Quebec	23,516	22,628	Miscellaneous Urban Sites	43	48
Total Parks	31,824	30,565	Total Rental and Agency Properties	125,218	125,751
Bridges and approaches			Unsettled Expropriations of Land	1,342	1,609
Portage Bridge	\$6,430	6,975	Less Provision for		
Champlain Bridge	2,241	2,289	Future Transfer of		
Bridgehead—Hull	1,261	1,261	Property per Agreements	(2,070)	(2,080)
DesChênes—Britannia Bridge	1,206	1,206	Administrative and		
Mackenzie King Bridge	882	922	Service Buildings	5,180	5,577
Minto Bridge	685	726	Total Real Property	\$273,184	\$273,242
Hog's Back Bridge	645	687	Capital Equipment		
Middle Street Bridge	426	63	Machinery & Equipment		
Bridgehead—Ottawa	310	309	Acquisitions (net)	\$2,236	\$2,301
Hull Slide Bridge	43	45	Office Equipment Acquisitions (net)	2,274	3,036
Laurier Avenue Bridge	32	34	Antiques and Works of Art	588	452
Patterson Creek Bridge	26	0	Total Capital Equipment	\$ 5,098	\$ 5,789
Other Bridges	19	20	Grand Total	\$278,282	\$279,031
Total Bridges	14,206	14,537			
Historic Sites	8,470	8,833			





(en milliers de dollars)

Parc de la Confédération

Bancs de parcs

Ruisseau Green

Parc Central

Jardin des provinces

Parc Major

Kingstew

Strathcona

Ile verte

Parc des chutes Rideau

Parcs divers

Total des parcs-Ontario

Parcs-Québec

Parc de la Gatineau

Rivage du ruisseau de la

Brasserie

Parc de la Place du Portage

Parc laché

Parc E. B. Eddy

Parc Fontaine

Parc Jacques-Cartier

Parc linéaire de Hull

Circuit touristique du Parlement

Parc du lac Leamy

Parc Moussette

Parcs divers

Parc expérimental-Hull

Total des parcs-Québec

Total des parcs

Ponts et approches

Pont du Portage

Pont Champlain

Tête de pont-Hull

DesChenes-Britannia

Pont Mackenzie-King

Pont Minto

Pont Hog's Back

Pont de la rue du milieu

Tête de pont-Ottawa

Pont couissant de Hull

Pont Laurier

Pont Patterson

Ponts divers

Total des ponts

14,206

19

26

32

43

310

426

645

685

882

1,206

1,261

2,241

\$6,430

31,824

23,516

177

76

166

180

191

499

500

523

697

1,142

1,891

2,448

15,026

8,308

61

12

18

21

40

58

64

65

116

152

185

193

14,507

20

30

34

45

319

603

687

726

922

1,206

1,261

2,241

\$6,975

30,565

22,628

183

81

163

180

191

499

500

523

697

1,142

1,891

2,448

15,026

8,308

61

12

18

21

40

58

64

65

116

152

185

193

Grand Total

Total des biens mobiliers

Antiquités et oeuvres d'art

Matériel de bureau Achats nets

Outils et matériel Achats nets

Total des biens immobiliers

Bâtiments d'administration

ou de service

vertu d'accords

immobiliers à céder en

Moins provision pour biens

Expropriations foncières en cours

ou à céder

Total des propriétés louées

Aires urbaines diverses

Propriétés louées

Propriétés louées ou à céder

Total des installations de loisirs

Autres projets de loisirs

Expositions de sentiers

Pistes de toboggan

Terrain de camping LeBreton

Terrain de golf Capital

Amphithéâtre Nepean

Festival du canot

Mer Bleue

Stoney Swamp

Club de canotage Rideau

Jardins potagers

Équipement de festival

la nature

Sentiers d'exploration de

Région La Baie

Terrain de golf Champlain

en bateau-mouche

Marina d'excursions

Marina du lac Dow

Son et lumière

Pistes cyclables

Installations de loisirs

lieux historiques

\$278,282

\$ 5,098

588

2,274

\$2,236

Total des biens immobiliers

Bâtiments d'administration

ou de service

vertu d'accords

immobiliers à céder en

Moins provision pour biens

Expropriations foncières en cours

ou à céder

Total des propriétés louées

Aires urbaines diverses

Propriétés louées

Propriétés louées ou à céder

Total des installations de loisirs

Autres projets de loisirs

Expositions de sentiers

Pistes de toboggan

Terrain de camping LeBreton

Terrain de golf Capital

Amphithéâtre Nepean

Festival du canot

Mer Bleue

Stoney Swamp

Club de canotage Rideau

Jardins potagers

Équipement de festival

la nature

Sentiers d'exploration de

Région La Baie

Terrain de golf Champlain

en bateau-mouche

Marina d'excursions

Marina du lac Dow

Son et lumière

Pistes cyclables

Installations de loisirs

lieux historiques

\$278,282

\$ 5,098

588

2,274

\$2,236

TABEAU 1

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
États de prêts du Canada à l'égard de
l'acquisition de propriétés au 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

De l'origine à 1986	1985	1986
Emprunts	\$ —	\$ —
Remboursement de prêts	—	4,795
Vente de propriétés	—	25,144
Caisse de la capitale nationale (Note)	—	29,628
Intérêts	—	6,486
Prêts payés au 31 mars 1986	\$26,309	\$4,795
	\$87,567	\$87,567
	\$ —	\$ —

La Commission constitue un compte spécial dans le Fonds
du consolidé du Canada. La Loi sur la régularisation des comptes a
la Caisse de la capitale nationale au 31 mars 1981.

TABEAU 2

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
Tableau des terrains, des immeubles et des matériels
(valeur amortie) au 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

BIENS IMMOBILIERS	31 mars 1986	31 mars 1985
Ceinture de verdure	\$39,647	\$39,374
Promenades—Ontario	11,990	12,402
Promenade de l'Aéroport	5,632	4,974
Promenade de l'Est	4,863	4,951
Promenade de l'Est	3,814	3,662
Promenade du Colonel By	2,526	2,614
Promenade de la	1,906	1,436
Reine-Elizabeth	1,082	1,147
Chemin Hog's Back	786	784
Promenade du parc Rockcliff	492	890
Queensway	472	494
Chemin Lady Grey	313	313
Boulevard de la gare	235	238
Promenade Island Park	65	72
Promenades diverses	164	180
Total des promenades—Ontario	34,340	34,157
Promenades—Québec	5,960	6,068
Secteur Fournier	17	18
Promenade du lac des Fées	39	46
Promenade de la Gatineau	515	576
Hull-sud	625	625
Approches du nord	788	788
Promenade Philemon Wright	1,119	1,122
Promenade des Voyageurs	\$2,857	\$2,893
Promenades—Québec	12,857	12,893
Total des promenades	40,300	40,225
Parcs—Ontario	\$2,655	\$2,725
Parc de la rivière Rideau	1,634	1,585
Ile Victoria	645	645
Ruisseau Patterson	502	462
Parc Vincent Massey et	425	250
Hog's Back	407	427
Parc des Commissaires	397	426
Pointe Nepean	220	128
Circuit touristique du	202	44
Parlement		
Parc Rockcliff		
Pères-Blancs		
Hampton		

8. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent à environ 26,1 millions de dollars pour cause de résiliation injuste présumée de certaines ententes, de dommages présumés et d'autres facteurs, mais elles ne figurent pas dans les comptes. Il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations. Toutefois, de l'avis de la direction et de l'avocat-conseil, la position de la Commission est défendable, et tous les paiements nécessaires au règlement de ces réclamations n'auront pas d'effet important sur la situation financière de la Commission. Les règlements éventuels de ces réclamations, s'il y en a, seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière a établi et entretiennent une forêt de 2 654 hectares (6 557 acres). À l'expiration, en 2011, ou à la résiliation de l'entente, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1985, les dépenses excédaient les recettes de 1 million de dollars, somme qui n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

c) Échange de terrains avec le ministère de la Défense nationale

En juillet 1985, la Commission a, avec l'approbation du Gouverneur en conseil, convenu d'échanger certains terrains avec le ministère de la Défense nationale. Même si ces opérations se feront en contrepartie de sommes symboliques, les terrains que reçoit la Commission valent 2,8 millions de dollars de plus que ceux qu'elle cède au ministère de la Défense nationale. L'entente stipule, entre autres choses, que, si le ministère de la Défense nationale repère des terrains de la Commission qui sont excédentaires par rapport à ses besoins, la Commission les lui céderait jusqu'à concurrence de 2,8 millions de dollars en contrepartie d'une somme symbolique. Cette opération n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

9. Événements postérieurs à la date de fin d'exercice

En avril 1986, la Commission a, avec l'approbation du Gouverneur en conseil, convenu d'échanger certains terrains avec le ministère des Travaux publics. Une partie des terrains qu'elle recevra doivent être cédée ultérieurement à la province de Québec en contrepartie d'une somme symbolique en vertu d'une entente visant l'amélioration du réseau routier de la partie québécoise de la Région de la capitale nationale. Le coût éventuel de cette opération, qui s'élève à 0,7 million de dollars, n'est pas répercuté dans les comptes de la Commission.

10. Autres questions

a) Le Conseil du Trésor du Canada a approuvé la Commission de la Capitale nationale des Travaux publics, située au parc Laurier, près du pont Billings. L'entente est conditionnelle à l'approbation du Gouverneur en conseil.

11. Chiffres comparatifs

de manière à les rendre comparables pour la présentation adoptée pour

4. Terrains, immeubles et matériel

[illegible]

5. Emprunts auprès du Canada

COMMISSION DE LA
CAPITALE NATIONALE
NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1986

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été constituée par la Loi sur la Capitale nationale de 1958. Société d'Etat mandataire sans capital-action inscrite à l'Annexe C, partie I, de la Loi sur l'administration financière, elle a pour mission d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la Région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire. C'est-à-dire en fonction de la durée d'utilisation prévue des biens établie comme suit:

Immeubles	20 ans
Ponts et chaussées	25 ans
Aménagements des parcs	25 ans
Matériel de festival	5 ans
Matériel	7 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Accessoires du matériel et des véhicules	10 ans

b) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et les frais d'emballage.

c) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont effectuées à la fois par les employés et par la Commission sur une base égale. Les cotisations à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période courante.

d) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de départ au cours de leurs années de service et les encaissent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

3. Modification des conventions comptables

Le 1er septembre 1984, la Loi sur l'administration financière a fait l'objet de modifications dont l'une a pour effet d'obliger la Commission à dresser ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. Après avoir réexaminé ses conventions et ses systèmes comptables, la Commission les a modifiées en 1985-1986. Ces modifications consistent, entre autres:

- i) à amortir les immeubles et le matériel et à inscrire leur valeur amortie dans l'état des résultats, alors qu'aucun amortissement n'était comptabilisé auparavant.
- ii) à inclure les gains et les pertes à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel dans l'état des résultats, alors qu'ils étaient auparavant crédités ou imputés directement à l'état de l'avoir.
- iii) à exclure de l'état des résultats, les dépenses en immobilisation qui y étaient démontrees antérieurement.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Etat de l'évolution de la situation financière
pour l'exercice terminé le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)	1986	1985
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation	\$ (806)	\$ 2.952
Eléments ne comportant pas de décaissement		
Amortissement	9.316	9.6..
Gains net à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	(364)	(1.402
Augmentation (diminution) des indemnités de cessation d'emploi accumulées	(41)	
Augmentation du fonds de roulement de fonctionnement hors caisse		
Débiteurs	(436)	
Stocks	(37)	
Frais payés d'avance	(659)	
Créditeurs et charges à payer	(2.493)	
Expropriations non réglées	(267)	
Retenues et dépôts	(4.120)	
Encaisse provenant des activités d'exploitation		
Activités d'investissement		
Acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	(11.462)	(17.341)
Produit de la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	3.259	
Encaisse absorbée par les activités d'investissement	(8.203)	
Encaisse avant les activités de financement	(4.218)	
Activités de financement		
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	11.462	17.3..
Remboursement des emprunts auprès du Canada (Note 5)	(26.309)	(4.795.
Versements au Canada (note 10 b)	(7.619)	
Encaisse provenant des (absorbée par les) activités de financement	(22.466)	
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(26.684)	4.63
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	49.893	
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	\$ 23.209	\$ 49.890

Etat de l'avoir pour l'exercice terminé
le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

Etat de l'avoir pour l'exercice terminé
le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

Etat de l'avoir pour l'exercice terminé
le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

1985	\$377,346	\$347,433	ajustement pour enregistrer l'amortissement accumulé jusqu'au début de l'exercice (note 3)	261,393	261,100
1986	—	—	excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation (806)	2,952	—
1987	11,462	17,341	crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	11,462	17,341
1988	—	—	versements au Canada (note 10b)	(7,619)	—
1989	\$284,430	\$281,393	solde à la fin de l'exercice	\$284,430	\$281,393

Etat des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

Etat des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

Etat des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

[illegible]

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE BILAN

au 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

ACTIF			
A court terme	1986	\$23,209	1985
Encaisse et dépôts à court terme			\$49,893
Débiteurs			
Ministères et organismes fédéraux	1,472		991
Locataires et autres	731		776
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière	682		645
Frais payés d'avance	2,138		1,479
	28,232		53,784
Terrains, immeubles et matériel (note 4)	278,282		279,031
	<u>\$306,514</u>		<u>\$332,815</u>
PASSIF			
A court terme	1986	\$14,894	1985
Créditeurs et charges à payer			\$17,387
Expropriations foncières non réglées	1,342		1,609
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	1,352		1,580
	17,588		20,576
A long terme	4,496		4,537
Indemnités de cessation d'emploi accumulées			26,309
Emprunts auprès du Canada (note 5)	—		30 835
	4,496		
Avoir du Canada	284,430	\$306,514	281,393
			<u>\$332,815</u>

le Commissaire

le Président

[Signature]

[Signature]

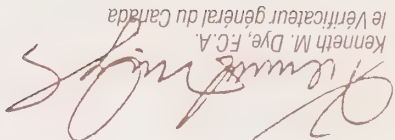
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'honorable Roch La Salle, C.P., député
Ministre des Travaux publics

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, après avoir donné un effet rétroactif à la modification des conventions comptables relatives aux terrains, édifices et matériel comme l'explique la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, et tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Capitale nationale, aux statuts et aux règlements administratifs de la Commission.


Kenneth M. Dye, F.C.A.
le Vérificateur général du Canada

Ottawa, Canada
le 10 juin 1986

Au cours de l'exercice, la Commission a prélevé du Fonds du revenu consolidé, avec l'autorisation du Parlement, 69,6 millions de dollars au titre de ses frais de fonctionnement et 17,4 millions au titre de ses investissements en immobilisation. Ces montants s'élevaient respectivement à 79,3 et 17,3 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. En plus, la Commission a réalisé des recettes de 12,6 millions de dollars comparativement à 13,9 millions pour l'exercice précédent.

Les coûts de fonctionnement bruts de la Commission se sont élevés à 67,4 millions de dollars comparativement à 68,0 millions pour l'exercice précédent. En outre, la Commission a versé des contributions de 6,8 millions de dollars à des projets paritaires par d'autres pouvoirs publics comparativement à 14,2 millions pour l'exercice précédent. Voici les contributions les plus importantes:

- 3,8 millions de dollars à la construction d'un vaste réseau routier dans la partie québécoise de la Région de la capitale nationale.

- 0,1 million de dollars à la construction d'un réseau de traitement et d'évacuation des eaux usées dans la partie québécoise de la Région de la capitale nationale.

1,6 million de dollars dans le cadre de l'entente tripartite que la Commission a conclue avec la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton et la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais concernant les services de transport en commun interprovincial dans la Région de la capitale nationale.

0,9 million de dollars à la construction d'un pont enjambant la rivière Rideau à la hauteur du chemin Hunt Club.

La Commission a également versé 8,8 millions de dollars (1985-86 millions de dollars) aux municipalités de la Région de la capitale nationale à titre des subventions tenant lieu d'impôts fonciers et à des organismes pour promouvoir l'utilisation des deux langues officielles.

Enfin, la Commission a consacré 11,5 millions de dollars à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel comparativement à 17,3 millions pour l'exercice précédent.

Jean E. Pigott
le Président



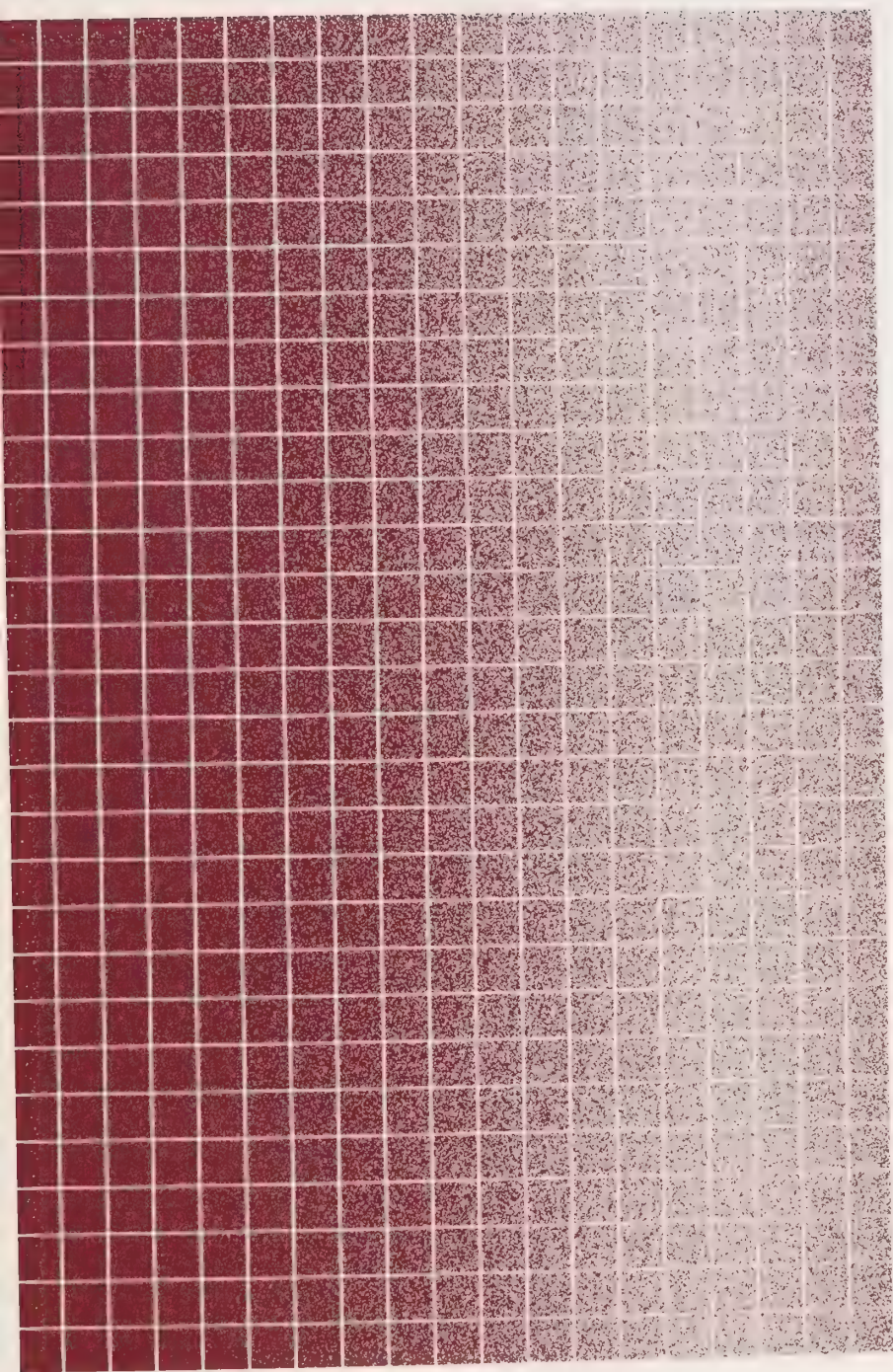
John T. Denis
le Premier ministre

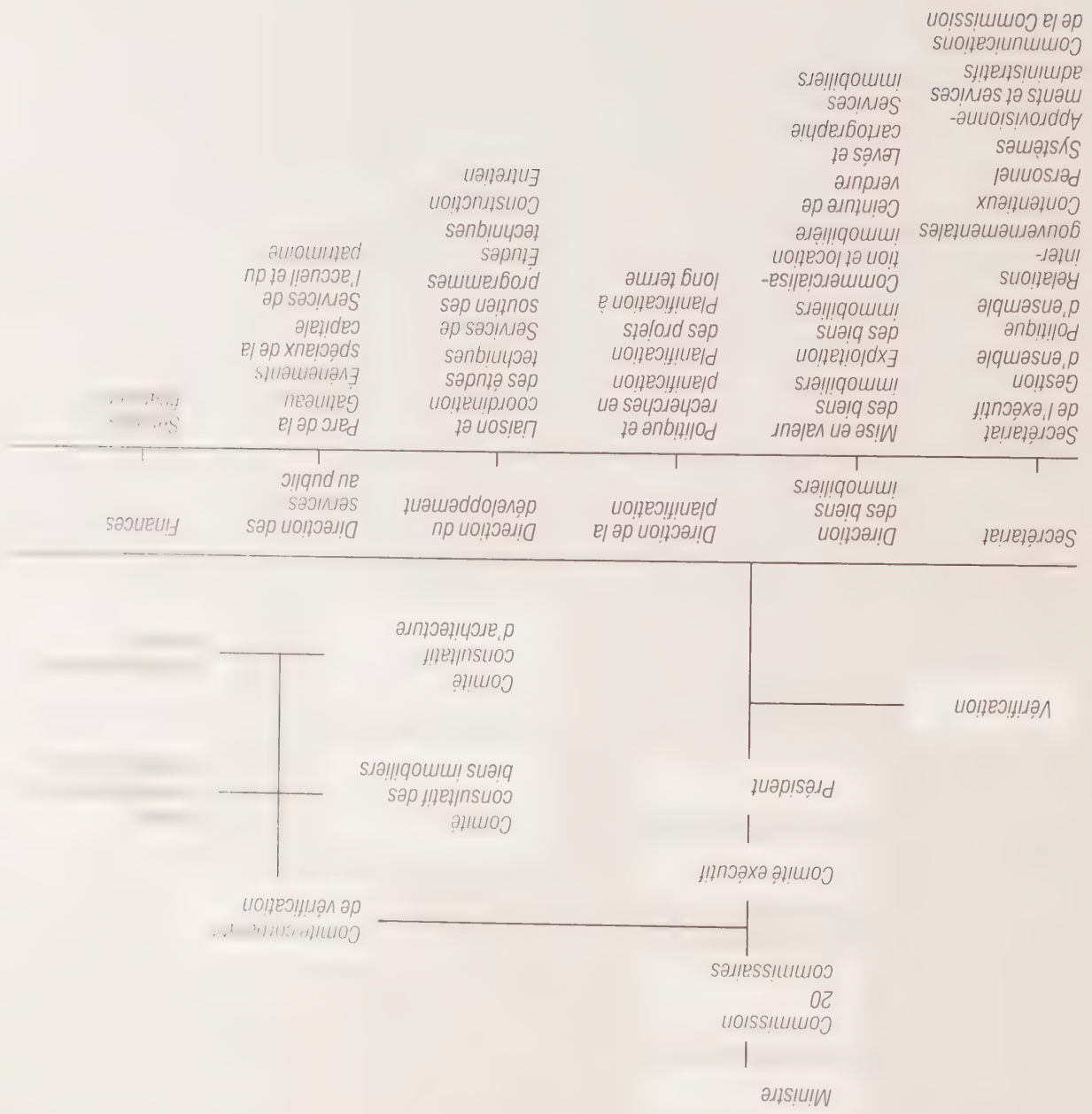


Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale relèvent de la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. La direction a mis au point et maintient des registres et les pièces comptables, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens sont protégés et contrôlés et que les transactions sont conformes à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements de même qu'à la Loi sur la Capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les usages font l'objet de vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités relatives aux états financiers principalement par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit périodiquement avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner et débattre les questions relatives à la communication de l'information financière. Les vérificateurs externes jouissent d'un plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, c'est-à-dire le Vérificateur général du Canada, a vérifié les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics, qui est le ministre responsable de la Commission de la Capitale nationale.





LA SOCIÉTÉ

Sous l'autorité du Président et Directeur général de la société, le secrétaire général, les directeurs

exécutifs et le premier agent financier gèrent les

activités quotidiennes de la société.

LE SECRÉTAIRAT, dirigé par le secrétaire général

Greg Gylton, aide le président en le déchargeant de

ses responsabilités de gestion. Entre autres services

clés, le Secréariat s'occupe des domaines suivants :

personnel; contentieux; systèmes; approvisionnement

et services administratifs; planification d'ensemble;

relations intergouvernementales; communications;

et soutien administratif pour la Commission, le

Comité exécutif et les comités consultatifs. De plus,

le Secréariat a la charge de l'administration du

programme externe de bilinguisme de la société.

LA DIRECTION DES BIENS IMMOBILIERS, dirigée

par le directeur exécutif Erhard Braun, est chargée de

l'acquisition, de la gestion et de l'aliénation des biens

immobiliers dans l'ensemble de la Région de la

capitale nationale, à l'exception du parc de la

Gatineau. Cette direction s'occupe aussi de louer, de

gérer et d'aménager ou de réaménager les propriétés

à revenus. Elle administre le programme des

subventions tenant lieu de taxes que la Commission

officielle aux municipalités locales

LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION, dirigée par

le directeur exécutif Jaap Schouten, est chargée du

développement et de la coordination des politiques

de planification. Ceci englobe la recherche sur les

questions spatiales et socio-économiques,

l'articulation des méthodes de planification ainsi que

la création de plans exhaustifs pour le développement

de la région de la capitale. Le dépôt en janvier 1986 du

Plan de la Capitale du Canada : un plan d'utilisation

des terrains fédéraux, qui fait actuellement l'objet

d'un débat public de large portée, est particulièrement

notable à cet égard. La Direction offre également son

aide et ses conseils à propos des tendances à long

terme et des perspectives qui risquent d'avoir une

incidence sur la région.

LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT, dirigée par

le directeur exécutif John Van Essen, est chargée des

services d'étude technique, de construction,

d'entretien et autres services de gestion connexes.

Ces responsabilités englobent les services

architecturaux, d'aménagement paysager et de génie

pour les projets de la CCN; la gestion des projets de

construction mis en oeuvre par la CCN ainsi que la

supervision des projets à coûts partagés; et l'entretien

des parcs et des promenades de la CCN ainsi que les

terrains du gouvernement fédéral.

LA DIRECTION DES SERVICES AU PUBLIC, sous

l'égide du directeur exécutif André Bonin, est

responsable de l'administration et de la planification

du parc de la Gatineau; des services aux visiteurs;

des programmes de patrimoine et d'interprétation;

des programmes de conservation; ainsi que de la

planification et de la préparation de tous les grands

événements culturels organisés par la Commission.

LA DIVISION DES FINANCES, sous l'autorité du

premier agent financier John Denis, s'occupe de la

planification et de la vérification financière pour la

Commission.

**COMITÉ
CONSULTATIF DE
DES ARTS**

Président
Kenneth Le
Ottawa
(Ont.)

Vice-président

**COMITÉ
CONSULTATIF DE
L'ARCHITECTURE**

Président
Alexander E. Rattray
Ottawa
(Ont.)

Vice-président

**COMITÉ
D'AMÉNAGEMENT
DE LA CAPITALE
NATIONALE**

Président
Serge Y. Poiré
Montréal
(Québec)

Vice-président

**COMITÉ
CONSULTATIF
DES BIENS
IMMOBILIERS**

Président
Allan D. Peapst
Winnipeg
(Manitoba)

Vice-président

**COMITÉ
CORPORATIF DE
VÉRIFICATION**

Président
Alan G. Martin
Midland
(Ontario)

**COMITÉ
EXÉCUTIF**

Président
Jean E. Pigott

Vice-président

Commissaires
Wilmont Dupuis
Gatineau
(Québec)
B. C. Ross
Ottawa
(Ontario)
Vernon Toews
Whitehorse
(Yukon)

Membres
Dr William Crawford
Sackville
(Nouveau-Brunswick)
Paul F. Lalonde
Gloucester
(Ontario)
William L. McEwen
Vancouver
(Colombie-Britannique)
P. M. Reynolds
Winnipeg
(Manitoba)

Membres
William Assad
Gatineau
(Québec)
Joe Bertridg
Toronto
(Ontario)
Robert Garrod
Ottawa
(Ontario)
Philip O'Brien
Montréal
(Québec)
Jack Scott
Brampton
(Ontario)

Membres
Dr Caroline Andrew
Ottawa
(Ontario)
Macklin L. Hancock
Mississauga
(Ontario)
Walter Hardwick
Vancouver
(Colombie-Britannique)
Lloyd P. Sankey
Toronto
(Ontario)
Serge Viau
Sillery
(Québec)

Commissaires
Bruce Kuwabara
Toronto
(Ontario)
James McKellar
Calgary
(Alberta)
Jacques Reeves
Winnipeg
(Manitoba)

Commissaires
Robert Chiarelli
Ottawa
(Ontario)
Guy Simard
St-Eoy
(Québec)

Commissaire
Donald Mackinnon
Charlottetown
(Île-du-Prince Édouard)

Commissaire
John McIntosh
Edmonton
(Alberta)

(au 31 mars 1986)

LES COMMISSAIRES : UN RÔLE CROISSANT

LA STRUCTURE INTERNE

LA COMMISSION

La CGN, une société de la Couronne, est dirigée par une Commission de 20 membres composée d'individus nommés par le Gouverneur en conseil pour des mandats ne devant pas excéder trois ans. Les membres sont par ailleurs limités à deux mandats consécutifs.

soient représentées, un membre au moins doit provenir de chaque province. Ottawa, Hull et les municipalités avoisinantes sont également assurés

de nominations obligatoires. Généralement, la Commission se réunit trois fois par an afin d'exercer son autorité sur les règlements, les affaires financières, les nominations et le plan d'ensemble de la société.

Un Comité exécutif, composé de cinq membres de la Commission, se réunit chaque mois afin de superviser les activités permanentes de la société et de faire des recommandations à la Commission sur des questions de politique.

Le Comité européen de vérification, composé uniquement de membres de la Commission, supervise la préparation des états financiers de la

La Commission est aidée dans l'exercice de ses fonctions par quatre **comités consultatifs** composés de membres de la Commission et d'experts canadiens reconnus dans les domaines de spécialité des comités. À la fin de mars 1986, il existait quatre tels comités: le **Comité consultatif des biens immobiliers**; le **Comité d'aménagement de la**

L'architecte national, le Comité consultatif des arts, un président, nommé par le Gouvernement en conseil et qui assume les fonctions de directeur général de la société, dirige aussi bien la Commission d'architecture que le Comité consultatif des arts.

Un membre d'office des comités consultatifs est également membre du Comité exécutif. Le président est également membre d'office des comités consultatifs et de l'estimation interne de la Commission.

Depuis la création de la LCN en 1958, les vingt commissaires qui la dirigent ont assuré plusieurs fonctions clés. Ils ont élaboré les politiques de la Commission en jouant un rôle décisif dans la détermination de l'orientation et des méthodes de la C.N.C., ils ont été une source d'expertise spécialisée, et, parce qu'ils proviennent de chaque province et de divers secteurs, ils ont fourni à la C.N.C. une perspective véritablement **nationale** sur le développement de la capitale. Aujourd'hui, une autre fonction gagne en importance. De plus en plus, les commissaires jouent le rôle d'ambassadeurs de la capitale en cherchant à faire participer plus pleinement les Canadiens à la planification de son développement, et également au partage des bénéfices que l'on en retire. Lors de cérémonies publiques qui ont lieu à l'échelle du pays, ils transmettent ce message important: la capitale nous appartient à tous.

publiques qui ont lieu à l'échelle du pays, ils transmettent ce message important: la capitale nous appartient à tous.

© 2001 Blackwell Science Ltd

Vice-president
Jean E. Pigott
President
Robert Chiarelli
Ottawa (Ontario)
Dr William Crawford
Sackville (Nouveau-Brunswick)
Eleanor Drysdale
Vancouver (Colombie-Britannique)
Vilmont Dupuis
Gatineau (Québec)
F. Paul Latimpe
Hull (Québec)
Paul F. Lalonde
Gloucester (Ontario)
Halia M. Lypka
Hamilton (Ontario)
J. Arthur MacDond
Pictou (Nouvelle-Écosse)
Donald MacInnon
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
Alan G. Martin
Midland (Ontario)
William L. McEwen
Vancouver (Colombie-Britannique)
John McIntosh
Edmonton (Alberta)
John J. Murphy
St-Jean (Terre-Neuve)
P.M. Reynolds
Winnipeg (Manitoba)
Edie Rittinger
Vancouver (Colombie-Britannique)
B. C. Ross
Ottawa (Ontario)
Guy Simard
Ste-Foy (Québec)
Vernon Toews
Whitehorse (Yukon)

LA COMMISSION :

NOTRE MANDAT

LA REGION DE LA
CAPITALE NATIONALE

Depuis le début du siècle, la Commission de la Capitale nationale et ses prédécesseurs s'efforcent avec assiduité de créer une capitale plus belle, plus fonctionnelle et plus attrayante en améliorant ses traits naturels ainsi que son milieu architectural et culturel.

La Commission de la Capitale nationale (CCN) est une société de la Couronne (faisant partie de l'annexe «C» de la Loi sur l'administration financière) créée en vertu de la **Loi sur la Capitale nationale** de 1958.

La Loi stipule que la Commission a pour mandat de faciliter le développement, la conservation et l'embellissement de la Région de la capitale nationale, et de préparer des plans à cet égard, conformément à son importance nationale en tant que siège du gouvernement du Canada.

Dans le contexte que définit la Loi, le mandat de la CCN consiste à aménager et à préserver une capitale qui soit un symbole d'identité, un modèle d'unité et une source de fierté et d'inspiration pour tous les Canadiens.

Afin qu'elle puisse y parvenir, la Loi habilite la Commission à

- acquérir et vendre des propriétés;
- aménager et entretenir des parcs, des promenades, des ponts et d'autres ouvrages;
- coopérer avec des municipalités de la région, des entreprises du secteur privé ou d'autres autorités à des projets conjoints;
- administrer, préserver et entretenir des lieux historiques;
- procéder à la planification nécessaire à la mise en valeur adéquate des terres publiques de la Région de la capitale nationale.

Commission.
Conformément aux priorités du gouvernement fédéral actuel, la CCN s'efforce de diminuer sa dépendance à l'égard des crédits parlementaires. La Commission a donc redoublé d'efforts pour augmenter son potentiel de levée de revenus. Une pleine utilisation des avoirs de la CCN sera donc faite pour soutenir la réalisation des objectifs de la Commission; lorsque cela sera souhaitable et faisable, les propriétés de la CCN seront améliorées, adaptées ou redéveloppées en coopération avec le secteur privé afin d'optimiser le potentiel de revenus en faisant avancer les objectifs fixés à la Commission.

LE GROUPE DE TRAVAIL NIELSEN

Les conclusions du groupe de travail « Nielsen »
formé pour étudier la gestion des propriétés foncières
au sein du gouvernement fédéral méritent d'être
relevées.

Au sein de la capitale, il s'est produit un certain
degré de chevauchement dans les types de services
fournis par la Commission de la Capitale nationale et
Travaux publics Canada. À la suite de l'examen attentif
par le groupe de travail des relations entre ces deux
organismes, on s'attachera à éliminer toutes les
duplications d'efforts pouvant exister.

Travaux publics Canada fournira donc à la CCN des
services de « bâtiment » dans les domaines de
l'architecture, de la gestion et de l'exploitation de
propriétés, des services de construction et de
l'entretien. La CCN, de son côté, s'occupera
d'aménagement paysager, d'horticulture et
d'entretien des terrains. Cette division des
responsabilités entraînera une plus grande efficacité.

Dans le même ordre d'idées, le groupe de travail
s'est attentivement penché sur le rôle de propriétaire
de terrains joué par la Commission. On procédera
donc à une rationalisation des propriétés de la CCN :
les terres dont la Commission n'a pas besoin dans le
cadre de son aménagement de la capitale seront
graduellement vendues.



UNE NOUVELLE TRADITION?

HIVER 1985-1986

La veille du jour de l'An: 1985 s'est terminée sur le lancement d'une nouvelle entreprise pour la Commission: la célébration de la ville du Nouvel An sur la Colline du Parlement. Le succès de cette entreprise (voir encadré) annonce bien d'autres célébrations similaires dans l'avenir.

Bal de Neige: Le festival d'hiver annuel de la capitale devient rapidement l'une des principales destinations hivernales du pays: en février 1986, près de 750 000 personnes y ont assisté, plus de 30 p. cent d'entre elles venaient de l'extérieur de la région. Durant Bal de Neige, les visiteurs profitent non seulement du meilleur de ce que l'hiver peut offrir, mais ils font aussi l'expérience des autres attractions de la région: ses musées, ses sites marquants ainsi que ses installations de loisirs et autres possibilités récréatives. Ils rentrent chez eux avec une plus grande fierté de leur capitale.

Le plan d'utilisation des terrains fédéraux: Janvier 1986 a vu le dépôt d'un document d'importance cruciale pour le développement futur de la capitale. Le Plan de la Capitale du Canada: un plan d'utilisation des terrains fédéraux, qui contient des propositions initiales pour l'utilisation à long terme des terres fédérales de la région de la capitale, a depuis été circulé aux parties intéressées dans tout le Canada. Leurs commentaires et suggestions, un élément de planification important pour la Commission, débouchera sur des modifications de l'ébauche de plan. Le document qui en résultera établira des orientations de planification fermes destinées à remplacer celles qui avaient été formulées par le plan Gréber en 1950.

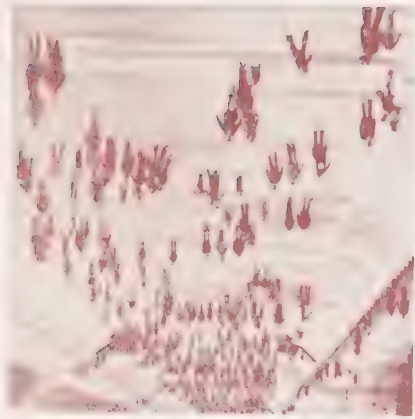
Le plan d'orientation de la capitale: Le Plan d'utilisation des terrains fédéraux est principalement dirigé vers la gestion et l'amélioration des ressources physiques de la capitale. Il existe cependant une autre dimension du mandat de la Commission qui exige le même type de planification détaillée. Appelé Plan d'orientation de la capitale, il porte sur ce qui touche à la programmation, aux événements et aux activités qui animent la capitale. Ce type de planification a véritablement commencé durant l'année passée, un effort de défrichage à bien des égards parce que l'on connaît peu d'exemples de planification pluriannuelle à grande échelle intégrant une pléthore d'organismes contributeurs dans le domaine des programmes culturels.

Les résidences officielles: Vers la fin de l'année financière, la Commission s'est vu déléguer la responsabilité de gérer et d'exploiter les résidences officielles de la capitale: six résidences fournies à l'intention du Gouverneur général, du Premier ministre, du chef de l'opposition, du Président de la Chambre des communes et des personnalités en visite officielle au Canada. Ces nouvelles responsabilités, précédemment assumées par Travaux publics Canada, englobent l'entretien des terrains et des structures, la préservation de leur valeur dans le cadre du patrimoine national et les services de planification nécessaires à leur amélioration.

Le pavillon de l'avenue Fifth: En coparticipation avec le secteur privé, la Commission a parachevé cette année une nouvelle installation destinée à ceux qui se servent du canal. Le pavillon, situé le long du canal au coin de l'avenue Fifth et de la promenade Reine-Elizabeth, offrira aux utilisateurs du canal des services alimentaires, des toilettes, des services de location d'embarcation et, durant l'hiver, un endroit où l'on pourra mettre ses patins et les faire affiler. Des fonds publics ont été consacrés à la construction de quais ainsi qu'à l'aménagement paysager du site alors que les investissements privés ont couvert les coûts de construction et d'équipement du pavillon.

L'accord sur le transport interprovincial: En mars 1986, la Commission a conclu un accord avec la Commission régionale des transports d'Ottawa-Carleton (OC Transpo) ainsi que la Commission des transports de la Communauté régionale de l'Outaouais (CTCRO) spécifiant la poursuite de l'aide financière fédérale au transport en commun interprovincial dans la Région de la capitale nationale. Cet accord de quatre ans, qui demeurera en vigueur de janvier 1985 à décembre 1988, assure des subventions annuelles de 608 000\$ et 974 000\$ à OC Transpo et à la CTCRO respectivement.

La planification des sites du secteur central: Des directives d'aménagement urbain ont été préparées et approuvées pour plusieurs sites stratégiques du secteur central de la capitale, et notamment le bien-fonds Sussex-Mackenzie, le quartier et les terrains Canlands. La Direction de la planification a également contribué à d'autres études clés sur les installations de stationnement et l'environnement piétonnier du secteur central, tout en continuant de travailler à la préparation du plan directeur pour la Cité parlementaire.



En 1985, la veille du jour de l'An a peut-être lancé une magnifique nouvelle tradition pour les Canadiens. À l'approche de minuit, d'un océan à l'autre, les récepteurs de télévision se sont branchés sur une célébration pancanadienne incluant de spectaculaires feux d'artifice et plus de 15 000 joyeux réveillons réunis sur la Colline du Parlement. Chaque buisson, chaque arbre et chaque surface non décorée de la Colline avaient été couverts d'un éclairage de fête, un symbole approprié des brillantes perspectives d'une année toute neuve. La beauté de la chose est que c'était nous-mêmes que nous célébrions! Après un début si prometteur, cette fête sera encore plus grande et plus belle en 1986.

LE PROJET SUSSEX-MACKENZIE

AUTOMNE 1985

Coloris autumnal : Bien des gens considèrent que l'automne est la plus belle saison dans la capitale.

Lorsque les arbres à feuilles caduques de la Ceinture de verdure et du parc de la Gatineau commencent à se parer de leur palette multicolore, des milliers de visiteurs empuinent le vaste réseau de promenades de la Commission. Afin de réduire les embouteillages et d'accroître l'agrément de ceux qui ne visitent pas en automobile ce site d'automne, la Commission a réédité son populaire programme Coloris autumnal en 1985. Fermées à la circulation automobile, les promenades n'ont plutôt accueilli que des autobus se déplaçant à une vitesse adaptée à l'appréciation tranquille du spectacle. Les visiteurs peuvent descendre de l'autobus à des points situés le long du trajet afin de profiter d'un pique-nique ou d'une lente promenade à pied, avant de reprendre leur visite grâce à l'autobus suivant.

La promenade Reine-Elizabeth : Les travaux de réfection de la promenade Reine-Elizabeth, à proximité du lac Dow, ont pris fin. Cette section de la route a été ouverte à temps pour accueillir les milliers de visiteurs venus admirer les jardins de tulipes de la Reine Juliana durant le Festival du printemps.

La promenade de l'Est : Les travaux préparatoires ont commencé en 1985-1986 afin de prolonger vers l'est la promenade de la Commission qui longe la rive sud de la rivière des Outaouais. La promenade, qui se termine maintenant à proximité du « Mile Circle », fournira un accès commode au nouveau Musée national de l'aviation ainsi qu'aux communautés en pleine expansion de l'est de la région.



Le parc des Portageurs : Les travaux de création d'un nouveau parc riverain sur le côté québécois de la rivière des Outaouais adjacent aux Rives Chaudières sont pour l'essentiel terminés. Le « parc des Portageurs » est une extension du populaire parc du Ruisseau de la brasserie à Hull.

Prix d'excellence : La Commission a mérité deux prix d'excellence architecturale en 1985. Le premier prix, présenté par le **Conseil canadien de l'habitation**, récompensait la restauration de l'édifice Riel-McDougal au 527-529-531, promenade Sussex. Ce bâtiment avait été détruit par le feu. Le deuxième prix a été présenté par **Ontario Renew** pour un projet de restauration d'une cour le long du Mille historique.

Fin novembre 1985, la Commission a entrepris les premières démarches en vue de la restauration de l'une des propriétés les plus notables de la région. Le site Sussex-Mackenzie, également appelé édifice Daly, est l'un des repères marquants du centre-ville d'Ottawa depuis 1905 lorsqu'il est devenu le premier magasin à rayons à plusieurs étages de la capitale. En juillet, Travaux publics Canada a transféré la propriété de l'édifice à la Commission. L'appel de « présélection » annoncé en novembre était destiné à identifier une courte liste de promoteurs qualifiés pour rénover le site dans le cadre d'une réutilisation adaptative. Les étapes ultérieures, qui doivent être menées à terme durant l'année financière 1986-1987, demanderont des propositions financières et de conception. Situé à l'un des points pivots du Parcours d'honneur, une structure renouée ajoutera à cet endroit un nouvel élément vibrant au cœur de la capitale.



La plus importante des célébrations de l'été, la fête du Canada, attire un plus grand nombre de visiteurs que jamais. On estime que 350 000 personnes ont participé aux activités qui ont émaillé la journée et commencé par le lancement, au petit matin, de mont-golfières et qui se sont terminées par une d'holographie sur la Colline du Parlement. Le thème particulier de la fête du Canada de 1985, la jeunesse du Canada, au passé, au présent et au futur, attire un nombre sans précédent de jeunes gens venus de l'ensemble du pays. Au cours d'une journée d'intense ferveur patriotique, un moment très spécial a marqué la mi-journée lorsque le coureur de fond Steve Fonjo s'est adressé à une foule de plus de 50 000 personnes sur la pelouse de la Colline du Parlement. Lorsque Steve a parlé de courage, d'amour du pays et de persévérance dans la poursuite de ses rêves, il a inspiré de telles vérités.

Ces spectacles sont devenus un des points saillants du Canada.

Le bateau Durham : Spectacle familial des voies navigables canadiennes du 19^e siècle, les robustes chalands à fond plat appelés bateau Durham avaient, au début des années 1970, complètement disparu. Une réplique fidèle aide maintenant les visiteurs à se remémorer ces jours révolus. **L'Endurance,** avec son équipage fourni par la CCN, est très en demande sur les rives et les rivières de l'Ontario et du Québec. En 1985, à l'occasion du centième anniversaire de Parcs Canada, le bateau Durham est allé s'amarer à Montréal et au Harbours Front de Toronto.

Le Festival international du folklore : Des troupes musicales et de danse de talent venues de cinq pays ont partagé leurs traditions avec les foules à la Colline du Parlement et à la maison du Citoyen du 15 au 21 juillet.

Le Festival international de jazz : Durant une semaine, l'année dernière à la mi-juillet, le Festival international de jazz a amené dans la capitale certains des meilleurs musiciens du monde, ainsi que des milliers de visiteurs.

Le Festival canadien du canot : 1985 a marqué la dernière année d'existence du Festival canadien du canot. Depuis son lancement, cet événement a connu une popularité rapidement croissante. Toutefois, la Commission estime qu'il est maintenant temps d'en élargir la portée. À cette fin, une équipe de planification de la CCN prépare un nouveau festival d'attrait encore plus grand qui sera lancé en 1987.

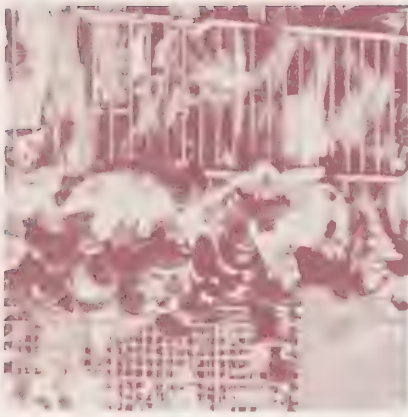
Le réseau de sentiers de la nature : Pour le visiteur, l'une des meilleures manières d'apprendre à connaître le parc de la Gatineau ainsi que la Ceinture de verdure qui entoure la capitale consistent à parcourir tranquillement à pied le système de sentiers de la nature élaboré par la Commission. L'année dernière, ce réseau a été agrandi afin d'inclure un sentier d'interprétation situé près de Lusville, au Québec. Un nouveau centre d'interprétation de la nature a par ailleurs été créé à Stony Swamp pour faire connaître aux visiteurs les animaux et la végétation des marécages de la Ceinture de verdure.

Le Festival international de la bicyclette de Hull : En passe de devenir un des grands événements internationaux du cyclisme, le Festival international de la bicyclette de Hull comporte des parades, des expositions et des courses importantes, tout cela ayant eu lieu durant une période de sept jours qui a débuté le 5 août de l'année dernière.

Le Festival franco-ontarien : Du 15 au 24 juin, le Festival franco-ontarien a célébré son dixième anniversaire dans la capitale. Dans le cadre d'activités culturelles et festives, la Division canadienne-française native de l'Ontario a invité les Canadiens à se joindre à elle pour 10 jours de camaraderie et de distraction.

Programme infolente : «L'Infolente», qui sert d'étape aux visiteurs de la Colline du Parlement, a été inaugurée durant l'été de 1985. Située du côté est de l'édifice du Centre, l'Infolente constitue une première étape détendue pour ceux qui souhaitent obtenir des renseignements sur les édifices du Parlement avant de s'aventurer à l'intérieur. Des présentoirs, des documents écrits ainsi qu'un personnel compétent orientent efficacement les visiteurs. En acceptant des réservations et en collaborant étroitement avec le personnel de sécurité du Parlement, on est parvenu à réduire à environ 15 minutes le délai maximum d'attente pour pénétrer dans le Parlement. On a donc réussi à quasiment éliminer les longues files qui étaient la source de bien des déceptions dans le passé.

Si la capitale m'était contée : Par l'intermédiaire de «mini-pièces» jouées par des acteurs qui font revivre les politiques de l'époque de la création de la Confédération, des milliers de visiteurs ont pu mieux comprendre l'année dernière l'histoire politique du Canada. Sir John A. Macdonald, Sir Wilfrid Laurier et d'autres ont quitté la Colline du Parlement en diligence pour s'engager dans un débat enflammé des leur arrivée, quelques minutes plus tard, au centre d'information de la CCN, au 14, rue Metcalfe.



Entre autres faits saillants des nombreux événements et activités qui ont marqué 1985-1986 et dont la Commission a la charge, on relève notamment :

PRINTemps 1986

Le Festival du printemps : La capitale est depuis longtemps réputée pour les spectaculaires

arrangements floraux qui accompagnent l'arrivée du printemps. Cette tradition s'est poursuivie en 1986. Des centaines de milliers de tulipes, la contribution spéciale de la CCN au Festival du printemps, ont fleuri exactement au bon moment pour accueillir les visiteurs venus de partout au monde. Au fil des années, la Commission a accru le nombre des principaux sites de façon à inclure certains lieux stratégiques de la région, et en particulier le long des promenades. Les jardins sont entretenus durant les mois de printemps, d'été et d'automne et chaque saison amène un nouveau foisonnement de couleurs dans la capitale.

Les centres d'information : Les centres d'information de la Commission ont été très actifs

cette année pour ce qui est de renseigner les visiteurs de passage sur les événements et les installations de la capitale. Pour la première fois, le centre principal, situé au 14, rue Metcalfe à Ottawa, a pu être rejoint de partout au pays grâce à une ligne sans frais 1-800. Ce numéro a été indiqué dans les annuaires téléphoniques de tout le pays. Cette année, pour la première fois, on a également fourni des renseignements à chacun des principaux points d'accès à la capitale, l'aéroport, la gare et le terminus des autobus, durant les périodes de pointe telles que

Bal de Neige.



Le programme des sentiers récréatifs : La

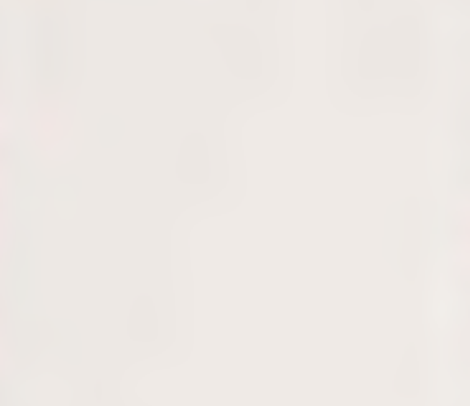
Commission a continué d'étendre et d'améliorer le vaste réseau de sentiers récréatifs qui, depuis 1967, en est venu à couvrir la région. Plus de 100 kilomètres de sentiers permettent à des milliers de piétons, de coureurs, de cyclistes et de personnes en chaise roulante d'admirer la beauté naturelle de la capitale.

L'année dernière, la Commission a élargi plusieurs sections clés, a introduit une nouvelle signalisation et a peint des lignes médianes dans le cadre d'un programme permanent d'amélioration de la sécurité.

La restauration de la «Maison Charon» : Rare exemple local de l'architecture résidentielle traditionnelle canadienne-française, la Maison Charon du parc Jacques-Cartier a rouvert ses portes en 1985 après avoir souffert de vandalisme et d'un incendie l'année précédente. Grâce à l'aide de spécialistes de la restauration de Parcs Canada, la Commission a rouvert cette magnifique demeure du début du 19^e siècle à temps pour que le public puisse la visiter durant les célébrations de la Fête du Canada.

Le chalet Kingswood : Le chalet et les terres avoisinantes qui ont servi de second foyer à William Lyon Mackenzie King entre 1900 et 1927 ont été restaurés cette année dans le cadre d'un plan de développement plurianuel des 231 hectares légués au Canada par l'ancien Premier ministre. Le chalet, fidèlement restauré et qui abrite de nombreux objets ayant appartenu à Mackenzie King, ainsi qu'un centre d'interprétation situé à proximité, seront ouverts aux visiteurs pour la première fois durant l'été de 1986.

visiteurs pour la première fois durant l'été de 1986.



Durant chacune des six dernières années, la CCN et le mouvement des Scouts du Canada ont joint leurs efforts pour planter des milliers de sauvagheons dans la Ceinture de verdure de la capitale. Le total dépasse maintenant le quart de million. Ces sauvagheons sont fournis gratuitement par le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario et le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec alors que de la CCN s'occupe de préparer adéquatement les sites et de coordonner les activités le jour où les planteurs enthousiastes qui nous aident chaque année en apprennent davantage sur leur contribution notable à l'embellissement de la capitale nationale.



À bien des égards, 1985-1986 a été une année de transition pour la Commission de la Capitale nationale, une année durant laquelle les grands exercices de réexamen et de planification entamés dans le passé ont commencé à donner des résultats. Durant l'été et l'automne, un groupe de Canadiens représentant toutes les régions ainsi que les principaux secteurs ont été invités à étudier la gestion immobilière du gouvernement. Ce groupe de travail, Vice-premier ministre Erik Nielsen, a produit son rapport vers la fin de l'année. Les principales recommandations, conçues pour éliminer les chevauchements d'efforts, ont été promptement adoptées par le gouvernement, ce qui entraînera une nouvelle répartition des responsabilités entre la Commission et Travaux publics Canada (voir encadré).

En janvier 1986, la Commission a elle-même parachévé une étude de fond sur l'utilisation future des terres fédérales de la capitale. Résultat de quatre ans de travail, le **Plan de la Capitale du Canada: un plan d'utilisation des terrains fédéraux** a depuis été distribué au Canada à toute une gamme d'organismes et de personnes intéressées dont les députés, les principales agences fédérales, les politiciens aux plans régional et municipal ainsi que les groupes de citoyens intéressés. Le résultat de ces discussions contribuera à l'établissement d'orientations de planification fermes pour la gestion des terres fédérales de la capitale au cours des décennies à venir. La préparation d'une étude exhaustive du mandat de la Commission mettant en évidence une nouvelle série d'objectifs revêt une importance encore plus grande pour le développement à long terme de la capitale. Présenté au gouvernement vers la fin de février 1986, ce document avait déjà été abondamment discuté au terme de l'année financière.

En tant qu'hôte des milliers de personnes qui vivent chaque année la capitale, la Commission a réussi aussi bien à organiser des événements qui se répètent depuis déjà un certain nombre d'années qu'à en mettre sur pied de nouveaux. La principale célébration d'une seule journée a attiré un nombre record de 350 000 spectateurs. Cette célébration a été un succès retentissant grâce à une planification minutieuse, à une coordination attentive du rôle des nombreux organismes participants ainsi qu'au magnifique dévouement de près de 1500 bénévoles.

Bal de Neige, la principale fête d'hiver au Canada, a attiré près de trois quarts de million de visiteurs. Des milliers d'autres personnes ont pu en profiter grâce à la télédiffusion de cet événement à l'échelle nationale. Il n'est pas exagéré de dire que Bal de Neige contribue à changer la manière dont les Canadiens perçoivent l'hiver.

Le lancement d'un événement qui promet de devenir une des grandes traditions canadiennes, En 1985, pour la veille du Nouvel An, la Direction des services au public a mis sur pied ce qu'elle pensait devoir être une petite réunion presque intime de peut-être un millier de gens que le froid n'effraie pas. Plus de 15 000 personnes se sont présentées sur les pourtours enneigés de la Colline du Parlement. Vers minuit, grâce à la télévision, un auditoire national de près d'un demi-million de Canadiens s'est joint à elles. On peut clairement en conclure que le temps est venu de créer une manière pancanadienne d'accueillir la nouvelle année.

L'année ne s'est bien sûr pas passée sans quelques controverses. Le débat a notamment fait rage au sujet du déménagement proposé de l'Ambassade d'édifices du Parlement, jusqu'à un site ailleurs dans la capitale. La préférence accordée par la Commission au «Mile Circle» a suscité de fortes réactions de la part de résidents locaux et de citoyens préoccupés par une utilisation différente de ce terrain public.



LES OPINIONS DES CANADIENS

Durant l'année écoulée, la Commission a profité de toutes les occasions offertes pour solliciter les opinions des Canadiens à l'égard de leur capitale ainsi que leurs suggestions pour son amélioration. Grâce à diverses techniques, la Commission a appris que les Canadiens s'attendent à ce que leur capitale joue une multitude de rôles.

La plupart d'entre eux perçoivent la capitale comme un centre de pouvoir politique ainsi que comme une source d'information publique sur les mécanismes gouvernementaux. Mais, et cela est tout aussi important, ils s'attendent à ce que la capitale soit aussi un symbole de fierté nationale, une vitrine des ressources culturelles de la nation, une grande destination touristique ainsi qu'une fenêtre sur le Canada ouverte au reste du monde.



Il est ressorti très clairement de cet échantillon que les Canadiens attendent de grandes choses de leur capitale et qu'ils se sentent profondément concernés par la poursuite de son aménagement.

UNE FENÊTRE SUR LE CANADA

Chaque soir d'été, juste après le coucher du soleil, ils commencent à se rassembler sur la Colline du Parlement. Tout a un air de fête: des familles se prélassent sur la pelouse, de jeunes entrepreneurs dynamiques distribuent de la crème glacée et des membres de la Gendarmerie royale posent dans les éclats de flashes photographiques.

Le spectacle va bientôt commencer. Et quel spectacle cela va être!

Au terme de deux saisons réussies, le spectacle **Son et lumière** est devenu un événement que l'on ne peut se passer de voir dans la capitale, une «fenêtre» sur ce que fut le Canada et sur ce qu'il est devenu. Le seul spectacle de ce type au monde, «Son et lumière» fait une scène de toute la Colline du Parlement. Assis sur des bancs situés près de la flamme du Centenaire, les spectateurs peuvent embrasser du regard un arc de 180° illuminé par de puissants projecteurs de couleur synchronisés à une

de 1984.

bande sonore retransmise par de puissants haut-parleurs, qui s'attardent sur les édifices, les statues et la végétation pour raconter l'histoire de la fondation et du développement du Canada. Donné chaque soir de fin de semaine de la mi-mai à la mi-octobre, et chaque soir durant la haute saison touristique de juillet et d'août, ce spectacle intégralement informatisé a attiré un quart de million de spectateurs depuis son inauguration durant l'été



LES JOURS À VENIR

LE PARCOURS D'HONNEUR

PROJET 1988

Ensemble, les idées et les optiques présentées dans ces pages augurent une ère nouvelle pour la Commission: un renouvellement de la perspective qui lui a permis de faire tant de réalisations au fil des années. On note déjà un sentiment d'expectative et d'enthousiasme.

Les objectifs sont de bâtir une capitale digne d'une grande nation, d'en faire un second foyer pour tous les Canadiens et de partager l'aventure d'un océan à l'autre.

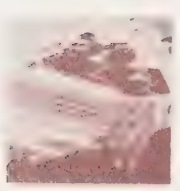
Ce sont là les éléments d'une perspective renouvelée qui guidera les efforts de la Commission dans les jours à venir.

Un des premiers produits tangibles de la nouvelle optique de la Commission pour la capitale sera un parcours d'honneur joignant les noyaux urbains d'Ottawa et de Hull.

D'ores et déjà, la portion promenade Sussex-rue Rideau de ce parcours revêt une importance particulière puisqu'elle est par là que passent toutes les processions officielles qui vont de la résidence du Gouverneur général à la Colline du Parlement. Le parcours est bordé d'un grand nombre des principaux édifices de la capitale, et notamment le 24 promenade Sussex, l'hôtel de ville d'Ottawa, le centre fédéral des conférences, l'hôtel du Château Laurier et l'édifice du Centre.

En prévision de l'ouverture de deux musées d'envergure mondiale le long de ce parcours en 1988, le Musée canadien des civilisations et le Musée des beaux-arts du Canada, nous procédons à une planification détaillée qui transformera bientôt l'aspect de ce parcours. Une de ses principales fonctions sera de servir de scène aux célébrations d'inauguration des musées.

En définitive, le Parcours d'honneur sera l'une des principales caractéristiques du noyau du centre de la capitale. Il jouera de plus un rôle clé pour ce qui est de façonner l'impression que les Canadiens et les visiteurs retireront non seulement de la capitale mais aussi de l'ensemble du pays.



En 1988, la capitale assistera à l'inauguration de trois grandes institutions culturelles, toutes de classe véritablement internationale.

Ensemble, le Musée canadien des civilisations, le Musée des beaux-arts du Canada ainsi que le Musée national de l'aviation représentent un investissement d'un quart de milliard de dollars dans la culture canadienne. Rien de véritablement comparable n'a été aménagé depuis que l'édifice du Centre, sur la Colline du Parlement, a été remplacé après l'incendie de 1916.

Un tel événement justifiera vraiment des célébrations et les plans à cet égard sont déjà bien lancés. Appelées «Projet 1988», ces célébrations se feront à une échelle digne de l'événement puisqu'on y consacra une année entière d'attractions spéciales.

Canadiens dans leur capitale.

Inscrivez la capitale à votre programme pour 1988. Elle sera l'endroit à voir par excellence.

L'IMPORTANCE DES BÉNÉVOLES

LA COLLABORATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

L'IDÉE DU PAIEMENT PAR L'UTILISATEUR

La réalisation d'objectifs aussi ambigus sonne comme un défi bien difficile. Heureusement, la Commission peut compter sur l'aide de ses amis. Même si peu de gens le savent, des milliers de bénévoles enthousiastes aident chaque année la Commission. Par exemple, durant le Bal de Neige de 1986, plus de 3 000 bénévoles ont distribué des programmes, dirigé des visites, supervisé des événements, pris soin d'invités spéciaux, participé à la planification, distrait les foules et, oui, réuni de petits bambins et leurs parents perdus.

Un précédent intéressant a été créé lorsqu'un certain nombre de maires de la région ont proposé d'accueillir leurs homologues d'autres villes canadiennes et américaines.

Durant l'édition 1985 de la Fête du Canada, près de 1 500 bénévoles ont contribué à chacune des activités, depuis l'animation dans les rues jusqu'aux premiers soins en passant par le nettoyage du jour suivant.

Au moulin historique de Wakefield, restauré par la Commission parce qu'il constitue un excellent exemple de moulin à farine de la fin du siècle précédent, les résidents de la région contribuent depuis des années au fonctionnement du programme des visiteurs et à l'entretien de ce qui est exposé.

En fait, on peut trouver des exemples de bénévolat dans pratiquement chacun des domaines d'activité de la Commission.

Il est important de dire que, dans bien des cas, ce sont les bénévoles qui ont pris contact avec nous et non pas l'inverse. Ils ont découvert à quel point il est intéressant de **contribuer** à l'organisation de tels événements. La satisfaction personnelle que l'on retire de tels efforts mène quasi inévitablement à un intérêt encore plus grand pour le développement de la capitale ainsi qu'à un engagement plus poussé dans celui-ci.

La Commission désire exprimer sa profonde gratitude à tous ces nombreux bénévoles. Ils ont ouvert des horizons nouveaux que nous n'aurions peut-être même pas pu envisager voilà seulement quelques années.

De la même façon, le succès des entreprises communales avec le secteur privé a été très encourageant.

Depuis que la CCN a mis cette idée à l'épreuve en 1984, bien des entreprises ont contribué au succès des événements de la région de la capitale. La participation a revêtu bien des formes et notamment les contributions financières, la gestion de programmes, le parrainage de certains événements, les services de soutien, le prêt d'équipement et de la main-d'œuvre bénévole. Durant le seul Bal de Neige de l'année dernière, la valeur de ces contributions a dépassé 500 000\$.

Dans d'autres cas, le secteur privé s'est montré désireux de construire et d'exploiter des installations publiques sur les terrains de la CCN ou de prendre en charge l'administration de programmes qui incombent précédemment à la Commission. Pour l'instant, l'expérience d'entreprises de ce type s'est avérée très positive.

À l'intérieur d'un cadre élaboré en stricte conformité avec les nouvelles priorités de la Commission du point de vue de l'élargissement de la participation publique, il existe des possibilités croissantes d'organisation d'un tel type d'entreprises mutuellement bénéfiques.

Cette démarche permettra à la CCN de fournir bien davantage de services sans qu'il soit nécessaire de prélever des sommes supplémentaires dans les fonds publics.

La controverse a été plus marquée lorsque la Commission a fait ses premiers pas dans le royaume du «paiement par l'utilisateur».

L'idée consiste à demander à ceux qui **utilisent** effectivement les services d'en défrayer une partie du coût. Cette idée a été avancée en partie en conséquence des restrictions budgétaires mais aussi en partie à la suite de l'évolution de notre point de vue quant à l'équité de faire payer à tout le monde (c'est-à-dire aux contribuables) des services qui ne sont utilisés que par un relativement petit nombre.

Par exemple, en 1985-1986, afin d'aider à couvrir les coûts de la fourniture des installations du parc, il a été demandé aux utilisateurs du parc de la Gatineau et de la Ville Ferme, située dans la Ceinture de verdure juste à l'ouest d'Ottawa, les visiteurs versent un petit droit d'entrée afin d'observer les activités quotidiennes d'une exploitation rurale familiale du milieu du 19^e siècle habitée par des amateurs compétents en costumes d'époque et d'y participer effectivement.

Les gens qui utilisent ces superbes ressources en apprécient la valeur et sont prêts à contribuer à leur entretien en versant un droit raisonnable. Il est probable que ce principe sera étendu dans les années à venir à d'autres activités et installations.

UNE CAPITALE POUR TOUTES LES CANADIENNES

EN MARCHÉ VERS LE 21^e SIÈCLE

Toute grande entreprise nationale a besoin d'une optique: une idée claire de la direction à prendre et des moyens qu'elle exige. Il est manifeste que la création d'une capitale digne d'une nation vigoureuse et accomplie constitue une telle entreprise.

Depuis 1899, l'amélioration de la Région de la capitale du **Canada** a été guidée par des organismes fédéraux auxquels on a assigné des responsabilités de planification, de conservation, d'embellissement de développement. La nouvelle optique qui a guidé ces efforts a mis au premier plan la protection et la mise en valeur des ressources **physiques** de la région. La Commission d'embellissement d'Ottawa, puis la Commission du District fédéral et, depuis 1958, la Commission de la Capitale nationale n'ont cessé de s'efforcer de créer une capitale d'une exceptionnelle beauté et d'une conception urbaine fonctionnelle.

Ainsi que l'a clairement expliqué le Plan Gréber adopté en 1950 par le gouvernement fédéral, cette vision qui souligne la beauté de la capitale a, par nécessité, mis fortement l'accent sur l'acquisition et le développement de propriétés foncières. Ces activités continueront d'être au centre d'efforts considérables dans l'avenir.

Mais maintenant, puisqu'un grand nombre des objectifs du Plan Gréber ont été réalisés, il est temps d'accorder plus d'attention à un autre aspect tout aussi essentiel de la vie de la capitale.

Il est temps de partager les merveilleuses ressources de notre capitale, et en particulier ses ressources **culturelles**, dans une plus large mesure avec les Canadiens d'un océan à l'autre.

Ce thème est au cœur de la perspective renouvelée que le gouvernement de la Capitale nationale sur le chemin du 21^e siècle.

L'année dernière, la Commission a invité des citoyens de toutes les parties du pays à contribuer à la préparation d'un «carnet de rêves» — une liste d'événements, d'aménagements et de ressources interprétatives que l'on souhaiterait voir contribuer à rendre une visite de la capitale encore plus agréable et enrichissante qu'elle ne l'est maintenant.

Ce carnet de rêves a libéré bien des émotions. Il a confirmé que les Canadiens se soucient véritablement de leur capitale et qu'ils seraient heureux de participer plus directement et plus activement à sa vie quotidienne.

Loin d'être simplement perçue comme un lieu de débat politique, la capitale est considérée par bien des Canadiens comme un second foyer, un endroit où ils ont aidé à créer et sur le destin duquel ils ont beaucoup misé.

La capitale est un terrain **neutre**, un lieu où les Canadiens de toutes les régions et de toutes les origines ethniques peuvent sentir qu'ils participent à une entreprise commune.

Il est parfaitement normal que la capitale soit une scène sur laquelle les membres de la famille nationale peuvent se raconter la merveilleuse diversité qui leur donne un caractère distinctif bien à eux: une «scène» au sens littéral aussi bien que que figure. Il doit effectivement exister des **lieux** dans la capitale où un groupe folklorique du Cap Breton, ou encore une troupe de danse du Québec ou des acteurs de rue de la Colombie-Britannique peuvent présenter leur spectacle.

Grâce à une telle participation active, en s'intégrant à une telle diversité, nous perdons notre sentiment d'être à part, d'être des étrangers faisant un bref pèlerinage. La capitale nous appartient à tous.

Son amélioration doit être un processus coopératif faisant appel à tous les Canadiens.

Il s'ensuit également que les avantages qui en découlent doivent être partagés par tous.

- De la promotion (afin de faire en sorte que les Canadiens soient bien renseignés sur ce qui se passe dans la capitale);
- Une programmation par les médias (afin de les événements de la région de la capitale à la fois d'un événement);
- Par ailleurs, il est de plus en plus nécessaire les nombreux ministères et organismes Musées nationaux, le Conseil national de recherches pour nommer que quelques-uns, qui ont une publique au sein de la capitale aient une responsabilité d'objectif. Ils devront être consultés de façon étroite afin de faire en sorte que leurs activités de programmation publique soient complémentaires et bien coordonnées.

L'année dernière, la Commission a pris l'initiative cruciale de préparer une nouvelle série d'objectifs de guider ses activités à l'avenir. À la fin de l'année, l'étude par le gouvernement avancée d'étude par le gouvernement Dans les prochaines années, la Commission continuera d'avoir la responsabilité de diverses tâches «terre-à-terre». Les parcs, les massifs de routes panoramiques et le Parcours d'histoire de la capitale, et en particulier l'aspect de nombreux édifices anciens, sera soigneusement supervisée par la Commission. Toutefois, à l'orée du 21^e siècle, la Commission prendra en considération un rôle mieux prendre en considération un rôle de la vie canadienne: les vastes dist géographiques qui nous séparent. Pour capitale plus accessible aux Canadiens son attention à chaque coin de ce participer ceux qui ne peuvent pas voyager **physique** pour se rendre à Far conséquent, il est maintenant es mettre bien davantage l'accent que par le passé sur la programmation publique. Il est temps que la capitale notifie sur la scène nationale. Il faut com dans tous ses rôles variés, prenne une place plus grande attention? La liste pourrait comprendre Des festivals (des célébrations annuelles telles la Fête du Canada ou le Bal de Neige), Des expositions interprétatives (sur des thèmes historiques et naturels); Des événements spéciaux (des spectacles nationaux ou internationaux culinaires);



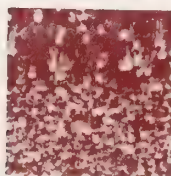
TABLE DES MATIÈRES

1

UNE NOUVELLE OPTIQUE

Un aperçu de l'évolution
de la philosophie de la
Commission ainsi que de ses
objectifs et activités.

1-5

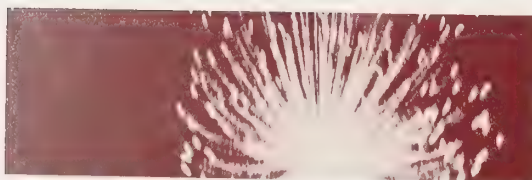


2

UNE RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

Quelques-uns des points saillants de
l'année financière 1985-1986

6-12

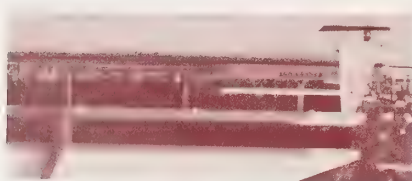


3

LA COMMISSION

Un profil organisationnel
de la Commission de
la Capitale nationale

13-17

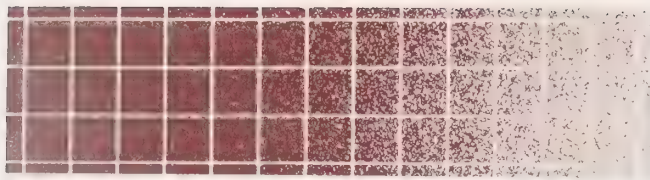


4

LE RAPPORT FINANCIER

Les états financiers
vérifiés de la Commission
ainsi que le rapport du
Vérificateur général du Canada.

18-30



Une capitale n'est pas une ville ordinaire. Elle a une signification personnelle pour chaque citoyen du pays. Pour les uns, elle est le centre de la vie politique, pour d'autres, c'est un endroit excitant où l'on retrouve en abondance musées et festivals, pour d'autres encore, c'est une ville d'une grande beauté. Depuis l'ère du siècle, la Commission de la Capitale nationale et ses prédécesseurs se sont efforcés de créer une capitale **canadienne** d'allure véritablement internationale. Cet objectif a été plus qu'atteint: des visiteurs venus de toutes les régions du Canada et du monde nous disent que nous avons bien réussi à utiliser les ressources culturelles, architecturales et physiques de la région de la capitale. Nous cherchons maintenant à ajouter une nouvelle dimension aux qualités intrinsèques de notre capitale. Nous voulons que la région de la capitale devienne le second foyer de chaque Canadien. La capitale doit être un endroit qui éveille les émotions — la fierté et le patriotisme — des hommes, des femmes et des enfants d'un océan à l'autre. Comment peut-on y parvenir? Au cours de l'année écoulée, nous avons demandé **leurs** suggestions à des milliers d'entre vous. Voilà la réponse que nous avons le plus souvent entendue: les Canadiens souhaitent continuer d'avantage à la vie de leur capitale, participer à son développement ainsi qu'à ses célébrations.

Les notions de contribution, d'engagement et de participation en sont donc venues à constituer le vecteur central de la nouvelle optique qui guide la Commission de la Capitale nationale sur le chemin du 21^e siècle.



J. E. Pigott

Le Président,
Jean E. Pigott

LETTRE DE PRÉSENTATION

L'honorable Roch La Salle, P.C., député
Ministre des Travaux publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre.

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les activités de la Commission de la Capitale nationale pour l'année financière 1985-1986.

À bien des égards, 1985-1986 a marqué un point tournant pour la Commission. Tout en continuant d'assumer nos tâches traditionnelles, nous nous sommes engagés, avec grand succès croyons-nous, dans un processus de renouvellement.

Nous avons étudié diverses manières d'optimiser nos activités afin d'éviter d'imposer un fardeau supplémentaire aux contribuables. Nous avons examiné nos relations avec les autres organismes fédéraux afin d'identifier et d'éliminer toute duplication d'efforts. De plus, nous avons fait de nombreux efforts afin d'interroger les Canadiens des autres régions du pays afin de découvrir avec eux de nouvelles manières de les faire participer plus pleinement à la vie de leur capitale.

Nous croyons que de ces initiatives augurent belles qualités d'une capitale représentant les plus belles qualités du Canada et des Canadiens, un «miroir» qui nous permettra de voir nos nombreuses réalisations et d'apprécier la portée de nos entreprises.

Pour que nous puissions ouvrir la porte à un tel avenir, il était crucial de présenter au gouvernement, comme nous l'avons fait à la fin de l'année financière, un document énonçant la nouvelle optique que souhaitait se donner la Commission dans le cadre de son mandat.

Dans les années à venir, plus encore que par le passé, la Commission mettra encore plus l'accent sur ses besoins en matière de coordination, de gestion des ressources et d'établissement de programmes publics. Si l'on pave la voie à une plus grande participation du public au soutien, au développement et à l'appréciation de la capitale,



Le Président,
Jean E. Pigott

nous croyons que celle-ci deviendra une entité véritablement nationale qui sera une source de fierté pour tous les Canadiens.

Donc, même si l'objectif principal d'un rapport annuel est de revenir sur le passé récent, vous retrouverez de fréquentes allusions, dans les pages qui suivent, aux initiatives qui sont maintenant en cours pour transformer la capitale.

De la part des commissaires et des 929 employés qui forment la Commission de la Capitale nationale ainsi que des nombreux amis qui nous ont aidés, j'ai l'honneur de vous présenter ce rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon plus grand respect.

[Signature]
31/986



Canada

Commission
de la Capitale nationale
National Capital
Commission



Rapport annuel 1985-86

une nouvelle optique

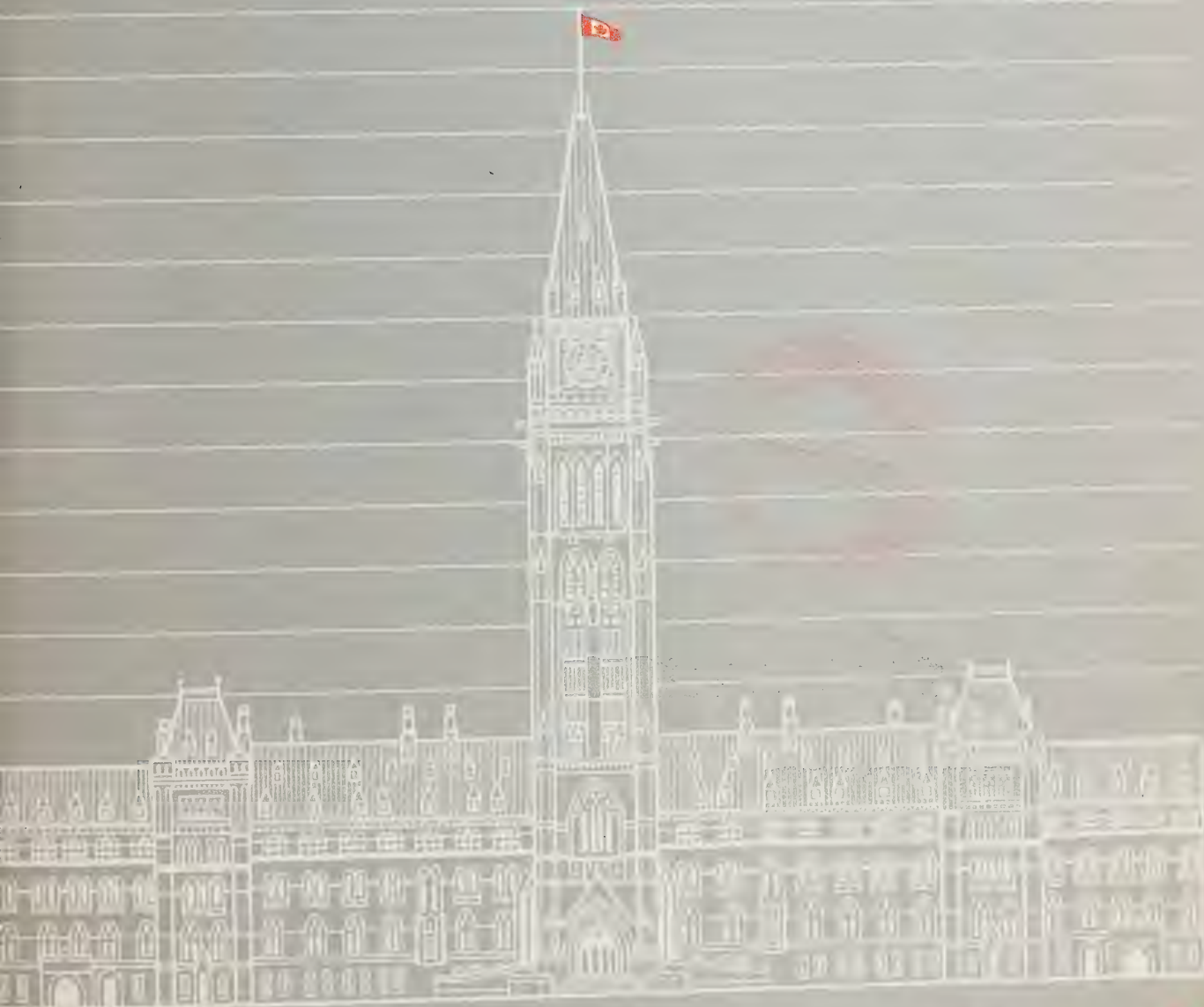
La capitale nationale:



Annual Report 1986-1987

CAI
CP
-A55

THE PARLIAMENTARY
COMMISSION OF ENQUIRY



National Commission on the Environment
Commission nationale de l'environnement

Canada

Letter of Transmittal

The Hon. Stewart McInnes, P.C., M.P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. McInnes:

It is my pleasure to report to you on the activities of the National Capital Commission during the 1986-87 fiscal year.

The past year has been one of the most significant in memory for the Commission. Government approval, in June 1986, of an expanded mandate for the NCC lent added vigour to the process of rethinking, reorganization and renewal that has characterized our activities in recent years.

That process had several distinct dimensions.

Internally, we reorganized our operations in several key areas and implemented new management practices to enhance efficiency and to provide better measures of our performance.

In our relations with other organizations, we made great progress in bringing together the many governmental jurisdictions – federal, provincial, regional and municipal – and the increasing number of private organizations involved in the development and animation of the Capital. Coordination of these diverse contributions is essential both as a cost-saving strategy and as a way of ensuring a common focus for development of the Capital.

Comprehensive long-term plans for the development of federal *lands* in the Capital neared completion, while an exciting new initiative – the Capital Orientation Plan – began to give shape to the events and activities that will add many new dimensions to the *cultural* life of the Capital in the not-distant future.

Consequently, by year's end we were in a position to launch a new era in our stewardship of the Capital. The conceptual and organizational tasks that flow from our new mandate are well advanced. Now we are looking forward with great anticipation and enthusiasm to implementing the programs that will give practical expression to a renewed vision for the Capital.

In the years to come, we believe that increasing numbers of Canadians will grow to appreciate the Capital as a second home – a place that reflects the glorious diversity and unlimited potential that is Canada.

The Capital will be both a source – and a *symbol* – of national pride.

On behalf of the Commissioners and employees who comprise the National Capital Commission, I am pleased to present this report.

Yours sincerely,

Jean E. Pigott,



Chairman



Personal message from Mrs. Pigott

Among the highlights of the past year, three remarkable statistics stand out in my mind. In 1986-87, some 3.5 *million* visitors explored the Capital; nearly 5,000 area residents helped the Commission, as *volunteers*, to host the many events we staged; and, by year's end, nearly 3-in-5 Canadians had visited the Capital at least once in their lifetimes.

What's so remarkable about that?

It means that the Capital has become one of the most popular on-going attractions in the nation.

It suggests that a rapidly-growing number of Canadians want to make a *contribution* to the Capital – to play a direct role in making it a vital place to be.

It also implies that we still have a considerable way to go in reaching out to the 2-in-5 Canadians – mainly in the far east and far west of this country – who have not yet fully shared in the Capital experience.

Over the past year you have probably heard a lot of talk about our new “mandate”.

The best way I can think of to explain the intent and implications of the mandate is to think about those visitors, volunteers and would-be visitors.

The new mandate will allow the NCC – on behalf of all Canadians and in close cooperation with many other organizations, nation-wide – to create a Capital that serves as a meeting place for all Canadians.

It will permit us to invite the direct participation of increasing numbers of Canadians, coast to coast, in the development and animation of the Capital.

And it will enable us to communicate the Capital – and Canada – to those Canadians who would like to be here in spirit, if not in person.

At the Commission, we have already taken great strides in developing the plans and organizational approaches that will help us to realize these goals.

Now it is time, with the help of our many friends and colleagues, to create and implement the programs that will make these goals a reality.

Jean E. Pigott,

A handwritten signature in dark ink, reading "Jean E. Pigott". The signature is fluid and cursive, with a large, stylized initial "J" and "P".

Chairman.



Table of contents

1

A SYMBOL OF PRIDE

4-7

An overview of the Commission's emerging philosophy, objectives and activities.

2

THE YEAR IN REVIEW

8-15

A sampling of highlights from the 1986-87 fiscal year.

3

THE COMMISSION

16-21

An organizational profile of the National Capital Commission.

4

FINANCIAL REPORT

22-32

The Commission's audited financial statement accompanied by the Report of the Auditor General of Canada.



A symbol of pride

June 2 1986, marked the official beginning of a new era for the National Capital Commission.

On that day, the federal government approved a new mandate for the NCC – a mandate that will guide us in all our activities into the next century.

Central to that mandate is a renewed *vision* for the Capital embodied in three central themes:

- The Capital as Canada's Meeting Place;
- Communicating Canada to Canadians; and
- Safeguarding and Preserving the Capital's natural and built environments.

Until the introduction of the new mandate, our focus rested heavily on the third of those themes: safeguarding, developing and preserving the Capital's physical resources. Those duties will remain the focus of a sizable portion of our work. Canada's wonderfully *green* Capital will *remain* green – under close NCC supervision.

However, the Commission will devote an increasing portion of its resources to the vital task of developing the Capital as a *symbol of pride* for Canadians.

That means giving added emphasis to *people* and their *culture* – the heart of our nation's identity.

This element of our renewed mandate focuses on developing new programs to provide "symbolic content" to the Capital. That is something that cannot be developed in isolation. The NCC *must* reach out to Canadians to find out how *they* define themselves and what *they* want for their Capital.

Consequently, *consultation* and *coordination* have assumed central importance in all of our planning and implementation strategies. We must not *assume* that we know best. We must encourage public input and participation as we move ahead.

Closely linked to that approach is the need to extend the opportunity – in every possible case – for direct public participation and contribution.

The result of these and other initiatives, we are confident, will be a Capital that embodies and reflects the essence of Canada.

BUILDING ON A SOUND FOUNDATION

If 1985-86 was the year in which we articulated a new vision for the Capital, 1986-87 was the year we created a sound foundation on which to build the practical expressions of that vision.

In short, it was the year of "The Plan" – or, to be more precise, two key plans.

The *Federal Land Use Plan* – a blueprint for the future use of federal lands and properties in the Capital – neared completion by the end of the year. A comprehensive document conceived to provide broad, long-term time guidance, the Plan will ensure that properties essential to the long-term development of the Capital are not compromised or lost.

The *Capital Orientation Plan* is concerned with *programming* – with the events and activities that animate the Capital. Begun in earnest during the past year, planning of this sort represented a significant new initiative for the Commission – a large-scale multi-year plan in the field of *cultural* development.

A vital part of creating both the Federal Land Use Plan and the Capital Orientation Plan has been comment and participation from other government agencies and from interested groups in the private sector. Both plans have been modified and improved as the result of thoughtful inputs – creating a firm, consensual foundation on which to build the Capital of the future.

As part of the approach we are formulating we are placing new emphasis on the measurement of our effectiveness as an organization.

Corporate planning and financial processes will play an important role in ensuring that programs introduced to fulfill our new mandate are delivered on time, within available resources, and with a high degree of effectiveness.



REAL ASSET MANAGEMENT

The NCC is a major land owner in the National Capital Region with holdings of some 48,000 hectares of property – about 10% of the total land area.

This portfolio consists of parkways, recreational pathways, large wilderness and rural resources, many of the major parks and open spaces within the urban core, revenue producing properties and buildings of significant historical and architectural interest.

It is crucial that those properties be managed to produce the greatest possible benefits for the Capital. With that in mind, the Commission created a specially-tasked Urban Land Management Division last year. The Division will ensure the optimal use and effective management of the Commission's urban land asset portfolio.

As a preliminary step, the Division has created a comprehensive computerized inventory of Commission properties – including maps and inspection reports so finely detailed that every tree, flower bed and ground feature has been recorded.

As the NCC shifts from a "doer" role to a "doer/facilitator" role, there will be many opportunities to use these properties as leverage in attaining the Commission's overall objectives. Buildings and properties that no longer serve a strategic purpose will be disposed of.

PULLING TOGETHER

An important fact of life in the Capital is the *number* of jurisdictions that play a role in its administration and development.

Just over two dozen municipalities, two regional governments, several provincial ministries and numerous federal departments – in addition to the NCC – have an impact on how the Capital looks to outsiders.

Particularly in this time of belt-tightening for all government organizations, it is essential to *pool* these efforts and resources to achieve maximum benefit.

Consequently, *coordination* will be the watchword in coming years – a vital contribution to the evolution of the Capital.

To that end, the Commission created a new Branch last year to perform the roles of coordinator and facilitator. The Inter-

governmental Programs Branch will coordinate NCC efforts in the Capital with those of other levels of government and other organizations.

The result? More effective use of available resources, a more unified image for the Capital, and a more complete experience for visitors to the Capital.

AN OPPORTUNITY TO CONTRIBUTE

A theme that has emerged again and again during our formal and informal polling of public opinion is that Canadians would

welcome the opportunity to contribute more directly to the development and animation of their Capital.

When it became known several years ago that the Commission was facing some difficult decisions as the result of financial austerity, Canadians responded with a magnificent outpouring of good will and offers of assistance.

The assistance offered took many forms: volunteer participation in the delivery of popular programs; sponsorship of events;



Destination 88

In 1988, the Capital will witness the opening of the spectacular new **National Gallery of Canada**, the **National Aviation Museum**—and part of the **Canadian Museum of Civilization**.

Those will be events really worth celebrating – and the plans are well underway to do exactly that. Referred to as “Project 88”, the celebration will be on a scale worthy of the event – an entire year of special attractions that will *involve* Canadians in their Capital as never before.

The NCC has accepted the challenge of taking a lead role – shared with other members of the federal family and with regional and municipal governments – in welcoming the many Canadians who will make 1988 *the* year to visit their Capital.

Destination 88 will be the first major test of the NCC’s enhanced role as a facilitator. In addition to its role as a coordinator of the event, the Commission will make direct contributions such as: the timely completion of the first phase of a new route linking major attractions in the Capital’s core area; the staging of a wide range of events, festivals and attractions throughout the region; and a range of new information services extending a welcoming hand to Capital visitors.

The “Year of Cultural Celebration” will provide an opportunity to showcase not only the new museums, but to focus attention on the other national institutions, special events and natural attributes that distinguish our Capital.



the loan of facilities and equipment; and direct financial contributions.

While accepting the need to live within a more modest budget provided from public coffers, the Commission is now exploring the possibility of extending the opportunity of participation and contribution to an even wider cross-section of Canadians. That approach is very much in keeping with our commitment to seek out others who have expertise, facilities, products and time to contribute to the development of the Capital.

A creative approach to the financing of future endeavours will continue to involve invitations to the private sector to sponsor events and make public contributions to capital projects.

For instance, there is increasing interest in the private sector in taking over projects traditionally supported by the Commission: the Sound and Light show on Parliament Hill, the Wakefield Steam Train and other attractions have drawn considerable interest from entrepreneurial groups.

From recent experience, we know that many individuals and organizations will want to be associated with the winning concepts that we are developing.

And we know – because we have been told by many happy volunteers – that, as the result of their participation, the contributors will feel an intense *connection* to their Capital.

For them it will have become a very real symbol of pride.

The official residences

Early in 1986, the Capital's six Official Residences – previously cared for by Public Works Canada – became the responsibility of the Commission.

The Official Residences Division, part of the Property Branch, will supervise maintenance, preservation and planning services for the houses provided by the federal government for use by the Governor-General, Prime Minister, Leader of the Opposition, Speaker of the House of Commons and official visitors to Canada.

Working closely with the Official Residences Council established in December 1984 to advise the Prime Minister on the management of the houses, the Division will develop sound management practices for ongoing operations and will coordinate the implementation of recommendations made by the Council.

The Division is in the process of creating master plans for each of the houses – and of finalizing the comprehensive inventory of the artifacts and furnishings.

Already the computerized Collection Management System developed by the Division has been used to catalogue more than 3,000 individual items.

The great public interest in these treasured buildings is reflected in the nearly 25 thousand visitors who explored the grounds of Rideau Hall during guided tours last year.

The Green Capital

Canada's Capital is renowned throughout the world as a place of magnificent parks, floral displays and *green spaces*. In an expression of the environmental values traditionally held by Canadians, the NCC maintains:

- The Greenbelt;
- The magnificent Gatineau Park;
- 35,000 square metres of flower beds;
- 50,000 specimen trees;
- 105 kilometres of parkways; and
- 200 kilometres of recreational pathways.

The supporting infrastructure includes: five major bridges (over 50 smaller ones); and thousands of park benches, picnic tables, fences, signs, lamp posts and other equipment.

The federal land use plan

In January 1986 the Commission completed the first phase of a pivotal study concerning the future use of federal lands in the Capital.

During the remainder of the year, the Plan for Canada's Capital: A Federal Land Use Plan received close scrutiny from a wide spectrum of audiences across Canada including Members of Parliament, federal agencies, regional and municipal politicians, and interested citizen groups.

The result of these contributions was an amended plan that will serve as the government's long-term guide for the use of all federal lands in the National Capital Region.

Final government approval for the plan will be sought during the coming year.



The year in review

On many fronts, 1986-87 was a year of "firsts" for the National Capital Commission.

In June, following more than a year of preparation, our new mandate was approved by Cabinet. The approval launched a period of renewal that will transform the Capital, in spirit and in appearance, in the not-distant future.

To ensure that renewal begins on a sound footing, it was important that we first put our own house in order. So, 1986-87 began as a year of internal restructuring to better accommodate new tasks.

For instance, we created an entirely new Branch – Intergovernmental Programs – to coordinate our activities with other players in the Capital region. We assigned management responsibility for our extensive land holdings in the region to a new Urban Land Use Management Division. And we created a new Division to supervise the Official Residences transferred to our care from Public Works Canada.

In keeping with the need to channel our more limited financial resources towards focused objectives, we abandoned or postponed several initiatives begun in the past.

For example, our Visual Arts program was discontinued in keeping with the recommendations of the Nielson Task Force on Arts and Culture. And, for the first year in many years, there was no Canoe Festival on Victoria Island. Instead, planning progressed for a new festival that will showcase Canadian culture and professions beginning in the Summer of 1987. In other ways, too, we reassigned resources to better realize our primary goals.

Underpinning all of these initiatives, we developed a new, more comprehensive approach to auditing – an approach that will go beyond the traditional focus on expenditures to include an evaluation of objectives and results. As we progress with our plans for an invigorated Capital, we will be in an excellent position to make objective measure of our progress.



A year of celebrations



Highlights

Highlights among the many events and activities in 1986-87 for which the Commission was responsible include:

A particularly significant development in 1986-87 was the start of detailed planning for a year-long festival that will provide the first real test of all the elements of our renewed mandate.

Destination 88 will provide a spectacular showcase for Canadian culture and accomplishments. Beginning in the earliest hours of 1988 with an all-out New Year's celebration on Parliament Hill, Destination 88 – built on the contributions of many players – will focus national attention as never before on the Capital.

Playing a leading role in that celebration will be the NCC-sponsored festivals and events that have become synonymous with the Capital.

Last year, as in previous years, the biggest one-day celebration in the Capital was Canada Day. Attendance matched our all-time record total of 350,000 participants. Of particular note was the assistance we received from some 1,200 volunteers.

In spite of poor weather in February 1987, some 700,000 people attended the 10-day Winterlude festival last year. More people than ever were entertained by nationally-televised Winterlude events.

The Winterlude Festival Association – an organization of non-NCC contributors to Winterlude – made its debut, supervising several highly-successful events.

The Commission continued to support many non-NCC festivals throughout the region with technical advice and financial contributions to cover part of their costs. Among these were the Festival of Spring, Ottawa International Jazz Festival, the Festival de la Bicyclette de Hull and the Festival Franco-Ontarien. All will play significant roles in the big celebration to come.

Faced by tight budgets and ever-growing expectations, NCC employees performed their many duties superbly throughout the year – an enormous credit to their efficiency and inventiveness. That commitment and spirit will continue to be crucial as our new endeavours unfold.

Spring '86

Visitor Information Study: The Commission conducted a year-long survey of visitors to the Capital beginning early in 1986. The survey, part of a larger undertaking to make the Commission more responsive to its public helped us to determine *who* visits the Capital and to gauge visitors' attitudes towards the Capital and its public attractions.

The Log Farm: The farm house and buildings constructed by the Bradley family and their neighbours in the 1850's continued a popular attraction during 1986. Living museum in which 13 costumed interpreters invite visitors to join in performing traditional farm tasks, the Log Farm drew some 12,000 people. The NCC has initiated a 5-year plan to transfer the operation of this site to a non-profit, cooperative association of area residents.

Wakefield Mill: The Wakefield Mill, restored by the NCC during the 1970's, will soon be operated entirely by local community organizations. During 1986 approximately 13,500 people visited the Mill and the adjoining MacLaren House museum operated by the Gatineau Historical Society.

Parkway Construction: Construction begun in 1985 on the eastward extension of the Commission's Ottawa River driveway system continued during the year. The roadway will provide access to the new National Aviation Museum.

Park Enhancement: In addition to the demanding year-in, year-out work of maintaining the Commission's public open spaces, Development Branch crews launched a major overhaul of one of the Capital's most popular attractions - Commissioners Park. Bordering Dow's Lake and the Queen Elizabeth Driveway, the Park has long been the site of the Capital's most spectacular floral displays. Now the show will be even richer and more varied with the addition of new beds, walkways and display planters - some resembling circular courtyards in the midst of all the greenery.



Summer '86

Canada Day: The biggest one-day celebration in the Capital drew more than 350,000 people in 1986. Happy crowds attended special events staged at five sites throughout the core area. As always, thorough planning, excellent coordination among the many participating groups, and superb assistance from approximately 1,200 volunteers made the 1986 event a smashing success.

Core Area West Planning: The Commission has identified as a mid-term priority the development of lands referred to as the "Core Area West". Properties including LeBreton Flats, Brewery Creek, Chaudière Island and Victoria Island will eventually be developed to provide an anchor at the west end of the new route soon to link major attractions in the Capital's core. Although firm plans have yet to be approved, several development concepts have been proposed and will soon be released to the public and interested parties for comment and refinement.

Sound and Light Show: For the third consecutive year, the *Sound and Light* show was a major attraction on Parliament Hill. The show, which makes use of powerful coloured lights synchronized to a sound track delivered through powerful speakers to tell the story of Canada's founding and development, drew 65,000 visitors during Summer '86.

Kingswood Cottage: As one of many initiatives in response to the widespread interest Canadians have shown in their shared political and cultural history, the Commission opened the carefully-recreated interior of Kingswood Cottage in 1986 – the summer home occupied by William Lyon Mackenzie King between 1900 and 1926. Some 150,000 people visited the Estate – 62,000 of them attracted to the cottage and nearby interpretation centre. Additional restoration work is in progress.

Info Tent: The Parliament Hill visitors' staging centre known as "Info Tent" really proved its value during a busy 1986 Summer season on the Hill. In its second full year of operation, the tent-covered information centre located on the east side of the Centre Block provided a relaxed first stop for visitors wishing to enter the Parliament Buildings. While waiting for a tour of the Centre Block, visitors browsed through exhibits and written material and posed questions to knowledgeable staff. In all, the facilities served a quarter *million* visitors.

Capital Vignettes: Sir John A. Macdonald, Sir Wilfrid Laurier and other prominent Canadians spent a great deal of time on Parliament Hill again last year – not in ghostly visage, but in flesh-and-blood reality thanks to a hardy troupe of actors hired by the Commission. Re-enacting episodes from the careers and times of early politicians, the performers helped thousands of visitors to understand more about Canada's political history. The program was expanded in 1986 to include the re-enactment of the famous "Person" trials of the late 1920's dealing with the rights of Canadian women to hold public office. The vignettes were among Parliament Hill's most popular attractions.



Fall '86

Fall Rhapsody Program: That special opportunity to see Gatineau Park and the Greenbelt in all their autumn glory ran from September 20 to October 13, 1986. In addition to the popular sightseeing bus rides along NCC parkways, the Fall Rhapsody program was expanded to include a wide spectrum of innovative activities including "orienteering" on back-country trails, hawk-watching at Huron Lookout, a leaf slide and deep-basin leaf "pool" for children at Étienne-Brûlé Lookout, and many other activities geared to almost every interest. As a result, attendance skyrocketed – surpassing the 200,000 mark for the first time.

The Parliamentary Precinct Plan: Comprehensive studies to determine how best to accommodate the growing need by Parliamentarians for office space in the vicinity of Parliament Hill ended one phase – and entered another – during the year. Phase II of the Parliamentary Precinct Study – a Draft Master Plan and Urban Design Guidelines – was completed following close consultation with the Parliamentary Committee studying the subject. Now, priorities are to be set for the on-going evolution of this significant group of buildings at the core of the Capital.

Lac Philippe Filtration Plant: For several years, the Commission has been hard at work developing – and redeveloping – Gatineau Park facilities to accommodate an increasing number of Park users. In confirmation of the environmental values shared by many Canadians, some 1.3 million visitors made 'round-the-year use of its trails, lakes, picnic sites, interpretation centres and camping grounds! During the year, work began on the installation of a modern water filtration plant at Lac Philippe to ensure that campers continue to enjoy clean, safe drinking water.

The "Rivers Conference": One of the first events flowing from the Commission's new mandate will be an international conference on rivers and waterfronts to be held in Ottawa during early June 1987.

Organized by the Commission in part to glean ideas for the use of Capital region river-side properties, the conference will draw representatives from across the nation and from several foreign countries. Topics of discussion will include the animation, public use, development, conservation and rehabilitation of shoreline and waterfront properties.

Canadian Museum of Contemporary Photography: The NCC has undertaken, in a co-operative and facilitative role, to re-construct and enhance the Château Laurier Terrace railway tunnel to create this new photographic exhibition area. Participants and occupants in the venture include Parks Canada, Canadian National Hotels Inc. and National Museums Canada.



Winter '86-87

Christmas on Parliament Hill: Christmas on Parliament Hill last year was more colourful than ever before thanks to an all-out Christmas lighting campaign – in concert with several of the Provincial Capitals. To set the stage for the holiday season, lights adorning Parliament Hill buildings, trees and neighbouring streets were switched on beginning December 10th. Simultaneously, a number of provincial legislature buildings turned on their Christmas lights. One of the most remarkable sights of the entire winter came on Christmas Eve when a storm coated every branch and bulb with a light-diffusing coat of ice. Thousands of spectators made the somewhat treacherous trip to Parliament Hill to see the magical effect.

New Year's Eve: The second year of what may become a grand tradition for Canadians proved to be at least twice as popular as it was the first time around. As midnight, December 31 approached, nearly 25,000 people crowded onto Parliament Hill to share in welcoming the New Year. They were joined by some 600,000 television viewers across the country – *triple* last year's tally. At this rate, more than 100 million people will be in Canada's Capital for New Year's Eve, 1996.

Winterlude: The nation's premier celebration of winter again attracted more than 700,000 visitors during the ninth-annual 10-day festival. Many of the visitors travelled from outside the region to join the festivities, while additional thousands tuned in for nationally televised Winterlude events. Innovations in 1986 included the administration of *Winterlude on the Fringe* by a community organization – the Winterlude Festival Association.

Gatineau 55: The popular Gatineau 55 Cross Country Skiing marathon was staged again in 1987 – under conditions that tested all the resources and stamina of contestants and organizers alike. The 55-kilometre competition took place on a windy, brutally cold weekend that *might* have ended the event before it began. However, NCC organizers quickly adjusted almost every facet of the competition – shortening the distances, rerouting pathways, and repositioning shelters and relief stations. The event commenced and proceeded as scheduled – although Gatineau 55 had become Gatineau 42 as the result of the adjustments. The NCC organizers have since been invited by the European cross-country ski fraternity to share their experiences. It is possible that the NCC's quick-reaction strategies will save other international competitions in the future.



Daly Building renewal

During 1986-87, one of the Capital's most significant redevelopment projects moved several steps closer to implementation.

In an expression of the appreciation Canadians have come to share for heritage preservation, the Commission issued a call to developers for the adaptive reuse of the Daly Building, a prominent part of the downtown streetscape since 1905. The "pre-qualification" call announced in late November 1985 drew the attention of several of Canada's leading developers.

The initial call was followed early in 1986-87 by an invitation to the most promising of the respondents to submit a comprehensive financial proposal. The successful developer was then asked to engage three architectural firms to propose design concepts for renewal of the property.

Architectural concepts were reviewed by the Advisory Committee on Design in February 1987. Selection of the preferred concept is expected early in fiscal 1987-88. The land will remain in NCC ownership for the benefit of all Canadians.

The Chambers project

The success of the government – private sector development approach employed for the renewal of the Daly Building will serve as the blueprint for this equally important project in downtown Ottawa.

The "Chambers Site", located on Confederation Square within sight of the Parliament Buildings, consists of two very special heritage buildings – Central Chambers and Scottish Ontario Chambers. Both are to be carefully restored to their original elegance.

To that end, preparatory work began with the release of a prequalification call to the development community in February 1987. After expressions of interest are received in April 1987, a second-stage call will be issued in June.

Linking core-area attractions

One of the first tangible products of the Commission's renewed vision for the Capital will be a distinctive route linking the major attractions encircling the Capital's central core.

The route has been given top priority as a developmental project for the near future because two world-class museums will open along the route in 1988-89, and because of the key role it can play in shaping the perceptions of visitors not only of the Capital, but of the country.

Already, the Sussex Drive – Rideau Street portion of the route has special significance as the setting for all state processions moving between the Governor-General's residence and Parliament Hill.

The route is flanked by many of the Capital's most significant buildings including 24 Sussex Drive, the Lester B. Pearson building, the Royal Canadian Mint, the Château Laurier Hotel and the Centre Block of Parliament.

In anticipation of the opening of the Canadian Museum of Civilization and the National Gallery of Canada, detailed planning is underway that will transform the appearance of the route. It will be designed and landscaped with suitable lighting, benches and other fixtures to enhance the nation's shrines and points of interest along the way.

Significantly, the international design community agreed that the route is a winning idea. In a field of 357 urban design and planning projects entered in the prestigious *Progressive Architecture* magazine competition, the proposed route won top honours – one of exceedingly few Canadian projects ever to do so.

Said the jurors: "The concept of a loop that bridges the river, taking into account the dramatic viewpoints, is fabulous. Ottawa in general is a tribute to modern urban planning."



Gatineau Park

A National Destination: Capital residents, accustomed to thinking of the Gatineau Park as a local get-away, may be surprised to learn that roughly 1.25 million people used its wonderful facilities last year.

Gradually, but inevitably, the 35,600-hectare wilderness recreational area has become a major Capital attraction. As attendance is likely to become much higher in the not-too-distant future, the NCC has embarked on a major program of reorganization and renewal to accommodate the demand.

Revisions to the park Master Plan continued during 1986. With major input from the public, the plan will provide clear direction for the further development of park facilities in keeping with the environmental values and interests shared by Canadians.

"Project Contact"



If you really want Canadians to understand and appreciate their Capital, introduce them to it while they're still in school.

Sound like good advice? We think it's a great idea and we've begun to do something about it. We call it "Project Contact" – connecting young Canadians with their Capital.

Last summer, Project Contact staff travelled across the country consulting Ministry of Education representatives, classroom teachers and curriculum specialists to identify suitable subject matter and presentation techniques for supplementary learning materials about the Capital.

The team was warmly received. There is a real need for such material, especially in social studies and civics courses in the upper elementary grades. Our investigations suggest that the best "fit" will be in grades 5 and 6.

So, we have engaged a private company to develop, produce, document and distribute the package of supplementary classroom materials focussed on the Capital and its role in the evolution of Canada. Teachers will be involved in the development of the materials to make them as useful and child-oriented as possible.





AN ORGANIZATIONAL PROFILE

Creating a more beautiful, functional and appealing Capital by enhancing its natural, built and cultural environments is the task that has been vigorously pursued by the National Capital Commission and its predecessors since early in this century.

There are many dimensions to this task: property acquisition, cultural animation, planning, the dissemination of information, design, development of recreational opportunities, and approval of the adaptive re-use or redevelopment of federal properties.

OUR MANDATE

The National Capital Commission (NCC) is a statutory Crown Corporation (listed in Schedule "C" of the *Financial Administration Act*) created by the National Capital Act in 1958.

According to the Act, the Commission's purpose is to prepare plans for, and assist in, the development, conservation and improvement of the National Capital Region in keeping with its national significance as the seat of the Government of Canada.

With the approval, by Cabinet, in June 1986 of an expanded mandate for the Commission, *cultural* development has also become a key component of the Commission's purpose. The *National Capital Act* will soon be amended to reflect that evolution.

In keeping with the revised mandate, the NCC has articulated a new Mission Statement:

"The National Capital Commission's purpose is to attend to the development of the Capital as a common symbol of national pride."



Internal structure

To accomplish this, the Act states that the Commission may:

- acquire and dispose of property;
- construct and maintain parks, parkways, bridges and other structures;
- cooperate with local municipalities, private sector firms and others in joint projects;
- administer, preserve and maintain historic places;
- carry out planning related to the proper development of public lands in the National Capital Region.

The site, location and plans for the erection, alteration or extension of a building or other work on federal land in the National Capital Region must be approved by the Commission.

Within the framework of the new mandate, this list has been expanded to include such things as:

- Recurring celebrations of national themes such as Canada Day or Winterlude;
- Historical and natural interpretive exhibits;
- Special national or international spectacles culminating in the Capital;
- A communications program to ensure that Canadians are fully aware of what is happening in the Capital;
- Media programming to bring Capital region events to a national audience.

Further, there is a growing need for unity of purpose among the many federal departments and agencies, and other levels of government in the Capital. There is also a need for a greater *provincial* presence in the nation's Capital. Closer consultation will be required to ensure that public programming is complementary and well coordinated.

In keeping with the priorities of the current Federal Government, the NCC is intent upon decreasing its financial dependence on appropriations. The Commission has, therefore, redoubled its commitment to increasing its revenue-earning potential. NCC assets are to be leveraged in support of the Commission's objectives: where it is desirable and feasible, NCC property is to be improved, adapted or redeveloped in cooperation with the private sector to maximize revenue potential while furthering the established goals of the Commission.

THE NATIONAL CAPITAL REGION

The area within which the NCC has jurisdiction is referred to as the National Capital Region. The cities of Ottawa, Ontario and Hull, Quebec are at the core of the region, which covers 4,662 square kilometres. It encompasses all or part of 27 municipalities and is home to some 750,000 people.

The region forms a mosaic of geographic and social elements. The two Canadian provinces with the largest populations meet here in the hills and plains of the Ottawa River Valley. Both of the country's official languages are in common use in the region and several cultures exist side by side.

Although the lumber business and military strategy were what initially made the area economically viable, the arrival and gradual growth of the Federal Government has shaped its subsequent economic development. Today, about one-third of the labour force in the region is directly employed by the Federal Government – although other sectors, such as tourism and high technology research and manufacture, are increasingly important.

The National Capital Commission is a major property owner in the National Capital Region with holdings of some 48,200 hectares or about 10% of the total land area. The portfolio consists of parkways, large wilderness and rural resources, many of the major parks within the urban core, revenue producing properties and buildings of significant historical and architectural interest.

THE COMMISSION

The NCC, a Crown Corporation, is headed by a 20-member *Commission* composed of individuals appointed by the Governor-in-Council for terms not to exceed three years. Members are limited to appointment for two consecutive terms.

To ensure that all parts of the country are represented, at least one member must be appointed from each province. Ottawa, Hull and surrounding municipalities are also assured of representation through a number of mandatory appointments. The Commission typically meets three times each year to exercise its authority over the Corporation's by-laws, financial affairs, appointments and corporate planning.

A five-member **Executive Committee**, composed of Commission members, meets each month to supervise the Corporation's on-going activities and to make recommendations to the Commission on matters of policy.

A **Corporate Audit Committee**, composed entirely of Commission members, oversees the internal audit function, deals with the external auditor and represents all members of the Commission in the review and approval of corporate financial statements.

The Commission is assisted in performing its duties by four **Advisory Committees** consisting of Commissioners and of acknowledged Canadian experts in the Committees' fields of concern. At the end of March 1987, there were four such committees: the **Advisory Committee on Real Property**; the **National Capital Planning Committee**; the **Advisory Committee on Design**; and the **Advisory Committee on Communications**.

Heading both the Commission and Executive Committee is a **Chairman**, appointed by the Governor-in-Council, who serves as the Corporation's Chief Executive Officer. The Chairman is also an ex-officio member of the Commission's Internal Management and Advisory Committees.



Commissioners

COMMISSIONERS

(as of March 31, 1987)

Chairman

Jean E. Pigott

Vice-Chairman

Pierre Bastien
Montréal, Québec

Robert Chiarelli
Ottawa, Ontario

Dr. William Crawford
Sackville, New Brunswick

Eleanor Drysdale
Vancouver, British Columbia

Vilmont Dupuis
Gatineau, Québec

F. Paul Laflamme
Hull, Québec

Paul E. Lalonde
Gloucester, Ontario

Halia M. Lypka
Hamilton, Ontario

J. Arthur MacDonald
Pictou, Nova Scotia

Donald MacKinnon
Charlottetown, Prince Edward Island

Alan G. Martin
Midland, Ontario

William L. McEwen
Vancouver, British Columbia

John McIntosh
Edmonton, Alberta

Philip M. Reynolds
Winnipeg, Manitoba

Edie Rittinger
Vancouver, British Columbia

Bea C. Ross
Ottawa, Ontario

Guy Simard
Ste-Foy, Québec

Vernon Toews
Whitehorse, Yukon

EXECUTIVE COMMITTEE

(as of March 31, 1987)

Chairman

Jean E. Pigott

Vice-Chairman

Pierre Bastien
Montréal, Québec

Vilmont Dupuis
Gatineau, Québec

Bea C. Ross
Ottawa, Ontario

John McIntosh
Edmonton, Alberta

CORPORATE AUDIT COMMITTEE

(as of March 31, 1987)

Chairman

Alan G. Martin
Midland, Ontario

Dr. William Crawford
Sackville, New Brunswick

Paul E. Lalonde
Gloucester, Ontario

William L. McEwen
Vancouver, British Columbia

Philip M. Reynolds
Winnipeg, Manitoba

ADVISORY COMMITTEE ON REAL PROPERTY

(as of March 31, 1987)

Chairman

Allan D. Poapst
Winnipeg, Manitoba

Vice-Chairman

Robert Fréchette
Québec City, Québec

MEMBERS:

William Assad
Gatineau, Québec

Joe Berridge
Toronto, Ontario

Robert Garrod
Ottawa, Ontario

Philip O'Brien
Montréal, Québec

Jack Scott
Brampton, Ontario

COMMISSIONER:

Donald MacKinnon
Charlottetown, Prince Edward Island

**NATIONAL CAPITAL PLANNING
COMMITTEE**

(as of March 31, 1987)

Chairman

Serge Y. Piotte
Montréal, Québec

Vice-Chairman

Alan F.J. Artibise
Winnipeg, Manitoba

MEMBERS:

Dr. Caroline Andrew
Ottawa, Ontario
Macklin L. Hancock
Mississauga, Ontario
Walter Hardwick
Vancouver, British Columbia
Lloyd P. Sankey
Toronto, Ontario
Serge Viau
Sillery, Québec

COMMISSIONERS:

Robert Chiarelli
Ottawa, Ontario
Guy Simard
Ste-Foy, Québec

ADVISORY COMMITTEE ON DESIGN
(as of March 31, 1987)

Chairman

Alexander, E. Rattray
Winnipeg, Manitoba

Vice-Chairman

Timothy V. Murray
Rockcliffe, Ontario

MEMBERS:

Benoît Bégin
St-Didace, Québec
Claude Belzile
Québec City, Québec
Robert Eaton
Moncton, New Brunswick
Brian L. Hemingway
Vancouver, British Columbia
Walter H. Kehm
Toronto, Ontario
Bruce Kuwabara
Toronto, Ontario
James McKellar
Calgary, Alberta
Jacques Reeves
Montréal, Québec

COMMISSIONER:

John McIntosh
Edmonton, Alberta

**ADVISORY COMMITTEE
ON COMMUNICATIONS**

MEMBERS:

Robbins Elliott
Ottawa, Ontario
Peter Herrndorf
Toronto, Ontario
Frank Ogden
Vancouver, British Columbia
Peter Paterson
Dartmouth, Nova Scotia
Judy Wish
Calgary, Alberta

COMMISSIONER:

Edie Rittinger
Regina, Saskatchewan

The Corporation



Reporting to the Chairman and Chief Executive Officer are the Vice-Presidents and Chief Financial Officer who manage the day-to-day activities of the Corporation.

CORPORATE AFFAIRS, headed by Vice-President Greg Gyton, provides support to the Chairman in discharging management responsibilities. Key services provided by the Branch include: personnel; legal services; procurement and material management services; corporate policy and management services; communications; and secretariat support for the Commission, Executive Committee and Advisory Committees. Further, the Corporate Affairs

Branch is responsible for the administration of the Commission's External Bilingualism Program.

PROPERTY BRANCH, headed by Vice-President Erhard Braun, is responsible for the management, acquisition and disposal of real property throughout the National Capital Region. The Branch also engages in leasing, property management and the development or redevelopment of revenue producing properties. The Branch administers the Commission's program of grant-in-lieu of taxes to local municipalities and is responsible for the Capital's Official Residences.

PLANNING BRANCH, headed by Vice-President Jaap Schouten, is responsible for the development and coordination of planning policies. This encompasses the creation of comprehensive plans for the development of federal lands in the Capital region, the articulation of planning procedures and research on spatial and socio-economic issues. The Branch also provides advice and assistance on long-term trends and prospects likely to have an impact on the region.

DEVELOPMENT BRANCH, headed by Vice-President John Van Essen, is responsible for the Commission's design, construction, maintenance and related management services. These responsibilities include: architectural, landscaping, and engineering services for NCC projects; the management of NCC-implemented construction projects and the monitoring of cost-shared projects; and the operation of NCC parks, pathways, parkways and government grounds. A new Division was created during the year to administer urban land management.

PUBLIC ACTIVITIES BRANCH, headed by Vice-President André Bonin, is responsible for providing cultural and recreational activities, heritage and nature interpretation, as well as visitor orientation services. This includes the planning, development, operation and administration of Gatineau Park and the staging of special events for Canadians and other visitors to celebrate Canada throughout the year.

INTERGOVERNMENTAL PROGRAMMING BRANCH, headed by Vice-President, Edna M. MacKenzie, provides coordination at the macro level for NCC efforts in the Capital involving various levels of government and other organizations with the objective of creating a unified, multi-partner approach to the development and promotion of the Capital.

FINANCE DIVISION, headed by Vice-President, Finance, John Denis, provides financial planning and control for the Commission.

The Advisory Committees

It is not generally known by the public that the National Capital Commission benefits from the advice and review of top Canadian professionals in several key sectors.

Four *Advisory Committees* – established to provide a highly valued “outside” perspective on the Commission’s programs and practices – draw on the experience of acknowledged experts in the fields of property management, planning, architectural and urban design, and communications.

Representing every region of Canada as well as many professions, committee members perform their duties largely as a volunteer contribution to the development of the Capital. Except for a modest per diem on the days they actually meet, committee members are not paid for their valuable services.

Intergovernmental Programs: A mission in common

The Commission established a new Branch in 1986-87 to perform the crucially important role of coordinating joint efforts between the NCC and other jurisdictions within the National Capital Region. The Intergovernmental Programs Branch will operate at the “macro” level – at the level of broad coordination.

The objective is to create a unified, multi-partner approach to developing and promoting the Capital – each partner con-

tributing its special strengths. The result will be improved effectiveness and substantial cost savings.

As its first and primary focus, Intergovernmental Programs is coordinating the events and programs associated with Destination 88. The Branch will negotiate the involvement of other levels of government and outside organizations, establish joint planning priorities for cultural events, and keep the players well informed on emerging developments.



Financial Review

Management responsibility for financial statements

During the year, the Commission's expenses totalled \$92.2 million while revenues amounted to \$15.9 million resulting in a net cost of operations of \$76.3 million. Last year, expenses were \$83.0 million, revenues were \$12.6 million and the net cost of operations \$70.4 million. After Parliamentary appropriations, a deficiency of \$29.0 million resulted (1986 \$0.8 million).

The above deficiency was caused primarily by a decrease in Parliamentary appropriations due to the Commission's participation in the federal government's deficit reduction program. It was incurred with the approval of the Treasury Board of Canada which has directed the Commission to compensate for this shortfall by selling surplus lands in future years.

The Commission incurred expenses of \$13.0 million (1986 \$7.9 million) for grants in lieu of taxes within the National Capital Region, and contributed \$6.5 million (1986 \$6.8 million) to projects sponsored by other levels of government or authorities. The more significant contributions were:

- \$4.5 million towards the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region.
- \$1.6 million with respect to a tripartite agreement amongst the Commission and the Transit Commissions of Ottawa-Carleton and the Outaouais Regional Community regarding the provision of urban interprovincial transit services in the National Capital Region.

Finally, the Commission spent \$15.1 million to acquire buildings, equipment and other fixed assets, compared to \$11.5 million in 1986.

The accompanying financial statements of the National Capital Commission are the responsibility of management and have been approved by members of the Commission. The financial statements have been prepared by management in accordance with generally accepted accounting principles.

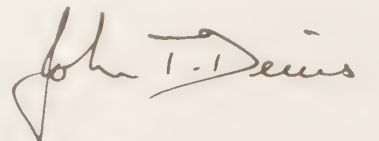
Management has developed and maintains books of account, records, financial and management controls and information systems. These are designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and controlled and that transactions are in accordance with the Financial Administration Act and regulations as well as the National Capital Act and By-Laws of the Commission. Internal audits are conducted to assess these systems and practices.

The members of the Commission carry out their responsibilities for the financial statements principally through an Audit Committee which consists of members of the Commission only. The Audit Committee meets periodically with management as well as with the internal and external auditors to discuss the results of audit examinations with respect to the adequacy of internal accounting controls and to review and discuss financial reporting matters. The external auditors have full access to the Audit Committee, with and without management being present.

The Commission's external auditor, the Auditor General of Canada, has examined the financial statements. He submits his report to the Minister of Public Works who is responsible for the National Capital Commission.



Jean E. Pigott
Chairman



John T. Denis
Chief Financial Officer

Auditor's Report

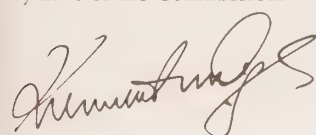
National Capital Commission

The Minister of Public Works

I have examined the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1987 and the statements of operations, equity and changes in cash resources for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at March 31, 1987 and the results of its operations and the changes in its cash resources for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part XII of the Financial Administration Act and regulations, the National Capital Act, the articles and by-laws of the Commission.



Kenneth M. Dye, F.C.A.
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
June 12, 1987

Balance Sheet as at March 31, 1987 (in thousands of dollars)

ASSETS

	1987	1986
Current		
Cash and short-term deposits	\$ 11,084	\$ 23,209
Accounts receivable		
Federal Government departments and agencies	780	1,472
Tenants and others	1,196	731
Operating supplies, small tools and nursery stock (Note 2c)	660	682
Prepaid expenses	1,874	2,138
	<u>15,594</u>	<u>28,232</u>
Land, buildings and equipment (Note 3)	282,689	278,282
	<u>\$298,283</u>	<u>\$306,514</u>

LIABILITIES

	1987	1986
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 22,847	\$ 14,894
Unsettled expropriations of property	1,300	1,342
Holdbacks and deposits from contractors and others	1,876	1,352
	<u>26,023</u>	<u>17,588</u>
Long-term		
Accrued employee termination benefits	5,197	4,496
	<u>31,220</u>	<u>22,084</u>

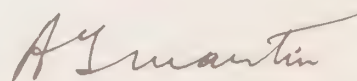
EQUITY

Equity of Canada	267,063	284,430
	<u>\$298,283</u>	<u>\$306,514</u>

Approved by the Commission:



Chairman



Commissioner

Statement of Operations for the year ended March 31, 1987 (in thousands of dollars)

	1987	1986
EXPENSES		
Planning and development	\$13,173	\$12,838
Real asset management	51,836	44,904
Public activities	11,915	9,957
Administration	15,255	15,300
	<u>92,179</u>	<u>82,999</u>
REVENUES		
Property	9,690	8,848
Interest	1,178	1,921
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	3,136	364
Other	1,863	1,496
	<u>15,867</u>	<u>12,629</u>
Net cost of operations	<u>76,312</u>	<u>70,370</u>
Parliamentary appropriations	62,445	81,026
Less: Appropriations used to acquire land, buildings and equipment	<u>15,131</u>	<u>11,462</u>
	<u>47,314</u>	<u>69,564</u>
Excess of net cost of operations over parliamentary appropriations	<u>\$28,998</u>	<u>\$ 806</u>

Statement of Equity for the year ended March 31, 1987 (in thousands of dollars)

	1987	1986
Balance at beginning of year as previously reported	\$284,430	\$377,346
Adjustment to record accumulated depreciation to beginning of year	-	(95,953)
Balance as restated	284,430	281,393
Excess of net cost of operations over parliamentary appropriations	(28,998)	(806)
Appropriations to acquire land, buildings and equipment	15,131	11,462
Payments to Canada	(3,500)	(7,619)
Balance at end of year	<u>\$267,063</u>	<u>\$284,430</u>

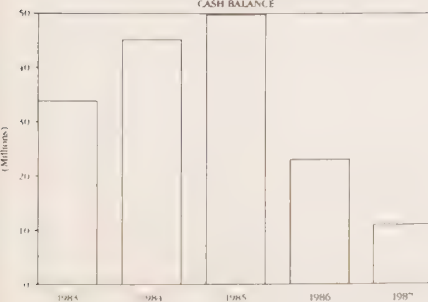
NATIONAL CAPITAL COMMISSION
REVENUES, INTEREST GAINS & LOSSES ON DISPOSAL



Statement of Changes in Cash Resources for the year ended March 31, 1987
(in thousands of dollars)

	1987	1986
Operating activities		
Excess of net cost of operations over parliamentary appropriations	\$(28,998)	\$ (806)
Items not involving cash		
Depreciation	10,549	9,316
Net gains on disposal of land, buildings and equipment	(3,136)	(364)
Increase (decrease) in accrued employee benefits	701	(41)
	<u>(20,884)</u>	<u>8,105</u>
Increase (decrease) in non-cash operating working capital		
Accounts receivable	227	(436)
Inventories	22	(37)
Prepaid expenses	264	(659)
Accounts payable and accrued liabilities	7,953	(2,493)
Unsettled expropriations	(42)	(267)
Holdbacks and deposits	524	(228)
	<u>8,948</u>	<u>(4,120)</u>
Cash provided by (used in) operating activities	<u>(11,936)</u>	<u>3,985</u>
Investing activities		
Acquisition of land, buildings and equipment	(15,131)	(11,462)
Proceeds on disposal of land, buildings and equipment	3,311	3,259
Cash used in investing activities	<u>(11,820)</u>	<u>(8,203)</u>
Cash required before financing	<u>(23,756)</u>	<u>(4,218)</u>
Financing activities		
Parliamentary appropriations to acquire land, buildings and equipment	15,131	11,462
Repayment of loans from Canada	-	(26,309)
Payment of funds to Canada	(3,500)	(7,619)
Cash provided by (used in) financing activities	<u>11,631</u>	<u>(22,466)</u>
Decrease in cash	<u>(12,125)</u>	<u>(22,684)</u>
Cash and short term deposits at beginning of year	<u>23,209</u>	<u>49,893</u>
Cash and short term deposits at end of year	<u>\$ 11,084</u>	<u>\$ 23,209</u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
CASH BALANCE



1. Authority and Objectives

The National Capital Commission was established by the National Capital Act, 1958. The Commission is a Crown Corporation without share capital named in Schedule C, Part I to the Financial Administration Act and is an agent corporation. The objects and purposes of the Commission are to prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance.

2. Significant Accounting Policies

a) *Land, Buildings and Equipment*

Land, buildings and equipment are generally recorded at historical cost. Property acquired at nominal cost or by donation is recorded at market value at time of acquisition. Property acquired by exchange is recorded at the carrying value of the assets disposed of in the transaction.

b) *Depreciation*

Depreciation is charged to operations in equal annual amounts based on the estimated useful life of the assets, as follows:

Buildings	20 years
Roads and bridges	25 years
Park landscaping and improvement	25 years
Festival equipment	5 years
Equipment	7 to 15 years
Vehicles	4 to 7 years
Equipment and vehicle attachments	10 years

c) *Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock*

Operating supplies and small tools are carried at cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, balling and packaging expenses.

d) *Pension Plan*

The Commission's employees participate in the Public Service Superannuation Plan, which is administered by the Government of Canada. Contributions to the Plan are made by both the employees and the Commission on an equal basis. These contributions represent the total pension obligations of the Commission and are recognized in the accounts on a current basis.

e) *Employee Termination Benefits*

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. The liability for these benefits is recorded in the accounts as the benefits accrue to the employees.

3. Land, Buildings and Equipment

	1987		1986	
	Historical Cost	Accumulated Depreciation	Net Book Value	Net Book Value
	(in thousands of dollars)			
Land and Buildings				
Greenbelt	\$ 54,525	\$ 15,457	\$ 39,068	\$ 39,647
Parkways	73,612	32,189	41,423	40,300
Parks	46,584	14,101	32,483	31,824
Bridges and approaches	26,094	12,299	13,795	14,206
Historical sites	15,924	7,800	8,124	8,470
Recreational facilities	14,452	5,409	9,043	9,067
Rental properties	139,295	11,239	128,056	125,218
Unsettled expropriations	1,300	—	1,300	1,342
Administrative and service buildings	10,825	5,703	5,122	5,180
	382,611	104,197	278,414	275,254
Less provision for transfers*	2,045	—	2,045	2,070
	380,566	104,197	276,369	273,184
Equipment				
Equipment	4,483	3,060	1,423	1,241
Furniture	7,848	4,645	3,203	2,274
Vehicles	3,592	2,408	1,184	995
Antiques and works of art	823	313	510	588
	16,746	10,426	6,320	5,098
	\$397,312	\$114,623	\$282,689	\$278,282

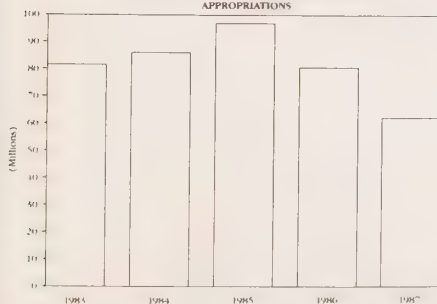
*Provision for transfers pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec. This includes lands to be given free of charge for approaches to the MacDonald-Cartier Bridge, and for the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

4. Summary of Expenses by Major Classification

	1987	1986
	(in thousands of dollars)	
Payroll and related costs	\$37,801	\$33,482
Goods and services	24,249	25,439
Grants-in-lieu of taxes	13,007	7,933
Other contributions	6,573	6,829
Depreciation	10,549	9,316
	\$92,179	\$82,999

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

APPROPRIATIONS



5. Major Commitments

a) The Commission is committed to make contributions to other levels of government and other authorities as follows:

i) Province of Quebec, one-half of the cost of the work of a road network within the Quebec portion of the National Capital Region. The Commission's remaining commitment to be paid over the next several years is estimated at \$95 million and is subject to Treasury Board of Canada approval.

ii) The Outaouais Regional Community Transit Commission and the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission, a total of \$1.6 million annually to the end of 1988 to assist in the provision of interprovincial transit service in the National Capital Region.

iii) The Canada Museums Construction Corporation Inc., 65% of the cost of landscaping sites for two new museums in the National Capital Region. The Commission's commitment is \$7.0 million.

b) The Province of Quebec has expropriated certain lands at Laurier Park on behalf of the Commission. An amount of \$1.25 million will be payable to the province in exchange for appropriate title documents.

c) The Commission has entered into agreements for computing services and leases of equipment and office space. Annual payments under these agreements are approximately as follows:

(in thousands of dollars)

1987-88	\$ 3,032
1988-89	2,541
1989-90	2,553
1990-91	2,138
	<u>\$10,264</u>

6. Contingencies

a) *Claims*

Claims and potential claims have or may be made against the Commission totalling approximately \$25.7 million for alleged damages and other matters. The final outcome of these claims is not determinable and accordingly these items are not reflected in the accounts. However, in the opinion of management, the position of the Commission is defensible. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the settlements occur.

b) *Agreement with the Province of Ontario*

In 1961, the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,654 hectares (6,557 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses of revenues over expenditures. At March 31, 1986, cumulative expenditures exceeded cumulative receipts by \$1.0 million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

7. Related Party Transactions

a) *Exchange of Properties*

In August and December 1986, the Commission, with the approval of the Governor in Council, exchanged certain properties with the Departments of National Defence and Public Works. The properties received were recorded at the carrying value of the properties transferred.

b) *Construction Costs*

The Commission has permitted another Crown corporation to undertake major construction projects on certain Commission lands. Although the Commission is not responsible for funding and managing these projects, or reporting their costs, it may have title to the construction works. However, in keeping with the intent of these projects, which includes the eventual transfer of the lands as explained in note 8, the Commission is not claiming ownership of the work in progress or the completed buildings. Accordingly, the value of the construction costs is not included in the records of the Commission or in its financial statements.

8. Subsequent Events

The Commission is in process of transferring certain lands to a federal government department. The estimated cost of these lands is \$11.8 million. The financial statements of the Commission as at March 31, 1987 do not include this pending transaction because the authority necessary to effect the transfer has not yet been obtained.

9. Comparative Figures

Certain comparative figures have been reclassified to conform to the current presentation.

SUPPLEMENTARY INFORMATION

The following two tables provide additional details on the Loans from Canada and Commission-owned capital assets

TABLE I

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

Statement of Loans from Canada for the Acquisition of Property to March 31, 1987
(in thousands of dollars)

	1987	1986	From inception to 1987
Loans received	\$ -	\$ -	\$ 87,567
Loans repaid from Proceeds of property sales	-	-	25,144
National Capital Fund (Note)	-	-	29,628
Revenues	-	-	6,486
Equity of Canada	-	26,309	26,309
		\$ 26,309	\$ 87,567
Loans outstanding at March 31, 1987			\$ 0

Note: The National Capital Fund was a special account in the Consolidated Revenue Fund of Canada. The "Adjustment of Accounts Act" eliminated the National Capital Fund as at March 31, 1981.

TABLE II

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

Schedule of Land, Buildings and Equipment at Depreciated Value as at March 31, 1987
(in thousands of dollars)

	Balance March 31 1987	Balance March 31 1986
PROPERTY		
Greenbelt	\$ 39,068	\$ 39,647
Parkways – Ontario		
Ottawa River Parkway	11,522	11,990
Airport Parkway	5,292	5,632
Eastern Driveway	5,616	4,863
Eastern Parkway	4,350	3,814
Colonel By Drive	2,387	2,526
Queen Elizabeth Drive	2,589	1,906
Hog's Back Road	1,002	1,082
Rockcliffe Park Driveway	765	786
Queensway	496	492
Lady Grey Drive	449	472
Station Boulevard	316	313
Island Park Driveway	220	235
Experimental Farm Drive	55	65
Other Parkways	492	164
Total Parkways – Ontario	35,551	34,340

Parkways – Quebec		
Voyageur Parkway	\$ 2,817	\$ 2,857
Philemon Wright	1,125	1,119
Northern Entrance	788	788
Hull South	625	625
Gatineau Parkway	468	515
Lac des Fées Parkway	34	39
Secteur Fournier	15	17
Total Parkways – Quebec	5,872	5,960
Total Parkways	41,423	40,300
Parks – Ontario		
Rideau River Park	2,646	2,655
Victoria Island	1,569	1,634
Patterson Creek	619	645
Vincent Massey and Hog's Back Parks	694	502
Commissioner's Park	845	425
Nepean Point	385	407
Parliament Hill Promenade	478	397
Rockcliffe Park	221	236
White Fathers	206	220
Hampton	191	202
Confederation Park	181	193
Park Benches	172	185
Supreme Court	143	152
Green's Creek	106	116
Central Park	60	65
Garden of the Provinces	48	64
Major's Hill	49	58
Kingsview	37	40
Strathcona	19	21
Green Island	15	18
Rideau Falls Park	12	12
Other Parks	-	61
Total Parks – Ontario	8,696	8,308

Parks – Quebec		
Gatineau Park	\$ 15,368	\$ 15,026
Brewery Creek Shoreline	2,343	2,448
Place du Portage Park	1,764	1,891
Taché Park	1,169	1,142
E.B. Eddy Park	663	697
Fontaine Park	494	523
Jacques Cartier Park	451	500
Linear Park	700	499
Parliament Hill Promenade	181	191
Leamy Lake Park	162	180
Moussette Park	149	166
Experimental Park – Hull	72	76
Other Parks	271	177
Total Parks – Quebec	23,787	23,516
Total Parks	32,483	31,824
Bridges and approaches		
Portage Bridge	5,890	6,430
Champlain Bridge	2,358	2,241
Bridgehead – Hull	1,261	1,261
Deschênes – Britannia	1,205	1,206
Mackenzie King Bridge	866	882
Minto Bridge	645	685
Hog's Back Bridge	603	645
Middle Street Bridge	464	426
Bridgehead – Ottawa	313	310
Hull Slide Bridge	63	43
Laurier Bridge	49	32
Patterson Creek Bridge	29	26
Other Bridges	49	19
Total Bridges	13,795	14,206
Historic Sites	8,124	8,470

Recreational facilities		
Bicycle Paths	\$ 2,064	\$ 1,833
Skating Rinks	1,732	1,625
Sound and Light	658	1,122
Dow's Lake Marina	950	1,016
Boat Tour Marina	700	669
Champlain Golf Course	480	507
La Baie Area	475	503
Nature Trails	600	460
Festival Equipment	252	271
Allotment Gardens	227	246
Rideau Canoe Club	84	119
Stoney Swamp	112	119
Mer Bleu	87	93
Canoe Festival	56	78
Nepean Amphitheatre	70	70
Capital Golf Course	62	66
LeBreton Flats Campsite	50	55
Bruce Pit	46	42
Toboggan Slides	29	32
Trail Exhibits	11	26
Equestrian Trails	20	22
Other Recreational Projects	278	93
Total Recreational Facilities	9,043	9,067
Rental and Agency Properties –		
Rented Properties	106,857	104,346
Lebreton Flats	21,169	20,829
Miscellaneous Urban Sites	30	43
Total Rental and Agency Properties	128,056	125,218
Unsettled Expropriation of Land	1,300	1,342
Less Provision for Future Transfer of Property per Agreements	(2,045)	(2,070)
Administrative and Service Buildings	5,122	5,180
Total Real Property	276,369	273,184
Capital Equipment		
Machinery & Equipment – Acquisitions (net)	2,607	2,236
Office Equipment – Acquisitions (net)	3,203	2,274
Antiques and Works of Art	510	588
Total Capital Equipment	6,320	5,098
Grand Total	\$282,689	\$278,282

Installations de loisirs					
Pistes cyclables	\$ 1,833				
Patinoires	1,625				
Son et lumière	1,122				
Martina du lac Dow	950				
Martina d'excursions en bateau-mouche	700				
Terrain de golf Champlain	480				
Région La Baie	475				
Sentiers d'exploration de la nature	600				
Équipement de festival	252				
Jardins potagers	227				
Club de canotage Rideau	84				
Stoney Swamp	112				
Mier Bleue	87				
Festival du canot	56				
Amphithéâtre Nepéan	70				
Terrain de golf Capital	62				
Terrain de camping LeBreton	50				
Sablière Bruce	46				
Pistes de toboggan	29				
Supports d'interprétation	11				
Pistes d'équitation	20				
Autres installations de loisirs	278				
Total des installations de loisirs	9,043				
Propriétés louées ou à céder -					
Propriétés louées	106,857				
Plaines LeBreton	21,169				
Autres urbaines diverses	30				
Total des propriétés louées ou à céder	128,056				
Expropriations foncières en cours	1,300				
Moins provision pour biens immobiliers à céder en vertu d'accords	(2,045)				
Bâtiments d'administration ou de service	5,122				
Total des biens immobiliers	276,369				
Biens d'investissement					
Outils et matériel - Achats (nets)	2,607				
Matériel de bureau - Achats (nets)	3,203				
Antiquités et oeuvres d'art	510				
Total des biens d'investissement	6,320				
Total global	\$282,689				
	\$278,282				

Parcs – Québec		
Parc de la Gatineau	15,368	\$ 15,026
Rivage du ruisseau de la Brasserie	2,343	
Parc de la Place du Portage	1,764	
Parc Tache	1,765	
Parc E.B. Eddy	663	697
Parc Fontaine	494	523
Parc Jacques-Cartier	451	500
Parc linéaire	700	490
Circuit touristique du Parlement	181	191
Parc du lac Leamy	162	180
Parc Moussette	149	166
Parc expérimental – Hull	72	76
Parcs divers	271	177
Total des parc – Québec	23,787	23,516
Total des parcs	32,483	31,824
Ponts et approches		
Pont du Portage	5,890	6,430
Pont Champlain	2,358	111
Tête de pont – Hull	1,261	1,261
Deschênes – Britannia	1,205	1,206
Pont Mackenzie-King	866	882
Pont Minto	645	685
Pont Hog's Back	603	645
Pont de la rue du milieu	464	426
Tête de pont – Ottawa	313	310
Pont coulissant de Hull	63	43
Pont Laurier	49	32
Pont Patterson	29	26
Ponts divers	49	19
Total des ponts	13,795	14,206
Lieux historiques	8,114	8,170

Promenades – Québec		Total des promenades – Québec		Total des promenades		Parcs – Ontario		Parc de la rivière Rideau		Ile Victoria		Ruissseau Patterson		Parcs Vincent-Masssey et Hog's Back		Parcs des Commissaires		Pointe Nepcan		Circuit touristique du Parlement		Parc de Rockcliffe		Pères-Blancs		Hampton		Parc de la Confédération		Bancs de parcs		Cour suprême		Ruissseau Green		Parc central		Jardin des provinces		Parc Major		Kingsview		Strathcona		Ile Verte		Parc des chutes Rideau		Parcs divers		Total des parcs – Ontario																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
\$	2,817	\$	2,817	5,960	41,423	40,300	2,655	2,646	1,569	619	645	502	425	407	397	236	220	202	193	185	152	116	65	64	58	40	21	18	12	61	8,308	8,696																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													



DOCUMENTATION SUPPLEMENTAIRE

Les tableaux suivants fournissent des détails supplémentaires sur les emprunts auprès du Canada et les immobilisations de la Commission.

TABEAU I

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

Etat des emprunts auprès du Canada en vue de l'acquisition de propriétés au 31 mars 1987 (en milliers de dollars)

Emprunt	1987	1986	Du début à 1987
	\$ -	\$ -	\$ 87,567
Emprunts remboursés sur le produit de vente de propriétés	-	-	25,144
Caisse de la Capitale nationale (note)	-	-	29,628
Recettes	-	-	6,486
Avoir du Canada	-	26,309	26,309
Emprunts payés au 31 mars 1987		\$ 26,309	\$ 87,567

Note: La Caisse de la Capitale nationale constituait un compte spécial dans le Fonds du revenu consolidé du Canada. La loi sur la régularisation des comptes a éliminé la Caisse de la Capitale nationale au 31 mars 1981.

TABEAU II

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

Tableau des terrains, des immeubles et des matériel (valeur amortie) au 31 mars 1987 (en milliers de dollars)

	31 mars 1987	31 mars 1986
BIENS IMMOBILIERS		
Ceinture de verdure	\$ 39,068	\$ 39,647

Promenades - Ontario	11,522	11,990
Promenade de l'Aéroport	5,292	5,632
Promenade de l'Est (axe est-ouest)	5,616	4,863
Promenade de l'Est (axe nord-sud)	4,350	3,814
Promenade du Colonel-By	2,387	2,526
Promenade de la Reine-Elizabeth	2,589	1,906
Chemin de Hog's Back	1,002	1,082
Promenade du parc de Rockcliffe	765	786
Queensway	496	492
Promenade Lady-Grey	449	472
Boulevard de la gare	316	313
Promenade Island Park	220	235
Promenade de la Ferme expérimentale	55	65
Promenades diverses	492	164
Total des promenades - Ontario	35,551	34,340

5. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à verser des contributions aux pouvoirs publics suivants:

i) à la province de Québec, la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la Région de la capitale nationale. La Commission estime à 95 millions de dollars ce qui lui reste à payer au cours des années qui viendront sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

ii) à la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais et à la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton, un total de 1,6 million de dollars par année jusqu'à la fin de 1988 en aide aux transports en commun interprovinciaux dans la Région de la capitale nationale.

iii) à la Société de construction des musées du Canada Inc., 65 % du coût du paysagement des deux nouveaux musées de la Région de la capitale nationale. La quote-part de la Commission s'élève à 7 (sept) millions de dollars.

b) La province de Québec a exproprié, au nom de la Commission, des terrains du parc Laurier. Un montant de 1,25 million de dollars sera versé à la province sur réception des titres de propriété.

c) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux visant du matériel et des locaux à bureaux. Les paiements annuels qui en découlent s'établissent à peu près comme suit

1987-88	\$ 3,032
1988-89	2,541
1989-90	2,553
1990-91	2,138
<hr/>	
S 10,264	

6. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent à environ 25,7 millions de dollars au titre de dommages présumés et d'autres facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne figurent pas dans les comptes. Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements éventuels de ces réclamations seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2 654 hectares (6 557 acres). À l'expiration, en 2011, ou à la résiliation de l'entente, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1986, les dépenses excédaient les recettes de 1 million de dollars, somme qui n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

7. Opérations entre apparentés

a) Échange de biens-fonds

En août et en décembre 1986, la Commission a, avec l'approbation du gouverneur en conseil, échangé des biens-fonds avec le ministère de la Défense nationale et Travaux publics Canada. Les biens-fonds qu'elle a reçus sont comptabilisés à la valeur comptable des biens-fonds qu'elle a donnés en échange.

b) Coûts de construction

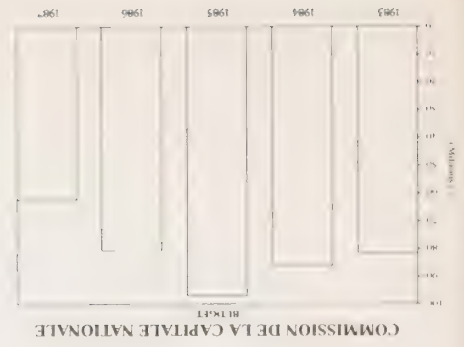
La Commission a permis à une société d'État d'exécuter de grands projets de construction sur certains de ses terrains. Bien que la Commission n'ait rien à voir dans le financement, la gestion et la déclaration des coûts de ces projets, il se peut que la propriété des aménagements lui revienne. Toutefois, conformément à l'objet de ces projets, la Commission ne revendique pas la propriété des travaux en cours ni des aménagements qui en résulteront. Par conséquent, ces coûts de construction ne figurent pas dans les comptes de la Commission ni dans ses états financiers.

8. Événements postérieurs au bilan

La Commission s'apprête à transférer à un ministère fédéral des terrains dont le coût est d'environ 11,8 millions de dollars. Cette opération ne figure pas dans les états financiers du 31 mars 1987 parce que la Commission n'a pas encore obtenu l'autorisation d'effectuer le transfert.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reformatulés de manière à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.



4. Résumé des dépenses par grande catégorie

La provision pour les cessions vise les biens immobiliers devant être transférés en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, des terrains devant être cédés à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont MacDonal-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie de un dollar.

	1987	1986	(en milliers de dollars)
Terrains et immeubles	\$ 54,525	\$ 39,068	\$ 39,647
Cinture de verdure	73,612	41,423	40,300
Promenades	46,584	32,483	31,824
Ponts et voies d'accès	26,094	13,795	14,206
Lieux historiques	15,924	8,124	8,470
Installations et loisirs	14,452	5,409	9,067
Propriétés locatives	139,295	11,239	128,056
Expropriations non réglées	1,300	-	1,300
Immeubles d'administration	10,825	5,703	3,180
Moins la provision pour les cessions*	2,045	-	2,070
	382,611	278,414	275,254
Matériel	4,483	3,060	1,423
Matériel	7,848	3,203	2,774
Véhicules	3,592	2,408	995
Antiquités et oeuvres d'art	823	313	588
	16,746	10,426	5,098
	\$397,312	\$114,623	\$282,689
			\$282,999

3. Terrains, immeubles et matériel

1987	1986	Amortissement cumulé	coût	coût d'origine
1987	1986	coût d'origine	coût d'origine	coût d'origine

1987	1986
\$37,801	\$33,482
24,249	25,439
13,007	7,933
6,573	6,829
10,549	9,316
\$92,179	\$82,999



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS du 31 mars 1987

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été établie par la Loi sur la Capitale nationale de 1958. Société d'Etat mandatée sans capital-actions inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, elle a pour mission d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la Région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) *Terrains, bâtiments et matériel*
Les terrains, les bâtiments et le matériel sont en règle générale comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers obtenus contre une somme symbolique ou par voie de donation sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens donnés en échange.

b) *Amortissement*

L'amortissement est imputé aux opérations en montants annuels égaux en fonction de la durée d'utilisation des biens établie comme suit:

Catégorie	Durée (ans)
Immeubles	20 ans
Ponts et chaussées	25 ans
Paysagement et amélioration des parcs	25 ans
Équipement de festival	5 ans
Matériel	7 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Accessoires du matériel et des véhicules	10 ans

c) *Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière*

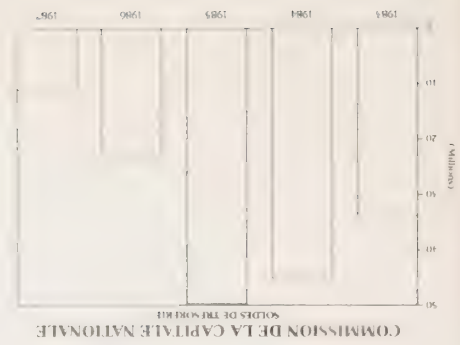
Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et les frais d'emballage.

d) *Régime de pension*

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont réparties moitié moitié entre les employés et la Commission. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de pension et figurent dans les comptes de façon courante.

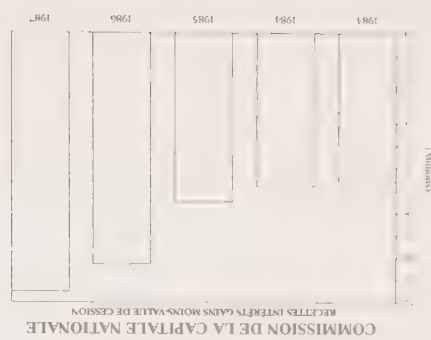
e) *Indemnités de cessation d'emploi*

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les touchent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.



Etat de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 (en milliers de dollars)

1987	1986
Activités de fonctionnement	
Excédent du coût de fonctionnement net	
sur les crédits parlementaires	\$ (806)
Éléments hors caisse	
Amortissement	10,549
Gains nets à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	18,180
Augmentation (diminution) des indemnités de cessation d'emploi accumulées	701
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(20,884)
8,105	
Augmentation (diminution) hors caisse	
Débit	227
Stocks	22
Frais payés d'avance	(659)
Créditeurs et passif couru	264
Expropriations non réglées	953
Retenues et dépôts	(228)
8,948	
Encaisse provenant des (employée aux) activités de fonctionnement	(11,936)
3,985	
Activités d'investissement	
Acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	(15,131)
Produit de la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	3,311
Encaisse employée aux activités d'investissement	(11,820)
48,303	
Besoins d'encaisse avant le financement	(23,756)
(4,218)	
Activités de financement	
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	15,131
Remboursement des emprunts auprès du Canada	-
Versements au Canada	(3,500)
Encaisse provenant des (employée aux) activités de financement	11,631
(22,466)	
Diminution de l'encaisse	(12,125)
Encaisse et dépôts à court terme en début d'exercice	23,209
49,893	
Encaisse et dépôts à court terme en fin d'exercice	\$ 23,209



1986	1987
\$284,430	\$284,430
(\$377,346)	—
(95,953)	281,393
(806)	284,430
11,462	(28,998)
(7,619)	15,131
\$284,430	\$267,063

Etat de l'avoir pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 (en milliers de dollars)

1986	1987
\$12,838	\$13,173
44,904	51,836
9,957	11,915
15,300	15,255
82,999	92,179
8,848	9,690
1,921	1,178
364	3,136
1,496	1,863
12,629	15,867
70,370	76,312
81,026	62,445
11,462	15,131
69,564	47,314
\$ 806	\$28,998

Etats des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 (en milliers de dollars)



Rapport du vérificateur

Commission de la Capitale nationale

Au ministre des Travaux publics

J'ai vérifié le bilan de la Commission de

la Capitale nationale au 31 mars 1987 ainsi

que les états des résultats, de l'avoir et de

l'évolution de l'encaisse pour l'exercice

terminé à cette date. Ma vérification a été

effectuée conformément aux normes de

vérification généralement reconnues, et a

comporté par conséquent les sondages et

autres procédés que j'ai jugés nécessaires

dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent

fidèlement la situation financière de la

Commission au 31 mars 1987 ainsi que les

résultats de son exploitation et l'évolution

de l'encaisse pour l'exercice terminée à cette

date selon les principes comptables géné-

ralement reconnus, appliqués de la même

manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de

la Commission dont j'ai eu connaissance au

cours de ma vérification des états financiers

ont été effectuées, en tenant compte de tous

leurs aspects importants, conformément à la

partie XII de la Loi sur l'administration

financière et ses règlements, à la Loi sur

la Capitale nationale, aux statuts et aux

règlements administratifs de la Commission.

le Vérificateur général du Canada.

Signature

Kenneth M. Dye, F.C.M.A.

(Ottawa, Canada
le 12 juin 1987)

Approuvé par la Commission :

Signature

Président

Signature

(Commissionnaire)

Bilan au 31 mars 1987 (en milliers de dollars)

ACTIF		PASSIF	
1987	1986	1987	1986



Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Retrospective financière

Au cours de l'exercice, les dépenses de la Commission se sont élevées à 92,2 millions de dollars et ses recettes à 15,9 millions, ce qui établit le coût de fonctionnement net à 76,3 millions. L'an passé, les dépenses s'élevaient à 83,0 millions de dollars, les recettes à 12,6 millions et le coût de fonctionnement net à 70,4 millions. Les affectations de crédits parlementaires se sont soldées par une insuffisance de 29,0 millions de dollars (0,8 million en 1986).

L'insuffisance mentionnée ci-haut est attribuable surtout à une diminution des crédits parlementaires consécutive à la

participation de la Commission au programme de réduction du déficit du gouvernement fédéral. Cette insuffisance a été

assumée avec l'approbation du Conseil du Trésor du Canada qui a donné ordre à la

Commission de la combler en vendant des terrains excédentaires au cours des années

à venir.

La Commission a encouru des dépenses de 13,0 millions de dollars (7,9 millions

en 1986) en subventions tenant lieu d'impôts fonciers dans la Région de la capitale nationale et des contributions de 6,5 millions de

dollars (6,8 millions en 1986) à des projets parafinancés par d'autres pouvoirs publics.

Voici les contributions les plus importantes: 4,5 millions de dollars pour la construction

d'un réseau routier complet dans la partie québécoise de la Région de la capitale

nationale.

1,6 million de dollars dans le cadre de l'entente tripartite que la Commission

a conclue avec la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton et la Commission de transport de la Communauté

régionale de l'Outaouais concernant les services de transports en commun inter-

provinciaux dans la Région de la capitale nationale.

Enfin, la Commission a consacré 15,1

millions de dollars à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériels comparativement à 11,5 millions en 1986.

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale relèvent de la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction a mis au point et tient des livres et des comptes, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir

dans une mesure raisonnable que les biens sont protégés et contrôlés et que les transactions sont conformes à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements

de même qu'à la Loi sur la Capitale nationale et aux règlements administratifs de la

Commission. Les systèmes et les usages font l'objet de vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités relatives aux états financiers principalement par l'entre-

mise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit

périodiquement avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications

en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner et débattre les questions relatives à la communication de l'information financière. Les

vérificateurs externes jouissent d'un plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, c'est-à-dire le Vérificateur général du Canada, a vérifié les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics,

qui est le ministre responsable de la Commission de la Capitale nationale.

le Président,

Jean E. Pigot

le Premier agent financier

John T. Denis

Les programmes intergouvernementaux

Une mission conjointe

La Commission a mis sur pied une nouvelle direction en 1986-1987 pour accomplir une mission très délicate et très importante : coordonner les efforts communs des programmes de la Région de la Capitale nationale en vue d'une plus grande collaboration entre tous ces intervenants.

La Direction des programmes intergouvernementaux travaille au niveau des grandes orientations dans le domaine de la coordination et de la planification de programmes. L'objectif est d'obtenir une plus grande collaboration entre les différents intervenants pour faire connaître la capitale et voir les étapes de l'exécution des travaux.



Les comités consultatifs

Le public n'est probablement pas au courant que la Commission de la Capitale nationale bénéficie des conseils et de l'expertise d'éminentes spécialistes canadiens dans plusieurs secteurs clés.

Les quatre *comités consultatifs* ont été mis sur pied dans le but de solliciter les vues de spécialistes de l'extérieur, en ce qui a trait aux programmes et aux activités de la Commission. Ces personnes sont des spécialistes, soit en gestion de biens immobiliers, en conception et en planification d'architecture urbaine, soit en communication.

Les membres des comités qui exercent différentes professions, représentent toutes les régions du Canada. Ils remplissent une mise en valeur de la Capitale. Ils reçoivent de modestes honoraires pour leur participation aux réunions, mais ils offrent leurs précieux services à titre gracieux.





Les vice-présidents et le directeur des finances qui voient aux activités régulières de la Commission relèvent du Président de la Commission qui en est aussi le directeur général.

LA DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES est dirigée par M. Greg Gytton, vice-président. Cette Direction apporte un soutien au Président, en le dégageant de certaines fonctions administratives. La Direction fournit également les services suivants: services de personnel; le contenu; services d'acquisition et de gestion du matériel; services de gestion et de politique d'ensemble; services des communications. Cette Direction fournit des services de secrétariat à la Commission.

au comité exécutif et aux comités consultatifs. De plus, la Direction des affaires générales est responsable de l'administration du programme des langues officielles.

LA DIRECTION DES BIENS IMMOBILIERS est dirigée par M. Erhard Braun, vice-président. Cette direction est responsable de la gestion, de l'acquisition et de la disposition des biens immobiliers dans toute la Région de la Capitale nationale. La Direction s'occupe aussi de la location, de la gestion, de l'aménagement et du réaménagement des immeubles à revenus. La Direction administre le programme de subventions tenant lieu de taxes aux municipalités locales et assume la responsabilité des résidences officielles.

LA DIRECTION DES PROGRAMMES INTERGOUVERNEMENTAUX est dirigée par M^{me} Edna Mackenzie, vice-présidente. Cette direction voit à coordonner les immenses efforts que la Commission déploie dans la capitale dans le but d'intéresser les différents niveaux du gouvernement ainsi que d'autres organismes à participer à la mise en valeur et à la promotion de la capitale.

LA DIRECTION DES FINANCES est dirigée par M. John Denis, vice-président. Cette direction fournit les services de planification et de contrôle financiers.

LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION est dirigée par M. Jaap Schouten, vice-président. Elle est chargée de l'élaboration et de la coordination des politiques de planification. Elle voit aussi à l'élaboration des plans d'ensemble pour l'aménagement des terres fédérales dans la région de la Capitale, l'articulation de lignes directrices pour la planification de projets et pour la recherche sur des questions environnementales et socio-économiques. La Direction fournit également des conseils et de l'aide pour la planification à long terme et les perspectives qui peuvent avoir des répercussions sur la région.

LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT est dirigée par M. John Van Essen, vice-président. Cette direction est chargée de la conception des divers projets, de leur construction, de leur surveillance et des services administratifs qui en découlent. Ces responsabilités comprennent: des services en architecture paysagiste ou en génie pour les projets de la Commission de la Capitale nationale; l'administration de projets de construction mis en oeuvre par la Commission et la surveillance des projets à frais partagés. Elle voit aussi à l'entretien des parcs, des promenades et des terrains du gouvernement. L'année dernière, on a créé une nouvelle division pour voir à la gestion des terrains urbains.

LA DIRECTION DES SERVICES AU PUBLIC est dirigée par M. André Bonin, vice-président. Cette direction est responsable des manifestations culturelles et des activités récréatives, des manifestations relatives à l'interprétation de la nature et du patrimoine ainsi que des services d'accueil aux visiteurs. Ces fonctions comprennent la planification, le développement, l'exploitation et l'administration du parc de la Gatineau et la présentation d'événements spéciaux destinés aux Canadiens et autres visiteurs dans le but de célébrer le Canada tout au long de l'année.

LA DIRECTION DES PROGRAMMES INTERGOUVERNEMENTAUX est dirigée par M^{me} Edna Mackenzie, vice-présidente. Cette direction voit à coordonner les immenses efforts que la Commission déploie dans la capitale dans le but d'intéresser les différents niveaux du gouvernement ainsi que d'autres organismes à participer à la mise en valeur et à la promotion de la capitale.

LA DIRECTION DES FINANCES est dirigée par M. John Denis, vice-président. Cette direction fournit les services de planification et de contrôle financiers.

**COMITÉ D'AMÉNAGEMENT
DE LA CAPITALE NATIONALE**
(Au 31 mars 1987)

Président

Serge Y. Pionte

Montréal, Québec

Vice-Président

Alan F.J. Artibise

Winnipeg, Manitoba

MEMBRES

Dr Caroline Andrew

Ottawa, Ontario

Macklin L. Hancock

Mississauga, Ontario

Walter Hardwick

Vancouver, Colombie Britannique

Lloyd P. Sanky

Toronto, Ontario

Serge Vau

Sillery, Québec

COMMISSAIRES

Robert Chiralli

Ottawa, Ontario

Guy Simard

Ste-Foy, Québec

COMITÉ CONSULTATIF

D'ARCHITECTURE

(Au 31 mars 1987)

Président

Alexander E. Rattray

Winnipeg, Manitoba

Vice-Président

Timothy V. Murray

Kockelfitz, Ontario

MEMBRES

Benoit Bégin

St-Didace, Québec

(Jande Belzic

Québec, Québec

Robert Eaton

Moncton, Nouveau-Brunswick

Brian L. Hemingway

Vancouver, Colombie Britannique

Walter H. Kelm

Toronto, Ontario

Bruce Kuwabara

Toronto, Ontario

James McKellar

Calgary, Alberta

Jacques Reeves

Montréal, Québec

COMMISSAIRE

John McIntosh

Edmonton, Alberta

**COMITÉ CONSULTATIF
DES COMMUNICATIONS**

MEMBRES

Robbins Elliott

Ottawa, Ontario

Peter Herndorf

Toronto, Ontario

Frank Ogden

Vancouver, Colombie Britannique

Peter Patterson

Dartmouth, Nouvelle Écosse

Judy Wish

Calgary, Alberta

COMMISSAIRE

Edie Rittinger

Regina, Saskatchewan



LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE

La région sur laquelle la Commission de la Capitale nationale est appelée Région de la Capitale nationale. Les villes d'Ottawa, en Ontario, et de Hull, au Québec, constituent le cœur de cette région qui couvre 4 662 kilomètres carrés. Elle englobe en tout ou en partie 27 municipalités et quelque 750 000 personnes y résident. La région forme une mosaïque d'éléments géographiques et sociaux. Les deux provinces canadiennes les plus peuplées se rejoignent dans les collines et les plaines de la vallée de la rivière des Outaouais. (On emploie communément les deux langues officielles dans la région et plusieurs cultures y coexistent.

Au début de son histoire, la vie économique de la région reposait sur l'industrie des pâtes et papiers et le développement de l'armée; à travers les années, la croissance du gouvernement fédéral a modifié cette situation. Aujourd'hui, le gouvernement fédéral emploie près du tiers de la main-d'œuvre de la région. D'autres secteurs, tels la recherche et la production dans le domaine de la haute technologie, et le tourisme, sont également importants. La Commission de la Capitale nationale est l'un des principaux propriétaires fonciers de la Région de la Capitale nationale, puis-que elle détient environ 48 200 hectares de terres, soit environ 10 % de la superficie totale de la région. Ce portefeuille comprend des promenades, de vastes étendues non développées et des terrains à la campagne, une bonne partie des principaux parcs du noyau urbain, des propriétés à revenus et des édifices d'importance historique ou d'intérêt architectural.

- acquiert et vendre des propriétés;
- aménager et entretenir des parcs, des promenades, ponts et d'autres ouvrages;
- coopérer avec des municipalités de la région, des entreprises du secteur privé ou d'autres autorités à des projets conjoints;
- administrer, préserver et entretenir les lieux historiques;
- procéder à la planification nécessaire à la mise en valeur adéquate des terres publiques de la Région de la Capitale nationale;
- Le choix du site, de l'emplacement et des plans pour la construction, la modification ou l'agrandissement de bâtiments ou autres ouvrages situés sur les terres fédérales de la Région de la Capitale nationale doivent recevoir l'approbation de la Commission. Dans le cadre de ce nouveau mandat, cette liste a été allongée et inclut maintenant:
 - Célébrations annuelles, telles que la Fête du Canada ou le Bal de Neige;
 - Centres de l'interprétation de l'histoire et de la nature;
 - Événements spéciaux en provenance de tout le Canada ou de l'étranger, et prenant fin dans la capitale;
 - Programme de communications sur ce qui se passe dans la capitale;
 - Diffusion d'événements particuliers à la radio ou à la télévision pour faire connaître à tous les Canadiens, les activités de la capitale.
- De plus, les divers ministères et autres agences du gouvernement fédéral et les autres niveaux de gouvernement de la capitale ont un besoin croissant de s'entendre sur les buts à poursuivre. Une plus grande présence *provinciale* est également importante. Des consultations pour s'assurer que la programmation offerte est complémentarité et bien coordonnée.
- Pour se conformer aux priorités du gouvernement fédéral actuel, la Commission de la Capitale nationale cherche à réduire sa dépendance financière vis-à-vis le Parlement. La Commission a redoublé ses efforts pour diversifier ses sources de financement. Les biens de la Commission doivent lui servir de levier pour l'aider à atteindre ses objectifs: la Commission de la Capitale nationale doit voir à améliorer, adapter ou réaménager ses biens, lorsqu'il y a lieu, de concert avec des organismes du secteur privé, dans le but d'augmenter ses sources de revenus, tout en voyant à réaliser les objectifs de la Commission.

Structure interne

LA COMMISSION

La Commission de la Capitale nationale, société d'État, est dirigée par une *Commission* de 20 membres nommés par le Gouvernement en conseil pour un mandat d'au plus trois années. Les membres ne peuvent accepter plus de deux mandats consécutifs. Afin d'avoir une représentation équilibrée de toutes les parties du pays, la Commission doit compter un membre de chacune des provinces et des deux territoires. Les villes d'Ottawa, de Hull et les municipalités voisines sont assurées d'être représentées, dans le cadre d'un certain nombre de nominations obligatoires. Habituellement, la Commission tient trois réunions par année, pour faire des recommandations sur les règlements de la Société, les affaires financières, les nominations et le plan d'ensemble de la Société.

Le Comité exécutif, composé de cinq membres de la Commission, se réunit chaque mois pour voir aux activités quotidiennes de la Société et pour faire des recommandations à la Commission sur les questions de lignes de conduite.

Le Comité de vérification de la Société, composé uniquement de membres de la Commission, supervise la préparation des rapports financiers de la Société, traite avec le vérificateur de l'extérieur et agit comme représentant de tous les membres de la Commission pour l'étude et l'adoption des statuts financiers de la Commission.

Pour l'aider dans l'exercice de ses fonctions, la Commission reçoit l'appui de quatre **Comités consultatifs** composés de membres de la Commission et de Canadiens, spécialistes reconnus dans les champs d'activité de ces comités. À la fin de mars 1987, ces comités étaient les suivants: le Comité consultatif sur les biens immobiliers, le Comité d'aménagement de la Capitale nationale le Comité consultatif d'architecture et le Comité consultatif des communications.

L'inprésident, nommé par le Gouvernement en conseil, également directeur général de la Société, dirige à la fois la Commission et le Comité exécutif. Le président est également membre d'office des différents comités consultatifs et du comité de la gestion interne.



UN PROFIL STRUCTUREL

Rendre la capitale encore plus belle, plus fonctionnelle et plus attrayante en mettant en valeur son milieu naturel, son patrimoine architectural et son cadre naturel, voilà la tâche que poursuit sans relâche la Commission de la Capitale nationale et ses prédécesseurs depuis le début du siècle.

(Cette tâche comporte de nombreux facettes : l'acquisition de propriétés et terrains ; l'animation culturelle ; la cueillette de l'information et sa diffusion ; la conception et la mise en place d'installations récréatives et l'approbation par les autorités des projets de réutilisation ou de réaménagement de certaines propriétés fédérales.

LE MANDAT DE LA COMMISSION

La Commission de la Capitale nationale est une société d'État, inscrite à l'annexe « C » de la *Loi sur l'administration financière*, créée en vertu de la Loi sur la Capitale nationale en 1958.

En vertu de cette loi, la Commission a

pour buts et objets de préparer des plans

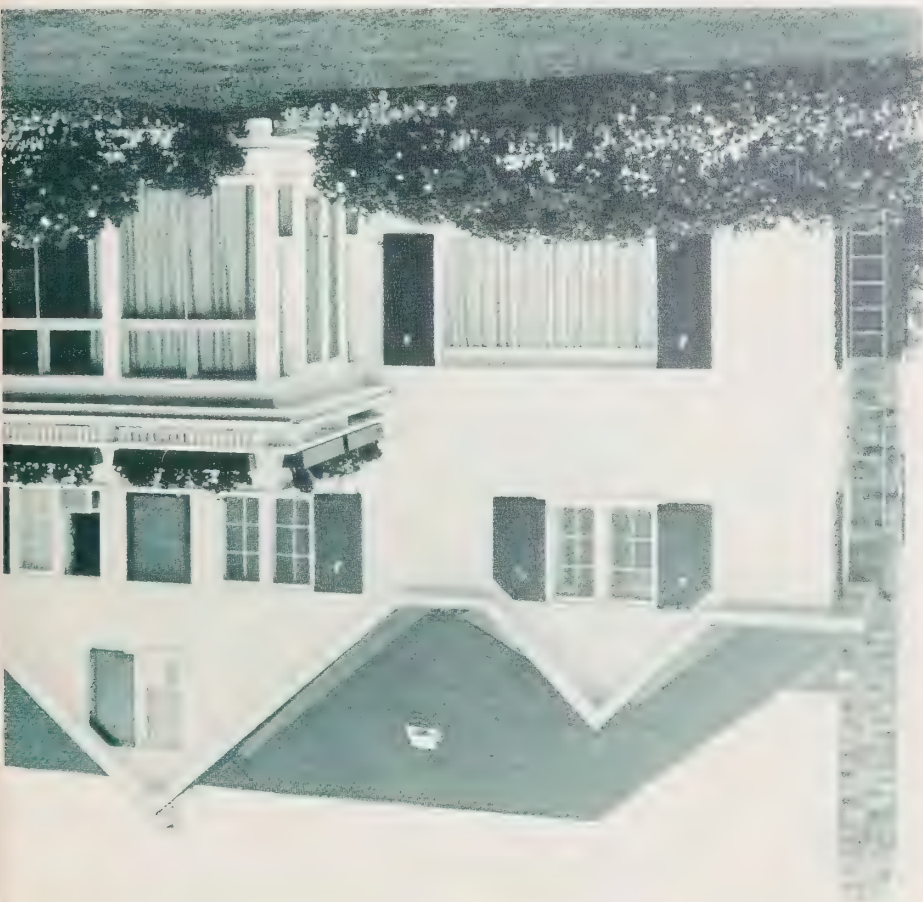
d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la Région de la Capitale nationale et d'y aider, afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada puissent être en harmonie avec son importance nationale.

Avec l'élargissement de son mandat, approuvé par le Cabinet en juin 1986, la Commission s'est vu confier un rôle déterminant dans le développement culturel de la capitale. D'ailleurs, la Loi sur la Capitale nationale sera amendée prochainement pour refléter cette évolution.

En accord avec son mandat révisé, la Commission a élaboré une nouvelle déclaration de sa mission :

« La Commission de la Capitale nationale a pour objectif de veiller au développement de la capitale en tant que symbole commun de la fierté nationale ».

Pour atteindre cet objectif, la Loi stipule que la Commission peut :





Le parc de la Gatineau

Un point de rencontre national : Les résidents de la Capitale, habitués à considérer le parc de la Capitale comme «un petit coin», où il est agréable de se retirer, se trouvent donc dans une position qui n'a été fréquentée par 1,25 million de personnes l'an dernier.

Petit à petit, ces 35 600 hectares de nature sauvage sont devenus l'une des principales attractions de la Capitale nationale. La Commission s'est dotée d'un nouveau programme de réaménagement de ce secteur afin de répondre aux demandes du nombre toujours croissant de visiteurs.

Les plans originaux du parc ont été révisés tout au long de 1986. Grâce aux commentaires précieusement des citoyens, le nouveau plan établit clairement comment les installations actuelles seront modifiées et ce, en respectant toujours la beauté et les richesses naturelles de cet environnement apprécié de tous les Canadiens.



Si vous souhaitez que les Canadiens découvrent leur Capitale et l'apprécient, donnez leur la chance de le faire toujours.

Est-ce là un bon conseil? À notre avis,

C'est une excellente idée que nous avons

commence à mettre en pratique, grâce à
Projet Contact, qui favorise la connexion

communication entre les jeunes et leur capitale.

de Projet Contact a parcouru le pays pour

tant des ministères, des spécialistes des

programmes scolaires et des responsables

pour déterminer si est possible et oppor-

un de mettre au point du matériel d'ensei-

Partout, l'équipe a été bien accueillie. À la suite de ces rencontres, l'équipe a constaté l'utilité de ces outils pour développer la connaissance sociale des jeunes des écoles primaires du Canada. (On a conclu que ce projet devrait s'adresser aux enfants des classes de 5^{ème} et 6^{ème} années. À cette fin, nous avons adressé nos services

de matériel pédagogique, de niveau d'enseignement, la production et la distribution du matériel élémentaire. Ce matériel a été conçu en fonction de la capitale et de son rôle important dans l'évolution du Canada. Il est important que les enseignants participent à l'élaboration de ce matériel pour évaluer son utilité et sa valeur pédagogique.

Réhabilitation de l'Edifice Daly

Au cours de 1986-1987, l'un des projets de revitalisation les plus importants de la Capitale a franchi plusieurs étapes en vue

de sa réalisation.

Pour remercier les Canadiens de leur contribution croissante à la conservation

du patrimoine, la Commission a lancé un appel d'offres aux promoteurs immobiliers

en vue de la restauration de l'édifice Daly, qui compte parmi les plus imposants de

l'activité du centre-ville depuis 1905. L'appel de sélection annoncé à la fin de novembre

1985, semble avoir retenu l'intérêt de plusieurs promoteurs les plus qualifiés au

pays.

À la suite de cet appel de sélection, la Commission a invité les répondants les plus

intéressants à présenter une offre financière globale. On a alors demandé au promoteur

retenu pour ce projet d'engager trois bureaux d'architectes qui devront présenter des

concepts architecturaux pour le réaménagement de cet édifice.

Le Comité consultatif d'architecture de la Commission a étudié les concepts archi-

tecturaux en février 1987. Un choix devrait se faire au début de l'année financière

1987-1988. La Commission de la Capitale nationale demeurera propriétaire du fonds

de terre, pour le plus grand bénéfice de tous les Canadiens.

Le Projet Chambers

Le succès des plans de mise en valeur, entre le gouvernement et le secteur privé,

de modèle pour cet autre projet également dans la revitalisation de l'édifice Daly, servira

important du centre-ville d'Ottawa.

Le site Chambers, situé Place de la Confédération, tout près des immeubles

du Patrimoine, comporte deux immeubles (Chambers et le Scottish Ontario Chambers;

un grand procédé avec soin pour redonner à ces deux immeubles leur élégance d'antan.

À cette fin, le travail a débuté par un appel de sélection auprès des promoteurs

immobiliers en février 1987. Ceux-ci ont jusqu'à avril 1987 pour signifier leur intérêt,

après quoi, on passera à la deuxième étape de ce projet, l'appel d'offres, en juin 1987.

Tout au long de ce parcours, on trouve les édifices les plus importants de la capitale:

le 24 Sussex, l'édifice Lester B. Pearson, le Centre des conférences, le Château

Laurier et l'édifice du Centre.

En prévision de l'ouverture du Musée canadien des Civilisations et du Musée des

beaux-arts du Canada, nous sommes à finaliser les plans pour embellir ce parcours.

L'aménagement paysager sera repensé, des lampadaires et des bancs publics seront

installés, dans le but de faire ressortir toutes les richesses et les beautés naturelles

de ce parcours.

Ce projet de parcours a d'ailleurs remporté tous les honneurs de la communauté inter-

naionale d'architecture. Dans un concours organisé par le célèbre magazine *Progressive Architecture* et où 357 projets ont été

soumis, il a remporté le premier prix... une distinction que peu d'autres projets

canadiens ont méritée.

L'un des membres du jury a fait le commentaire suivant: [traduction] Cette idée

de faire un boucle reliant la rivière et les points de vue spectaculaires de ce secteur

est tout simplement géniale. Ottawa est vraiment à l'avant garde dans la planification

urbaine moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

urbanisme moderne.

Les attractions tout au long du Parcours d'honneur

Une des premières oeuvres que la Com-

mission devra accomplir, au début de son

nouveau mandat, sera la construction d'un

parcours d'honneur reliant les principales

attractions du centre-ville de la capitale.

Il est fondamental que le parcours soit

prêt à temps pour l'ouverture des deux

musées qui aura lieu en 1988-1989, d'une

part parce que ces deux immeubles presti-

gieux se trouvent le long du parcours

d'honneur, et d'autre part parce que cela

impressionnera favorablement les visiteurs

non seulement de la région mais de partout

au Canada.

Déjà la promenade Sussex et une section

de la rue Rideau revêtent un caractère tout

spécial car c'est ce chemin qu'empruntent

tous les délégués officiels qui vont de la

résidence du Gouverneur général aux

immeubles du Parlement.

Tout au long de ce parcours, on trouve

les édifices les plus importants de la capitale:

le 24 Sussex, l'édifice Lester B. Pearson,

le Centre des conférences, le Château

Laurier et l'édifice du Centre.

En prévision de l'ouverture du Musée

canadien des Civilisations et du Musée des

beaux-arts du Canada, nous sommes à fina-

liser les plans pour embellir ce parcours.

L'aménagement paysager sera repensé, des

lampadaires et des bancs publics seront

installés, dans le but de faire ressortir

toutes les richesses et les beautés naturelles

Noël sur la Colline parlementaire :

Pour Noël, l'année dernière, la Colline parlementaire a été plus étincellante que jamais auparavant, grâce aux efforts conjoints de plusieurs capitales provinciales. Pour donner le ton à la saison des fêtes, les lumières qui illuminent les édifices du Parlement, les arbres et les rues avoisinantes ont été allumées dès le 10 décembre.

Dans plusieurs capitales provinciales, bon nombre d'édifices gouvernementaux, ornés de lumières pour Noël, s'illuminaient au même moment. Dans la capitale, un des spectacles les plus remarquables de tout l'hiver s'est produit la veille de Noël, lorsqu'une tempête de verglas a recouvert toutes les branches des arbres et toutes les ampoules d'une couche de givre lumineuse. Des milliers de spectateurs sont accourus sur la Colline du Parlement pour contempler ce spectacle aux effets magiques.

Célébration de la veille du jour de

l'An : C'est la deuxième année qu'avait lieu cette manifestation, qui pourrait devenir une tradition pour les Canadiens. Ces célébrations ont attiré deux fois plus de monde que l'an dernier. Un peu avant minuit, le 31 décembre, environ 25 000 personnes envahissaient la Colline parlementaire pour célébrer ensemble le Nouvel An. Dans leurs foyers, partout au Canada, quelque 600 000 téléspectateurs, soit trois fois plus que l'an dernier, ont pu assister à cette fête. À ce rythme, on peut espérer que cent mille Canadiens viendront dans la capitale du Canada célébrer la veille du jour de l'An en 1996.



Bal de Neige : Cette année encore, la première fête de l'hiver dans la capitale a attiré plus de 700 000 visiteurs au cours de 10 jours. Bon nombre de visiteurs sont venus de l'extérieur de la région pour participer à ces festivités, tandis que des milliers d'autres, surtout au pays, prenaient part aux événements de Bal de Neige, diffusés par les réseaux nationaux de télévision. Au nombre des nouvelles initiatives de 1986, mentionnons que l'administration de *Bal de Neige en périphérie* a été confiée à un organisme communautaire, l'Association du festival Bal de Neige.



Gatineau 55 : Le populaire marathon de ski de fond, Gatineau 55, a encore eu lieu cette année, dans des conditions qui lui ont fait appeler à toutes les ressources et toute la vigueur des participants ainsi que des organisateurs. La compétition de 55 kilomètres s'est déroulée au cours d'une fin de semaine où les conditions atmosphériques étaient très mauvaises. Le grand froid et les vents très forts auraient pu mettre fin à cette compétition avant même qu'elle ne débute. Cependant, les organisateurs de la Commission de la Capitale nationale ont rapidement procédé à des modifications touchant presque toutes les facettes de la compétition : ils ont raccourci les distances à parcourir, modifié la direction des sentiers et replacé les abris et les stations de relais. La compétition a commencé à l'heure prévue et s'est déroulée sans incident, sauf que (Gatineau 55 s'est transformé en Gatineau 12) en raison des modifications apportées au parcours, les organisateurs de la Commission de la Capitale nationale ont reçu depuis l'invitation de la Fédération européenne de ski de fond à partager leurs expériences. Il se peut que les stratégies de sauvetage rapide de la Commission de la Capitale nationale servent, à l'avenir, au sauvetage d'autres compétitions internationales.



Coloris automnal : Le public a pu admirer le parc de la Gatineau dans toute sa splendeur du 20 septembre au 13 octobre 1986. En plus d'une randonnée en autocar le long des promenades de la Commission «Coloris automnal» comprend maintenant des nouvelles activités innovatrices, notamment des promenades guidées à travers les sentiers de l'arrière-pays, l'observation des faucons au belvédère Huron, la chute des feuilles et un «bassin» de feuilles pour les enfants au belvédère Etienne-Brûlé, ainsi que plusieurs autres activités pouvant satisfaire tous les goûts. Le résultat: le nombre de visiteurs a atteint de nouveaux sommets, dépassant pour la première fois, le nombre de 200 000.

Étude de la Cité parlementaire : On a complété la phase I des études d'ensemble visant à trouver la solution aux problèmes des députés qui ont besoin d'avoir des bureaux à proximité de la Colline parlementaire. La phase II de l'Étude de la Cité parlementaire est une ébauche du plan directeur et des lignes de conduite en architecture urbaine. Ce travail est maintenant terminé, après des consultations avec le Comité parlementaire chargé de l'étude de ce projet. La prochaine étape est d'établir les priorités dans le but d'apporter les améliorations nécessaires à un grand nombre d'édifices situés au cœur de la capitale.

L'usine de filtration du lac Philippe : Depuis plusieurs années, la Commission a travaillé avec ardeur à aménager et à ré-aménager les installations du parc de la Gatineau pour accueillir le nombre grandissant de visiteurs. Une preuve qui démontre que les Canadiens aiment bien profiter de leur environnement est le nombre de 1,3 million de visiteurs qui profitent toute l'année des sentiers, des lacs, des terrains de pique-nique, des centres d'interprétation et des terrains de camping. Au cours de l'année, on a entrepris des travaux d'installation d'une usine de filtration moderne au lac Philippe, pour permettre au public de profiter d'une eau saine, propre et potable.

La Conférence internationale sur les rivières : L'un des premiers événements à découler du nouveau mandat de la Commission est une conférence internationale sur les rivières qui se tiendra à Ottawa au début de juin 1987. La Commission a organisé cette conférence, en partie pour recueillir des idées sur l'aménagement de ses terrains situés au bord de l'eau. Cette conférence réunira des représentants provenant de toutes les régions du Canada et aussi de pays étrangers. On étudiera, entre autres, les questions suivantes: l'ani-

mation et l'utilisation du parc par le public le développement, la conservation et le réaménagement des plages et des terrains situés au bord de l'eau.

Musée canadien de la photographie contemporaine : La Commission de la Capitale nationale met à profit son nouveau rôle d'agent d'intervention directe et indirecte dans la restauration de la terrasse du Château Laurier, en vue de l'installation de ce nouveau Musée de photographie. Cette entreprise réunit Parcs Canada, les Hôtels CN inc. et les Musées nationaux du Canada.



La Fête du Canada: La manifestation la plus importante de l'été dans la capitale a attiré plus de 350 000 personnes en 1986. Des foules joyeuses ont pris part aux événements spectaculaires qui étaient présentes à cinq endroits, dans le secteur central de la ville. Comme toujours, grâce à une bonne planification et une coordination excellente des divers groupes participants et l'appui inces-

sant d'environ 1 200 bénévoles, cette fête

Le développement du secteur central ouest: La Commission a identifié le projet de développement des terrains du «Secteur central ouest» comme étant une priorité à moyen terme. Ces terrains, qui comprennent les plaines LeBreton, le ruisseau de la Brasserie, l'île Chaudière et l'île Victoria, seront éventuellement mis en valeur pour fournir un carrefour de rencontre à la section ouest du parcours d'honneur qui reflète les principales attractions du secteur central de la capitale. Bien que les plans définitifs n'aient pas encore été approuvés, nous avons reçu plusieurs propositions de concepts de développement qui seront annoncés prochainement au public et aux parties intéressées pour recevoir leurs commentaires et leurs suggestions.

Spectacle Son et Lumière: Pour la troisième année consécutive, le spectacle *Son et Lumière* sur la Colonne parlementaire a été très populaire. Le spectacle qui raconte l'histoire de la fondation et du développement du Canada par le truchement de jeux de lumières multicolores, synchronisés à une bande sonore transmise par de puissants haut-parleurs, a conquis une foule de 65 000 visiteurs au cours de l'été de 1986.

Le chairet Kingswood: Parmi les nombreuses initiatives mises de l'avant pour répondre à l'intérêt très marqué des Canadiens envers l'histoire politique et culturelle de leur pays, la Commission a ouvert au public, en 1986, la visite du chairet Kingswood, soigneusement redécouvert, redécoré d'été de l'ancien Premier ministre William Lyon Mackenzie King, entre 1900 et 1926. Environ 150 000 personnes ont manifesté leur intérêt pour la résidence d'été et le centre d'interprétation situé à proximité. D'autres travaux de restauration sont en cours.

Éclairage: L'éclairage monumental des visiteurs de la Colonne parlementaire, appelé «Info-lumière» a vraiment fait ses preuves au cours de la saison estivale de 1986. Ce centre d'information, qui en est à sa deuxième année, a permis d'augmenter le nombre de feuilletter des brochures et poser les questions qui les intéressent au personnel très qualifié. En tout, un total de 250 000 personnes ont profité de ces nouveaux services. **Scènes de la capitale:** «Si la capitale m'était contée», l'été dernier, sir John A. Macdonald, sir Wilfrid Laurier et d'autres éminents Canadiens sont venus hanter la Colonne parlementaire un bon moment, non pas comme des fantômes, mais vraiment en chair et en os, grâce à une troupe de bons comédiens engagés par la Commission. Ces comédiens ont fait revivre des épisodes de la vie des hommes politiques d'une autre époque. Cette attraction a permis à des milliers de visiteurs de mieux connaître l'histoire politique du Canada. En 1986, on a ajouté au programme la présentation des fameuses procès de la fin des années 1920 qui ont entraîné les droits de la minorité.

des attractions les plus populaires de la Colonne parlementaire.



Sondage sur les visiteurs de la capitale:

L'année 1986, une enquête sur les visiteurs de la capitale. Cette enquête, qui fait partie d'une étude plus globale visant à connaître les différents publics, a permis à la Commission de savoir *qui* sont ces visiteurs et quelles sont leurs réactions envers la capitale et les différentes attractions qu'elle leur offre.

La Vieille Ferme: Cette maison de ferme et ses dépendances construites par la famille Bradley et ses voisins dans les années 1850 a continué d'être très fréquentée au cours de 1986. Elle a accueilli environ 12 000 visiteurs. On y présente un musée vivant où les interprètes, en costume d'époque, invitent les visiteurs à retrouver les gestes des anciens, en exécutant les travaux traditionnels de la ferme. La Commission de la Capitale nationale a entrepris un plan d'une durée de trois ans qui vise à confier l'exploitation de ce site à une coopérative à but non-lucratif, qui groupe des résidents de la région.

Le Moulin de Wakefield: Le moulin de Wakefield, restauré par la Commission de la Capitale nationale au cours des années 1970, sera bientôt exploité totalement par des organismes communautaires locaux. Au cours de 1986, environ 13 500 personnes ont visité le moulin et le musée avoisinant de la maison MacLaren, administrés par la Société historique de Gatinneau.

La construction de la Promenade: Les travaux de construction commencés en 1985 afin de prolonger vers l'est la Promenade de la Commission, se sont poursuivis au cours de cette année. Cette route donnera accès au nouveau Musée national de l'aviation.

L'embellissement des parcs: En plus des travaux exigeants d'entretien des parcs publics, la Commission s'est penchée sur la Direction du développement à entreprendre une révision importante de l'un des centres d'intérêt les plus populaires de la capitale: le Parc des commissaires. Ce parc, en bordure de la promenade Reine-Elizabeth et du lac Dow, est depuis longtemps le centre du plus spectaculaire déploiement de fleurs de la capitale. Dorénavant, ce spectacle sera encore plus riche et plus varié, avec l'addition de plates-bandes de fleurs, de sentiers et d'arrangements floraux, dont quelques-uns auront l'aspect de jardins circulaires au milieu de toute cette verdure.



Une année de célébration



Parmi les faits saillants des nombreux événements et activités qui ont marqué 1986-1987 et dont la Commission était responsable, citons notamment

Faits saillants

Un fait qui a revêtu une importance particulière au cours de l'année 1986-1987 a été la planification très détaillée d'une occasion de mettre en pratique l'une des nouvelles dimensions de notre nouveau mandat.

Projet 88 sera un spectacle éblouissant de la culture canadienne et de ses réalisations. Cette année de célébration sera inaugurée sur la Colline parlementaire, aux toutes premières heures de 1988. Le Projet 88, créé grâce aux contributions de plusieurs partenaires, mettra, plus que jamais, la Capitale en évidence.

La Commission de la Capitale nationale assurera un rôle de premier plan dans cette année de célébration, en permettant de nombreux festivals et autres attractions qui ont valu à la Capitale sa renommée actuelle. L'année dernière, la Fête du Canada a de nouveau été la manifestation la plus populaire de la Capitale.

Elle a attiré une foule de 350 000 personnes, le plus grand nombre de visiteurs jamais enregistré. Fait remarquable, près de 1 200 bénévoles ont contribué au succès de cette fête d'un jour.

En dépit de la mauvaise température de février 1987, près de 700 000 personnes ont participé à Bal de Neige, festival d'hiver d'une durée de 10 jours. Des milliers de Canadiens ont pu y prendre part, grâce à la télédiffusion de ses activités, à l'échelle nationale. L'Association du festival de Bal de Neige, organisme bénévole, a fait ses débuts, en assumant la responsabilité de plusieurs activités qui ont connu un grand succès.

La Commission a continué à prêter son concours à bon nombre de festivals dont elle n'est pas responsable, en offrant des conseils techniques et des contributions financières. Citons, entre autres, le Festival international de jazz, le Festival de la bicyclette de Hull et le Festival Franco-Ontarien. Toutes ces activités jouent des rôles importants dans les grandes célébrations à venir. Malgré un budget restreint et des attentes grandissantes de la part du public, les employés de la Commission ont accompli un travail remarquable tout au cours de l'année, preuve incontestable de leurs talents. Ce dévouement et ce bon esprit demeurent toujours un facteur important dans l'accomplissement de nos tâches futures.

Une rétrospective de l'année

Pour nous permettre de canaliser nos ressources financières plus restreintes vers des objectifs précis, nous avons abandonné ou remis à plus tard plusieurs projets contrariés dans le passé.

Nous avons abandonné notre programme d'arts visuels, à la suite des recommandations du Groupe de travail Nielsen relatives aux arts et à la culture. Et pour la première fois depuis de nombreuses années, le Festival canadien du canot n'a pas eu lieu. Il sera remplacé par un nouveau festival dont les plans sont à être finalisés. Le nouveau festival qui sera lancé à l'été 1987 mettra en valeur la culture canadienne, notre mode de vie et nos talents. Dans d'autres domaines également, nous avons réorienté certaines de nos ressources pour mieux réaliser nos principaux objectifs.

Sous-jacette à toutes ces initiatives, nous avons élaboré une approche plus globale de la vérification, approche qui dépassera la formule traditionnelle axée sur les dépenses et qui comprend l'évaluation des objectifs et des résultats obtenus. Au fur et à mesure que nous allons de l'avant dans la révision de la capitale, il nous sera plus facile d'évaluer objectivement notre progrès.

À bien des égards, 1986-1987 a été l'année des « premières » pour la Commission de la capitale nationale.

Au mois de juin, après plus d'une année de préparation, le Cabinet adoptait notre nouveau mandat. L'exécution de ce nouveau mandat transformera, dans un avenir prochain, l'aspect de la capitale et l'esprit qui s'en dégage.

Pour nous assurer que cette ère de renouveau démarre sur un bon pied, nous devons de mettre de l'ordre dans notre maison. C'est pourquoi, au cours de l'année 1986-1987, nous avons procédé à une restructuration interne qui permettra une meilleure répartition de nos nouvelles tâches.

Ainsi, nous avons créé une nouvelle Direction, celle des programmes intergouvernementaux, pour coordonner les activités que nous partageons avec d'autres groupes de la Région de la capitale. Nous avons confié la gestion de nos nombreux biens immobiliers dans la région à la Division de la gestion des terrains urbains. De plus, nous avons créé une nouvelle division qui sera responsable de la supervision des résidences officielles, assumée auparavant par Travaux publics (Canada).



Les résidences officielles

Àu début de 1986, la responsabilité des six résidences officielles de la capitale, précédemment assumée par Travaux publics Canada, a été confiée à une nouvelle Division de la Commission de la Capitale nationale.

La Division des résidences officielles, qui fait partie de la Direction des biens immobiliers, verra à l'entretien, à la préservation et aux services de planification nécessaires à l'amélioration des maisons que le gouvernement fédéral met à la disposition du Gouverneur général, du Premier ministre, du chef de l'opposition, du Président de la Chambre des communes et des personnalités en visite officielle au Canada.

Cette division travaille en étroite collaboration avec le Conseil des résidences officielles mis sur pied en décembre 1984 dans le but de conseiller le Premier ministre sur l'administration de ces résidences. La Division élaborera de solides méthodes d'administration pour leur exploitation et coordonnera l'exécution des recommandations du Conseil.

La Division est à mectre au point des plans originaux pour chacune de ces maisons et achève l'inventaire du mobilier et des objets qu'elles contiennent. Déjà, le système informatisé de gestion des collections, établi par la Division, a été utilisé pour cataloguer plus de 3 000 objets particuliers. L'intérêt que le grand public manifeste à l'égard de ces magnifiques résidences se reflète par la venue d'environ 25 000 visiteurs qui, l'année dernière, ont pu apprécier les jardins de Rideau Hall, au cours de visites guidées.

La capitale de verdure

La capitale du Canada est reconnue dans le monde entier pour ses parcs magnifiques, ses massifs de fleurs variées et ses *espaces verts*. Pour conserver ces richesses environnementales appartenant aux Canadiens, la Commission de la Capitale nationale s'occupe de l'entretien et de l'aménagement des biens suivants :

- la Ceinture de verdure;
 - le splendide Parc de la Gatineau;
 - 32 500 mètres carrés de massifs de fleurs;
 - 52 200 variétés d'arbres;
 - 105 kilomètres de promenades routières; et
 - 200 kilomètres de pistes cyclables, de trottoirs et de sentiers.
- L'infrastructure de soutien comprend cinq ponts importants (et 53 de dimensions plus modestes); des milliers de bancs publics, de tables à pique-nique, de clôtures, de panneaux de signalisation, de lampadaires et autres installations.

Le plan d'utilisation des terrains fédéraux

En janvier 1986, le Commissaire fédéral de l'utilisation future des terrains fédéraux a lancé la première phase d'une étude relative à l'utilisation future des terrains fédéraux de la capitale. Tout au long de l'année, le Plan de la Capitale du Canada, y compris les membres du Parlement, les organismes fédéraux, les autorités politiques régionales et municipales et les groupes d'intérêt de citoyens. Ces diverses contributions ont donné lieu à une version modifiée du plan, laquelle servira de guide pour l'utilisation de toutes les terres fédérales de la Région de la Capitale nationale. On prévoit que ce plan recevra l'approbation définitive du gouvernement au cours de l'année à venir.



Projet 88

En 1988, la capitale assistera à l'ouverture du nouveau Musée des beaux-arts du Canada, du Musée national de l'aviation et d'une section du Musée canadien des civilisations.

Ce sont tous des événements qui méritent d'être célébrés solennellement et les préparations vont bon train. Les fêtes de «Projet 88» seront dignes de l'événement : une année complète d'activités spéciales auxquelles les *Canadiens* participeront comme jamais auparavant.

La Commission a accepté le défi de jouer un rôle de chef de file, de concert avec d'autres membres d'organismes fédéraux et avec les gouvernements régionaux et municipaux. Elle sera l'hôte d'un grand nombre de Canadiens qui ont décidé que 1988 sera l'année où ils viendront découvrir leur capitale.

Pour la Commission de la Capitale nationale, «Projet 88» sera la première grande occasion de manifester ses talents d'agent d'intervention directe et indirecte. En plus d'être le coordonnateur de cet événement, la Commission contribuera concrètement à son succès en complétant, pour l'occasion, la première phase du parcours d'honneur, nouvelle route qui reliera entre eux les principaux centres d'intérêt du secteur central de la capitale. La Commission présentera une grande variété d'événements, de festivals et d'attractions dans toute la région ; et elle établira un éventail de nouveaux services d'information pour accueillir chaleureusement tous les visiteurs de la capitale.

Cette «année de célébrations culturelles» sera l'occasion de mettre en vedette non seulement les nouveaux musées, mais aussi les autres institutions nationales, les événements spéciaux et les aménagements naturels qui donnent à notre capitale son caractère distinct.



privé à parrainer certains événements et à faire des contributions financières pour la réalisation de projets majeurs. Ainsi, bon nombre d'entreprises du secteur privé manifestent le désir d'exploiter certaines activités qui étaient traditionnellement assumées par la Commission. Parmi celles-ci, nous pouvons mentionner le spectacle Son et Lumière sur la Colline parlementaire et le petit train à vapeur de Wakefield.

(Les expériences récentes démontrent que bon nombre de particuliers et d'organismes voudront s'associer à ces concepts dynamiques que nous sommes à développer. Nous savons également par le grand nombre de bénévoles qui nous ont fait part de leur satisfaction, que cette participation leur procure un profond sentiment d'appartenance à leur capitale.

Pour eux, leur contribution est devenue un symbole de fierté.

Cette aide a pris différentes formes : une participation benévole à la présentation de programmes populaires ; le patronage d'événements ; le prêt d'installations et d'équipement ; et des contributions financières directes.

Tout en acceptant de vivre avec un budget plus restreint provenant des deniers publics, la Commission envisage aujourd'hui la possibilité d'inviter un plus grand nombre de Canadiens à participer et à contribuer de façon active à son oeuvre. Cette démarche s'harmonise bien avec son engagement à rechercher une plus grande participation du public, notamment la contribution de personnes compétentes, l'offre d'installations et de matériel ou l'aide de personnes qui peuvent consacrer du temps à ses activités. Ce sont là diverses contributions à la mise en valeur de la capitale.

Une approche créative au financement de festivités futures sera d'inviter le secteur



(Quel sera le résultat? Un meilleur rendement de l'investissement, une image plus représentative de la capitale ainsi qu'une aventure plus enrichissante pour les visiteurs.

UNE PARTICIPATION ACTIVE

Les Canadiens apprécieraient contribuer de façon plus concrète à la mise en valeur et à l'animation de la capitale. C'est une constatation qui revient plusieurs fois dans notre sondage formel et informel de l'opinion publique.

Il y a plusieurs années, lorsque les Canadiens ont appris que la Commission avait à prendre des décisions difficiles à la suite de l'imposition de restrictions budgétaires, ils ont manifesté spontanément leur bonne volonté et ont offert généreusement leur concours.

À une époque où tous les organismes gouvernementaux doivent restreindre leurs dépenses, il est essentiel d'unir les efforts et les ressources de tous les intervenants pour en tirer le plus grand profit possible. Par conséquent, la *coordination* sera le mot d'ordre au cours des prochaines années; cette collaboration est vitale à l'évolution de la capitale.

À cette fin, la Commission a créé une nouvelle direction l'année dernière, qui est chargée de jouer ce rôle d'agent d'intervention directe et indirecte. La Direction des programmes intergouvernementaux coordonnera les efforts déployés par la Commission de la Capitale nationale, les divers paliers gouvernementaux et autres organismes.

La Direction des affaires générales et la Direction des services financiers seront appelées à jouer un rôle important, en voyant à ce que les programmes établis dans le cadre de notre nouveau mandat soient réalistes à l'échelle, avec les ressources disponibles et avec un niveau élevé d'efficacité.

L'ADMINISTRATION DES BIENS IMMOBILIERS

La Commission de la Capitale nationale est l'un des principaux propriétaires fonciers de la Région de la Capitale nationale, jusqu'à elle détient environ 47 000 hectares de terres, soit environ 10 % de la superficie totale de la région.

Son portefeuille immobilier comprend des proménades, de vastes terres incultes, des terrains à la campagne, bon nombre des principaux parcs du noyau urbain, des propriétés locatives et des bâtiments de grand intérêt historique ou architectural.

Il est important que ces biens immobiliers soient bien gérés pour que la capitale en retire le plus de bénéfices possibles. Dans ce but, la Commission a créé, l'an dernier, une Division de la gestion des terrains urbains. Cette division, responsable des terrains et des propriétés de la région urbaine, assurera leur utilisation maximale et leur administration efficace.

(Comme étape préliminaire, la Division a procédé à l'inventaire complet et informatif des biens immobiliers et autres que possède la Commission, y compris des cartes et des rapports très détaillés dans lesquels chaque arbre, chaque plate-bande et chaque caractéristique d'un terrain ont été notés. L'agent d'intervention directe, la Commission de la Capitale nationale se transforme en agent d'intervention directe et indirecte. Alors qu'elle comptait auparavant sur ses seules ressources, l'utilisation de ses biens comme levier lui permettra d'atteindre son objectif global. La Commission verra aussi à se défaire des propriétés et des terrains qui ne répondent plus à ces objectifs.

TRAVAIL D'ÉQUIPE

Un fait important de la vie de la capitale est le nombre de juridictions qui sont liées à son administration et à son aménagement. Environ vingt-quatre municipalités, deux gouvernements régionaux, plusieurs ministères provinciaux et de nombreux ministères de l'administration fédérale, sans compter la Commission de la Capitale nationale, exercent une influence sur la façon dont les personnes de l'extérieur perçoivent la capitale.

Le 2 juin 1986 a marqué le lancement officiel d'une nouvelle ère pour la Commission de la Capitale nationale. En ce jour, le gouvernement fédéral a approuvé le nouveau mandat de la Commission de la Capitale nationale, mandat qui guidera toutes nos activités jusqu'au début du 21^{ème} siècle.

L'objectif principal de notre mission est une *vision* renouvelée de la capitale, réunie en trois thèmes principaux :
 - Faire, de la capitale, le lieu de rencontre des Canadiens ;
 - Faire connaître le Canada aux Canadiens ;
 - Conserver et préserver l'environnement naturel de la capitale et les aménagements qui y ont été construits.

Jusqu'à la présentation de ce nouveau mandat, un seul de ces trois thèmes retenait notre attention : la conservation, la mise en valeur et la préservation des ressources naturelles de la capitale. Cette mission continuera à être l'objet d'une partie importante de notre travail. La merveilleuse capitale de *verdure* du Canada *demeurera* verte, sous la surveillance étroite de la Commission de la Capitale nationale.

Cependant, la Commission consacrera une partie croissante de ses ressources à la tâche primordiale de la mise en valeur de la capitale en tant que *symbole de fierté* des Canadiens.

Ceci signifie qu'il faut mettre davantage l'accent sur le *peuple* et sa *culture*, qui sont le cœur de l'identité de notre pays.

Ce volet de notre nouveau mandat met l'accent sur la mise en oeuvre de nouveaux programmes qui ajouteront une « dimension symbolique » à la capitale. La Commission ne peut faire cavalier seul. Elle *doit* rejoindre tous les Canadiens pour savoir comment ils se définissent eux-mêmes et ce qu'*ils* veulent pour leur capitale.

Par conséquent, la *consultation* et la *coordination* ont été au centre de nos priorités dans nos stratégies de planification et d'exécution de notre mandat. Nous ne devons pas *présumer* être les seuls à connaître ce qu'il y a de mieux. Nous devons stimuler l'intérêt du public et sa participation, en regardant l'avenir.



En plus de ces objectifs, il est essentiel de profiter de toutes les occasions possibles pour solliciter la participation et l'engagement actifs du grand public.

Nous sommes confiants que tous ces efforts contribueront au succès de notre mandat : édifier une capitale qui reflète la vraie nature du Canada.

BÂTIR SUR DES FONDATIONS SOLIDES
 Au cours de l'année 1985-1986, nous avons mis l'accent sur une nouvelle vision de la capitale. En 1986-1987, nous avons établi des fondations solides qui nous permettront de concrétiser cette vision.

En bref, ce fut l'année du « plan » ou, pour être plus précis, l'année des deux plans clés. *Le Plan d'utilisation des terrains fédéraux*, schéma d'aménagement à long terme de tous les terrains et propriétés fédérales de la capitale, était presque parachevé vers la fin de l'année. Ce plan, document d'ensemble fournissant les lignes directrices d'une orientation générale à long terme, verra à la conservation et à la préservation des propriétés qui sont essentielles au développement de la capitale.

Le Plan d'orientation de la capitale a principalement traité à la *programmation* des événements et des activités qui animent la capitale. Établi l'année dernière, ce modèle de planification constitue, à bien des égards, une nouvelle initiative importante pour la Commission ; il s'agit d'un plan multi-annuel, à grande échelle, ayant trait au développement culturel.

Une partie importante de l'élaboration du Plan d'utilisation des terrains fédéraux et du Plan d'orientation de la capitale a reçu les commentaires et les suggestions des autres organismes gouvernementaux ainsi que des groupes d'intérêt du secteur privé. Ainsi, cette participation nous a permis d'apporter des modifications et des améliorations aux plans originaux. Le document, qui en est le résultat, formule des orientations de planification approuvées à l'unanimité, qui serviront de pierre d'assise à l'édification de la capitale de l'avenir.

Dans cette approche renouvelée que nous formulons, nous mettons l'accent sur l'évaluation de notre compétence en tant qu'organisme.



Table des matières

1	UN SYMBOLE DE FIERTÉ	4-7
---	----------------------	-----

Un aperçu de la nouvelle philosophie de la Commission, de ses objectifs et de ses activités.

2	UNE RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE	8-15
---	------------------------------	------

Quelques-uns des points saillants de l'année financière 1986-1987.

3	LA COMMISSION	16-21
---	---------------	-------

Un profil structural de la Commission de la Capitale nationale.

4	LE RAPPORT FINANCIER	22-32
---	----------------------	-------

Les états financiers vérifiés de la Commission ainsi que le rapport du Vérificateur général du Canada.



Message personnel de madame Pigott

Parmi les faits saillants de la dernière année, trois événements remarquables ressortent

dans les statistiques.

En 1986-1987, quelque 3,5 millions de personnes ont séjourné dans la capitale; la Commis-

sion a pu compter sur 5 000 résidents *benévoles* de la région qui ont apporté leur aide pour

les nombreux événements que nous avons organisés; et, à la fin de l'année, environ 3 Canadiens

sur 5 avaient visité la capitale au moins une fois dans leur vie.

En quoi ce fait est-il si remarquable? Il signifie que la Capitale est devenue l'un des centres

d'intérêt les plus populaires au pays.

Ce fait indique qu'un nombre toujours croissant de Canadiens désirent apporter leur

contribution à la capitale, en collaborant activement à la rendre une réalité essentielle à

la vie des Canadiens.

Ce fait signifie aussi que nous avons encore un chemin considérable à parcourir pour

rejoindre les 2 Canadiens sur 5, particulièrement dans les régions éloignées de l'Est et de

l'Ouest du pays, qui n'ont pas encore eu la chance de vivre cette expérience unique qu'est

la découverte de la capitale.

Au cours de la dernière année, vous avez sans doute entendu beaucoup parler de notre

nouveau « mandat ». Comme bon nombre d'autres citoyens, vous ne savez pas trop ce qu'il

comporte:

Pour moi, la meilleure façon de vous aider à expliquer les buts et les conséquences de ces

nouveau mandat est de penser à tous ces visiteurs, ces bénévoles et aux visiteurs à venir.

Le nouveau mandat permettra à la Commission de la Capitale nationale, au nom de tous

les Canadiens et en collaboration étroite avec bon nombre d'autres organismes, à la grandeur

du pays, de créer une capitale qui deviendra le lieu de rencontre de tous les Canadiens.

Notre mandat nous donne l'occasion de faire appel à la participation directe d'un plus

grand nombre de Canadiens, d'un océan à l'autre, pour l'aménagement et l'animation de la

Capitale.

Il nous permet de faire connaître la capitale et le Canada aux Canadiens qui, à défaut de

ne pouvoir être avec nous en personne, veulent se joindre à nous par la pensée.

À la Commission, nous avons déjà fait de grands pas dans l'élaboration de plans et d'approches

structurelles qui nous permettront d'atteindre ces objectifs.

C'est maintenant le temps, avec l'aide de nos nombreux amis et collègues, de créer et de

mettre en oeuvre les programmes qui nous permettront de réaliser ces objectifs.

Le Président,



Jean E. Pigott



Lettre de présentation

L'honorable Stewart McInnes, C.P., député
Ministre des Travaux publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monseigneur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les activités de la Commission de la capitale nationale pour l'année financière 1986-1987.

Cette dernière année a été l'une des plus significatives de l'histoire de la Commission. En effet, en juin 1986, le Gouvernement confirmait l'élargissement du mandat de la Commission de la Capitale nationale. Cette approbation a stimulé notre processus de réflexion, de réorganisation et de renouveau qui a marqué toutes nos activités au cours des dernières années. Ce processus comporte plusieurs dimensions distinctes.

Du côté de l'administration, nous avons vu à remanier nos tâches dans plusieurs secteurs clés et nous avons instauré de nouvelles techniques administratives visant à une plus grande efficacité et à un meilleur rendement.

Dans nos relations avec les autres organismes, nous avons accompli des progrès importants en groupant les différents paliers de juridictions gouvernementales: fédérale, provinciales, régionales et municipales ainsi que le nombre croissant d'organismes du secteur privé qui sont engagés dans la mise en valeur et l'animation de la capitale. La coordination de ces diverses ressources est essentielle, à la fois comme mesure d'économie et comme moyen d'assurer la convergence de toutes ces énergies vers la mise en valeur de la capitale.

L'élaboration de plans d'ensemble à long terme pour l'aménagement des terres fédérales de la capitale nationale est presque complète et déjà une nouvelle initiative emballante est amorcée. En effet, le Plan d'orientation de la capitale a déjà participé à l'élaboration d'événements et d'activités qui accorderont une plus grande importance à la vie culturelle de la capitale, dans un très proche avenir.

Par conséquent, vers la fin de l'année, nous étions en mesure d'inaugurer une nouvelle ère comme organisme de premier plan de la mise en valeur de la capitale. Les tâches de conceptualisation et d'organisation qui découlent de notre nouveau mandat sont déjà bien avancées. Maintenant, nous anticipons avec enthousiasme la mise en oeuvre des programmes qui concrétisera une vision renouvelée de la capitale.

Au cours des années à venir, nous croyons que les Canadiens seront de plus en plus nombreux à apprécier la capitale comme leur second foyer, un endroit qui témoigne de la glorieuse diversité qui caractérise le Canada et des possibilités illimitées qu'offre notre pays. La capitale se doit d'être à la fois une source et un symbole de fierté nationale.

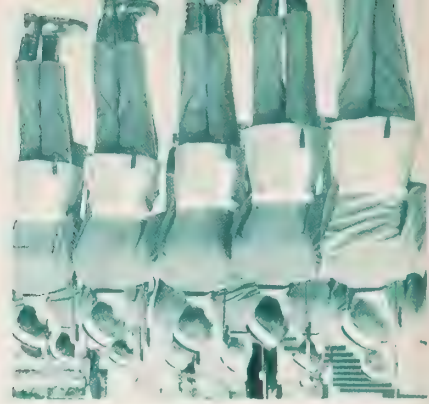
Au nom des membres et des employés qui composent la Commission de la Capitale nationale, j'ai l'honneur de vous présenter ce rapport.

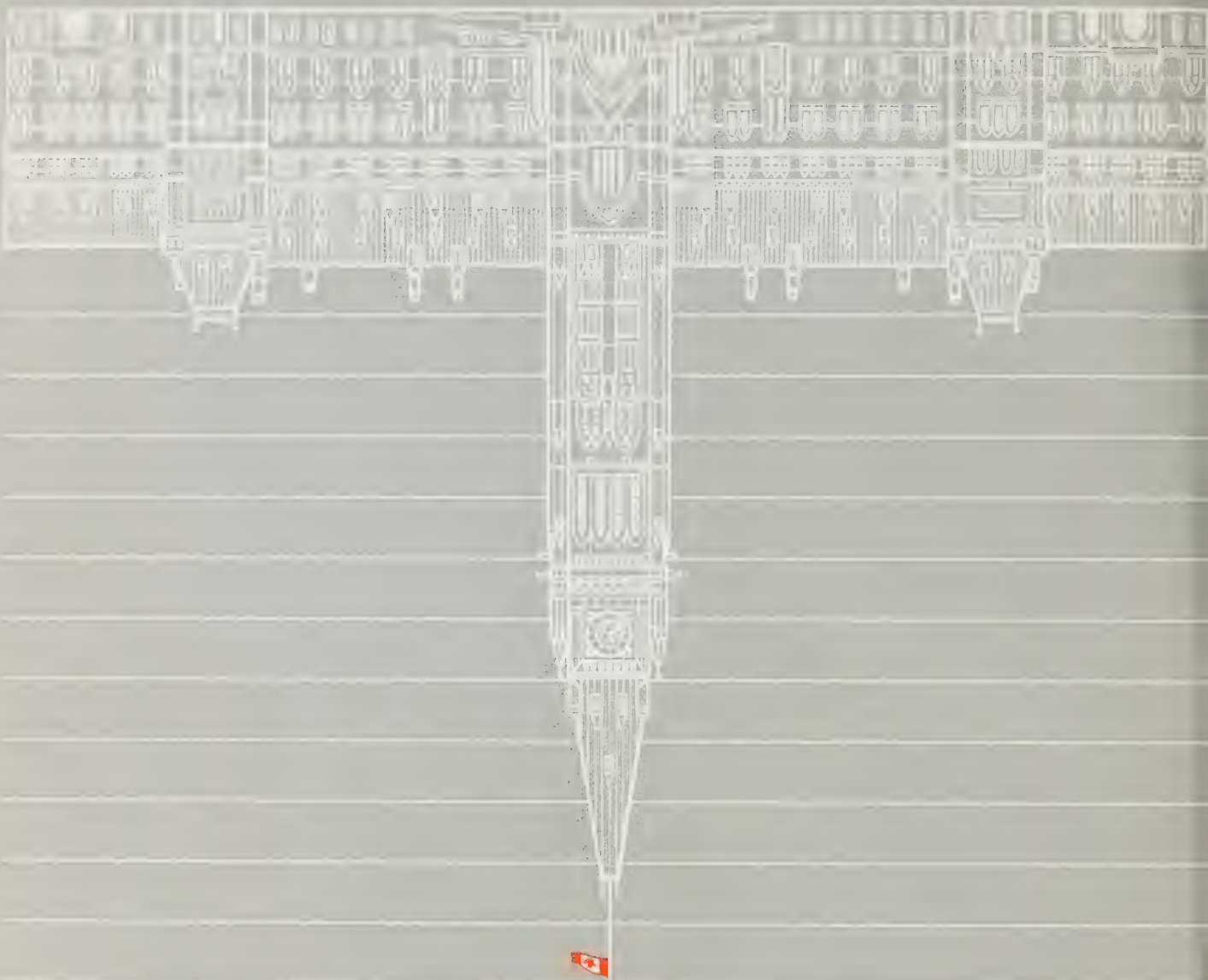
Veuillez agréer, Monseigneur le Ministre, l'expression de mon plus grand respect.

Le Président,



Jean E. Pigot





Énergie Canada
Energy Canada

Rapport annuel 1986-1987



CA1
CP
-A55

1987/88 - 1989/90

issued with Canada's Capital, Ours in Common : Annual Review.(CA1 CP -C11)

CA1
CP
-A55

Canada's Capital Ours in Common

Government
Publications



Annual Report 1990-1991



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

National Capital Commission

161 Laurier Ave. West

Ottawa, Ontario

K1P 6J6

Tel. 1 (613) 239-5000

1 (800) 465-1867

Letter of Transmittal

The Hon. Elmer MacKay, P.C., M.P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister:

It is my pleasure to report to you on the activities of the National Capital Commission during the 1990-91 fiscal year.

In a year of national debate about the future shape of Confederation, the Commission was acutely aware of the need to provide an environment in the Capital suitable to a thoughtful review of our special qualities and accomplishments as a nation.

Consequently, information and programming functions continued to have a high priority. For instance, we sought to consolidate and improve our marketing, communications and information activities. An important part of our mandate is to communicate the Capital to Canadians. We have continued our efforts to identify and refine key messages and to ensure that our communications with the public, interest groups, Parliament and the press consistently reflect and reinforce those messages.

Closely related to that effort is our continuing development of Confederation Boulevard as a "discovery route" — a unique means of animating and interpreting important symbols of our nationhood. With a special emphasis on the need to involve young Canadians in their Capital, venues along Confederation Boulevard will be used increasingly for forums, workshops, meetings, conferences, interpretive programs and special events featuring Canadian achievements in a wide variety of fields.

A major challenge for the Commission was a further budget reduction during the past year.

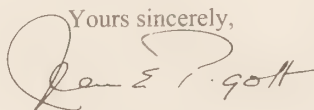
Faced by this cut — which is compounded by the effects of inflation — we were nonetheless able to maintain essential core services and programs, although we were forced to cancel some previously scheduled initiatives and implement a number of austerity measures.

To partially offset our reduced resources, we sought additional ways of using our assets creatively to generate new revenues. In that spirit, the Commission made a special effort last year to improve its management of the real assets it administers on behalf of the Government of Canada. The result is a comprehensive Real Assets Management Strategy. The strategy, to be fully implemented in fiscal year 1991-92, will be supported by a computer-based Real Assets Management Information System.

We are especially proud of the growing success of the Canadiana Fund — an initiative of the Official Residences Council and the National Capital Commission. Last year — in the Fund's first full year of operation — 25 Canadians contributed to the enhancement of the state areas of Canada's seven official residences through donations of furnishings, paintings, *objets d'art* or cash. Through the Canadiana Fund, all Canadians can directly participate in the preservation of our rich history and culture.

The result of these many efforts is that a growing number of Canadians look to their national Capital as a source of insight, inspiration and pride.

On behalf of the Commissioners, the Board of Directors and the employees of the National Capital Commission, I am pleased to present this report.

Yours sincerely,

Jean E. Pigott,
Chairman

The National Capital Commission

The National Capital Commission is a statutory Crown corporation established by the *National Capital Act* in 1958. The Act was amended in 1988.

The Commission's purpose, as described in the amended Act, is to "prepare plans for, and assist in, the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance." The Commission is also to "organize, sponsor or promote such public activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada."

The powers of the Commission extend further to enable the Commission to "coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region."

In keeping with its expanded mandate, the NCC has adopted a mission statement that has three elements:

- using the Capital to communicate Canada to Canadians;
- making the Capital a meeting place for Canadians; and
- safeguarding and preserving national treasures in the Capital.

THE YEAR IN REVIEW

Commission activities are guided by a Ten Year Plan, first introduced in 1988, and a Corporate Plan that is produced annually and covers a five year period. These documents set directions for the future and outline the objectives and priorities of the NCC.

Priorities for the Commission during fiscal year 1990-91 were as follows:

Programming

The Commission continued to place a high priority on communicating the symbolic and cultural aspects of the Capital to Canadians. To make the best use of limited resources, the Commission is focusing its programming activities on a limited number of themes that embody special dimensions of the Canadian experience. These themes are: Canadian values; Canada's role in world affairs; Canadian federalism; the activities of the federal government; Canadian contributions and achievements; and the provinces and territories. Increasingly, events, activities and exhibits are organized around these thematic categories.

Implementation of Real Assets Management Strategy

Real assets management represents a significant portion of Commission activities. The Commission has therefore prepared a strategy for the management of its real assets portfolio. This strategy provides overall direction for the management of Commission properties, including a proposed methodology to address funding shortfalls related to the long-term maintenance and rehabilitation of assets.

Implementation of Acquisition/Disposal Strategy

A priority related to the Real Assets Management Strategy was the initiation of a land acquisition / disposal strategy that set out the manner in which the Commission will implement the land management principles agreed to by Treasury Board for future property rationalization. The strategy identifies priorities for acquisition of National Interest Lands and disposal of surplus properties.

Capital Works

The Commission shifted its emphasis from the development of new capital works to rehabilitation initiatives that "safeguard and preserve" existing Commission assets and to initiatives related to health and safety. Symbolic landmarks, such as Confederation Boulevard, were a priority, along with the implementation of a master plan for the Parliamentary Precinct and planning for Core Area West.

Canada's 125th Anniversary

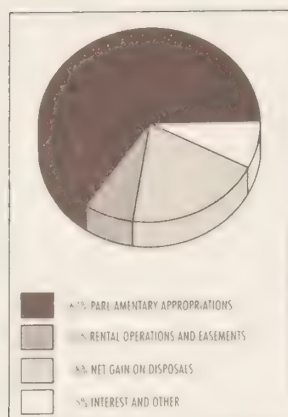
Canada will observe its 125th anniversary in 1992. Planning continued for a summer of special events and activities centred on the creation of Canada Place 92, a focal point for programming and a meeting place and orientation centre for visitors. A national program, initiated by the Canada 125 Corporation, will take place in other centres across Canada.

OUR ACCOMPLISHMENTS DURING 1990/91

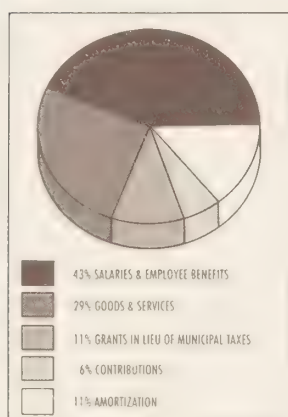
For the Commission, 1990/91 was a year of major achievements:

- within the Core Area West project, concept plans were prepared for LeBreton/Bayview, Brewery Creek and the Islands;
- work was begun on the Greenbelt Master Plan and the Gatineau Park Management Plan;
- the Capital Marketing Plan, designed to make Canadians more aware on a national scale of the symbolic role of the Capital, began to be implemented;
- planning for Phase 2 of Confederation Boulevard commenced;
- construction started on the Chateau Laurier Terrace to house the Canadian Museum of Contemporary Photography, scheduled to open in 1992;
- the NCC successfully negotiated an agreement in principle with Public Works Canada and the City of Ottawa to dispose of six properties and transfer maintenance and rehabilitation responsibilities for five non-NCC properties and four NCC roadways to the City. The City will also, at its own cost, perform construction work on behalf of the Commission. NCC resources will thus be freed for use on projects of national significance;
- successful completion of Phases 1-3 of Outaouais 2050 laid the foundation for a shared understanding of the future role of the Outaouais in the National Capital Region;
- special events such as Canada Day, Cultures Canada, New Year's Eve on Parliament Hill, Christmas Lights Across Canada and Winterlude were staged on NCC sites and attracted hundreds of thousands of visitors to the Capital region. The national and international content of these events, and media coverage of them, continued to increase;
- the NCC supported a number of organizations in commissioning and finding sites for monuments commemorating Queen Elizabeth, Andrew Hamilton Gault, Lester B. Pearson, human rights, and peacekeeping;
- in partnership with the Department of National Defence, a national design competition was held for a Peacekeeping Monument to be erected on Confederation Boulevard;
- various services for visitors were provided, including information centres and kiosks, publications and tour reservations;
- a project was undertaken to identify and program "stages" for events along Confederation Boulevard;
- the Federal Code on Environmental Stewardship was adopted by the NCC, and a five-person staff was assigned to the task of assessing the environmental impacts of proposed initiatives;

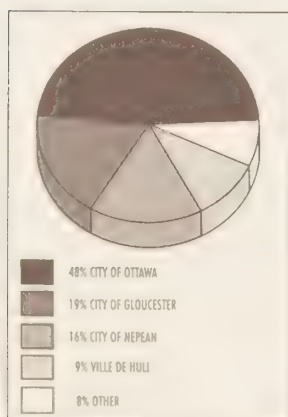
- a major health and safety program was initiated within the Human Resources Branch;
- 25 Canadians contributed to the Canadiana Fund cash and gifts in kind valued at some \$214,375;
- through the Commission's sponsorship program, corporations contributed approximately \$1 million in cash and services to major Capital events.



REVENUES



EXPENSES BY MAJOR CLASSIFICATION



GRANTS IN LIEU OF MUNICIPAL TAXES

PERFORMANCE REVIEW OF THE NATIONAL CAPITAL COMMISSION

For the year ended March 31, 1991

FINANCIAL HIGHLIGHTS

REVENUES

The Commission's revenues totalled \$40.1 million, an increase of \$7 million or 21.1 per cent over last year.

As part of the federal government's property rationalization program, the Commission sold property for \$22.6 million, which included \$20.6 million of property sales to the Province of Ontario and the Regional Municipality of Ottawa-Carleton. The net gain on property sales was \$21.4 million.

Rental operations and easements revenues of \$12.4 million reflect an increase of \$1.4 million, or 14 per cent over last year.

Interest and other revenue of \$6.2 million was \$.8 million greater than the previous year and represents interest earned on short-term investments and revenue from sponsorship of public events.

PARLIAMENTARY APPROPRIATIONS

Parliamentary appropriations for operations amounted to \$80.5 million.

EXPENSES

The total expenses were \$114.0 million. Salaries and employee benefits of \$50.2 million, goods and services of \$32.2 million and amortization of

\$12.5 million were the major items. Contributions to projects sponsored by other levels of government or authorities were \$7.0 million. The most significant contributions were as follows:

- \$4.5 million toward the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region, of which \$3.0 million was paid in the current year;
- \$1.6 million with respect to a tripartite agreement amongst the Commission, the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission and the Société de transport de l'Outaouais regarding the provision of urban interprovincial transit services in the National Capital Region.

Expenditures on grants-in-lieu-of-municipal-taxes totalled \$12.2 million. The distribution by municipality is :

	1991	1990
	(millions)	
City of Ottawa	\$5.88	\$5.54
City of Gloucester	2.36	2.28
City of Nepean	1.94	1.86
Ville de Hull	1.09	1.06
Municipalité de Hull-Ouest	.21	.27
Ville d'Aylmer	.23	.23
Others	.51	.36

OTHER FINANCIAL ACTIVITIES

During 1990/91, under the Quebec Road Network Agreement, the Commission paid \$18.0 million to the Province of Quebec toward the construction cost of a comprehensive road network within the Quebec portion of the National Capital Region. Of this amount \$15.0 million was for prior years and \$3.0 million for the current year.

MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL REPORTING

The accompanying financial statements of the National Capital Commission are the responsibility of management and have been approved by the members of the Commission. The financial statements have been prepared by management in accordance with generally accepted accounting principles.

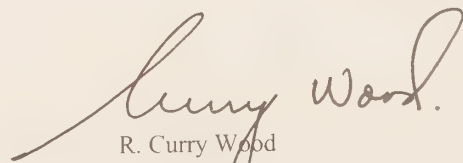
Management has developed and maintains books of account, records, financial and management controls and information systems. These are designed to provide reasonable assurance that the assets are safeguarded and controlled and that transactions are in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, as well as the *National Capital Act* and by-laws of the Commission. Internal audits are conducted to assess these systems and practices.

The members of the Commission carry out their responsibilities for the financial statements principally through an Audit Committee that consists of members of the Commission only. The Audit Committee meets periodically with management as well as with the internal and external auditors to discuss the results of audit examinations with respect to the adequacy of internal accounting controls and to review and discuss financial reporting matters. The external and internal auditors have full access to the Audit Committee, with and without management being present.

The Commission's external auditor, the Auditor General of Canada, has examined the financial statements. He submits his report to the Minister of Public Works, who is responsible for the National Capital Commission.



Jean E. Pigott
Chairman



R. Curry Wood
Vice-President, Controller

AUDITOR'S REPORT

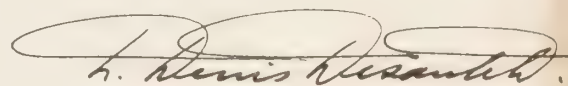
To the Minister of Public Works:

I have audited the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1991 and the statements of operations, equity and changes in cash resources for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Commission's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Commission as at March 31, 1991 and the results of its operations and the changes in its cash resources for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles. As required by the *Financial Administration Act*, I report that, in my opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, the *National Capital Act* and by-laws of the Commission.



L. Denis Desautels, FCA
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
June 7, 1991

NATIONAL CAPITAL COMMISSION BALANCE SHEET

as at March 31, 1991

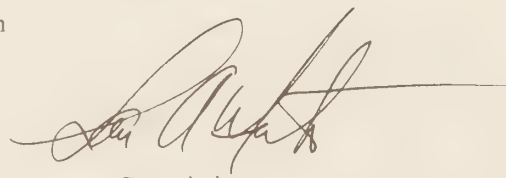
	1991	1990
	(thousands of dollars)	
ASSETS		
Current		
Cash and short-term deposits (Note 3)	\$ 11,085	\$ 13,327
Accounts receivable		
Due from Canada	708	2,643
Federal government departments and agencies	2,099	2,625
Tenants and others	2,281	1,782
Operating supplies, small tools and nursery stock	695	697
Prepaid expenses	3,141	701
	20,009	21,775
Land, buildings and equipment (Note 4)	330,890	321,938
	<u>\$350,899</u>	<u>\$343,713</u>
LIABILITIES		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 25,213	\$ 33,344
Holdbacks and deposits from contractors and others	1,307	2,047
	26,520	35,391
Long-term		
Accrued employee termination benefits	6,366	6,203
Unsettled expropriations of property	640	882
	7,006	7,085
EQUITY OF CANADA	317,373	301,237
	<u>\$350,899</u>	<u>\$343,713</u>

Major commitments and contingencies (Notes 6 and 7)

Approved by the Commission



Chairman



Commissioner

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF OPERATIONS

For the year ended March 31, 1991

	1991	1990
	(thousands of dollars)	
COST OF OPERATIONS (Note 5)		
Transcendent	\$ 7,809	\$ 5,319
Safeguard and preserve	265	572
Communicate Canada	7,612	5,956
Meeting place	4,324	4,527
Operations/assets management	68,465	68,874
Operations/administration	25,577	23,576
	<u>114,052</u>	<u>108,824</u>
REVENUES		
Rental operations and easements	12,432	10,997
Interest	1,812	1,364
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	21,436	7,251
Long-term lease	-	9,500
Other	4,436	4,023
	<u>40,116</u>	<u>33,135</u>
Net cost of operations	73,936	75,689
Parliamentary appropriations for operations	80,517	82,028
PARLIAMENTARY APPROPRIATIONS OVER NET COST OF OPERATIONS	<u>\$ 6,581</u>	<u>\$ 6,339</u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF EQUITY

for the year ended March 31, 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
	(thousands of dollars)	
BALANCE AT BEGINNING OF YEAR	\$301,237	\$282,782
Parliamentary appropriations over net cost of operations	6,581	6,339
Parliamentary appropriations to acquire land, buildings and equipment	<u>9,555</u>	<u>12,116</u>
BALANCE AT END OF YEAR	<u>\$317,373</u>	<u>\$301,237</u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF CHANGES IN CASH RESOURCES

for the year ended March 31, 1991

	1991	1990
	(thousands of dollars)	
OPERATING ACTIVITIES		
Parliamentary appropriations over net cost of operations	\$ 6,581	\$ 6,339
Items not involving cash		
Amortization	12,474	11,760
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	(21,436)	(7,251)
Net change in non-cash working capital balances related to operations	(9,347)	4,241
Net change in long-term liabilities	(79)	(6,690)
	<u>(11,807)</u>	<u>8,399</u>
INVESTING AND FINANCING ACTIVITIES: LAND, BUILDINGS AND EQUIPMENT		
Acquisitions	(22,622)	(28,723)
Parliamentary appropriations	9,555	12,116
Proceeds on disposal	22,632	10,739
	<u>9,565</u>	<u>(5,868)</u>
Increase (decrease) in cash and short-term deposits	(2,242)	2,531
Beginning of year	<u>13,327</u>	<u>10,796</u>
End of year	<u>\$11,085</u>	<u>\$13,327</u>

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

March 31, 1991

1 Authority and Objectives

The National Capital Commission was established in 1958 by the *National Capital Act*. The Commission is an agent Crown corporation without share capital named in Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act*. The objects and purposes of the Commission are stated in the *National Capital Act* as amended in 1988. They are to:

- a) prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance; and
- b) organize, sponsor or promote such public activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada.

The powers of the Commission, as they were extended in 1988, also enable the Commission to “coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region.”

The Commission is also responsible for the management and maintenance of the Official Residences located in the National Capital Region.

2 Significant Accounting Policies

a) Land, Buildings and Equipment

Land, buildings and equipment are generally recorded at historical cost. Property acquired at nominal cost or by donation is recorded at market value at time of acquisition except for properties of historical significance whose market value cannot be reasonably determined. These are recorded at nominal value. Property acquired by exchange is recorded at the carrying value of the assets disposed of in the transaction. Improvements that extend the useful life of buildings and equipment are recorded at cost.

b) Amortization

Amortization of assets in use is charged to operations in equal annual amounts based on the cost of the assets, their estimated useful life and their final salvage value. Useful life of assets is estimated as follows:

Buildings	20 years
Parkways, roadways and bridges	25 years
Park landscaping and improvement	25 years
Machinery and equipment	7 to 15 years
Office furniture and equipment	5 years
Vehicles	4 to 7 years
Antiques and works of art	10 years
Computer and communications equipment	5 years

c) **Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock**

Operating supplies and small tools are carried at cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, balling and packaging expenses.

d) **Pension Plan**

The Commission's employees participate in the Public Service Superannuation Plan, which is administered by the Government of Canada. Contributions to the Plan are made by both the employees and the Commission on an equal basis. These contributions represent the total pension obligations of the Commission and are recognized in the accounts on a current basis.

e) **Employee Termination Benefits**

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. The liability for these benefits is recorded in the accounts as the benefits accrue to the employees.

f) **Parliamentary Appropriations**

Parliamentary appropriations for operating expenditures, for contributions to other levels of government and other authorities and for grants are used to offset the net cost of operations. Parliamentary appropriations to acquire land, buildings and equipment are credited to equity of Canada.

g) **Workers' Compensation**

The Commission assumes all risks for workers' compensation claims. The costs of claims resulting from injuries on duty are recorded in the years when compensation payments are due.

3. Cash and Short-Term Deposits

Cash and short-term deposits at year-end amounted to \$11.085 million. Included in this cash balance are:

1) Cash donations received for the Canadiana Fund in the amount of \$33 thousand;

2a) Funds relating to a 1990 long-term lease transaction that, pursuant to Governor-in-Council authority, have been restricted for the acquisition of environmentally sensitive lands;

2b) Funds generated by the disposal of surplus properties that may be used to acquire real property or to support other major programs, as may be authorized by Treasury Board and Governor-in-Council.

Details of property transactions are highlighted in the following analysis.

	Environmentally Sensitive Lands	Others	Total
(thousands of dollars)			
Cash available at beginning of year	\$2,111	\$ 3,974	\$ 6,085
Proceeds from disposals	168	22,062	22,230
Acquisitions	-	(1,553)	(1,553)
Contribution to capital budget	-	(6,000)	(6,000)
Contribution under the Quebec Road network Agreement	-	(15,000)	(15,000)
Cash available at end of year	<u>\$2,279</u>	<u>\$3,483</u>	<u>\$5,762</u>

4. Land, Buildings and Equipment

	1991		1990
	Historical cost	Accumulated depreciation	Net book value
			Net book value
Land and Buildings	(thousands of dollars)		
Greenbelt	\$ 65,923	\$ 17,847	\$ 48,076
Gatineau Park	28,264	6,121	22,143
Parkways	105,493	43,292	62,201
Parks	29,402	12,893	16,509
Bridges and approaches	28,777	15,950	12,827
Historical sites	28,881	12,010	16,871
Recreational facilities	24,430	9,028	15,402
Rental properties	107,156	9,986	97,170
Development properties	26,517	4,409	22,108
Unsettled expropriations	1,455	-	1,455
Administrative and service buildings	14,751	8,047	6,704
	461,049	139,583	321,466
Less: Provision for Transfers *	1,838	-	1,838
	459,211	139,583	319,628
Equipment			
Machinery and equipment	4,063	1,948	2,115
Office furniture and equipment	4,334	3,668	666
Vehicles	6,122	2,796	3,326
Computer and communications equipment	9,872	5,291	4,581
Antiques and works of art	1,446	872	574
	25,837	14,575	11,262
	\$485,048	\$154,158	\$330,890

*Provision for transfers pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec. This includes lands to be given free of charge for the approaches to the Macdonald-Cartier Bridge and for the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

5. Cost of Operations

a) Summary of expenses by major classification

	1991	1990
	(thousands of dollars)	
Salaries and employee benefits	\$50,159	\$45,557
Goods and services	32,220	28,435
Grants in lieu of municipal taxes	12,220	11,632
Contributions	6,979	11,440
Amortization	12,474	11,760
	<u>\$114,052</u>	<u>\$108,824</u>

b) Sector definitions and objectives

The Commission uses six sectors to structure its activities. Short, medium and long-term objectives linked to the mandate and mission have been developed for each. The following provides the long-term objectives established for each sector:

Transcendent

To guide, facilitate and provide input and direction to the formulation and implementation of National Capital Commission programs to ensure that the Commission's objectives are met.

Safeguard and Preserve

To safeguard and preserve the Capital and its assets for future generations.

Communicate Canada

To provide programs that present the past, present and future of Canada and that increase understanding of the country through the Capital.

Meeting Place

To implement programs that provide opportunities to bring Canadians together in the Capital to increase their knowledge and understanding of the country.

Operations/Assets Management

To manage the real property assets of the Corporation efficiently and effectively in accordance with their importance to the Capital.

Operations/Administration

To manage the resources of the Corporation efficiently and effectively and to provide services that allow the Commission to meet its objectives.

6. Major Commitments

a) The Commission is committed to contribute to the Province of Quebec one-half of the cost of a road network within the Quebec portion of the National Capital Region. The Commission's remaining commitment to be paid over future years is estimated at \$100.0 million but is payable only if funding is approved by the Treasury Board of Canada. The Treasury Board has authorized expenditures of \$160.2 million for the Quebec Road Network. As of March 31, 1991, payments have totalled \$154.2 million.

b) The Commission has entered into agreements for computing services, leases of equipment and a lease for office space that will expire in 1993. The accommodations options are at present under review. Minimum annual payments under these agreements are approximately as follows:

	(thousands of dollars)	
	1991/92	\$3,353
	1992/93	2,527
	1993/94	104
		<u>\$5,984</u>

c) The Province of Quebec has expropriated certain lands in the City of Hull on behalf of the Commission. An amount of \$1.25 million will be payable in exchange for appropriate title documents.

d) The Commission has entered into contracts for capital expenditures estimated to cost approximately \$10.5 million. Payments under these contracts are expected to be made in 1991/92.

e) The Commission under the Interprovincial Transit Subsidy Agreement is committed to the Société de transport de l'Outaouais and the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission for the amount of \$1.187 million in 1991/92.

7. Contingencies

a) Claims

Claims and potential claims have been made against the Commission totalling approximately \$38.1 million for alleged damages and other matters. The final outcome of these claims is not determinable and accordingly these items are not recorded in the accounts. However, in the opinion of management, the position of the Commission is defensible. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the liability is determined.

b) Agreement with the Province of Ontario

In 1961, the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,761 hectares (6,820 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenses. At March 31, 1990, cumulative expenses exceeded cumulative revenues by \$1.1

million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

c) Environmental Assets Management

The Commission is subject to Part IV of the *Canadian Environmental Protection Act* and is committed to sound environmental assets management. No provision has been made for potential financial implications related to future environmental site restoration.

8. Related Party Transactions

The Corporation is related in terms of common ownership to all Government-of-Canada-created departments, agencies and Crown corporations and is mainly financed by the Parliament of Canada.

a) Canada Museums Construction Corporation Inc.

The Commission has permitted the Canada Museums Construction Corporation Inc. to undertake the construction of the Canadian Museum of Civilization on Commission lands. The Commission is in the process of transferring the lands in question to Public Works Canada in exchange for other properties of equal value.

b) Canadian Museum of Contemporary Photography

The Commission and the National Gallery of Canada are sharing costs for the construction of the Canadian Museum of Contemporary Photography on Commission lands. Total shared construction costs are estimated at \$16.7 million, of which the Commission's share is \$12.7 million. As at March 31, 1991, payments on this project have totalled \$5,478,000. The Commission has received Governor-in-Council authority to lease the completed building to the National Gallery of Canada for a term of 49 years.

c) Commemorative Monuments

The Commission, on behalf of the Department of National Defence, will undertake the implementation of a peacekeeping monument that is planned for completion in 1992. The total cost of the project will be \$2.8 million, of which the Commission will contribute a maximum of \$.5 million.

d) Public Works Canada

Public Works Canada acts as an agent for the Commission with respect to sales of properties that are surplus to the Commission's needs. Fees charged are based on standard rates set by Public Works Canada. The Commission has also entered into an agreement with Public Works Canada, whereby the latter will, with respect to the Official Residences, provide certain property services at rates established with the Commission and approved by the Treasury Board of Canada.

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

Schedule of Land and Buildings

At amortized values as at March 31, 1991

	1991	1990
	(thousands of dollars)	
Greenbelt Properties	\$48,076	\$48,894
Gatineau Park	22,143	20,688
Parkways		
Confederation Boulevard	13,997	13,927
Ottawa River Parkway	10,217	10,552
Rockcliffe Parkway	10,107	9,954
Aviation Parkway	6,595	6,755
Airport Parkway	4,883	5,372
Voyageur Parkway	2,956	2,925
Queen Elizabeth Drive	2,296	2,449
Colonel By Drive	2,337	2,445
Promenade Philémon-Wright	1,109	1,112
Other parkways — Quebec	2,901	2,422
Other parkways — Ontario	4,803	4,819
Total Parkways	62,201	62,732
Parks		
Rideau River Park	2,494	2,537
Brewery Creek	1,919	2,026
Parliament Hill Promenade	1,544	1,633
Place du Portage	1,257	1,384
Victoria Island	1,256	1,334
Taché Park	1,102	1,114
Linear Park	758	793
Commissioners' Park	768	768
Vincent Massey and Hog's Back parks	574	598
E. B. Eddy Park	495	537
Other parks — Quebec	1,599	1,734
Other parks — Ontario	2,743	2,386
Total Parks	16,509	16,844

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

Schedule of Land and Buildings

At amortized values as at March 31, 1991

	1991	1990
	(thousands of dollars)	
Bridges and Approaches		
Portage Bridge	\$ 4,049	\$ 4,603
Champlain Bridge	2,642	2,687
Macdonald-Cartier bridgeheads	1,574	1,574
Des Chênes-Britannia	1,218	1,212
Minto Bridges	483	524
Hog's Back Bridge	434	476
Other bridges	2,427	2,233
Total Bridges and Approaches	12,827	13,309
Historical Sites	16,871	15,754
Recreational Facilities	15,402	10,286
Rental Properties	97,170	97,096
Development Properties	22,108	22,172
Unsettled Expropriations	1,455	882
Less Provision for Future Transfer of Property per Agreements	(1,838)	(1,838)
Administrative and Service Buildings	6,704	6,291
Total Real Property	\$319,628	\$313,110

COMMISSION DE LA CAPITALÉ FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

Inventaire des terrains et des immeubles

Valeur amortie au 31 mars 1991

1991	1990	(en milliers de dollars)
Ponts et voies d'accès		
Pont du Portage	4 049 \$	4 603 \$
Pont Champlain	2 642	2 687
Têtes de pont Macdonald-Cartier	1 574	1 574
Des Chênes-Britannia	1 218	1 212
Pont Minto	483	524
Pont Hog's Back	434	476
Autres ponts	2 427	2 233
Total des ponts et voies d'accès	12 827	13 309
Lieux historiques		
Installations de loisirs	15 402	10 286
Propriétés louées	97 170	97 096
Propriétés à développer	22 108	22 172
Expropriations non réglées	1 455	882
Moins la provision pour les cessions	(1 838)	(1 838)
Futures de propriétés en vertu d'accords	6 704	6 291
Immeubles administratifs et de services	319 628 \$	313 110 \$
Total des biens immobiliers		

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

INFORMATION FINANCIERE SUPPLEMENTAIRE

Inventaire des terrains et des immeubles

Valeur amortie au 31 mars 1991

1991	1990
(en milliers de dollars)	
48 076 \$	48 894 \$
22 143	20 688
Parc de la Gatineau	
Propriétés de la ceinture de verdure	
Promenades	
Boulevard de la Confédération	13 997
Promenade de l'Outaouais	10 217
Promenade du parc de Rockcliffe	10 107
Promenade de l'Aviation	6 595
Promenade de l'Aéroport	4 883
Promenade des Voyageurs	2 956
Quai de la Reine-Elizabeth	2 296
Quai du Colonel-By	2 337
Promenade Philémon-Wright	1 109
Autres promenades - Québec	2 901
Autres promenades - Ontario	4 803
Total des promenades	
62 201	62 732
Parcs	
Parcs de la rivière Rideau	2 494
Ruisseau de la Brasserie	1 919
Promenade de la colline du Parlement	1 544
Place du Portage	1 257
Ile Victoria	1 256
Parc Taché	1 102
Parc Lincaire	758
Parc des Commissaires	768
Parcs Vincent-Masse et Hog's Back	574
Parc E.B.-Eddy	495
Autres parcs - Québec	1 599
Autres parcs - Ontario	2 743
Total des parcs	
16 509	16 844

d) Travaux publics Canada

Travaux publics Canada agit au nom de la Commission lorsque celle-ci doit vendre les propriétés dont elle n'a plus besoin. Les frais de courtage sont calculés selon un barème établi par Travaux publics Canada. La Commission a également conclu une entente avec Travaux publics Canada selon laquelle le Ministère assure certains services concernant les résidences officielles à des taux établis conjointement avec la Commission et approuvés par le Conseil du Trésor.

e) La Commission, au terme de l'Entente sur le

financement des services interprovinciaux de transport s'est engagée à payer à la Commission de transport d'Ottawa-Carleton et à la Société de transport

l'Outaouais, une somme de 1,187 million de dollars en 1991-1992.

7. Éventualités

a) Réclamations

Des réclamations ont été déposées contre la

Commission pour un montant d'environ 38,1 millions de dollars à titre de dommages présumés et à d'autres

facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas comptabilisées.

Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements de ces

réclamations seront, le cas échéant, imputés à l'exercice au cours duquel ils pourront être déterminés avec

certitude.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la

province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière s'est engagée à aménager et à entretenir une forêt de

2 761 hectares (6 820 acres). À l'expiration de cette entente, en l'an 2011, ou à sa résiliation, la Commission

remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission

l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1990, les dépenses dépassaient les revenus de

1,1 million de dollars, somme qui ne figure pas dans les comptes de la Commission.

c) Gestion des biens de l'environnement

La Commission, conformément à la partie IV de la Loi

canadienne sur la protection de l'environnement,

s'engage à gérer ses biens tout en respectant

l'environnement. Aucune provision n'a été

comptabilisée relativement aux répercussions

financières reliées aux travaux de restauration.

8. Opérations entre apparentés

La Commission est apparentée, au niveau de la propriété, à tous les ministères, toutes les agences et

toutes les sociétés d'état du gouvernement du Canada et elle est financée, en grande partie, par le Parlement du

Canada.

a) Société de construction des musées du

Canada Inc.

La Commission a autorisé la Société de construction des

musées du Canada Inc. à bâtir le Musée canadien des civilisations sur ses terrains. La Commission s'apprête

à transférer certains terrains au ministère des Travaux publics en échange de propriétés d'égale valeur.

b) Musée canadien de la photographie

contemporaine

La Commission et les Musée des beaux-arts du Canada

partagent le coût de construction du Musée canadien de la photographie contemporaine sur des terrains de la

Commission. Ce coût est estimé à 16,7 millions de dollars dont 12,7 millions de dollars seront défrayés par

la Commission. Au 31 mars 1991, les paiements effectués dans le cadre de ce projet s'élevaient à

5 478 000 de dollars. La Commission a reçu du Gouverneur en conseil l'autorisation de louer l'édifice

achevé au Musée des beaux-arts du Canada pour une période de 49 ans.

c) Monuments commémoratifs

La Commission, au nom du ministre de la Défense

nationale, amorcera l'aménagement d'un monument de dédié au maintien de la paix qui devrait être terminé en

1992. Le coût total du projet sera de 2,8 millions de dollars dont une somme maximale de 0,5 million de

dollars sera défrayée par la Commission.

5 Coût de fonctionnement

a) Résumé des dépenses ventilées par postes principaux

1991	1990
------	------

(en milliers de dollars)

Salaires et avantages sociaux des employés 50 159 \$ 45 557 \$

Biens et services 32 220 28 435

Subventions tenant lieu d'impôts fonciers 12 220 11 632

Contributions 6 979 11 440

Amortissement 12 474 11 760

114 052 \$	108 824 \$
------------	------------

b) Définitions et objectifs des secteurs

Les activités de la Commission sont regroupées en six secteurs pour lesquels des objectifs à court, moyen et long termes reliés au mandat de la Commission ont été fixés. Les objectifs à long terme de chacun des secteurs sont les suivants :

Transcendant

Orienter, faciliter, et permettre la participation du public à la formulation et à la mise en œuvre des programmes de la Commission afin de s'assurer que ses objectifs soient respectés.

Sauvegarde et conservation

Sauvegarder et conserver le patrimoine de la capitale pour les générations à venir.

Communiquer le Canada

Mettre sur pied des programmes qui illustrent le passé, le présent et l'avenir du Canada et qui contribuent à mieux comprendre le pays.

Lieu de rencontre

Mettre en œuvre des programmes qui permettent aux Canadiens de se retrouver dans la région de la capitale pour mieux connaître et comprendre leur pays.

Exploitation/Gestion des biens

Assurer la gestion efficace et efficiente des biens de la Commission selon l'importance qu'ils revêtent pour la capitale.

Exploitation/Administration

Gérer les ressources de la Commission de façon efficace et efficiente et offrir les services qui permettront à cette dernière d'atteindre ses objectifs.

6. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à fournir à la province de Québec la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale. Le reste de cet engagement dont la Commission doit s'acquitter au cours des prochaines années est estimé à 100 millions de dollars, mais n'est payable que si le financement est approuvé par le Conseil du Trésor du Canada. Le Conseil du Trésor a autorisé des dépenses d'une valeur de 160,2 millions de dollars pour ces travaux. Au 31 mars 1991, les paiements s'élevaient à 154,2 millions de dollars.

b) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux de location de matériel et de bureaux qui resteront valables jusqu'en 1993. Les choix relatifs aux locaux sont actuellement à l'étude. Les paiements annuels minimaux découlant de ces accords s'élèvent approximativement comme suit :

1991-1992	3 353 \$
1992-1993	2 527
1993-1994	104
	<u>5 984 \$</u>

c) La province de Québec a exproprié certains terrains sur le territoire de la Ville de Hull au nom de la Commission. Une somme de 1,25 million de dollars sera versée en échange des titres de propriétés visés.

d) La Commission a conclu des marchés pour des travaux dont la valeur approximative est de 10,5 millions de dollars. Le paiement de ces marchés se fera vraisemblablement en 1991-1992.

* La provision pour les cessions vise les biens immobiliers à céder en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, de terrains à céder à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont Macdonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie d'un dollar.

e) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les perçoivent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

f) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses de fonctionnement, pour les subventions, et pour les contributions versées aux autres paliers de gouvernement et autres organismes servent à compenser le coût de fonctionnement net. Les crédits parlementaires alloués pour l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

g) Indemnisation des employés

La Commission assume tous les risques résultant des demandes d'indemnisation des employés. Les dépenses correspondant à ces demandes, par suite d'un accident de travail, sont imputées à l'année financière au cours de laquelle les paiements sont exigibles.

3. Encaisse et dépôts à court terme

L'encaisse et les dépôts à court terme représentaient, en fin d'exercice, 11 085 millions de dollars. Sont inclus dans ce montant :

- 1) Des dons versés pour le Fonds Canadianna s'élevant à 33 000 dollars.

2a) Des fonds provenant d'un contrat de location à long terme de l'exercice précédant, lesquels servent à l'acquisition de terrains à l'écosystème fragile, conformément à une restriction ordonnée par le Gouverneur en conseil.

2b) Des fonds qui, provenant de l'aliénation de propriétés excédentaires, peuvent être utilisés pour l'acquisition de biens immobiliers ou pour la promotion d'autres programmes importants, conformément à l'approbation du Conseil du Trésor et du Gouverneur en conseil. L'analyse suivante offre des renseignements plus précis.

Terrains menacés				Autres				Total			
(en milliers de dollars)											
Encaisse disponible au début de l'exercice				2 111 \$	3 974 \$	6 085 \$					
Produits d'aliénation				168	22 062	22 230					
Acquisitions				-	(1 553)	(1 553)					
Contribution au budget d'immobilisation				-	(6 000)	(6 000)					
Contribution selon l'entente sur le réseau routier du Québec				-	(15 000)	(15 000)					
Encaisse à la fin de l'exercice				2 279 \$	3 483 \$	5 762 \$					

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1991

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été

constituée en 1958 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale*. La Commission est une société d'État

mandataire sans capital-actions nommée en vertu des

dispositions de la Partie I de l'annexe III de la *Loi*

sur la gestion des finances publiques. Sa mission,

telle qu'elle a été modifiée en 1988 dans la *Loi sur la*

capitale nationale, est la suivante :

a) «établir des plans d'aménagement, de

conservation et d'embellissement de la région de

la capitale nationale et concourir à la réalisation

de ces trois buts afin de doter le siège du

gouvernement du Canada d'un cachet et d'un

caractère dignes de son importance nationale; et

b) organiser, promouvoir ou promouvoir, dans la

région de la capitale nationale, des activités et des

manifestations publiques enrichissantes pour le

Canada sur les plans culturel et social, en tenant

compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité

du statut des langues officielles du Canada ainsi

que du patrimoine des Canadiens».

En 1988, les pouvoirs de la Commission ont été

étendus à la coordination des orientations et des

programmes du gouvernement du Canada en ce qui

concerne l'organisation, le parrainage et la

promotion, par les ministères ou départements,

d'activités et de manifestations liées à la région de la

capitale nationale.

La Commission est aussi responsable de la gestion et

de l'entretien des résidences officielles situées dans

la région de la capitale nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Terrains, immeubles et matériel

Les terrains, les immeubles et le matériel sont, en

régle générale, comptabilisés au prix coûtant. Les

biens immobiliers acquis contre une somme

nominale ou par voie de dons sont comptabilisés à

leur valeur marchande au moment de l'acquisition,

sauf les biens historiques dont la valeur marchande

b) Amortissement

sont comptabilisées au prix coûtant.

prolongent la vie utile des immeubles et du matériel

aliénés lors de l'opération. Les améliorations qui

comptabilisées à la valeur comptable des biens

peut difficilement être établie. Ces derniers sont

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinières

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage

sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de

pépinières sont évalués au coût estimé de

remplacement, auquel est soustraite une provision

pour frais généraux et frais d'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au

régime de pension de retraite de la Fonction

publique administré par le gouvernement du Canada.

Les cotisations au régime sont réparties également

entre les employés et la Commission. Ces

cotisations représentent l'obligation totale de la

Commission au titre du régime de retraite et sont

portées, de façon courante, aux comptes concernés.

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES

DE TRÉSORERIE

pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991

1991	1990	(en milliers de dollars)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des crédits parlementaires	6 581 \$	6 339 \$
sur le coût de fonctionnement net		
Eléments hors caisse	12 474	11 760
Amortissement		
Plus-value nette de cession de	(21 436)	(7 251)
terrains, d'immeubles et de matériel		
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement	(9 347)	4 241
concernant l'exploitation	(79)	(6 690)
Variation nette du passif à long terme	(11 807)	8 399
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT :		
TERRAINS, IMMEUBLES ET MATÉRIEL		
Acquisitions	(22 622)	(28 723)
Crédits parlementaires	9 555	12 116
Produits de l'aliénation	22 632	10 739
	9 565	(5 868)
Augmentation (diminution) de		
l'encaisse et des dépôts à court terme	(2 242)	2 531
Au début de l'exercice	13 327	10 796
À la fin de l'exercice	11 085 \$	13 327 \$

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE

ÉTAT DE L'AVOIR

pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991

1991		1990	
(en milliers de dollars)			
282 782 \$			
Excédent des crédits parlementaires			
sur le coût de fonctionnement net			
6 581		6 339	
Crédits parlementaires pour l'acquisition			
de terrains, d'immeubles et de matériel			
9 555		12 116	
317 373 \$		301 237 \$	

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

ÉTAT DES RÉSULTATS

pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

COÛT DE FONCTIONNEMENT (Note 5)

Transcendant	7 809 \$	5 319 \$
Sauvegarde et conservation	265	572
Communiquer le Canada	7 612	5 956
Lieu de rencontre	4 324	4 527
Exploitation/Gestion des biens	68 465	68 874
Exploitation/Administration	25 577	23 576
	114 052	108 824

RECETTES

Opérations de location et servitudes	12 432	10 997
Intérêts	1 812	1 364
Plus-value de cession de terrains,		
d'immeubles et de matériel	21 436	7 251
Bail à long terme	-	9 500
Autres	4 436	4 023
	40 116	33 135
Coût de fonctionnement net	73 936	75 689
Crédits parlementaires de fonctionnement	80 517	82 028

EXCÉDENT DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES SUR LE COÛT DE FONCTIONNEMENT NET

6 581 \$	6 339 \$
----------	----------

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE

au 31 mars 1991

BILAN

(en milliers de dollars)

1991 1990

ACTIF

À court terme

Encaisse et dépôts à court terme (note 3)

Débiteurs

Canada

Ministères et organismes fédéraux

Locataires et autres

Fournitures d'exploitation, petit

outillage et stocks de pépinière

Frais payés d'avance

Terrains, immeubles et matériel (note 4)

PASSIF

À court terme

Créditeurs et passif couru

Retenues et dépôts des entrepreneurs

et autres

À long terme

Indemnités de cessation d'emploi

accumulées

Expropriations foncières non réglées

AVOIR DU CANADA

Principaux engagements et éventualités (notes 6 et 7)

Approuvé par la Commission

Le Président

un Commissaire

350 899 \$ 343 713 \$

317 373 301 237

7 006 7 085

640 882

6 366 6 203

26 520 35 391

1 307 2 047

25 213 \$ 33 344 \$

350 899 \$ 343 713 \$

330 890 321 938

20 009 21 775

3 141 701

695 697

2 281 1 782

2 099 2 625

708 2 643

11 085 \$ 13 327 \$

Rapport du vérificateur

Au ministre des Travaux publics

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution des ressources de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la

Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux

normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et

exécutede manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes

dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments

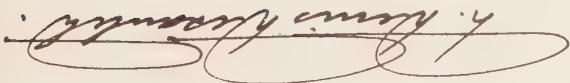
d'information fournis dans les états financiers.

Elle comprend également l'évaluation des principes

comptables suivis et des estimations importantes faites

par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Le vérificateur général du Canada



L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, la *Loi sur la capitale nationale* et aux règlements administratifs de la Commission.

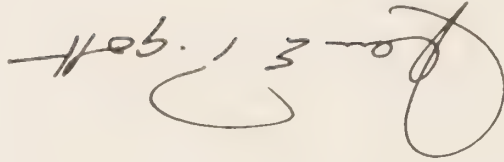
Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale sont la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. La direction a établi et tient à jour des livres et des comptes, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens soient protégés et contrôlés et que les opérations soient conformes à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements afférents, ainsi qu'à la *Loi sur la capitale nationale* et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les pratiques sont soumis à des vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités quant aux états financiers par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit à intervalles réguliers avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner les questions relatives à la communication des renseignements financiers. Les vérificateurs externes et internes ont plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

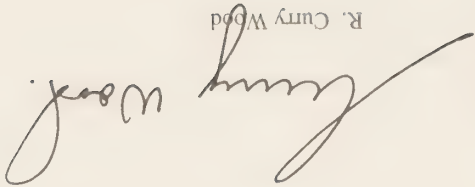
Le vérificateur externe de la Commission, à savoir le Vérificateur général du Canada, a examiné les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics qui assume la responsabilité des activités de la Commission de la Capitale nationale.

Le président



Jean E. Pigott

Le vice-président, contrôleur



R. Curry Wood

EXAMEN DU RENDEMENT DE LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991

BILAN FINANCIER

contributions au cours de l'exercice sont les suivantes :

- 4,5 millions de dollars, dont 3 millions de dollars ont été versés en cours d'exercice pour la construction d'un vaste réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale;
- 1,6 million de dollars dans le cadre d'une entente tripartite entre la Commission et la Société de transport d'Ottawa-Carleton et la Société de transport de l'Outaouais visant à assurer des services interprovinciaux de transport urbain dans la région de la capitale nationale.

Les dépenses de subventions tenant lieu d'impôts fonciers se sont élevées à 12,2 millions de dollars. Ces dépenses se répartissent comme suit :

	1991	1990
(en millions de dollars)		
Ville d'Ottawa	5,88 \$	5,54 \$
Ville de Gloucester	2,36	2,28
Ville de Nepean	1,94	,86
Ville de Hull	1,09	1,06
Municipalité de Hull-Ouest	0,21	0,27
Ville d'Aylmer	0,23	0,23
Autres	0,51	0,36

AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice 1990-1991, la Commission, aux termes de l'Entente sur le réseau routier avec la province de Québec, a versé 18 millions de dollars à cette province pour couvrir le coût de construction d'un réseau de routes dans la portion québécoise de la région de la capitale nationale, un montant qui se répartit en 15 millions de dollars pour les années antérieures et 3 millions de dollars pour l'année courante.

RECETTES

Les recettes de la Commission se sont élevées à 40,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7 millions de dollars ou 21,1 pour 100 par rapport à l'exercice précédent.

Dans le cadre du programme de rationalisation des biens du gouvernement fédéral, la Commission a vendu des biens pour la somme de 22,6 millions de dollars, montant qui comprend 20,6 millions de dollars provenant de la vente de terrains à la province de l'Ontario et à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. La Commission a réalisé ainsi une plus-value de cession nette de 21,4 millions de dollars.

Les recettes découlant des locations et des servitudes se sont chiffrées à 12,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,4 million de dollars, soit de 14 p. 100 par rapport à l'année dernière.

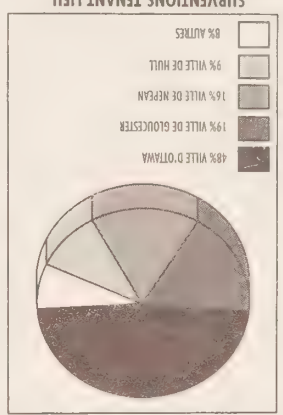
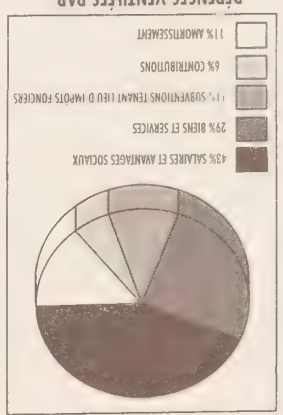
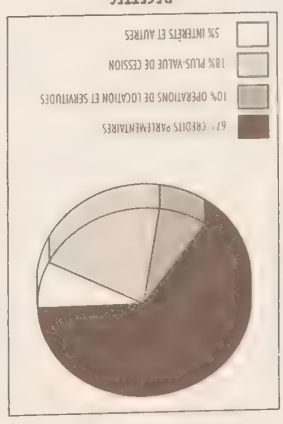
Les intérêts et autres recettes, qui se sont chiffrés à 6,2 millions de dollars, soit 0,8 million de dollars de plus que l'année précédente, représentaient les intérêts gagnés sur les dépôts à court terme et les recettes provenant de la commande d'événements publics.

CRÉDITS PARLEMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits parlementaires de fonctionnement se sont élevés à 80,5 millions de dollars.

DÉPENSES

Les dépenses totales se sont élevées à 114 millions de dollars. Les salaires et les avantages sociaux des employés (50,2 millions de dollars), les biens et services (32,2 millions de dollars) et l'amortissement (12,5 millions de dollars) représentaient les principaux postes de dépenses. Les contributions aux projets parrainés par d'autres organismes ou paliers gouvernementaux se sont élevées à 7 millions de dollars. Les principales



- un important programme de santé et de sécurité a été mis au point au sein de la Direction des ressources humaines;
- 25 Canadiens ont versé l'équivalent de 214 375 dollars, sous forme de dons en espèces ou en nature, au Fonds Canadiana;
- grâce au programme de parrainage organisé par la Commission, diverses sociétés d'État ont offert des dons en espèces et des services pour une valeur d'un million de dollars au cours des principaux événements qui se sont déroulés dans la capitale.

NOS RÉALISATIONS EN 1990-1991

Pour la Commission, l'année 1990-1991 a été marquée par d'importantes réalisations :

- dans le cadre du projet du secteur central-ouest, des plans d'aménagement pour Lebreton/Bayview, le ruisseau de la brasserie et les îles ont été élaborés;
- les travaux des plans directeurs de la Ceinture de verdure et du parc de la Gatineau ont été amorcés;
- le Plan de marketing de la capitale, qui vise à sensibiliser les Canadiens à l'échelle nationale au rôle symbolique de la capitale, a commencé à être mis en œuvre;

- la planification de la phase 2 de l'aménagement du boulevard de la Confédération a été amorcée;
- les travaux de construction de la terrasse du Château Laurier, où sera aménagé le Musée canadien de la photographie contemporaine qui doit ouvrir ses portes en 1992, ont commencé;

- la CCN a négocié avec succès un accord de principe avec Travaux publics Canada et la ville d'Ottawa. Aux termes de cet accord, la CCN disposera de six propriétés et transférera à la ville d'Ottawa la responsabilité de l'entretien et de la réhabilitation de cinq propriétés qui ne lui appartiennent pas et celle de quatre chausses dont elle est propriétaire. Les ressources de la CCN seront ainsi libérées et affectées à des projets d'importance nationale;
- l'achèvement des phases 1 à 3 d'Ottawa 2050 a posé les assises d'une meilleure compréhension du rôle futur que jouera l'Ottawa dans la région de la capitale nationale;

- des événements spéciaux tels que la fête du Canada, Cultures Canada, Noël sur la Colline parlementaire, les lumières de Noël au Canada et Bal de Neige ont été présentées sur les sites de la CCN et ont attiré des centaines de milliers de visiteurs dans la région de la capitale; l'exploitation de thèmes nationaux et internationaux a continué à s'amplifier à l'occasion de ces événements, de même que leur couverture par les médias;
- la CCN a aidé un certain nombre d'autres organismes à trouver des sites et des artistes pour la réalisation des monuments commémoratifs érigés en l'honneur de la reine Elizabeth, d'Andrew Hamilton Gault, de Lester B. Pearson, des droits de la personne et du maintien de la paix;
- en association avec le ministre de la Défense nationale, la CCN a ouvert, à l'échelle nationale, un concours d'élaboration d'un concept pour l'érection, sur le boulevard de la Confédération, d'un monument dédié au maintien de la paix;
- la CCN a offert, dans la capitale, divers types de services aux visiteurs : des centres de renseignements touristiques et des kiosques, des publications et des services de réservation de visites guidées;
- un projet visant à établir des aires d'accueil, des «scènes» ou des tribunes le long du boulevard de la Confédération et à programmer cette animation a été amorcé;
- le Code fédéral de gestion de l'environnement a été adopté par la CCN et une équipe de cinq personnes a été affectée à l'évaluation des répercussions que les initiatives proposées sont susceptibles d'avoir sur l'environnement;

Les activités de la Commission sont orientées par un

plan de dix ans mis en vigueur pour la première fois en

1988, et par un plan corporatif quinquennal déposé

annuellement. Ces documents établissent les

orientations et précisent les objectifs et les priorités de

la CCN.

Les priorités de la Commission au cours de l'année

financière 1990-1991 étaient les suivantes :

La programmation

La Commission a continué à accorder une haute priorité

à la communication, aux Canadiens, aux aspects

symboliques et culturels de la capitale. En vue de

maximiser l'exploitation de ressources limitées, la

Commission concentre ses efforts de programmation sur

un nombre restreint de thèmes illustrant des facettes

particulières de l'expérience canadienne. Ces thèmes

sont les suivants : les valeurs canadiennes; le rôle du

Canada dans les affaires internationales; le fédéralisme

canadien; les activités du gouvernement fédéral; les

réalisations et contributions du Canada; les provinces et

les territoires. Au fil du temps, un nombre croissant

d'événements, d'activités et d'expositions sont

organisés sur ces thèmes.

La mise en œuvre de la Stratégie de gestion des biens immobiliers

La gestion des biens immobiliers représente plus de 60

p. 100 des activités de la CCN et justifie plus de 80 p.

100 de ses ressources. Par conséquent, la Commission a

préparé une stratégie pour la gestion de son portefeuille

de biens immobiliers. Cette stratégie fournit une

orientation à la gestion des propriétés de la

Commission, y compris une méthodologie proposée

pour tenir compte des problèmes susceptibles de se

manifestar au cours de la restauration des biens ou

de leur entretien à long terme. La mise en application

de ces recommandations a été amorcée et une stratégie

de financement a été élaborée à l'intention du Conseil

du Trésor.

La mise en œuvre de la Stratégie d'acquisition et d'aliénation des terrains

Dans la ligne de la Stratégie de gestion des biens

immobiliers, la CCN a mis au point une Stratégie

d'acquisition et d'aliénation des terrains qui établit la

façon de mettre en application les principes de gestion

des terrains auxquels le Conseil du Trésor, dans une

perspective de gestion rationnelle des propriétés, a

souscrit. La Stratégie établit des priorités pour

l'acquisition de terrains d'intérêt national et pour

l'aliénation des propriétés excédentaires.

Les grands travaux

La Commission a cessé de mettre l'accent sur de

nouveaux aménagements immobiliers de grande

envergure pour se tourner vers des entreprises de

réhabilitation en vue de «sauvegarder et de conserver»

les biens appartenant à la Commission et de se

consacrer à des projets liés à la santé et à la sécurité

publiques. Au nombre des priorités, on compte des

aménagements symboliques tels que le boulevard de la

Confédération ainsi que la mise en application d'un plan

directeur pour l'enceinte parlementaire et la

planification du secteur central-ouest.

Le 125^e anniversaire du Canada

Le Canada célébrera son 125^e anniversaire en 1992 et la

CCN a continué à planifier, pour la capitale, une saison

estivale d'attractions et d'événements spéciaux qui

graviteront autour de la Place Canada 92 qui, située au

centre-ville, servira aux activités de la programmation et

constituera un lieu de rencontre et un centre de

renseignements pour les visiteurs. Un programme

national dirigé par la Corporation Canada 125 se

déroulera dans d'autres centres, dans l'ensemble du

territoire canadien.

La Commission de la Capitale nationale

La Commission de la Capitale nationale est une société d'Etat créée conformément à la *Loi sur la capitale nationale* de 1958. La loi a été modifiée en 1988.

La mission de la Commission, telle qu'elle a été énoncée dans la loi modifiée de 1988, est : «d'établir des plans d'aménagement, de conservation et

d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale». Elle se doit également «d'organiser, de patrouiller et de promouvoir dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du

statut des langues officielles du Canada, ainsi que du patrimoine des Canadiens».

Les pouvoirs de la Commission sont élargis de façon à lui permettre de «coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada concernant l'organisation, le patrimoine ou la promotion par les ministères des activités liées à la région de la capitale nationale».

Pour se conformer à son mandat élargi, la CCN a adopté un énoncé de mission qui s'articule autour de trois thèmes :

- faire de la capitale un lieu de rencontre pour les Canadiens;
- se servir de la capitale pour communiquer le Canada; sauvegarder et conserver les trésors nationaux dans la capitale.

Lettre de présentation

L'honorable Elmer MacKay, C.P., député.

Ministre des Travaux publics

Chambre des communes

Ottawa (Ontario)

K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous faire rapport sur les activités de la Commission de la Capitale nationale au cours de l'année financière 1990-1991.

Cette année, alors que notre constitution a fait l'objet d'un débat national, la Commission a ressenti le besoin de doter la capitale d'un environnement apte à mettre en valeur nos qualités particulières et nos réalisations en tant que nation.

En conséquence, nous avons continué à accorder une haute priorité à nos fonctions d'information et de

programmation. Nous nous sommes, par exemple, efforcés de consolider et d'améliorer nos activités de marketing, de communication et d'information. Une

des facettes les plus importantes de notre mission est de faire connaître la capitale aux Canadiens. Nous avons

poursuivi nos efforts en vue de mieux définir les éléments clés de notre mission pour que nos communications avec le public, avec les groupes d'intérêts particuliers, avec le Parlement et avec la

presse reflètent et renforcent ces éléments.

Le développement du boulevard de la Confédération représente une autre facette de nos entreprises.

Nous voulons en faire la «voie de la découverte», un moyen unique d'animer et d'interpréter les importants symboles de notre identité nationale. Le long de ce boulevard, de nombreux emplacements serviront à la tenue de tribunes, d'ateliers, de réunions, de conférences, de programmes d'interprétation et d'événements spéciaux qui souligneront, aux yeux des Canadiens et en particulier des jeunes, nos réalisations dans un large éventail de domaines.

Les réductions du budget de la Commission au cours des dernières années posent un grand défi. Nous avons dû faire face à des coupures considérables aggravées par les effets de l'inflation. Cependant, nous avons pu maintenir nos services et programmes essentiels. Nous avons été forcés d'annuler un certain nombre de projets antérieurement prévus et d'adopter quelques mesures d'austérité.

En vue de pallier partiellement la réduction de nos

ressources et produire de nouvelles recettes, nous sommes efforcés de trouver de nouveaux moyens de

maximiser l'utilisation de notre actif. Dans cette

perspective, la Commission a fait, l'année dernière, des

efforts particuliers pour améliorer la gestion des biens

immobiliers qu'elle administre au nom du

gouvernement du Canada. La Stratégie de gestion des

biens immobiliers résultant de cette initiative sera mise

en vigueur au cours de l'année financière 1991-1992, et

sera appuyée par un Système informatisé de

renseignements sur la gestion de l'immobilier.

Nous sommes particulièrement fiers du succès

grandissant du Fonds Canadana, une initiative du

Conseil des résidences officielles et de la Commission

de la Capitale nationale. L'année dernière, au cours du

premier cycle d'exploitation du Fonds, 25 Canadiens

ont contribué à la mise en valeur des aires publiques des

sept résidences canadiennes officielles par des dons en

nature - mobilier, peintures, objets d'art - ou en espèces.

Par l'entremise du Fonds Canadana, tous les Canadiens

peuvent participer directement à la conservation de

notre riche patrimoine historique et culturel.

Ces efforts permettent à un nombre croissant de

Canadiens de voir en leur capitale une source de

réflexion, d'inspiration et de fierté. Au nom des

commissaires, du Conseil d'administration et des

employés de la Commission de la Capitale nationale, je

suis heureuse de vous présenter ce rapport.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en

l'expression de ma très haute considération.

Jean E. Pigeot,
Président

Commission de la capitale nationale

161, av. Laurier ouest

Ottawa (Ontario)

K1P 6J6

Tél. 1 (613) 239-5000

1 (800) 465-1867

La capitale nationale
On s'y retrouve



Rapport annuel

1990-1991



CAI
CP
- ASS

Canada's Capital Ours in Common

• • • • •



National Capital Commission

Annual Report 1991 • 1992



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

National Capital Commission
161 Laurier Ave. West
Ottawa, Ontario
K1P 6J6
Tel. 1 (613) 239-5000
1 (800) 465-1867

Letter of Transmittal

The Hon. Elmer MacKay, P.C., M.P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister:

It is my pleasure to report to you on the activities of the National Capital Commission during the 1991-92 fiscal year.

In many ways, the past year marked a milestone in the Commission's efforts to realign its activities in keeping with the tenets of our renewed mandate and the reality of fiscal restraint.

Our emphasis in recent years on planning and the development of productive partnerships saw its fruition in a far-reaching, coordinated program of activities in the Capital to celebrate Canada's 125th anniversary.

Appropriate to the occasion, the Commission and its partners have been successful in communicating the message that the Capital is a "must-visit" destination. Increasingly, Canadians view their Capital as a resource shared by all – a place that captures the enduring essence of our national identity in a setting rich in cultural, recreational and physical resources.

The Commission is particularly proud of its success in reaching out to Canadians no matter where they happen to live in this vast country. That has been accomplished through an imaginative and highly effective marketing and broadcasting campaign that brings events in the Capital into living rooms across the nation. It has also been achieved through an outreach program that creates opportunities, particularly for youth, to visit the Capital.

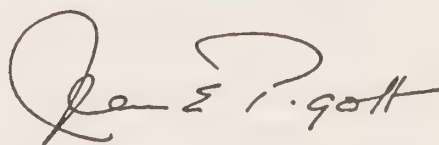
The Canadiana Fund, too, continued to show growth. Cash donations were up over the previous year, continuing to build a fund with which to acquire appropriate furnishings and *objets d'art* for Canada's Official Residences.

In short, the vision for the Commission and the Capital articulated in our renewed mandate has, in many ways, become a reality. The Capital – ever more representative of the rich diversity that is Canada – is a symbol that an increasing proportion of Canadians look to with affection and pride.

The National Capital Commission is intensely proud of the commitment, innovation and professionalism of its staff in fostering that evolution.

On behalf of the Commissioners and employees who comprise the National Capital Commission, I am pleased to present this report.

Yours sincerely,



Jean E. Pigott,
Chairman

The National Capital Commission

The National Capital Commission is an agent Crown corporation established by the *National Capital Act* in 1958. The Act was amended in 1988.

The Commission's purpose, as described in the amended Act, is to "prepare plans for, and assist in, the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance." The Commission is also to "organize, sponsor or promote such public activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada."

The powers of the Commission extend further to enable the Commission to "coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region."

In keeping with its expanded mandate, the NCC has adopted a mission statement that has three elements:

- using the Capital to communicate Canada to Canadians;
- making the Capital a meeting place for Canadians; and
- safeguarding and preserving national treasures in the Capital.

THE YEAR IN REVIEW

Commission activities are guided by a Ten-Year Plan, introduced in 1988, and by a Corporate Plan prepared annually for a five-year planning period. These documents identify issues, set priorities and establish directions for the future.

The objectives as set forth in the 1991/92 Corporate Plan have been achieved by the Commission.

Priorities for the Commission during fiscal year 1991-92 were as follows:

125th Anniversary

To mark Canada's 125th anniversary, the Commission organized 125 days of celebration in Canada's Capital to begin in May 1992. The activities – developed to appeal to youth and families visiting the Capital – will highlight Canadian achievements, culture and the arts. Many of the activities will take place on Confederation Boulevard, which links prominent Canadian institutions and attractions in Ottawa and Hull. A key element will be the Canada House activity centre which invites active exploration of Canadian accomplishments.

Promoting National Unity through the Capital

This is a time of debate and transition within Canada. As a means of building national pride, understanding and unity, the Commission has introduced a program of events and attractions emphasizing the symbolic significance of the Capital. In partnership with other organizations, the NCC has structured the program to appeal to visitors to the Capital, and to reach out to Canadians across the country.

Implementation of the Real Asset Management Strategy

In 1991, the Commission's Real Asset Management Strategy was approved by Treasury Board. The strategy focuses maintenance and rehabilitation activities on assets that play a direct role in supporting the Commission's mandate. The accompanying Real Property Management Funding Strategy permits the sale of lands that are not essential to our mandate as a source of revenue to support the rehabilitation and maintenance of NCC real property assets. The Funding Strategy also permits the transfer or divestiture of maintenance costs for Commission assets which are municipal-like. Integration of the Real Asset Strategy with the Commission's "messaging" strategy will link the assets with the programs that take place on them.

Revenue Generation

To compensate for reduced allocations from the federal treasury, the Commission implemented ten revenue-generation projects during 1991-92. They included the introduction of user fees, land use approval fees and environmental assessment fees. Revenue generation also focused on the recruitment of event sponsors and the testing of alternative property management techniques. Twenty additional revenue-generation projects are being considered.

Other Accomplishments

Other key achievements during 1991-92 were as follows:

- A number of planning studies were continued or initiated, including the Greenbelt Master Plan, a Capital Region Employment Node Strategy and the Capital Core Urban Design Plan;
- The Core Area West project took a major step forward with the approval of conceptual plans for the Lebreton/Bayview district by all three levels of government involved. The approval enabled the start of land assembly negotiations;
- The Capital Awareness Program, a media campaign to increase awareness of the Capital as a national symbol, continued, with market research studies designed to identify key audiences and improve program design. Creative development and program launch were accomplished as planned;
- The National Outreach Orientation Plan was initiated to increase understanding of the Capital outside the NCR. Activities included linkage projects with provincial capitals, a Winter Fun Poster Challenge for Canadian children, and a video challenge for teens on the Capital;
- Visitors were welcomed to the Capital at the NCC Visitor Centre at 14 Metcalfe Street (126,800 users); the Info Tent on Parliament Hill (31,580 users); and through local and long-distance visitor information numbers (61,240 calls);
- Special events and programs were held throughout the year. Highlights included: Canada Day, Winterlude, Cultures Canada, New Year's Eve on Parliament Hill, Mackenzie King Estate activities, Capital Vignettes, and Discover the Hill;
- Construction of the Canadian Museum of Contemporary Photography and the Chateau Laurier Terrace was completed for the museum's opening in May 1992;
- In partnership with the Department of National Defence, the NCC sponsored a design competition for a Peacekeeping Monument scheduled for completion in the fall of 1992;
- A consolidated physical and animation program was developed for Confederation Boulevard. Work continued on improvements to Confederation Square in Ottawa and Laurier Street in Hull.
- Working in cooperation with the Ontario Federation of Labour and its affiliated unions, the NCC was the first federal government organization to implement a joint labour/management workplace literacy program – the Basic Education for Skills Training (BEST) program. BEST is designed to assist workers in improving their skills in reading, writing, arithmetic and communication. In our first year, 20 NCC employees completed the 36-week program taught by 3 instructors, who were also fellow workers. The NCC's success with the BEST program has served as an example to several other government organizations, which have since implemented the program.

NATIONAL CAPITAL COMMISSION PERFORMANCE REVIEW

For the year ended March 31, 1992

REVENUES

Rental operations and easements revenues of \$12.7 million reflect an increase of \$0.2 million, or 1%, over last year.

As part of the federal government's property rationalization program, the Commission sold property for \$26.4 million realizing a net gain on disposal of \$21.0 million.

Interest and other revenue of \$7.4 million were \$1.1 million greater than the previous year.

EXPENSES

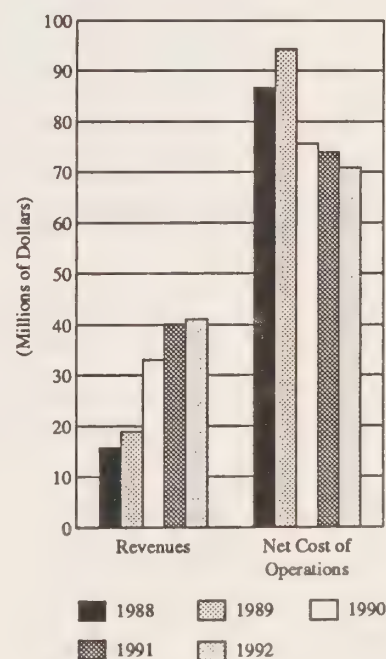
The total expenses were \$112.0 million. Salaries and employee benefits of \$50.1 million, goods and services of \$31.4 million and depreciation of \$12.7 million are the major items. Contributions to projects sponsored by other levels of government or authorities were \$4.7 million. The most significant contribution was as follows:

- \$3.0 million, pending Treasury Board approval, toward the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region.

Expenditure on grants in lieu of municipal taxes totalled \$13.0 million. The distribution by municipality is:

	1992	1991
	(millions)	
City of Ottawa	\$5.96	\$5.88
City of Gloucester	2.55	2.36
City of Nepean	1.99	1.94
Ville de Hull	1.31	1.09
Municipalité de Hull-Ouest	.32	.21
Ville d'Aylmer	.23	.23
Others	.64	.51

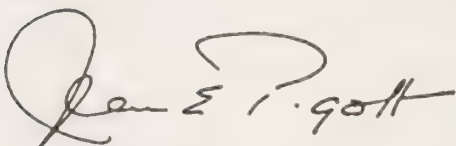
COMPARISON OF FINANCIAL PERFORMANCE



MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL REPORTING

The accompanying financial statements of the National Capital Commission are the responsibility of management and have been approved by the members of the Commission. The financial statements have been prepared by management in accordance with generally accepted accounting principles.

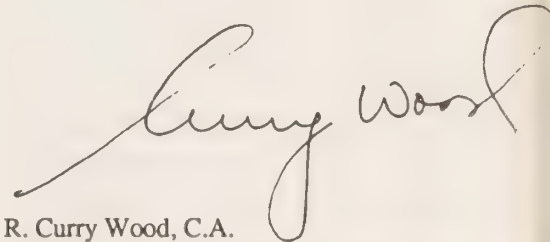
Management has developed and maintains books of account, records, financial and management controls and information systems. These are designed to provide reasonable assurance that the assets are safeguarded and controlled and that transactions are in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, as well as the *National Capital Act* and by-laws of the Commission. Internal audits are conducted to assess these systems and practices.



Jean E. Pigott
Chairman

The members of the Commission carry out their responsibilities for the financial statements principally through an Audit Committee that consists of members of the Commission only. The Audit Committee meets periodically with management as well as with the internal and external auditors to discuss the results of audit examinations with respect to the adequacy of internal accounting controls and to review and discuss financial reporting matters. The external and internal auditors have full access to the Audit Committee, with and without management being present.

The Commission's external auditor, the Auditor General of Canada, has audited the financial statements. He submits his report to the Minister of Public Works, who is responsible for the National Capital Commission.



R. Curry Wood, C.A.
Vice-President, Finance and Administration

AUDITOR'S REPORT

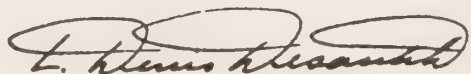
To the Minister of Public Works

I have audited the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1992 and the statements of operations, equity and changes in cash resources for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Commission's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Commission as at March 31, 1992 and the results of its operations and the changes in its cash resources for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles. As required by the *Financial Administration Act*, I report that, in my opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, the *National Capital Act* and the by-laws of the Commission.



L. Denis Desautels, F.C.A.
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
June 12, 1992

NATIONAL CAPITAL COMMISSION BALANCE SHEET

as at March 31, 1992

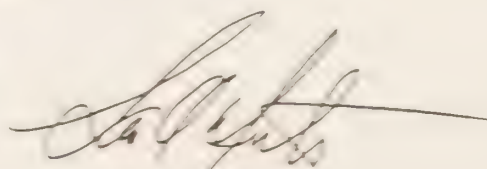
	1992	1991
	(thousands of dollars)	
ASSETS		
Current		
Cash and short-term deposits (Note 3)	\$ 14,915	\$ 11,085
Accounts receivable		
Due from Canada	5,627	708
Federal government departments and agencies	3,916	2,099
Tenants and others	2,718	2,281
Operating supplies, small tools and nursery stock	715	695
Prepaid expenses	3,198	3,141
	31,089	20,009
Land, buildings and equipment (Note 4)	334,805	330,890
	<u>\$365,894</u>	<u>\$350,899</u>
LIABILITIES		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 21,042	\$ 25,213
Holdbacks and deposits from contractors and others	1,935	1,307
	22,977	26,520
Long-term		
Accrued employee termination benefits	5,910	6,366
Unsettled expropriations of property	658	640
	6,568	7,006
EQUITY OF CANADA	336,349	317,373
	<u>\$365,894</u>	<u>\$350,899</u>

Major commitments and contingencies (Notes 6 and 7)

Approved by the Commission



Chairman



Commissioner

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF OPERATIONS

for the year ended March 31, 1992

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
COST OF OPERATIONS (Note 5)		
Transcendent	\$ 7,008	\$ 7,809
Safeguard and preserve	461	265
Communicate Canada	7,302	7,612
Meeting place	3,833	4,324
Operations/asset management	67,637	68,465
Operations/administration	25,745	25,577
	<u>111,986</u>	<u>114,052</u>
REVENUES		
Rental operations and easements	12,665	12,432
Interest	1,741	1,812
Net gain on disposal of land, buildings and equipment (Note 8b)	21,015	21,436
Other	5,614	4,435
	<u>41,035</u>	<u>40,116</u>
Net cost of operations	70,951	73,936
Parliamentary appropriations for operations	<u>79,138</u>	<u>80,517</u>
PARLIAMENTARY APPROPRIATIONS OVER NET COST OF OPERATIONS	<u>\$ 8,187</u>	<u>\$ 6,581</u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF EQUITY

for the year ended March 31, 1992

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
BALANCE AT BEGINNING OF YEAR	\$317,373	\$301,237
Parliamentary appropriations over net cost of operations	8,187	6,581
Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment	10,789	9,555
BALANCE AT END OF YEAR	\$336,349	\$317,373

NATIONAL CAPITAL COMMISSION STATEMENT OF CHANGES IN CASH RESOURCES

for the year ended March 31, 1992

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
OPERATING ACTIVITIES		
Parliamentary appropriations over net cost of operations	\$ 8,187	\$ 6,581
Items not involving cash		
Amortization	12,746	12,474
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	(21,015)	(21,436)
Net change in non-cash working capital balances related to operations	(10,793)	(9,347)
Net change in long-term liabilities	(438)	(79)
	<u>(11,313)</u>	<u>(11,807)</u>
INVESTING ACTIVITIES		
Acquisitions and improvements to land, buildings and equipment	(23,120)	(22,622)
FINANCING ACTIVITIES		
Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment	10,789	9,555
Proceeds on disposal of land, buildings and equipment	27,474	22,632
	<u>38,263</u>	<u>32,187</u>
Increase (decrease) in cash and short-term deposits	3,830	(2,242)
Beginning of year	11,085	13,327
End of year	<u>\$14,915</u>	<u>\$11,085</u>

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

March 31, 1992

1. Authority and Objectives

The National Capital Commission was established in 1958 by the *National Capital Act*. The Commission is an agent Crown corporation without share capital named in Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act*. The objects and purposes of the Commission are stated in the *National Capital Act* as amended in 1988. They are to:

- (a) prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance; and
- (b) organize, sponsor or promote such public activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of official languages of Canada and the heritage of the people of Canada.

The powers of the Commission as they were extended in 1988 also enable the Commission to "coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region."

The Commission is also responsible for the management and maintenance of the Official Residences located in the National Capital Region.

2. Significant Accounting Policies

(a) Land, Buildings and Equipment

Land, buildings and equipment are generally recorded at historical cost. Property acquired at nominal cost or by donation is recorded at market value at time of acquisition except for properties of historical significance whose market value cannot be reasonably determined. These are recorded at nominal value. Artifacts donated to the Canadiana Fund are recorded at nominal value. Property acquired by exchange is recorded at the carrying value of the assets disposed of in the transaction. Improvements that extend the useful life of buildings and equipment are recorded at cost.

(b) Amortization

Amortization of assets in use is charged to operations in equal annual amounts based on the cost of the assets, their estimated useful life and their final salvage value. Useful life of assets is estimated as follows:

Buildings	20 years
Parkways, roadways and bridges	25 years
Park landscaping and improvement	25 years
Machinery and equipment	10 years
Office furniture and equipment	5 years
Vehicles	5 years
Antiques and works of art	10 years
Computer and communications equipment	5 years

(c) Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock

Operating supplies and small tools are carried at cost. Nursery stock is valued at estimated replacement cost less an allowance for overhead, balling and packaging expenses.

(d) **Pension Plan**

Commission employees are covered by the Public Service Superannuation Plan administered by the Government of Canada. The Commission's contributions to the plan are limited to an amount equal to the employees' contributions on account of current and certain past service. These contributions represent the total pension obligations of the Commission and are charged to operations on a current basis.

The Commission is not required under present legislation to make contributions with respect to actuarial deficiencies of the Public Service Superannuation Account and/or with respect to charges to the Consolidated Revenue Fund for indexation payments under the *Supplementary Retirement Benefits Act*.

(e) **Employee Termination Benefits**

Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. The liability for these benefits is recorded in the accounts as the benefits accrue to the employees.

(f) **Parliamentary Appropriations**

Parliamentary appropriations for operating expenditures, grants and contributions to other levels of government and other authorities are used to offset the net cost of operations. Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment are credited to equity of Canada.

(g) **Workers' Compensation**

The Commission assumes all risks for workers' compensation claims. The costs of claims resulting from injuries on duty are recorded in the years when compensation payments are due.

3. Cash and Short-Term Deposits

Cash and short-term deposits at year-end amounted to \$14.9 million. Included in this cash balance are:

- (a) Cash donations received for the Canadiana Fund in the amount of \$71.6 thousand;
- (b)(i) Funds relating to a 1990 long-term lease transaction that, pursuant to Governor in Council authority, have been restricted for the acquisition of environmentally sensitive lands;
- (b)(ii) Funds generated by the disposal of surplus properties that may be used to acquire real property or to support other major programs, as may be authorized by Treasury Board and Governor in Council.
- (b)(iii) Details of transactions are highlighted in the following analysis.

	Environmentally Sensitive Lands	Others	Total
	(thousands of dollars)		
Cash available at beginning of year	\$2,279	\$ 3,483	\$ 5,762
Proceeds on disposal	—	26,378	26,378
Disposal expenses	—	(1,068)	(1,068)
Interest	141	221	362
Acquisitions	—	(9,092)	(9,092)
Transfer to capital budget	—	(3,000)	(3,000)
Transfer to working capital	—	(10,500)	(10,500)
Cash available at end of year	<u>\$2,420</u>	<u>\$6,422</u>	<u>\$8,842</u>

4. Land, Buildings and Equipment

	1992		1991	
	Historical cost	Accumulated amortization	Net book value	Net book value
	(thousands of dollars)			
Land and Buildings				
Greenbelt	\$ 66,246	\$ 18,485	\$ 47,761	\$ 48,076
Gatineau Park	33,315	6,505	26,810	22,143
Parkways	95,661	39,449	56,212	62,201
Parks	29,523	13,653	15,870	16,509
Bridges and approaches	28,548	16,282	12,266	12,827
Historical sites	30,412	13,469	16,943	16,871
Recreational facilities	21,842	10,047	11,795	9,802
Rental properties	120,781	10,881	109,900	102,770
Development properties	26,516	4,490	22,026	22,108
Unsettled expropriations	1,055	—	1,055	1,455
Administrative and service buildings	15,291	8,711	6,580	6,704
	469,190	141,972	327,218	321,466
Less: provision for transfers¹	1,838	—	1,838	1,838
Less: provision for environmental cleanup²	800	—	800	—
	466,552	141,972	324,580	319,628
Equipment				
Machinery and equipment	5,298	2,428	2,870	2,115
Office furniture and equipment	3,005	2,375	630	666
Vehicles	4,932	2,683	2,249	3,326
Computer and communications equipment	10,002	5,976	4,026	4,581
Antiques and works of art	1,506	1,056	450	574
	24,743	14,518	10,225	11,262
	\$491,295	\$156,490	\$334,805	\$330,890

¹ Provision for transfers pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec. This includes lands to be given free of charge for the approaches to the MacDonald-Cartier Bridge and the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550

² Provision for environmental cleanup at Camp Fortune, a current-year property acquisition.

5. Cost of Operations

a) Summary of Expenses by Major Classification

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
Salaries and employee benefits	\$ 50,092	\$ 50,159
Goods and services	31,441	32,220
Grants in lieu of municipal taxes	13,028	12,220
Contributions	4,679	6,979
Amortization	12,746	12,474
	<u>\$111,986</u>	<u>\$114,052</u>

b) Sector Definitions and Objectives

The Commission uses six sectors to structure its activities. Short-, medium- and long-term objectives linked to the mandate and mission have been developed for each. The following are the long-term objectives established for each sector:

Transcendent

To guide, facilitate and provide input and direction to the formulation and implementation of National Capital Commission programs to ensure that the Commission's objectives are met.

Safeguard and Preserve

To safeguard and preserve the Capital and its assets for future generations.

Communicate Canada

To provide programs that present the past, present and future of Canada and that increase understanding of the country through the Capital.

Meeting Place

To implement programs that provide opportunities to bring Canadians together in the Capital to increase their knowledge and understanding of the country.

Operations / Asset Management

To manage the real property assets of the Commission efficiently and effectively in accordance with their importance to the Capital.

Operations / Administration

To manage the resources of the Commission efficiently and effectively and to provide services that allow the Commission to meet its objectives.

6. Major Commitments

(a) The Commission is committed to contribute to the Province of Quebec, one-half of the cost of a road network within the Quebec portion of the National Capital Region. The Commission's remaining commitment to be paid over future years is estimated at \$100.0 million but is payable only when funding is approved by the Treasury Board of Canada. The Treasury Board has authorized expenditures of \$160.2 million for the Quebec Road Network. As of March 31, 1992, expenditures total \$158.8 million and payments have totaled \$154.2 million.

(b) The Commission has entered into agreements for computing services, leases of equipment and a lease for office space that will expire in 1995. The accommodations options are at present under review. Minimum annual payments under these agreements are approximately as follows:

	(thousands of dollars)	
	1992/93	\$ 3,844
	1993/94	3,995
	1994/95	3,368
		<u>\$11,207</u>

(c) The Province of Quebec has expropriated certain lands in the Ville de Hull on behalf of the Commission. An amount of \$1.25 million will be payable in exchange for appropriate title documents.

(d) The Commission has entered into contracts for capital expenditures estimated to cost approximately \$2.7 million. Payments under these contracts are expected to be made in 1992/93.

7. Contingencies

a) Claims

Claims have been made against the Commission totalling approximately \$60.9 million for alleged damages and other matters. The final outcome of these claims is not determinable and accordingly these items are not recorded in the accounts. In the opinion of management, however, the position of the Commission is defensible. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the liability is determined.

b) Agreement with the Province of Ontario

In 1961, the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,761 hectares (6,820 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenses. At March 31, 1991, cumulative expenses exceeded cumulative revenues by \$1.2 million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

c) Environmental Protection

The Commission has conducted a preliminary analysis that has identified certain properties that qualify for potential decontamination. The extent of the contamination, cost of clean-up and funding requirements cannot be reasonably assessed at this time.

8. Related Party Transactions

(a) The Commission is related in terms of common ownership to all Government of Canada created departments, agencies and Crown corporations and is mainly financed by the Parliament of Canada. In addition to the related party transactions described below and those disclosed elsewhere in these financial statements, the Commission also enters into transactions with Crown entities in the normal course of business.

(i) Canada Museums Construction Corporation Inc.

The Commission permitted the Canada Museums Construction Corporation Inc. to construct the Canadian Museum of Civilization on Commission lands. The Commission is in the process of transferring the lands in question to Public Works Canada in exchange for other properties of equal value.

(ii) Canadian Museum of Contemporary Photography

The Commission and the National Gallery of Canada are sharing costs for the construction of the Canadian Museum of Contemporary Photography on Commission lands. Total shared construction costs are estimated at \$16.7 million, of which \$4.1 million is to be paid by the Gallery. At March 31, 1992, expenditures on work completed for the Gallery

totalled \$4.1 million. The Commission has received Governor in Council authority to lease the completed building to the National Gallery of Canada for a term of 49 years.

(iii) Commemorative Monument

The Commission, on behalf of the Department of National Defence has undertaken the construction of a peacekeeping monument that is planned for completion in 1992. The total cost of the project will be \$2.8 million, of which the Commission will contribute a maximum of \$0.5 million. At March 31, 1992, expenditures for work completed on the monument totalled \$1.2 million. The Commission has received \$1.926 million from the Department of National Defence which amount includes funds to be applied to future construction.

(iv) Public Works Canada

Public Works Canada acts as an agent for the Commission with respect to sales of properties that are surplus to the Commission's needs. Fees charged are based on standard rates set by Public Works Canada. The Commission has also entered into an agreement with Public Works Canada whereby the latter will, with respect to the Official Residences, provide certain property services at rates established with the Commission and approved by the Treasury Board.

(b) In August 1991, the Commission, the Department of Public Works and the City of Ottawa entered into a land/services barter transaction. The City of Ottawa acquired land with an estimated value of \$11.5 million directly from the Department of Public Works and acquired from the Commission several properties with an estimated net value of \$3.7 million and certain roads, parks and other properties with nominal value. The total value of this transaction was \$15.2 million.

In lieu of payment of \$15.2 million, the City of Ottawa has agreed to provide in perpetuity, for certain agreed properties, rehabilitation, repairs, maintenance and landscaping services previously performed by the Commission (estimated value of \$14.3 million) and to make improvements to certain Commission properties (agreed value of \$0.9 million).

The Commission has recorded the net cost of the above transaction at \$4.0 million; this represents the net book value of Commission properties transferred to the City of Ottawa less the improvements to be made to Commission properties. The gain on disposal of land, buildings and equipment has been reduced accordingly. No benefit has been recorded for future services as described in the previous paragraph.

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

Schedule of Land and Buildings

At amortized values as at March 31, 1992

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
Greenbelt Properties	\$47,761	\$48,076
Gatineau Park	26,810	22,143
Parkways		
Confederation Boulevard	14,112	13,997
Ottawa River Parkway	9,909	10,217
Rockcliffe Parkway	9,553	10,107
Aviation Parkway	6,412	6,595
Airport Parkway	4,372	4,883
Voyageur Parkway	2,955	2,956
Queen Elizabeth Drive	—	2,296
Colonel By Drive	917	2,337
Philémon-Wright Parkway	1,115	1,109
Other parkways – Quebec	2,794	2,901
Other parkways – Ontario	4,072	4,803
Total Parkways	56,212	62,201
Parks		
Rideau River Park	2,467	2,494
Brewery Creek	1,813	1,919
Parliament Hill Promenade	1,497	1,544
Place du Portage	1,130	1,257
Victoria Island	1,178	1,256
Taché Park	1,036	1,102
Linear Park	714	758
Commissioners' Park	784	768
Vincent Massey and Hog's Back Parks	552	574
E. B. Eddy Park	453	495
Other parks – Quebec	1,529	1,599
Other parks – Ontario	2,717	2,743
Total Parks	15,870	16,509

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

Schedule of Land and Buildings

At amortized values as at March 31, 1992

	1992	1991
	(thousands of dollars)	
Bridges and Approaches		
Portage Bridge	\$ 3,468	\$ 4,049
Champlain Bridge	2,746	2,642
Macdonald-Cartier Bridgeheads	1,574	1,574
Des Chênes-Britannia Approach	1,607	1,218
Minto Bridges	—	483
Hog's Back Bridge	392	434
Other bridges	2,479	2,427
Total Bridges and Approaches	12,266	12,827
Historical Sites	16,943	16,871
Recreational Facilities	11,795	9,802
Rental Properties	109,900	102,770
Development Properties	22,026	22,108
Unsettled Expropriations	1,055	1,455
Less Provision for Future Transfer of Property per Agreements	(1,838)	(1,838)
Less Provision for Environmental Cleanup	(800)	—
Administrative and Service Buildings	6,580	6,704
Total Real Property	\$324,580	\$319,628

COMMISSION DE LA CAPITALÉ FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE
INVENTAIRE des terrains et des immeubles
Valeur amortie au 31 mars 1992

1992	1991
(en milliers de dollars)	
Ponts et approches	
Pont du Portage	\$ 4 049
Pont Champlain	2 642
Tête de pont – MacDonald-Carrier	1 574
Approche proposée Des Chênes-Briannia	1 607
Pont Minto	483
Pont Hog's Back	434
Autres ponts	2 427
Total des ponts	12 266
Lieux historiques	16 943
Installations de loisirs	11 795
Propriétés louées	109 900
Propriétés de développement	22 026
Expropriations non réglées	1 055
Moins provision pour biens immobiliers à céder en vertu d'accords	(1 838)
Moins provision pour nettoyage environnemental	(800)
Immeubles d'administration et de service	6 580
Total des biens immobiliers	\$ 324 580
	\$ 319 628

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE INFORMATION FINANCIERE SUPPLEMENTAIRE Inventaire des terrains et des immeubles

Valeur amortie au 31 mars 1992

1992	1991	(en milliers de dollars)
Ceinture de verdure		
Parc de la Gatineau	26 810	47 761 \$
Promenades		
Boulevard de la Confédération	14 112	13 997
Promenade de l'Oulouais	9 909	10 217
Promenade du parc de Rockcliffe	9 553	10 107
Promenade de l'Aviation	6 412	6 595
Promenade de l'Aéroport	4 372	4 883
Promenade des Voyageurs	2 955	2 956
Quai de la Reine-Elizabeth	-	2 296
Quai du Colonel-By	917	2 337
Promenade Philémon-Wright	1 115	1 109
Autres promenades - Québec	2 794	2 901
Autres promenades - Ontario	4 072	4 803
Total des promenades	56 212	62 201
Parcs		
Parc de la rivière Rideau	2 467	2 494
Ruisseau de la Brasserie	1 813	1 919
Circuit touristique du Parlement	1 497	1 544
Place du Portage	1 130	1 257
Ile Victoria	1 178	1 256
Parc Taché	1 036	1 102
Parc linéaire	714	758
Parc des Commissaires	784	768
Parcs Vincent-Masssey et Hog's Back	552	574
Parc E. B. Eddy	453	495
Autres parcs - Québec	1 529	1 599
Autres parcs - Ontario	2 717	2 743
Total des parcs	15 870	16 509

16,7 millions de dollars, dont 4,1 millions sont assumés par le Musée des beaux-arts. Au 31 mars 1992, la valeur des travaux effectués en faveur du Musée s'élevait à 4,1 millions de dollars. La Commission a reçu du gouverneur en conseil l'autorisation de louer l'édifice achevé au Musée des beaux-arts du Canada pour une période de 49 ans.

iii) Monument commémoratif

La Commission, au nom du ministre de la Défense nationale, a amorcé la construction d'un monument au maintien de la paix, qui devrait être terminée en 1992. Le coût total du projet sera de 2,8 millions de dollars, dont une somme d'au plus 0,5 million de dollars sera défrayée par la Commission. Au 31 mars 1992, le coût des travaux effectués sur le monument était de 1,2 million de dollars. La Commission a reçu 1,926 million de dollars du ministre de la Défense nationale. Ce montant comprend les fonds qui seront attribués aux travaux de construction futurs.

iv) Travaux publics Canada

Travaux publics Canada agit au nom de la Commission lorsque celle-ci doit vendre les propriétés dont elle n'a plus besoin. Les frais de courrage sont calculés selon un barème établi par Travaux publics Canada. La Commission a également conclu une entente avec Travaux publics Canada selon laquelle le ministre assure certains services concernant les résidences officielles, à des taux établis conjointement avec la Commission et approuvés par le Conseil du Trésor.

b) En août 1991, la Commission, Travaux publics Canada et la Ville d'Ottawa se sont engagés dans une transaction d'échange de terrains et de services. La Ville d'Ottawa a acquis directement de Travaux publics Canada des terrains d'une valeur estimée à 11,5 millions de dollars, et a acquis de la Commission plusieurs propriétés dont la valeur estimative nette est de 3,7 millions de dollars, certains chemins et parcs ainsi que d'autres propriétés de valeur nominale. La valeur totale de cette transaction était de 15,2 millions de dollars.

Comme paiement, la Ville d'Ottawa a convenu de fournir à perpétuité, pour certaines propriétés, des services de rénovation, de réparation, d'entretien et de terrassement préalablement exécutés par la Commission (d'une valeur estimée à 14,3 millions de dollars), et d'effectuer des améliorations à certaines propriétés de la Commission (travaux d'une valeur entendue de 900 000 dollars).

La Commission a enregistré la valeur nette des transactions mentionnées ci-haut est de 4 millions de dollars; ceci représente la valeur comptable nette des propriétés de la Commission transférées à la Ville d'Ottawa, moins les améliorations qui seront effectuées aux propriétés de la Commission. Le gain net sur l'aliénation de terrains, d'immuebles et de matériel a été réduite en conséquence. Aucun surplus à l'égard de travaux futurs n'a été enregistré tel que mentionné au paragraphe précédent.

(en milliers de dollars)

1992-1993	3 844 \$
1993-1994	3 995
1994-1995	3 368
<hr/>	
	11 207 \$

c) La province de Québec a exproprié certains

terrains sur le territoire de la Ville de Hull au nom de la Commission. Une somme de 1,25 million de dollars sera versée en échange des titres de

propriétés visés.

d) La Commission a conclu des marchés pour

des dépenses en immobilisations dont la valeur approximative est de 2,7 millions de dollars. Le

paiement de ces marchés se fera vraisemblablement en 1992-1993.

7. Éventualités

a) Réclamations

Des réclamations ont été déposées contre la Commission pour un montant d'environ

60,9 millions de dollars à titre de dommages

présumés et à d'autres facteurs. Comme il est

impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas comptabilisées. Toutefois, de l'avis

de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements de ces réclamations

seront, le cas échéant, imputés à l'exercice au cours

duquel ils pourront être déterminés avec certitude.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette

dernière s'est engagée à aménager et à entretenir

une forêt de 2 761 hectares (6 820 acres). À l'expiration de cette entente, en l'an 2011, ou à sa

réiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la

province versera à la Commission l'excédent des

recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1991, les

8. Opérations entre

apparentés

a) La Commission est apparentée, au niveau de la propriété, à tous les ministères, toutes les agences et toutes les sociétés d'État du gouvernement du Canada et elle est financée, en grande partie, par le

Parlement du Canada. En plus des opérations énoncées ci-après et de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers, la Commission,

dans le cours normal de ses activités, effectue diverses opérations avec ces entités de la couronne.

i) Société de construction des musées du

Canada Inc.

La Commission avait autorisé la Société de

construction des musées du Canada Inc. à bâtir le Musée canadien des civilisations sur ses terrains. La Commission s'apprête à transférer les terrains en question à Travaux publics

Canada en échange de propriétés d'égale valeur.

ii) Musée canadien de la photographie

contemporaine

La Commission et le Musée des beaux-arts du Canada partagent le coût de construction du Musée canadien de la photographie contem-

poraine sur des terrains de la Commission. Les coûts de construction à partager sont estimés à

5. Coût de fonctionnement

a) Résumé des dépenses ventilées par

postes principaux

		(en milliers de dollars)	
		1992	1991
Salaires et avantages sociaux des employés	50 092 \$	50 159	
Biens et services	31 441	32 220	
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	13 028	12 220	
Contributions	4 679	6 979	
Amortissement	12 746	12 474	
		111 986 \$	114 052 \$

b) Définitions et objectifs des secteurs

Les activités de la Commission sont regroupées en six secteurs pour lesquels des objectifs à court, moyen et long termes reliés au mandat de la Commission ont été fixés. Les objectifs à long terme de chacun des secteurs sont les suivants :

Transcendant

Orienter, faciliter, et permettre la participation du public à la formulation et à la mise en œuvre des programmes de la Commission afin de s'assurer que ses objectifs soient respectés.

Sauvegarde et conservation

Sauvegarder et conserver le patrimoine de la capitale pour les générations à venir.

Communiquer le Canada

Mettre sur pied des programmes qui illustrent le passé, le présent et l'avenir du Canada et qui contribuent à une meilleure compréhension du pays.

Lieu de rencontre

Mettre en œuvre des programmes qui permettent aux Canadiens de se retrouver dans la région de la capitale pour mieux connaître et comprendre leur pays.

Exploitation/gestion des biens

Assurer la gestion efficace des biens de la Commission selon l'importance qu'ils revêtent pour la capitale.

Exploitation/administration

Gérer les ressources de la Commission de façon efficace et offrir les services qui permettront à cette dernière d'atteindre ses objectifs.

6. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à fournir à la

province de Québec la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale. Le solde de cet engagement dont la Commission doit s'acquitter au cours des prochaines années est estimé à 100 millions de dollars, mais n'est payable que si le financement est approuvé par le Conseil du Trésor du Canada. Le Conseil du Trésor a autorisé des dépenses de l'ordre de 160,2 millions de dollars pour ces travaux. Au 31 mars 1992, les dépenses totalisaient 158,8 millions de dollars et les paiements s'élevaient à 154,2 millions de dollars.

b) La Commission a conclu des accords de

prestation de services informatiques et des baux de location de matériel et de bureaux qui resteront valides jusqu'en 1995. Les choix relatifs aux locaux sont actuellement à l'étude. Les paiements annuels minimaux découlant de ces accords s'élèvent approximativement comme suit :

4. Terrains, immeubles et matériel

	1992	1991
Coût d'origine	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette

(en milliers de dollars)

Terrains et immeubles				
Ceinture de verdure	66 246 \$	18 485 \$	47 761 \$	48 076 \$
Parc de la Gaienne	33 315	6 505	26 810	22 143
Promenades	95 661	39 449	56 212	62 201
Parcs	29 523	13 653	15 870	16 509
Ponts et voies d'accès	28 548	16 282	12 266	12 827
Lieux historiques	30 412	13 469	16 943	16 871
Installations de loisirs	21 842	10 047	11 795	9 802
Propriétés louées	120 781	10 881	109 900	102 770
Propriétés de développement	26 516	4 490	22 026	22 108
Expropriations non réglées	1 055	—	1 055	1 455
Immeubles d'administration et de service	15 291	8 711	6 580	6 704

Matériel

Outils et matériel	5 298	2 428	2 870	2 115
Mobilier et matériel de bureau	3 005	2 375	630	666
Véhicules	4 932	2 683	2 249	3 326
Équipement informatique et de communications	10 002	5 976	4 026	4 581
Antiquités et oeuvres d'art	1 506	1 056	450	574
	24 743	14 518	10 225	11 262
	491 295 \$	156 490 \$	334 805 \$	330 890 \$

1. La provision pour les cessions vise les biens immobiliers à être cédés en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, en autres, des terrains à céder à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont Macdonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie d'un dollar.
2. Une provision pour nettoyage environnemental à Camp Fortune, une acquisition de l'exercice courant.

3. Encaisse et dépôts à court terme

L'encaisse et les dépôts à court terme représentaient, en fin d'exercice, 14,9 millions de dollars. Sont inclus dans ce montant :

a) Des dons versés pour le Fonds Canadiana s'élevant à 71 600 dollars.

b) i) Des fonds provenant d'un contrat de location à long terme signé en 1990, lesquels servent à l'acquisition de terrains

à l'écosystème fragile, conformément à une restriction du gouverneur en conseil.

ii) Des fonds qui, provenant de l'aliénation de propriétés excédentaires, peuvent être utilisés pour l'acquisition de biens immobiliers ou pour le financement d'autres programmes importants,

conformément à l'approbation du Conseil du Trésor et du gouverneur en conseil.

iii) L'analyse suivante offre des renseignements plus précis.

Terrains menacés				Autres		Total	
(en milliers de dollars)							
Encaisse disponible au début de l'exercice	2 279 \$	3 483 \$	5 762 \$				
Produits d'aliénation	-	26 378	26 378				
Dépenses d'aliénation	-	(1 068)	(1 068)				
Intérêts	141	221	362				
Acquisitions	-	(9 092)	(9 092)				
Virement au budget d'immobilisations	-	(3 000)	(3 000)				
Virement au fond de roulement	-	(10 500)	(10 500)				
Encaisse à la fin de l'exercice	2 420 \$	6 422 \$	8 842 \$				

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimé de remplacement, duquel est soustraite une provision pour frais généraux et frais d'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de la Commission au régime se limitent à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants et de certains services passés. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de retraite et sont portées aux comptes de façon courante.

D'après les lois actuelles, la Commission n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Trésor pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les perçoivent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

f) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses de fonctionnement, pour les subventions, et pour les contributions versées aux autres paliers de gouvernement et autres organismes servent à compenser le coût de fonctionnement net. Les crédits parlementaires alloués pour l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

g) Indemnisation des employés

La Commission assume tous les risques résultant des demandes d'indemnisation des employés. Les dépenses correspondant à ces demandes, par suite d'un accident de travail, sont imputées à l'exercice au cours duquel les paiements sont exigibles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1992

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été constituée en 1958 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale*. La Commission est une société d'État mandataire sans capital-action nommée en vertu des dispositions de la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée en 1988 dans la *Loi sur la capitale nationale*, est la suivante :

a) «établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale; et

b) organiser, promouvoir ou promouvoir, dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens.»

En 1988, les pouvoirs de la Commission ont été étendus à la coordination des «orientations et des programmes du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'organisation, le parrainage et la promotion, par les ministères ou départements, d'activités et de manifestations liées à la région de la capitale nationale». La Commission est aussi responsable de la gestion et de l'entretien des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Terrains, immeubles et matériel

Les terrains, les immeubles et le matériel sont, en règle générale, comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers acquis contre une somme nominale ou par voie de dons sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf les biens historiques dont la valeur n'est pas déterminée. Ces biens sont comptabilisés à la valeur nominale. Les artefacts reçus par le Fonds Canadien sous forme de dons sont comptabilisés à la valeur nominale. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens aliénés au moment de l'opération. Les améliorations qui prolongent la vie utile des immeubles et du matériel sont comptabilisées au prix coûtant.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations actuelles est utilisé pour les opérations en sommes annuelles égales, en fonction du coût des immobilisations, de leur durée de vie utile prévue et de leur valeur de récupération finale. La durée de vie utile des immobilisations est prévue comme suit :

Immeubles	20 ans
Promenades, ponts et chaussées	25 ans
Paysage et amélioration des parcs	25 ans
Outils et matériel	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	5 ans
Antiquités et œuvres d'art	10 ans
Matériel informatique et de communications	5 ans

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

		1992	1991
		(en milliers de dollars)	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net		8 187 \$	6 581 \$
Éléments hors caisse			
Amortissement		12 746	12 474
Gain net sur l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel		(21 015)	(21 436)
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement concernant l'exploitation		(10 793)	(9 347)
Variation nette du passif à long terme		(438)	(79)
		(11 313)	(11 807)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions et amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel		(23 120)	(22 622)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Crédits parlementaires pour l'acquisition et l'amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel		10 789	9 555
Produits de l'aliénation de terrain, d'immeubles et de matériel		27 474	22 632
		38 263	32 187
Augmentation (diminution) de l'encaisse et dépôts à court terme		3 830	(2 242)
Au début de l'exercice		11 085	13 327
À la fin de l'exercice		14 915 \$	11 085 \$

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE L'AVOIR

pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

1992	1991	(en milliers de dollars)
<hr/>		
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	317 373 \$	301 237 \$
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net	8 187	6 581
Crédits parlementaires pour l'acquisition et l'amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel	10 789	9 555
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	336 349 \$	317 373 \$

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

	1992	1991
(en milliers de dollars)		

CÔT DE FONCTIONNEMENT (note 5)

Transcendant	7 008 \$	7 809 \$
Sauvegarde et conservation	461	265
Communiquer le Canada	7 302	7 612
Lieu de rencontre	3 833	4 324
Exploitation/gestion de biens	67 637	68 465
Exploitation/administration	25 745	25 577
	111 986	114 052

RECETTES

Opérations de location et servitudes	12 665	12 432
Intérêts	1 741	1 812
Gain net sur l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel (note 8.b)	21 015	21 436
Autres	5 614	4 436
	41 035	40 116
Coût de fonctionnement net	70 951	73 936
Crédits parlementaires de fonctionnement	79 138	80 517

EXCÉDENT DES CRÉDITS
PARLEMENTAIRES SUR LE CÔT
DE FONCTIONNEMENT NET

8 187 \$	6 581 \$
----------	----------

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE

au 31 mars 1992

BILAN

ACTIF

Encaisse et dépôts à court terme (note 3)

Débiteurs

Canada

Ministères et organismes fédéraux

Locataires et autres

Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Frais payés d'avance

Terrains, immeubles et matériel (note 4)

PASSIF

À court terme

Créditeurs et passif couru

Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres

À long terme

Indemnités de cessation d'emploi accumulées

Expropriations foncières non réglées

AVOIR DU CANADA

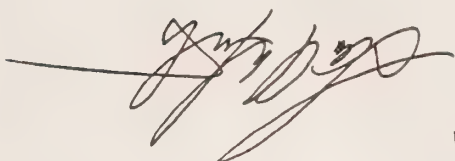
Principaux engagements et éventualités (notes 6 et 7)

Approuvé par la Commission

La présidente,



Commissaire



(en milliers de dollars)

1992	1991
14 915 \$	11 085 \$
5 627	708
3 916	2 099
2 718	2 281
715	695
3 198	3 141
31 089	20 009
334 805	330 890
365 894 \$	350 899 \$
21 042 \$	25 213 \$
1 935	1 307
22 977	26 520
5 910	6 366
658	640
6 568	7 006
336 349	317 373
365 894 \$	350 899 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Travaux publics

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1992 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution des ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états

financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent

fidèlement, à tous égards importants, la situation

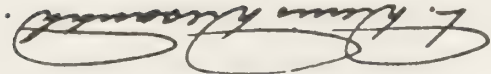
financière de la Commission au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes

ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma

vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements, à la *Loi sur la capitale nationale* et aux règlements administratifs de la Commission.

Le vérificateur général du Canada,



L. Denis Desautels, F.C.A.

Ottawa, Canada

Le 12 juin 1992

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Commission de la

Capitale nationale sont la responsabilité de la
direction et ont reçu l'approbation des membres de
la Commission. Ils ont été préparés par la direction
selon les principes comptables généralement

reconnus.

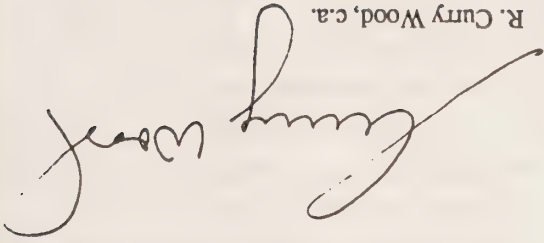
La direction a établi et tient à jour des livres et des
comptes, des contrôles financiers et de gestion et
des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus
pour garantir dans une mesure raisonnable que
les biens soient protégés et contrôlés et que les
opérations soient conformes à la partie X de la
Loi sur la gestion des finances publiques et aux
règlements afférents, ainsi qu'à la *Loi sur la*
capitale nationale et aux règlements administratifs
de la Commission. Les systèmes et les pratiques
sont soumis à des vérifications internes.

La présidente,



Jean E. Pigott

Le vice-président, Finances et administration



R. Curry Wood, c.a.

Les membres de la Commission s'acquittent de
leurs responsabilités quant aux états financiers par
l'entremise d'un comité de vérification où ils sont
les seuls à siéger. Ce comité se réunit à intervalles
réguliers avec la direction ainsi qu'avec les vérifi-
cateurs internes et externes pour discuter des
résultats des vérifications en ce qui a trait à la
suffisance des contrôles comptables internes et pour
examiner les questions relatives à la communication
des renseignements financiers. Les vérificateurs
externes et internes ont plein accès au comité de
vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, à savoir
le vérificateur général du Canada, a vérifié les états
financiers. Il présente son rapport au ministre des
Travaux publics qui assume la responsabilité des
activités de la Commission de la Capitale nationale.

EXAMEN DU RENDEMENT DE LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 1992

RECETTES

Les recettes découlant des loyers et des servitudes se sont chiffrées à 12,7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 0,2 million de dollars, soit de 1 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Dans le cadre du programme de rationalisation des biens du gouvernement fédéral, la Commission a vendu des biens pour la somme de 26,4 millions de dollars, réalisant ainsi une plus-value de cession nette de 21 millions de dollars.

Les intérêts et autres recettes, qui se sont chiffrés à 7,4 millions de dollars, soit 1,1 million de dollars de plus que l'année précédente.

DÉPENSES

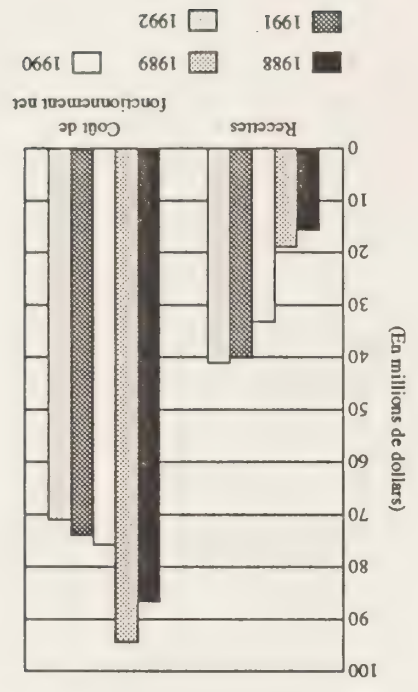
Les dépenses totales se sont élevées à 112 millions de dollars. Les salaires et les avantages sociaux des employés (50,1 millions de dollars), les biens et services (31,4 millions de dollars) et l'amortissement (12,7 millions de dollars) représentaient les principaux postes de dépenses. Les contributions aux projets parrainés par d'autres organismes ou paliers gouvernementaux se sont élevées à 4,7 millions de dollars. La principale contribution au cours de l'exercice est la suivante :

- 3 millions de dollars, sujet à l'approbation du Conseil du Trésor, pour la construction d'un vaste réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale.

Les dépenses de subventions tenant lieu d'impôts fonciers se sont élevées à 13 millions de dollars. Ces dépenses se répartissent comme suit :

	1992	1991
(en millions de dollars)		
Ville d'Ottawa	5,96 \$	5,88 \$
Ville de Gloucester	2,55	2,36
Ville de Nepean	1,99	1,94
Ville de Hull	1,31	1,09
Municipalité de Hull-Ouest	0,32	0,21
Ville d'Aylmer	0,23	0,23
Autres	0,64	0,51

COMPARAISON DES RÉSULTATS FINANCIERS



Autres réalisations

Voici d'autres réalisations importantes survenues au cours de l'exercice 1991-1992 :

- Un certain nombre d'études de planification, dont le plan directeur de la Ceinture de verdure, la stratégie du pôle d'emploi de la région de la capitale et le plan d'aménagement du centre de la capitale, ont été entreprises ou poursuivies.
- Le projet du secteur central-ouest a fait un bond en avant avec l'approbation par les trois paliers de gouvernement touchés de plans conceptuels pour le secteur Lebreton/Bayview. Cette approbation a permis d'entreprendre les négociations relatives au regroupement des terrains.

- Le programme de sensibilisation à la capitale, une campagne de publicité destinée à consolider la réputation de la capitale comme symbole national, s'est poursuivie et des études de marchés ont été conçues pour repérer les publics cibles et améliorer les programmes. La création et le lancement du programme ont eu lieu tel que prévu.

- Le plan d'orientation du programme de

rayonnement national a été instauré dans le but de mieux faire connaître la capitale à l'extérieur de la RCN. Plusieurs activités ont été prévues à ce chapitre, dont des projets de liaison avec les capitales provinciales, le Défi de l'affiche – Plaisirs d'hiver pour les enfants, et pour les adolescents, le Défi canadien de vidéo sur la capitale.

- Les visiteurs ont été accueillis au Centre d'information touristique de la CCN, situé au 14, rue Metcalfe (126 000 usagers), et à l'Infolettre sur la colline du Parlement (31 580 usagers), et ils ont communiqué avec les circuits d'information (61 240 appels locaux et interurbains).

eux aussi.

- Des programmes et événements spéciaux ont été tenus tout au cours de l'exercice. Parmi les plus importants, notons : La fête du Canada, Bal de neige, Cultures Canada, la célébration de la veille du Jour de l'An sur la colline du Parlement, les activités au domaine Mackenzie-King, Scènes de la capitale et Découverte de la Colline.
- La construction du Musée canadien de la photographie contemporaine et de la terrasse du Château Laurier a été terminée à temps pour l'ouverture du Musée en mai 1992.
- En collaboration avec le ministre de la Défense nationale, la CCN a parrainé un concours pour la conception d'un monument dédié au maintien de la paix, dont la construction doit être terminée à l'automne 1992.
- On a mis sur pied un programme visant à ériger des scènes ou des tribunes le long du boulevard de la Confédération et à les animer. On a poursuivi les travaux de rénovation du carré de la Confédération à Ottawa et de la rue Laurier à Hull.
- La CCN a été le premier organisme du gouvernement fédéral à mettre sur pied, de concert avec la Fédération du travail de l'Ontario et ses syndicats affiliés, un programme conjoint, syndical/employeur, d'alphabétisation en milieu de travail. Ce programme, intitulé Éducation de base pour la formation professionnelle ou BEST, est conçu pour aider les employés à mieux écrire, lire, compter et communiquer. Durant la première année du programme, 20 employés de la CCN ont complété les 36 semaines de cours avec l'aide de trois moniteurs, eux-mêmes des collègues de travail. Le succès qu'a eu la CCN avec le programme a encouragé plusieurs autres organismes gouvernementaux à l'adopter eux aussi.

REVUE DE L'EXERCICE

Les activités de la Commission sont régies par un plan décennal, en vigueur depuis 1988, et par un plan général, préparé chaque année pour les cinq années à venir. Ces documents soulignent les questions importantes, établissent les priorités et définissent l'orientation future de la Commission. Les objectifs énoncés dans le plan général ont été atteints par la Commission.

Les priorités établies pour l'exercice financier 1991-1992 étaient les suivantes :

125^e anniversaire

Pour marquer le 125^e anniversaire du Canada, la Commission a organisé 125 jours de célébrations dans la capitale, à compter de mai 1992. Ces activités, axées sur les jeunes et les familles en

visite dans la capitale, souligneront les réalisations, la culture et les arts canadiens. Un bon nombre d'activités auront lieu sur le boulevard de la

Confédération, qui relie les institutions et attractions canadiennes importantes de la région d'Ottawa-Hull. L'un des principaux éléments sera le centre d'activités de la Maison du Canada, qui invite les visiteurs à prendre activement connaissance des réalisations canadiennes.

La promotion de l'unité nationale dans la capitale

On vit actuellement une époque de transition et de débats importante au Canada. En vue d'accroître la fierté nationale, la compréhension et l'unité, la Commission a présenté un programme d'événements et d'attractions qui souligne l'importance symbolique de la capitale. En collaboration avec d'autres organismes, la CCN a préparé le programme pour qu'il attire l'oeil des visiteurs et atteigne tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Adoption de la Stratégie intégrée de gestion des biens immobiliers

En 1991, le Conseil du Trésor a approuvé la Stratégie intégrée de gestion des biens immobiliers, qui régit les activités d'entretien et de réhabilitation des biens qui jouent un rôle direct dans l'appui du mandat de la Commission. La stratégie connexe de consolidation de la gestion des biens immobiliers permet la vente de terrains non essentiels à notre mandat comme source de revenus pour venir en aide au programme d'entretien et de réhabilitation des biens immobiliers de la CCN. La stratégie de consolidation a également permis le virement ou le désinvestissement des frais d'entretien pour les biens de la Commission qui sont de nature municipale. L'intégration de la Stratégie intégrée de gestion des biens immobiliers à la stratégie de communication de la Commission permettra de relier les biens avec les programmes qu'ils rendent possibles.

Production de recettes

Pour neutraliser l'effet de la réduction des allocations de fonds du Trésor fédéral, la Commission a mis sur pied 10 projets de production de recettes au cours de l'exercice 1991-1992, dont l'introduction de frais d'utilisation, de frais d'approbation de l'utilisation des terrains et de frais d'évaluation de l'environnement. Dans le cadre de ce projet, on s'est également penché sur le recrutement de commanditaires pour les événements prévus et la mise à l'épreuve de techniques de échange en matière de gestion des biens. Vingt autres projets de production de recettes sont à l'étude.

La Commission de la Capitale nationale

La Commission de la Capitale nationale est une société d'État créée conformément à la *Loi sur la capitale nationale* de 1958. La loi a été modifiée en 1988.

La mission de la Commission, telle qu'elle a été énoncée dans la loi modifiée de 1988, est :

«d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale». Elle se doit également

«d'organiser, de promouvoir et de promouvoir dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le

Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada, ainsi que du patrimoine des Canadiens».

Les pouvoirs de la Commission sont élargis de façon à lui permettre de «coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada concernant l'organisation, le paratrainage ou la promotion par les ministères des activités liées à la région de la capitale nationale».

Pour se conformer à son mandat élargi, la CCN a adopté un énoncé de mission qui s'articule autour de trois thèmes :

- faire de la capitale un lieu de rencontre pour les Canadiens;
- se servir de la capitale pour communiquer le Canada;
- sauvegarder et conserver les trésors nationaux dans la capitale.

Lettre de présentation

L'honorable Elmer MacKay, C.P., député

Ministre des Travaux publics

Chambre des Communes

Ottawa (Ontario)

K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

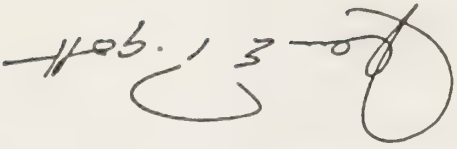
C'est avec plaisir que je vous fais rapport des activités de la Commission de la Capitale nationale au cours de l'exercice financier 1991-1992.

L'année qui se termine a marqué de nombreuses façons une étape importante dans les efforts de la Commission en vue de réajuster ses activités conformément aux principes de son mandat renouvelé et de la réalité des restrictions financières.

L'importance que nous avons accordée au cours des dernières années à la planification et à l'établissement de liens de coopération productifs a porté fruit sous la forme d'un programme coordonné et exhaustif des activités prévues dans la capitale pour célébrer le 125^e anniversaire du Canada.

Pour souligner l'occasion, la Commission et ses partenaires ont réussi à vendre l'idée que la capitale est une destination touristique «à voir absolument». De plus en plus, les Canadiens considèrent leur capitale comme une ressource à partager, un endroit qui reflète bien l'essence de leur identité nationale dans un environnement riche en ressources culturelles, naturelles et récréatives.

La présidente,



Jean E. Pigou

La Commission est tout particulièrement fière d'être arrivée à joindre les Canadiens de tous les coins du pays, grâce à une campagne de publicité et de marketing imaginative et très efficace qui a présenté les événements à venir dans la capitale dans tous les foyers du pays. On a également mis sur pied un programme de rayonnement qui a permis à plusieurs personnes, des jeunes surtout, de visiter la capitale.

Le Fonds Canadana a lui aussi continué sur sa lancée. Les dons en argent se sont accrus par rapport à l'exercice précédent, et constituent toujours un budget pour l'achat de meubles et d'objets d'art pour les résidences officielles du Canada.

En somme, bon nombre des perspectives d'avenir entrevues pour la Commission et la capitale dans notre mandat renouvelé se sont réalisées. La capitale, toujours plus digne de représenter la riche diversité du Canada, devient, pour un nombre croissant de Canadiens, un symbole qu'ils aiment et dont ils sont fiers.

La Commission de la Capitale nationale est très contente de l'engagement, de l'innovation et du professionnalisme de son personnel, sans qui cette évolution n'aurait pas été possible.

C'est avec plaisir que je vous transmets le présent rapport au nom des Commissaires et des employés de la Commission de la Capitale nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Commission de la Capitale nationale
161, av. Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1P 6J6
Tél. : 1 (613) 239-5000
1 (800) 465-1867



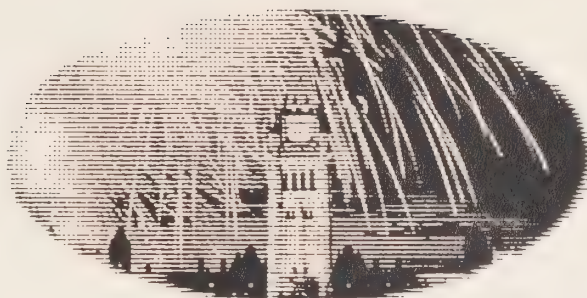
Commission de la Capitale nationale Rapport annuel 1991 • 1992

La capitale nationale
On s'y retrouve
• • • • •



CAI
CP
-ASSE

Government
Publication



CANADA'S CAPITAL

Building Pride and Unity

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
ANNUAL REPORT

1992-1993



National Capital
Commission

Commission
de la Capitale nationale

Canada

National Capital Commission
161 Laurier Avenue West
Ottawa, Canada
K1P 6J6
Tel. 1 (613) 239-5000
1 (800) 465-1867

TABLE OF CONTENTS

LETTER OF TRANSMITTAL	1
THE NATIONAL CAPITAL COMMISSION	2
THE YEAR IN REVIEW	3
PERFORMANCE REVIEW	6
MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL REPORTING	7
AUDITOR'S REPORT	8
BALANCE SHEET	9
STATEMENT OF OPERATIONS	10
STATEMENT OF EQUITY	11
STATEMENT OF CHANGES IN CASH RESOURCES	12
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS	13
SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION: SCHEDULE LAND AND BUILDINGS	19

LETTER OF TRANSMITTAL

The Honourable Elmer MacKay, P. C., M. P.
Minister of Public Works
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister:

It gives me great pleasure to report to you the activities of the National Capital Commission (NCC) during the 1992-93 fiscal year.

If I had to sum up in one word the over-riding characteristic of this year it would be "creativity". Never before in the history of the NCC has its employees responded to new challenges with such bold initiatives, such energy, such dedication to the Canadian public.

What did we accomplish? Perhaps the most notable achievement of 1992-93 was the celebration of Canada's 125th anniversary in the Capital. Canada House, the NCC's youth activity centre, introduced over 280,000 people to the fascinating world of Canadian achievement. That was twice the attendance we anticipated!

Canada Day was another highlight. Excellent attendance plus television broadcasts across the country involved a record-breaking ten million people in this national celebration.

Those are just two of the highlights of the 125th, and a taste of the many ways the NCC reached out to Canadians. Our goal? To increase understanding of the Capital Region and the country, and to contribute to national pride and understanding. More than ever, Canadians from every walk of life regard their Capital as a symbol of all that Canadians stand for.

The NCC also made advances in generating revenue to make up for decreases in appropriations. Over \$2 million was raised from the use of NCC services and facilities. The sponsorship of events exceeded the target set, and brought in \$1.58 million in cash and essential services.

Similarly, strategic alliances and partnerships were developed and maintained in order to assist the NCC in meeting its mandate in the face of declining resources. This led to enhanced special events programming, a more extensive effort to market the Capital as a visitor destination, and better opportunities to carry out development projects.

The Commission also continued its implementation plans for the Real Asset Management Strategy, approved by Treasury Board in 1991. The strategy focuses maintenance and rehabilitation efforts on lands of national interest. It allows us to fulfil our mandate in the most effective and efficient way possible.

Within the NCC, there was a great effort to modernize the way we do business and reward creativity. The most far-reaching survey of employees ever done was undertaken as part of the "Focus On Our People" project. Our employees made a great many exciting recommendations on how the NCC can better fulfil its mandate, and many of those ideas have already been acted upon. They include ways of cutting red tape, improving internal communications and boosting productivity. Along with a host of other internal actions, they will lead to a much more dynamic, more responsive organization better able to serve Canadians.

While the 1992-93 fiscal year presented the NCC with a range of new challenges, I am proud of our work, proud to create a Capital Region for all Canadians, and proud to continue the legacy of nearly a century of Capital building.

On behalf of the Commissioners and all the employees of the National Capital Commission, I am pleased to present this report.

Yours sincerely,



Marcel Beaudry
Chairman

THE NATIONAL CAPITAL COMMISSION

The NCC is an agent Crown corporation established by the *National Capital Act* in 1958. The Act was amended in 1988.

The Commission's purpose, as described in the amended Act, is to "prepare for, and assist in, the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance." The Commission is also to "organize, sponsor or promote such activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada."

The powers of the Commission extend further to enable the Commission to "coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region."

In keeping with its expanded mandate, the NCC has adopted a mission statement that has three elements:

- using the Capital to communicate Canada to Canadians;
- making the Capital a meeting place for Canadians; and
- safeguarding and preserving national treasures in the Capital.

THE YEAR IN REVIEW

The corporate objectives of the National Capital Commission, which span five years, are determined annually. These are outlined in the Commission's Corporate Plan, a summary of which is tabled in Parliament.

The NCC achieved the following results against its corporate objectives for 1992/93.

BUILD NATIONAL PRIDE AND UNITY BY PROMOTING AND ANIMATING THE CAPITAL

The Commission placed special emphasis on Canada's 125th anniversary celebrations in the Capital, with great success. Building on its regular program of visitor services, events and interpretive programs, the Commission and its partners organized 125 days of celebration in the Capital running from May to September. Activities highlighted Canadian achievements, and our cultural and artistic diversity, and were focused on youth and families. The centerpiece, Canada House, attracted 280,000 visitors, more than double the number expected. User surveys indicated that visitors were satisfied with the experience, and at the same time increased their knowledge about Canadian achievements.

Highlights of the NCC's regular calendar of programs and special events included Canada Day, Winterlude, Cultures Canada, and programs on Parliament Hill and at Mackenzie King Estate. A new commemoration honouring Canada's contribution to international peacekeeping was added to Confederation Boulevard. The Peacekeeping Monument, developed in conjunction with the Department of National Defence, was unveiled in October, 1992.

The Outreach program delivered a number of projects related to schools and youth, and to linking Canadian capitals together. Unprecedented visibility for the Capital was generated through approximately 70 television broadcasts; 243 million impressions were also generated by the Capital Awareness Program's advertising campaign for both TV and magazines.

FOCUS ON REVENUE GENERATION TO COUNTERACT DECREASES IN APPROPRIATIONS – WHILE REHABILITATING THE CAPITAL REGION'S AGING INFRASTRUCTURE

In a period of declining resources, an aging asset base, and increased cultural programming resulting from its expanded mandate, the NCC must depend more and more on revenue generation and cost reduction. Operating revenues and revenues generated from rents were less than anticipated, particularly in commercial properties, due to the slow economic recovery in that sector. Revenues from easements and property tax recoveries increased, as did rents from recreational leases to municipalities and school boards. Revenue generated from user access fees and maintenance services amounted to \$2.1 million, slightly less than the forecasted \$2.4 million. The sponsorship of events exceeded the target set, bringing in \$1.58 million worth of cash and essential services, \$0.8 million of which was for the celebration of Canada's 125th anniversary.

DEVELOP AND MAINTAIN STRATEGIC ALLIANCES AND PARTNERSHIPS WHICH ASSIST IN MEETING OUR MANDATE IN A PERIOD OF DECLINING RESOURCES

The NCC has benefited from working with partners and will continue to do so, as an effective way of promoting the goals of the corporation. Partnerships have enabled the NCC to offer a more diverse and extensive experience in the Capital, to carry out real asset development projects, and to market the Capital more effectively. Local and regional governments have acted as partners in planning studies (Capital Nodes, LeBreton Flats area) and for the development of a recreational pathway system. Representatives from attractions, museums and tourism agencies in the Capital have collaborated in gathering and sharing visitor information; and a Parliamentary Planning Group of federal partners has jointly trained front-line staff and promoted public programming in the Parliament Hill area.

The NCC also capitalized on opportunities provided when special interest groups stepped in to provide new recreational services and other services which could no longer be funded through government appropriations. Partners in the private and public sectors also helped to play a large role in the success of Canada House and the 125th celebrations.

IMPLEMENTATION OF THE REAL ASSET MANAGEMENT STRATEGY

In 1992/93 the Commission continued its implementation plans for the Real Asset Management Strategy, approved by Treasury Board in 1991. The strategy focuses maintenance and rehabilitation efforts on lands of national interest, that is, on those assets that play a direct role in supporting the Commission's mandate. The divestiture of municipal-like assets, such as bridges, will continue in 1993/94. The transfer of maintenance responsibility for lands not of national interest, owned by other departments, was not completed for a number of properties because the net cost for the NCC to divest itself of those responsibilities was not seen as cost-beneficial.

The efficient rehabilitation of assets was positively affected this year by local market changes: construction bids came in lower than expected and made it possible to complete a greater number of projects than originally planned.

Land sales this year have been significantly lower than expected. Not only has the real property market been soft, but the primary clients of past land sales, the regional and local governments, are undergoing major spending cuts. As a result, the NCC will be reconsidering its strategy to fund asset rehabilitation from land disposals.

LINK ASSET MANAGEMENT WITH THE ACTIVITIES THAT TAKE PLACE ON THEM

Public programming activities and real asset management strategies must be integrated in order to be effective. This is being carried out in a number of ways. Confederation Boulevard development and animation is guided through a multi-year implementation plan. The Multi-Year Capital Construction program and master plans for key urban parks (such as Major's Hill Park and Jacques Cartier Park) are being developed in consultation with those who will manage the programs and activities on the sites.

HUMAN RESOURCE FOCUS TO ENSURE NEEDS OF ORGANIZATION ARE BALANCED WITH THE NEEDS OF THE EMPLOYEES

An employee survey was undertaken as part of a project entitled "Focus on Our People". In the Environmental and Land Management Branch, all staff were formally introduced to "participative management" concepts and are encouraged and supported to become involved in the process. Through these initiatives, including a decision to reduce external service contracts by reassigning our employees to these tasks, the NCC has attempted to balance the needs of employees with those of the organization.

EFFECTIVELY MANAGE THE INFORMATION REQUIRED TO ACHIEVE THE CORPORATE MANDATE

A multi-year program of converting the entire NCC to a new information management regime has continued, adjusting to the changing priorities within the Commission. Two new corporate financial systems were put in place, and, to further increase operational effectiveness, employees were provided with enhanced electronic communications tools in the form of voice mail and electronic mail connections. Finally, the NCC has produced a number of special maps, including National Capital Region Public Ownership maps. These maps have not only supported the planning and management of NCC lands, but offer a potential source of revenue through sales to other levels of government.

In summary, internal efforts to increase efficiency and streamline operations will allow the NCC to focus even more on our clients – the Canadian public.

PERFORMANCE REVIEW OF THE NATIONAL CAPITAL COMMISSION

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1993

REVENUES

Rental operations and easements revenues of \$12.4 million reflect a decrease of \$0.3 million, or 1% less than last year.

As part of the federal government's property rationalization program, the Commission sold property for \$6.5 million, realizing a net gain on disposal of \$4.9 million.

Interest and other revenue of \$6.7 million were \$.7 million less than the previous year.

PARLIAMENTARY APPROPRIATIONS

Parliamentary appropriations totalled \$89.7 million, the amount for operations was \$83.2 million and \$6.5 million for equity.

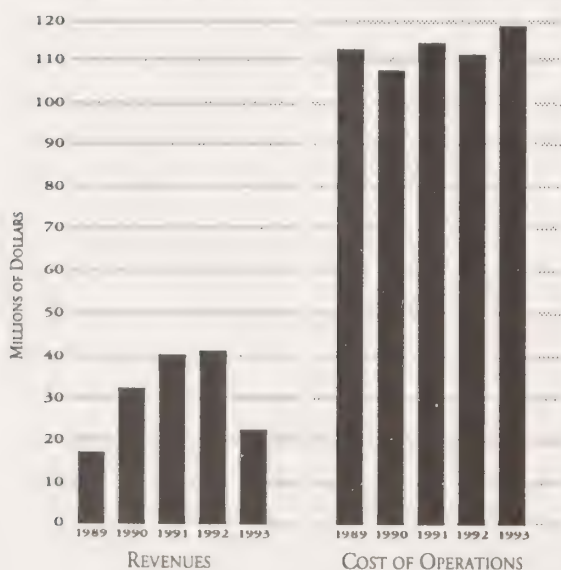
EXPENSES

The total expenses were \$119.9 million. Salaries and employee benefits of \$53.2 million, goods and services of \$33.9 million and amortization of \$13.6 million are the major items. Contributions to projects sponsored by other levels of government or authorities were \$6.2 million. The most significant contribution was as follows:

- \$4.1 million, toward the construction of a comprehensive road network in the Quebec portion of the National Capital Region.

Expenditure on grants in lieu of municipal taxes totalled \$13 million. The distribution by municipality is:

COMPARISON OF FINANCIAL RESULTS



	1993	1992
	(millions)	
City of Ottawa	\$ 5.54	\$ 5.96
City of Gloucester	2.62	2.55
City of Nepean	2.01	1.99
Ville de Hull	1.20	1.31
Municipalité de Hull-Ouest	.38	.32
Ville d'Aylmer	.27	.23
Others	.98	.64

MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL REPORTING

The accompanying financial statements of the NCC are the responsibility of management and have been approved by the members of the Commission. The financial statements have been prepared by management in accordance with generally accepted accounting principles.

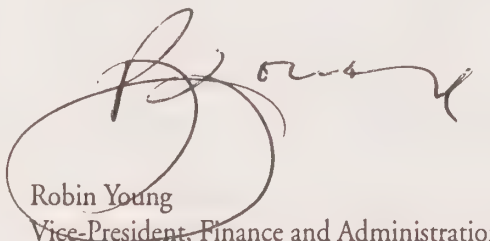
Management has developed and maintains books of account, records, financial and management controls and information systems. These are designed to provide reasonable assurance that the assets are safeguarded and controlled and that transactions are in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, as well as the *National Capital Act* and by-laws of the Commission. Internal audits are conducted to assess these systems and practices.

The members of the Commission carry out their responsibilities for the financial statements principally through an Audit Committee that consists of members of the Commission only. The Audit Committee meets periodically with management as well as with the internal and external auditors to discuss the results of the audit examinations with respect to the adequacy of internal accounting controls and to review and discuss financial reporting matters. The external and internal auditors have full access to the Audit Committee, with and without management being present.

The Commission's external auditor, the Auditor General of Canada, has audited the financial statements. He submits his report to the Minister of Public Works, who is responsible for the National Capital Commission.



Marcel Beaudry
Chairman



Robin Young
Vice-President, Finance and Administration

June 15, 1993

AUDITOR'S REPORT

TO THE MINISTER OF PUBLIC WORKS

I have audited the balance sheet of the National Capital Commission as at March 31, 1993 and the statements of operations, equity and changes in cash resources for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Commission's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Commission as at March 31, 1993 and the results of its operations and the changes in its cash resources for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles. As required by the *Financial Administration Act*, I report that, in my opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my audit of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, the *National Capital Act* and the by-laws of the Commission.



L. Denis Desautels, FCA
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
June 4, 1993

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

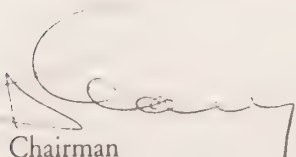
BALANCE SHEET


AS AT MARCH 31, 1993

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
ASSETS		
Current		
Cash and short-term deposits (Note 3)	\$ 16,073	\$ 14,915
Accounts receivable		
Due from Canada	—	5,627
Federal government departments and agencies	3,882	3,916
Tenants and others	2,630	2,718
Operating supplies, small tools and nursery stock	832	715
Prepaid expenses	2,884	3,198
	26,301	31,089
 Land, buildings and equipment (Note 4)	 336,219	 334,805
	<u>\$ 362,520</u>	<u>\$ 365,894</u>
 LIABILITIES		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 24,739	\$ 21,042
Holdbacks and deposits from contractors and others	819	1,935
	25,558	22,977
Long-term		
Accrued employee termination benefits	6,135	5,910
Unsettled expropriations of property	676	658
	6,811	6,568
 EQUITY OF CANADA	 330,151	 336,349
	<u>\$ 362,520</u>	<u>\$ 365,894</u>

Major commitments and contingencies (Notes 6 and 7)

APPROVED BY THE COMMISSION


Chairman


Commissioner

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

STATEMENT OF OPERATIONS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1993

1993 1992
(thousands of dollars)

INCOME

Rental operations and easements	\$ 12,388	\$ 12,665
Interest	1,370	1,741
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	4,924	21,015
Sponsorship (excluding goods and services in kind)	815	632
User access fees	660	783
Other fees and recoveries	3,840	4,199
Parliamentary appropriations	83,242	79,138
	<u>107,239</u>	<u>120,173</u>

COST OF OPERATIONS (NOTE 5)

Planning the National Capital Region	4,132	3,857
Promoting and Animating the Capital Region	19,139	14,497
Real Asset Management and Development	69,365	67,948
Corporate Services	27,296	25,684
	<u>119,932</u>	<u>111,986</u>

NET INCOME (NET COST OF OPERATIONS) (1)

\$ (12,693) \$ 8,187

1. ANALYSIS OF FUNDING THE COST OF OPERATIONS

	1993	1992
Net income (net cost of operations)	\$ (12,693)	\$ 8,187
Amortization (an expense not requiring funding)	13,617	12,746
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	(4,924)	(21,015)
Transfer from disposal of land (Note 3 b (iii))	1,358	-
— Disposal expenses	453	1,068
— Interest revenue	(203)	(362)
Prior year carry - over (commitments)	624	-
Funding greater (less) than cost of operations	<u><u>\$ (1,768)</u></u>	<u><u>\$ 624</u></u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

STATEMENT OF EQUITY

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1993

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
BALANCE AT BEGINNING OF YEAR	\$ 336,349	\$ 317,373
Net income (net cost of operations)	(12,693)	8,187
Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment	6,495	10,789
BALANCE AT END OF YEAR	<u>\$ 330,151</u>	<u>\$ 336,349</u>

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

STATEMENT OF CHANGES IN CASH RESOURCES

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1993

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
OPERATING ACTIVITIES		
Net income (net cost of operations)	\$ (12,693)	\$ 8,187
Items not involving cash		
Amortization	13,617	12,746
Net gain on disposal of land, buildings and equipment	(4,924)	(21,015)
Net change in non-cash working capital balances related to operations	8,527	(10,793)
Net change in long-term liabilities	243	(438)
	<u>4,770</u>	<u>(11,313)</u>
INVESTING ACTIVITIES		
Acquisitions and improvements to land, buildings and equipment	<u>(16,595)</u>	<u>(23,120)</u>
FINANCING ACTIVITIES		
Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment	6,495	10,789
Proceeds on disposal of land, buildings and equipment	6,488	27,474
	<u>12,983</u>	<u>38,263</u>
Increase in cash and short-term deposits	1,158	3,830
Beginning of year	<u>14,915</u>	<u>11,085</u>
End of year	<u><u>\$ 16,073</u></u>	<u><u>\$ 14,915</u></u>

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

MARCH 31, 1993

1. AUTHORITY AND OBJECTIVES

The National Capital Commission was established in 1958 by the *National Capital Act*. The Commission is an agent Crown corporation without share capital named in Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act*. The objects and purposes of the Commission are stated in the *National Capital Act* as amended in 1988. They are to:

- a) prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the National Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be in accordance with its national significance; and
- b) organize, sponsor or promote such public activities and events in the National Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the federal character of Canada, the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada.

The powers of the Commission as they were extended in 1988 also enable the Commission to "coordinate the policies and programs of the Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the National Capital Region".

The Commission is also responsible for the management and maintenance of the Official Residences located in the National Capital Region.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

a) Land, Buildings and Equipment

Land, buildings and equipment are generally recorded at historical cost. Property acquired at nominal cost or by donation is recorded at market value at time of acquisition except for properties of historical significance whose market value cannot be reasonably determined. These are recorded at nominal value. Artifacts donated to the Canadiana Fund are recorded at nominal value. Property acquired by exchange is recorded at the carrying value of the assets disposed of in the transaction. Improvements that extend the useful life of buildings and equipment are recorded at cost.

b) Amortization

Amortization of assets in use is charged to operations in equal annual amounts based on the cost of the assets, their estimated useful life and their final salvage value. Useful life of assets is estimated as follows:

Buildings	20 years
Parkways, roadways and bridges	25 years
Park landscaping and improvement	25 years
Machinery and equipment	10 years
Office furniture and equipment	5 years
Vehicles	5 years
Antiques and works of art	10 years
Computer and communications equipment	5 years

c) Operating Supplies, Small Tools and Nursery Stock

Operating supplies and small tools are carried at cost. Nursery stock is valued at estimated cost.

d) Pension Plan

Commission employees are covered by the Public Service Superannuation Plan administered by the Government of Canada. The Commission's contributions to the plan are limited to an amount equal to the employees' contributions on account of current and certain past service. These

contributions represent the total pension obligations of the Commission and are charged to operations on a current basis.

The Commission is not required under present legislation to make contributions with respect to actuarial deficiencies of the Public Service Superannuation Account and/or with respect to charges to the Consolidated Revenue Fund for indexation payments under the *Supplementary Retirement Benefits Act*.

- e) **Employee Termination Benefits**
Severance pay generally accrues to employees over their service period, and is payable on their separation or retirement. The liability for these benefits is recorded in the accounts as the benefits accrue to the employees.
- f) **Parliamentary Appropriations**
Parliamentary appropriations for operating expenditures, grants and contributions to other levels of government and other authorities are included as income. Parliamentary appropriations to acquire and improve land, buildings and equipment are credited to equity of Canada.
- g) **Workers' Compensation**
The Commission assumes all risks for workers' compensation claims. The cost of claims resulting from injuries on duty are recorded in the years when compensation payments are due.
- h) **Sponsorship**
The Commission enhances programming through financial, promotional and in-kind contributions from sponsors. Except for cash, no value is included in the financial statements for goods and services contributed by sponsors.

3. CASH AND SHORT-TERM DEPOSITS

Cash and short-term deposits at year-end amounted to \$16.1 million. Included in this cash balance are:

- a) Cash donations received for the Canadiana Fund in the amount of \$46.5 thousand;
- b) Funds, that are restricted, in the amount of \$3,523 thousand, as follows:
 - (i) Funds relating to a 1990 long-term lease transaction that, pursuant to Governor in Council authority, have been restricted for the acquisition of environmentally sensitive lands;
 - (ii) Funds generated by the disposal of surplus properties that may be used to acquire real property or to support other major programs, as may be authorized by Treasury Board and Governor in Council.
 - (iii) Details of transactions are highlighted in the following analysis.

	Environmentally Sensitive Lands	Others	Total
	(thousands of dollars)		
Cash available at beginning of year	\$2,420	\$6,422	\$8,842
Proceeds on disposal	-	6,419	6,419
Disposal expenses	-	(453)	(453)
Interest	74	129	203
Acquisitions	(765)	(1,921)	(2,686)
Transfer to capital budget	-	(7,444)	(7,444)
Transfer to operating budget	-	(1,358)	(1,358)
Cash available at end of year	\$1,729	\$1,794	\$3,523

4. LAND, BUILDINGS AND EQUIPMENT

	1993		1992	
	Historical	Accumulated cost amortization	Net book value	Net book value
	(thousands of dollars)			
Land and Buildings				
Greenbelt	\$ 66,927	\$ 18,719	\$ 48,208	\$ 47,761
Gatineau Park	34,806	6,898	27,908	26,810
Parkways	99,281	42,108	57,173	56,212
Parks	30,274	14,480	15,794	15,870
Bridges and approaches	29,142	17,209	11,933	12,266
Historical sites	31,630	14,897	16,733	16,943
Recreational facilities	22,215	10,976	11,239	11,795
Rental properties	122,623	11,588	111,035	109,900
Development properties	24,607	2,873	21,734	22,026
Unsettled expropriations	676	—	676	1,055
Administrative and service buildings	15,971	9,316	6,655	6,580
	478,152	149,064	329,088	327,218
Less: provision for transfers (1)	1,838	—	1,838	1,838
Less: provision for environmental cleanup (2)	650	—	650	800
	475,664	149,064	326,600	324,580
Equipment				
Machinery and equipment	5,478	2,618	2,860	2,870
Office furniture and equipment	3,225	2,585	640	630
Vehicles	4,749	2,925	1,824	2,249
Computer and communications equipment	10,762	6,807	3,955	4,026
Antiques and works of art	1,499	1,159	340	450
	25,713	16,094	9,619	10,225
	<u>\$501,377</u>	<u>\$165,158</u>	<u>\$336,219</u>	<u>\$334,805</u>

1. Provision for transfers pertains to property to be transferred in accordance with agreements with the Province of Quebec. This includes lands to be given free of charge for the approaches to the MacDonald-Carter Bridge and the transfer for \$1 of lands to be used as a right-of-way for Highway 550.

2. Provision for environmental cleanup at Camp Fortune, a prior year property acquisition.

5. COST OF OPERATIONS

a) Summary of Expenses by Major Classification

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
Salaries and employee benefits	\$ 53,184	\$ 50,092
Goods and services	33,926	31,441
Grants in lieu of municipal taxes	12,988	13,028
Contributions	6,217	4,679
Amortization	13,617	12,746
	<u>\$ 119,932</u>	<u>\$ 111,986</u>

b) Sector Definitions and Objectives

The Commission uses four sectors to structure its activities. Short-, medium- and long-term objectives linked to the mandate and mission have been developed for each. The following are the long-term objectives established for each sector:

PLANNING THE NATIONAL CAPITAL REGION

To plan for and control the use of federal lands in the National Capital Region (NCR), which includes coordinating and ensuring high quality design and development.

PROMOTING AND ANIMATING THE CAPITAL REGION

To increase awareness of the Capital outside the NCR through national marketing plans and activities which increase understanding about the Capital and its symbolic role, and to provide opportunities to bring Canadians together in the Capital and increase their understanding, via coordination of the visitor experience, celebrations and special events, and programs that present the past, present and future of the country.

REAL ASSET MANAGEMENT AND DEVELOPMENT

To safeguard and preserve the Capital and its assets for future generations via the development and efficient, effective management of assets in accordance with their importance to the Capital and the NCC mandate.

CORPORATE SERVICES

To provide management with required services and advice, ensure NCC assets are safeguarded, and ensure measures are in place that promote the most efficient, productive use of resources.

6. MAJOR COMMITMENTS

a) The Commission is committed to contribute to the Province of Quebec, one-half of the cost of a road network within the Quebec portion of the National Capital Region. The Commission's remaining commitment to be paid over future years is estimated at \$100 million but is payable only when funding is approved by the Treasury Board of Canada. As of March 31, 1993, expenditures total \$162.9 million and payments have totalled \$154.2 million.

b) The Commission has entered into agreements for computing services, leases of equipment and operating leases for office accommodations. The agreements, showing different termination dates with the latest ending in 2019, total \$124.1 million. Minimum annual payments under these agreements for the next five years are approximately as follows:

	(thousands of dollars)
1993/94	\$ 3,995
1994/95	3,180
1995/96	3,700
1996/97	3,700
1997/98	3,700
	<u>\$ 18,275</u>

c) The Province of Quebec has expropriated certain lands in the Ville de Hull on behalf of the Commission. An amount of \$1.25 million will be payable in exchange for appropriate title documents.

d) The Commission has entered into contracts for capital expenditures estimated to cost approximately \$1.7 million. Payments under these contracts are expected to be made in 1993/94.

7. CONTINGENCIES

a) Claims

Claims have been made against the Commission totalling approximately \$40.2 million for alleged damages and other matters. The final outcome of these claims is not determinable and accordingly these items are not recorded in the accounts. In the opinion of management, the position of the Commission is defensible. Settlements, if any, resulting from the resolution of these claims will be accounted for in the year in which the liability is determined.

b) Agreement with the Province of Ontario

In 1961, the Commission entered into an agreement whereby the Province of Ontario established and maintains 2,761 hectares (6,820 acres) of forest. When the agreement expires in 2011, or is terminated, the Commission will reimburse the Province for the excess of expenses over revenues, or the Province will pay the Commission the excess of revenues over expenses. At March 31, 1993, cumulative expenses exceeded cumulative revenues by \$1.2 million, and are not reflected in the accounts of the Commission.

c) Environmental Protection

The Commission has conducted a preliminary analysis that has identified certain properties that qualify for potential decontamination. The extent of the contamination, cost of clean-up and

funding requirements cannot be reasonably assessed until further on-site testing is completed.

8. RELATED PARTY TRANSACTIONS

The Commission is related in terms of common ownership to all Government of Canada created departments, agencies and Crown corporations and is mainly financed by the Parliament of Canada. In addition to the related party transactions described below and those disclosed elsewhere in these financial statements, the Commission also enters into transactions with Crown entities in the normal course of business.

(i) CANADA MUSEUMS CONSTRUCTION CORPORATION INC.

The Commission permitted the Canada Museums Construction Corporation Inc. to construct the Canadian Museum of Civilization on Commission lands. The Commission is in the process of transferring the lands in question to Public Works Canada in exchange for other properties of equal value.

(ii) CANADIAN MUSEUM OF CONTEMPORARY PHOTOGRAPHY

The Commission and the National Gallery of Canada shared the costs for the construction of the Canadian Museum of Contemporary Photography on Commission lands. Total construction costs are \$17.5 million, of which \$4.3 million represent the share recovered from the National Gallery. The Commission has leased the completed building to the National Gallery of Canada for a term of 49 years.

(iii) COMMEMORATIVE MONUMENT

The Commission, on behalf of the Department of National Defence, constructed the peacekeeping monument in 1992/93. The total cost of the project was \$2.9 million, of which \$0.5 million represents the Commission's share that has been recorded as a capital asset.

(iv) PUBLIC WORKS CANADA

Public Works Canada acts as an agent for the Commission with respect to expropriation of properties. Fees charged are based on standard rates set by Public Works Canada. The Commission has also entered into an agreement with Public Works Canada whereby the latter will, with respect to the Official Residences, provide certain property services at rates established with the Commission and approved by Treasury Board.

9. COMPARATIVE FIGURES

The presentation of certain amounts of the previous year has been changed to conform with the presentation adopted for the current year.

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

SCHEDULE OF LAND AND BUILDINGS

AT AMORTIZED VALUES AS AT MARCH 31, 1993

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
Greenbelt Properties	\$ 48,208	\$ 47,761
Gatineau Park	27,908	26,810
Parkways		
Confederation Boulevard	14,328	14,112
Ottawa River Parkway	10,351	9,909
Rockcliffe Parkway	9,558	9,553
Aviation Parkway	6,229	6,412
Airport Parkway	3,913	4,372
Voyageur Parkway	3,118	2,955
Colonel By Drive	1,542	917
Philémon-Wright Parkway	1,118	1,115
Other parkways – Quebec	2,697	2,795
Other parkways – Ontario	4,319	4,072
Total Parkways	57,173	56,212
Parks		
Rideau River Park	2,492	2,467
Brewery Creek	1,707	1,813
Parliament Hill Promenade	1,473	1,497
Du Portage Park	1,003	1,130
Victoria Island	1,188	1,178
Taché Park	969	1,036
Parc du sentier de l'isle	675	714
Commissioner's Park	739	784
Vincent Massey and Hog's Back Parks	845	552
E.B. Eddy Park	411	453
Other parks – Quebec	1,441	1,529
Other parks – Ontario	2,851	2,717
Total Parks	15,794	15,870

NATIONAL CAPITAL COMMISSION

SUPPLEMENTARY FINANCIAL INFORMATION

SCHEDULE OF LAND AND BUILDINGS

AT AMORTIZED VALUES AS AT MARCH 31, 1993

	1993	1992
	(thousands of dollars)	
Bridges and Approaches		
Portage Bridge	2,936	3,468
Champlain Bridge	2,555	2,746
Macdonald-Cartier Bridgeheads	1,574	1,574
Deschênes-Brittania Approach	2,035	1,607
Hog's Back Bridge	350	392
Other bridges	2,483	2,479
Total Bridges and Approaches	11,933	12,266
Historical Sites	16,733	16,943
Recreational Facilities	11,239	11,795
Rental Properties	111,035	109,900
Development Properties	21,734	22,026
Unsettled Expropriations	676	1 055
Less Provision for Future Transfer of Property per Agreements	(1,838)	(1,838)
Less Provision for Environmental Cleanup	(650)	(800)
Administrative and Service Buildings	6,655	6,580
Total Real Property	<u>\$ 326,600</u>	<u>\$ 324,580</u>

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

INVENTAIRE DES TERRAINS ET IMMEUBLES

VALEUR AMORTIE AU 31 MARS 1993

1993	1992	(en milliers de dollars)
2 936	3 468	Ponts et approches
2 555	2 746	Pont du Portage
1 574	1 574	Pont Champlain
2 035	1 607	Têtes du pont Macdonald-Cartier
350	392	Approche proposée Deschênes-Britannia
2 483	2 479	Pont Hog's Back
11 933	12 266	Autres ponts
16 733	16 943	Total des ponts
11 239	11 795	Lieux historiques
111 035	109 900	Installations de loisirs
21 734	22 026	Propriétés louées
676	1 055	Propriétés de développement
(1 838)	(1 838)	Expropriations non réglées
(650)	(800)	Moins provision pour biens immobiliers à céder en vertu d'accords
6 655	6 580	Moins provision pour nettoyage environnemental
326 600 \$	324 580 \$	Immeubles d'administration et de service
		Total des biens immobiliers

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

INVENTAIRE DES TERRAINS ET IMMEUBLES

VALEUR AMORTIE AU 31 MARS 1993

1993	1992	(en milliers de dollars)
Ceinture de verdure		
Parc de la Gatineau	27 908	48 208 \$
Promenades		
Boulevard de la Confédération	14 328	14 112
Promenade des Outaouais	10 351	9 909
Promenade Rockcliffe	9 558	9 553
Promenade de l'Aviation	6 229	6 412
Promenade de l'Aéroport	3 913	4 372
Promenades des Voyageurs	3 118	2 955
Quai du Colonel-By	1 542	917
Promenade Philémon-Wright	1 118	1 115
Autres promenades – Québec	2 697	2 795
Autres promenades – Ontario	4 319	4 072
Total des promenades		
57 173	56 212	
Parcs		
Parc de la rivière Rideau	2 492	2 467
Ruisseau de la Brasserie	1 707	1 813
Circuit touristique du Parlement	1 473	1 497
Parc du Portage	1 003	1 130
Ile Victoria	1 188	1 178
Parc Taché	969	1 036
Parc du Sentier de l'Isle	675	714
Parc des Commissaires	739	784
Parcs Vincent-Masssey et Hog's Back	845	552
Parc E. B. Eddy	411	453
Autres parcs – Québec	1 441	1 529
Autres parcs – Ontario	2 851	2 717
Total des parcs		
15 794	15 870	

!!!) MONUMENT COMMÉMORATIF

La Commission, au nom du ministre de la Défense nationale, a construit le Monument au maintien de la paix au cours de l'exercice 1992-1993. Le coût total du projet a été de 2,9 millions de dollars; de ce montant, une somme de 0,5 million de dollars représente la part de la Commission, et a été enregistrée comme une immobilisation.

iv) TRAVAUX PUBLICS CANADA

Travaux publics Canada agit au nom de la Commission lorsque celle-ci doit procéder à l'expropriation de propriétés. Les frais de courrage sont calculés selon un barème établi par Travaux publics Canada. La Commission a également conclu une entente avec Travaux publics Canada selon laquelle le ministre assure certains services concernant les résidences officielles, à des taux établis conjointement avec la Commission et approuvés par le Conseil du Trésor.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

La présentation de certains montants de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

c) La province de Québec a exproprié certains terrains sur le territoire de la Ville de Hull au nom de la Commission. Une somme de 1,25 million de dollars sera versée en échange des titres de propriété visés.

d) La Commission a conclu des marchés pour des dépenses en immobilisations dont la valeur approximative est de 1,7 million de dollars. Le paiement de ces marchés se fera vraisemblablement en 1993-1994.

7. ÉVENTUALITÉS

a) Réclamations

Des réclamations ont été déposées contre la Commission pour un montant d'environ 40,2 millions de dollars à titre de dommages présumés et d'autres facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas comparabilisées. Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements de ces réclamations seront, le cas échéant, imputés à l'exercice au cours duquel ils pourront être déterminés avec certitude.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière s'est engagée à aménager et à entretenir une forêt de 2 761 hectares (6 820 acres). À l'expiration de cette entente, en l'an 2011, ou à sa résiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les revenus, ou la province versera à la Commission l'excédent des revenus sur les dépenses. Au 31 mars 1993, les dépenses dépassaient les revenus de 1,2 million de dollars, somme qui ne figure pas dans les comptes de la Commission.

c) Protection de l'environnement

La Commission a fait une analyse préliminaire qui a identifié certaines propriétés pouvant faire l'objet d'une décontamination éventuelle.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTES

L'étendue de la contamination, le coût du nettoyage et les fonds nécessaires ne peuvent être évalués de façon raisonnable tant que l'on n'aura pas effectué d'autres relevés sur place.

La Commission est apparentée, au niveau de la propriété, à tous les ministères, tous les organismes et toutes les sociétés d'État du gouvernement du Canada et elle est financée, en grande partie, par le Parlement du Canada. En plus des opérations énoncées ci-après et de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers, la Commission, dans le cours normal de ses activités, effectue diverses opérations avec ces entités de l'État.

ii) SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

La Commission a autorisé la Société de construction des musées du Canada Inc. à bâtir le Musée canadien des civilisations sur ses terrains. La Commission s'apprête à céder les terrains en question à Travaux publics Canada en échange de propriétés d'égale valeur.

iii) MUSÉE CANADIEN DE LA

PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE

La Commission et le Musée des beaux-arts du Canada ont partagé le coût de construction du Musée canadien de la photographie contemporaine sur des terrains de la Commission. Les coûts de construction ont été de 17,5 millions de dollars, dont 4,3 millions représentent la part du Musée des beaux-arts du Canada que l'on a récupérée. La Commission a loué l'édifice achevé au Musée des beaux-arts du Canada pour une période de 49 ans.

5. FRAIS D'EXPLOITATION

a) Résumé des dépenses ventilées par postes

Salaires et avantages sociaux des employés		Biens et services		Subventions tenant lieu d'impôts fonciers		Contributions		Amortissement	
1993	1992	1993	1992	1993	1992	1993	1992	1993	1992
53 184 \$	50 092 \$	33 926	31 441	12 988	13 028	6 217	4 679	13 617	12 746
119 932 \$		111 986 \$							

b) Définitions et objectifs des secteurs

Les activités de la Commission sont regroupées en quatre secteurs pour lesquels des objectifs à court, moyen et long termes reliés au mandat de la Commission ont été fixés. Les objectifs à long terme de chacun des secteurs sont les suivants :

- PLANIFICATION DE LA RÉGION DE LA CAPITALE DU CANADA
- Planifier et contrôler l'utilisation des terrains fédéraux dans la région de la capitale du Canada et prendre les mesures voulues pour s'assurer que les efforts de conception et de mise en valeur soient de haute qualité.

PROMOTION ET ANIMATION DE LA RÉGION DE LA CAPITALE

Augmenter la sensibilisation des Canadiens et Canadiennes qui vivent à l'extérieur de la région de la capitale du Canada au rôle de la capitale en mettant en oeuvre les plans de promotion nationaux et les activités destinées à mieux faire comprendre les caractéristiques de la capitale et sa fonction symbolique, et faire en sorte que les visiteurs aient l'impression d'y être les bienvenus et d'améliorer la compréhension par l'organisation et la coordination des festivités, des événements spéciaux et des programmes qui représentent le passé, le présent et le futur de notre pays.

GESTION ET DÉVELOPPEMENT DES BIENS IMMOBILIERS

Préserver et conserver la capitale et ses biens pour les générations futures, en assurant la mise en valeur par le développement et une gestion efficace des biens, compte tenu de leur importance pour la capitale et le mandat de la CCN.

SERVICES CORPORATIFS

Fournir à la direction les services, les conseils et l'information, s'assurer que les biens de la Commission sont protégés et faire la promotion de l'utilisation la plus efficace et la plus productive des ressources.

6. PRINCIPAUX ENGAGEMENTS

- a) La Commission s'est engagée à fournir à la province de Québec la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale. Le solde de cet engagement, dont la Commission doit s'acquitter au cours des prochaines années, est estimé à 100 millions de dollars, mais n'est payable que si le financement est approuvé par le Conseil du Trésor du Canada. Au 31 mars 1993, les dépenses totalisaient 162,9 millions de dollars et les paiements s'élevaient à 154,2 millions de dollars.
- b) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux de location de matériel et de bureaux. Les accords totalisent 124,1 millions de dollars et comportent différentes dates d'échéance, le dernier se terminant en l'an 2019. Les paiements annuels minimaux sur ces accords pour les cinq prochains exercices sont approximativement comme suit :

1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
3 995 \$	3 180	3 700	3 700	3 700
(en milliers de dollars)				
18 275 \$				

4. TERRAINS, IMMEUBLES ET MATÉRIEL

1992	1993	Coût Amortissement	d'origine cumulé	comptable nette	comptable nette
1992	1993	Coût Amortissement	d'origine cumulé	comptable nette	comptable nette

(en milliers de dollars)

Terrains et immeubles	66 927 \$	18 719 \$	48 208 \$	47 761 \$
Ceinture de verdure	34 806	6 898	27 908	26 810
Parc de la Gatineau	99 281	42 108	57 173	56 212
Promenades	30 274	14 480	15 794	15 870
Parcs	29 142	17 209	11 933	12 266
Ponts et voies d'accès	31 630	14 897	16 733	16 943
Lieux historiques	22 215	10 976	11 239	11 795
Installations de loisirs	122 623	11 588	111 035	109 900
Propriétés louées	24 607	2 873	21 734	22 026
Propriétés de développement	676	—	676	1 055
Expropriations non réglées	15 971	9 316	6 655	6 580

Moins provision pour les cessions ¹	1 838	—	1 838	1 838
Moins provision pour nettoyage environnemental ²	650	—	650	800
	475 664	149 064	326 600	324 580

Matériel	5 478	2 618	2 860	2 870
Outils et matériel	3 225	2 585	640	630
Mobilier et matériel de bureau	4 749	2 925	1 824	2 249
Véhicules	10 762	6 807	3 955	4 026
Équipement informatique et de communications	1 499	1 159	340	450
Antiquités et œuvres d'art	25 713	16 094	9 619	10 225

501 377 \$	165 158 \$	336 219 \$	334 805 \$
------------	------------	------------	------------

1. La provision pour les cessions vise les biens immobiliers à être cédés en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, des terrains à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont Macdonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie d'un dollar.

2. Une provision pour nettoyage environnemental à Camp Fortune, une acquisition d'un exercice précédent.

de retraite supplémentaires.

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les perçoivent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation, pour les subventions, et pour les contributions versées aux autres paliers de gouvernement et autres organismes sont inscrits à titre de revenus. Les crédits parlementaires alloués pour l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

La Commission assume tous les risques résultant des demandes d'indemnisation des employés. Les dépenses correspondent à ces demandes, par suite d'un accident de travail, sont imputées à l'exercice financier au cours duquel les paiements sont exigibles.

La Commission rehausse sa programmation grâce aux contributions financières, promotionnelles et en nature de commanditaires. À l'exception des contributions monétaires, aucun montant n'est inclus dans les états financiers pour les biens et services reçus des commanditaires.

services reçus des commanditaires.

!!!) L'analyse suivante offre des renseignements

!!! Des fonds qui, provenant de l'aliénation de propriétés excédentaires, peuvent être utilisés pour l'acquisition de biens immobiliers ou pour le financement d'autres programmes importants,

i) Des fonds provenant d'un contrat de location à long terme signé en 1990, lesquels servent à l'acquisition de terrains à l'écosystème fragile, conformément à une restriction du gouvernement

(b) des fonds – auxquels des restrictions s'appliquent – s'élevant à 3 523 000 dollars comme

3 46 500 dollars;

3. ENCAISSE ET DÉPÔTS À COURT TERME

Terrains à l'écosystème fragile		Autres		Total
(en milliers de dollars)				
Encaisse disponible au début de l'exercice	2 420 \$	6 422 \$	8 842 \$	
Produits d'aliénation	-	6 419	6 419	
Dépenses d'aliénation	-	(453)	(453)	
Intérêts	74	129	203	
Acquisitions	(765)	(1 921)	(2 686)	
Virement au budget d'immobilisations	-	(7 444)	(7 444)	
Virement au budget d'exploitation	-	(1 358)	(1 358)	
Encaisse disponible à la fin de l'exercice	1 729 \$	1 794 \$	3 523 \$	

1. POUVOIRS ET OBJECTIFS

La Commission de la Capitale nationale a été constituée en 1958 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale*. La Commission est une société d'État mandataire sans capital-action nommée en vertu des dispositions de la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée en 1988 dans la *Loi sur la capitale nationale*, est la suivante :

a) établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale; et

b) organiser, promouvoir, dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité de statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens.

En 1988, les pouvoirs de la Commission ont été étendus à la coordination des «orientations et des programmes du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'organisation, le parrainage et la promotion, par les ministères, d'activités et de manifestations liées à la région de la capitale nationale»

La Commission est aussi responsable de la gestion et de l'entretien des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

a) Terrains, immeubles et matériel

Les terrains, les immeubles et le matériel sont, en règle générale, comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers acquis contre une somme nominale ou par voie de dons sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf les biens historiques dont la

valeur marchande peut difficilement être établie. Ces derniers sont comptabilisés à la valeur nominale. Les artefacts reçus par le Fonds Canadana sous forme de dons sont comptabilisés à la valeur nominale. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens aliénés au moment de l'opération. Les améliorations qui prolongent la vie utile des immeubles et du matériel sont comptabilisées au prix coûtant.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations actuellement utilisées est imputé à l'exploitation en sommes annuelles égales, en fonction du coût des immobilisations, de leur durée de vie utile prévue et de leur valeur de récupération finale. La durée de vie utile des immobilisations est prévue comme suit :

Immeubles	20 ans
Promenades, ponts et chaussées	25 ans
Paysagement et amélioration des parcs	25 ans
Outillage et matériel	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	5 ans
Antiquités et œuvres d'art	10 ans
Matériel informatique et de communications	5 ans

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de la Commission au régime se limitent à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants et de certains services passés. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de retraite et sont portées aux comptes de façon courante.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES

DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1993

(en milliers de dollars)		
1992	1993	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (frais d'exploitation nets)	\$ 8 187	(12 693)
Éléments hors caisse	13 617	12 746
Amortissement		
Gain net sur l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel	(4 924)	(21 015)
Variation nette des postes hors caisse du fonds	8 527	(10 793)
de roulement concernant l'exploitation	243	(438)
Variation nette du passif à long terme		
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions et amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel	(16 595)	(23 120)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Crédits parlemementaires pour l'acquisition et l'amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel	6 495	10 789
Produits de l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel	6 488	27 474
	12 983	38 263
Augmentation de l'encaisse et dépôts à court terme	1 158	3 830
		14 915
Au début de l'exercice	11 085	
		16 073 \$
		14 915 \$
		À la fin de l'exercice

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE L'AVOIR

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1993

1993		1992	
		(en milliers de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		336 349 \$	317 373 \$
Bénéfice net (frais d'exploitation nets)		(12 693)	8 187
Crédits parlementaires pour l'acquisition et l'amélioration de terrains, d'immeubles et de matériel		6 495	10 789
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE		330 151 \$	336 349 \$

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1993

(en milliers de dollars)		1993	1992
REVENUS			
Opérations de location et servitudes		12 388 \$	12 665 \$
Intérêts		1 370	1 741
Gain net sur l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel		4 924	21 015
Commanditaires (excluant les biens et services en nature)		815	632
Frais d'accès aux usagers		660	783
Autres frais et recouvrements		3 840	4 199
Crédits parlementaires		83 242	79 138
		107 239	120 173
FRAIS D'EXPLOITATION (NOTE 5)			
Planification de la région de la capitale du Canada		4 132	3 857
Promotion et animation de la région de la capitale		19 139	14 497
Gestion et développement des biens immobiliers		69 365	67 948
Services corporatifs		27 296	25 684
		119 932	111 986
BÉNÉFICE NET (FRAIS D'EXPLOITATION NETS) ¹		(12 693)	8 187 \$

1. ANALYSE DU FINANCEMENT DES FRAIS D'EXPLOITATION		1993	1992
Bénéfice net (frais d'exploitation nets)		(12 693)	8 187 \$
Amortissement (dépense ne nécessitant aucun financement)		13 617	12 746
Gain net sur l'aliénation de terrains, d'immeubles et de matériel		(4 924)	(21 015)
Transfert de l'aliénation de terrains (note 3.b)(iii)		1 358	—
— Dépenses d'aliénation		453	1 068
— Intérêts		(203)	(362)
Report de l'exercice précédent (engagements)		624	—
Excédent du financement (frais d'exploitation sur les frais d'exploitation (financement))		(1 768)	624 \$

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

AU 31 MARS 1993

BILAN

(en milliers de dollars)

1993 1992

ACTIF

À court terme

Encaisse et dépôts à court terme (note 3)

Débiteurs

Canada

Ministères et organismes fédéraux

Locataires et autres

Fournitures d'exploitation, petit outillage

et stocks de pépinière

Frais payés d'avance

Terrains, immeubles et matériel (note 4)

PASSIF

À court terme

Créditeurs et passif couru

Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres

À long terme

Indemnités de cessation d'emploi accumulées

Expropriations foncières non réglées

AVOIR DU CANADA

Principaux engagements et éventualités (notes 6 et 7)

APPROUVÉ PAR LA COMMISSION

Le président,

Commissaire

[Signature]

[Signature]

362 520 \$ 365 894 \$

330 151 336 349

6 811 6 568

6 135 5 910
676 658

25 558 22 977

24 739 \$ 21 042 \$
819 1 935

362 520 \$ 365 894 \$

336 219 334 805

26 301 31 089

832 715
2 884 3 198

2 630 2 718

3 882 3 916

5 627 -

16 073 \$ 14 915 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

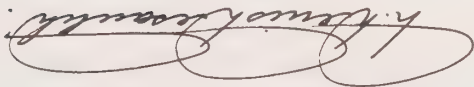
J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1993 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution des ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, l'exploitation de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers a été effectuée, à tous égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur la capitale nationale* et aux règlements administratifs de la Commission.

Le vérificateur général du Canada,



L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
Le 4 juin 1993

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Le vérificateur externe de la Commission, à savoir le vérificateur général du Canada, a vérifié les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics qui assume la responsabilité des activités de la Commission de la Capitale nationale.

Le président,

Marcel Beaudry

La vice-présidente, Finances et administration

Robin Young

Le 15 juin 1993

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale sont la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. La direction a établi et tient à jour des registres comptables, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens soient protégés et contrôlés et que les opérations soient conformes à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements afférents, ainsi qu'à la *Loi sur la capitale nationale* et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les pratiques sont soumis à des vérifications internes. Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard des états financiers par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit à intervalles réguliers avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner les questions relatives à la communication des renseignements financiers. Les vérificateurs externes et internes ont plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

EXAMEN DU RENDEMENT DE LA COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1993

DÉPENSES

Les dépenses totales se sont élevées à 119,9 millions de dollars. Les salaires et les avantages sociaux des employés (53,2 millions de dollars), les biens et services (33,9 millions de dollars) et l'amortissement (13,6 millions de dollars) représentent les principaux postes de dépenses. Les contributions aux projets parrainés par d'autres organismes ou paliers gouvernementaux se sont élevées à 6,2 millions de dollars. La principale contribution au cours de l'exercice est la suivante :

- 4,1 millions de dollars pour la construction d'un vaste réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale.

Les dépenses de subventions tenant lieu d'impôts fonciers se sont élevées à 13 millions de dollars. Ces dépenses se répartissent comme suit :

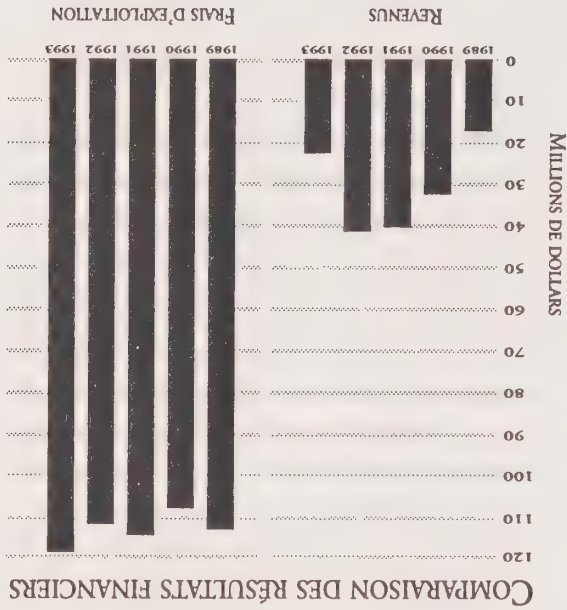
	1993	1992
(en millions de dollars)		
Ville d'Ottawa	5,54 \$	5,96 \$
Ville de Gloucester	2,62	2,55
Ville de Nepean	2,01	1,99
Ville de Hull	1,20	1,31
Municipalité de Hull-Ouest	0,38	0,23
Ville d'Aylmer	0,27	0,64
Autres	0,98	

REVENUS

Les revenus découlant des loyers et des servitudes se sont chiffrés à 12,4 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars, soit de 1 p. 100 par rapport à l'année dernière. Dans le cadre du programme de rationalisation des biens du gouvernement fédéral, la Commission a vendu des biens pour la somme de 6,5 millions de dollars, réalisant ainsi une plus-value de cession nette de 4,9 millions de dollars. Les intérêts et autres revenus se sont chiffrés à 6,7 millions de dollars, soit 0,7 million de dollars de plus que l'année précédente.

CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les crédits parlementaires ont totalisé 89,7 millions de dollars. De ce montant, 83,2 millions de dollars ont été imputés aux résultats, et 6,5 millions de dollars à l'avoir.



GÉRER EFFICACEMENT L'INFORMATION
NÉCESSAIRE À LA COMMISSION POUR
REMPLIR SON MANDAT

Un programme pluriannuel de conversion du système de gestion de l'information de la CCN s'est poursuivi en fonction des priorités changeantes au sein de la Commission. On a implanté deux nouveaux systèmes financiers et, en vue d'améliorer encore plus la qualité du service, on a donné aux employés accès à de meilleurs outils de travail électroniques, soit des systèmes de messagerie vocale et de courrier électronique. Enfin, la CCN a produit un bon nombre de cartes spéciales, notamment des cartes des propriétés publiques dans la région de la capitale nationale. Ces cartes ont non seulement servi à la planification et à la gestion des terrains de la Commission, mais leur vente à d'autres niveaux de gouvernement constitue une source éventuelle de revenus.

Bref, en efforçant de rationaliser ses activités et d'améliorer l'efficacité, la CCN est en mesure d'accorder la priorité au public canadien.

Les gouvernements régional et locaux ont participé à des études de planification sur les jonctions de la capitale et les plaines LeBreton ainsi qu'à l'établissement d'un réseau de sentiers récréatifs. Des représentants d'attractions, de musées et d'agences touristiques ont recueilli et partagé de l'information sur les visiteurs, et un groupe de planification parlementaire formé de partenaires fédéraux a travaillé avec la Commission à former du personnel de front et à promouvoir la programmation dans le secteur de la colline du Parlement.

La CCN a également tiré profit du fait que des groupes d'intérêts spéciaux ont commencé à fournir de nouveaux services récréatifs et d'autres services auxquels les gouvernements ne pouvaient plus affecter de fonds. Les partenaires des secteurs public et privé ont aussi grandement contribué au succès de la Maison du Canada et des célébrations de la fête du Canada.

METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE INTÉGRÉE
DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

En 1992-1993, la Commission a continué à mettre en œuvre la Stratégie intégrée de gestion des biens immobiliers, approuvée par le Conseil du Trésor en 1991. La Stratégie régit les activités d'entretien et de réhabilitation des terrains d'intérêt national, c'est-à-dire des biens qui jouent un rôle direct dans l'appui du mandat de la Commission. Le désinvestissement des biens de nature municipale tels les ponts se poursuivra en 1993-1994. La responsabilité de l'entretien des terrains qui ne sont pas d'intérêt national et qui appartiennent à d'autres ministères n'a pas été cédée dans le cas de certaines propriétés, car le coût net en aurait été prohibitif pour la CCN.

Cette année, des changements au niveau du marché local ont eu une incidence positive sur la réhabilitation des biens. En effet, les soumissions en matière de construction ont été plus basses que prévu, ce qui a permis de compléter plus de projets qu'on ne croyait pouvoir le faire à l'origine.

En 1992-1993, on a vendu beaucoup moins de terrains qu'escompté. Non seulement le marché immobilier était faible, mais les gouvernements régional et locaux, de coutume les principaux acheteurs de terrains, font actuellement l'objet de coupures budgétaires importantes. C'est pourquoi la Commission va remettre en cause sa stratégie d'utilisation des revenus provenant de la vente de terrains pour la réhabilitation de biens.

RELIER LA GESTION DES BIENS AUX ACTIVITÉS QU'ILS RENDENT POSSIBLES

Pour être efficaces, les activités de programmation et les stratégies de gestion des biens immobiliers doivent être intégrées les unes aux autres, comme c'est le cas pour les projets suivants. L'aménagement et l'animation du boulevard de la Confédération sont dictés par un plan de mise en œuvre plurianuel, et les gestionnaires des programmes et activités sur les sites participent actuellement à l'élaboration du programme plurianuel de construction de la capitale ainsi que des plans directeurs des principaux parcs urbains (tels le parc Major et le parc Jacques-Cartier).

METTRE LES RESSOURCES HUMAINES AU PREMIER PLAN AFIN DE VEILLER À MAINTENIR UN ÉQUILIBRE ENTRE LES BESOINS DE LA COMMISSION ET LES BESOINS DES EMPLOYÉS

On a effectué un sondage auprès des employés dans le cadre d'un projet intitulé «Nos gens d'abord». On a familiarisé tous les employés de la Direction de la gestion des terrains et de l'environnement au concept de la «gestion participative», et on les encourage à prendre part au processus. Aussi, la Commission a décidé de réduire le nombre de contrats octroyés à l'extérieur et de faire faire le travail à l'interne. C'est ainsi qu'elle a essayé de maintenir l'équilibre entre ses besoins et ceux de son personnel.

immobilier était faible, mais les gouvernements

Les objectifs de la Commission de la Capitale nationale (CCN), qui sont établis annuellement pour les cinq exercices à venir, sont énoncés dans le plan général de la Commission. Aussi, un sommaire de ces objectifs est présenté au Parlement.

Voici les résultats qu'a obtenus la CCN relativement aux objectifs généraux établis pour l'exercice 1992-1993.

PROMOUVOIR LA FIERTE ET L'UNITÉ CANADIENNES PAR LE BIAIS DE LA CAPITALE

La Commission a accordé une attention particulière aux célébrations du 125^e anniversaire du Canada, qui ont connu un grand succès. En plus de son programme courant de services aux visiteurs, la Commission, avec la collaboration de ses partenaires, a organisé 125 jours de célébrations dans la capitale de mai à septembre. Les activités, conçues avant tout pour les jeunes et les familles, portaient sur notre culture diversifiée ainsi que sur les réalisations canadiennes et les arts. La Maison du Canada, qui a été sans contredit la pièce de résistance, a reçu 280 000 visiteurs, soit plus de deux fois le nombre prévu. Des sondages menés à l'époque indiquent que les visiteurs se trouvaient satisfaits de l'expérience, qui leur a en outre permis d'enrichir leur connaissance des réalisations canadiennes.

La fête du Canada, Bal de Neige, Cultures Canada et divers programmes mis sur pied à la colline du Parlement et au domaine Mackenzie-King ont notamment été à l'avant-scène du calendrier courant de programmes et événements spéciaux de la CCN. Le nouveau Monument au maintien de la paix, érigé sur le boulevard de la Confédération avec la collaboration du ministère de la Défense nationale, a été dévoilé en octobre 1992. Il commémore la contribution canadienne au maintien de la paix internationale.

Au chapitre du Programme de rayonnement national, nombre de projets scolaires et jeunesse ont été mis sur pied, ainsi qu'un programme de liaison des capitales canadiennes. Aussi, la capitale a été promue plus que jamais par le biais d'environ 70 émissions télévisées, et les messages télévisés et imprimés dans

des revues de la Campagne de sensibilisation à la capitale ont été vus 243 millions de fois.

METTRE L'ACCENT SUR LA PRODUCTION DE REVENUS AFIN DE NEUTRALISER L'EFFET DE LA RÉDUCTION DES AFFECTATIONS TOUT EN RÉHABILITANT L'INFRASTRUCTURE VIEILLISSANTE DE LA RÉGION DE LA CAPITALE

La CCN doit compter de plus en plus sur la production de revenus et la réduction des coûts, étant donné la diminution croissante de ses ressources, le vieillissement de ses biens et les programmes culturels de plus en plus nombreux qu'elle doit mettre sur pied suite à l'élargissement de son mandat. Les activités d'exploitation et les opérations de location n'ont pas produit les revenus escomptés, surtout en ce qui concerne les propriétés commerciales, étant donné la lente remontée économique dans ce secteur. Il y a eu augmentation des revenus découlant des servitudes et du recouvrement des impôts fonciers, ainsi que des opérations de location d'installations récréatives aux municipalités et aux commissions scolaires. Les revenus provenant des frais d'utilisation et d'entretien ont atteint 2,1 millions de dollars, c'est-à-dire un peu moins que les 2,4 millions de dollars prévus. Les objectifs ont été dépassés en ce qui concerne les activités de commandite des événements spéciaux, qui ont engendré 1,58 million de dollars en argent et en services essentiels. De ce montant, 0,8 million est attribuable aux célébrations de la fête du Canada.

ÉTABLIR ET ENTRETEENIR DES ALLIANCES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES QUI PERMETTENT À LA COMMISSION DE REMPLIR SON MANDAT MALGRÉ LA RARETÉ CROISSANTE DES RESSOURCES

Les partenariats ont été avantageux pour la CCN et continueront de l'être, car ils lui permettent de promouvoir efficacement ses buts, d'offrir aux visiteurs une «expérience capitale» plus diversifiée et approfondie, de mener à bien des projets de gestion des biens immobiliers, et de mieux vendre la capitale.

Les pouvoirs de la Commission sont élargis de façon à lui permettre de « coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada concernant l'organisation, le parrainage ou la promotion par les ministères des activités liées à la région de la capitale nationale. »

Pour se conformer à son mandat élargi, la CCN a adopté un énoncé de mission qui s'articule autour de trois thèmes :

- faire de la capitale un lieu de rencontre pour les Canadiens;
- se servir de la capitale pour communiquer le Canada;
- sauvegarder et conserver les trésors nationaux dans la capitale.

La Commission de la Capitale nationale (CCN) est une société d'État créée conformément à la *Loi sur la capitale nationale* de 1958. La Loi a été modifiée en 1988.

La mission de la Commission, telle qu'elle a été énoncée dans la Loi modifiée de 1988, est : « d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale. » Elle se doit également « d'organiser, de parrainer et de promouvoir dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada, ainsi que du patrimoine des Canadiens. »

LETTRE DE PRÉSENTATION

L'honorable Elmer Mackay, C. P., député
Ministre des Travaux publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

C'est avec plaisir que je vous fais rapport des activités de la Commission de la Capitale nationale au cours de l'exercice financier 1992-1993.

Si je devais résumer en un mot la caractéristique prépondérante de l'année, j'emploierais le mot «créativité». En effet, c'est avec brio que les employés de la Commission de la Capitale nationale ont relevé les nouveaux défis qui se sont posés. Ils ont fait preuve d'enthousiasme, d'initiative et de dévouement envers le public canadien comme jamais auparavant.

Qu'avons-nous accompli? La plus grande réalisation de 1992-1993 est sans doute la gamme d'activités organisées dans la capitale pour célébrer le 125^e anniversaire du Canada. Deux fois plus de visiteurs que prévu ont découvert la Maison du Canada, le centre d'activités et d'expositions s'adressant spécialement à la jeunesse. Plus de 280 000 personnes ont donc pu prendre activement connaissance des réalisations canadiennes.

La fête du Canada a elle aussi remporté un vif succès. Plus de 10 millions de personnes, un record pour cette activité, ont pris part aux diverses activités de cette fête nationale, que ce soit en personne ou à titre de téléspectateurs, certaines festivités étant diffusées simultanément partout au pays.

La Maison du Canada et la fête du Canada ne sont que deux des faits saillants du 125^e anniversaire du Canada, car c'est par de nombreux moyens que la Commission réussit à joindre les Canadiens. Quel est l'objectif de la Commission? Faire connaître la région de la capitale du Canada et le pays tout entier aux Canadiens et Canadiennes, et accroître la fierté nationale et la compréhension. Plus que jamais, les Canadiens de toutes les couches de la société voient leur capitale comme un symbole de l'essence de leur nationalité.

La Commission de la Capitale nationale a aussi réussi à produire des recettes afin de neutraliser l'effet de la réduction des affectations. Ainsi, on a pu recueillir plus de 2 millions de dollars en frais d'utilisation des services et des installations pour les différentes activités de la Commission a dépassé les objectifs fixés. Ainsi, la

Commission a obtenu l'équivalent de 1,58 million de dollars en argent et en services essentiels. Par ailleurs, la Commission a réussi à créer et à maintenir des alliances et des partenariats stratégiques afin de l'aider à remplir son mandat malgré la diminution des ressources disponibles. Elle a donc dû améliorer la programmation des activités spéciales, redoubler d'effort pour vendre l'idée que la capitale est une destination touristique «à voir absolument» et élaborer de nouvelles activités.

La Commission a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie intégrée de gestion des biens immobiliers, approuvée par le Conseil du Trésor en 1991. Cette stratégie régit les activités d'entretien et de réhabilitation des terrains d'intérêt national. De plus, elle permet à la Commission de remplir son mandat le plus efficacement possible.

Au sein de la Commission, des efforts ont été déployés afin d'améliorer notre façon de faire des affaires et de récompenser la créativité. Le plus grand sondage jamais réalisé auprès des employés a été entrepris dans le cadre du projet «Nos gens d'abord». Nos employés ont fait de nombreuses recommandations qui permettront à la Commission de mieux remplir son mandat; un grand nombre d'entre elles ont d'ailleurs déjà été mises en œuvre. Entre autres, on a trouvé des moyens de réduire la bureaucratie, d'améliorer la communication interne et d'accroître la productivité. Ces améliorations, de même qu'une foule d'autres initiatives internes, permettront de faire de la Commission un organisme beaucoup plus à l'écoute des Canadiens et Canadiennes afin de mieux les servir.

Au cours de l'exercice financier 1992-1993, la Commission de la Capitale nationale a eu à relever plusieurs nouveaux défis, et je suis fier du travail accompli, à tous les Canadiens et Canadiennes, et fier de poursuivre une tradition établie il y a près d'un siècle : l'édification d'une capitale. C'est avec plaisir que je vous transmets le présent rapport au nom des commissaires et des employés de la Commission de la Capitale nationale. Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,

Marcel Beaudry

TABLE DES MATIÈRES

1	LETTRE DE PRÉSENTATION
2	LA COMMISSION DE LA CAPITALITÉ NATIONALE
3	REVUE DE L'EXERCICE
6	EXAMEN DU RENDEMENT
7	RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS
8	RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
9	BILAN
10	ÉTAT DES RÉSULTATS
11	ÉTAT DE L'AVOIR
12	ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE
13	NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
19	INVENTAIRE DES TERRAINS ET IMMEUBLES

Commission de la Capitale nationale
161, avenue Laurier ouest
Ottawa, Canada
K1P 6J6
Tél. : 1 (613) 239-5000
1 (800) 465-1867



Commission
de la Capitale nationale
National Capital
Commission

Canada

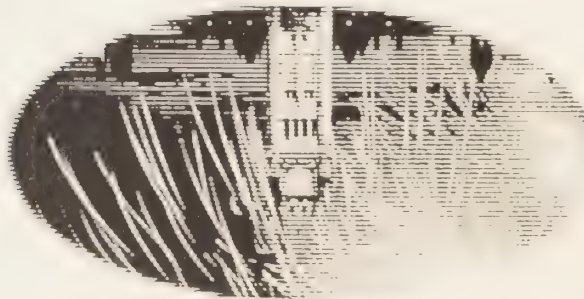
1992-1993

RAPPORT ANNUEL

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Source d'unité et de fierté

LA CAPITALE DU CANADA



3 1761 11550497 9

